

HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
DE LA GUERRE MONDIALE

(Série Roumaine)

L'OCCUPATION ENNEMIE
DE LA ROUMANIE
ET SES
CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES
ET SOCIALES

PAR

Gr. ANTIPA

Membre de l'Académie Roumaine

DONATION



PUBLICATIONS DE LA DOTATION CARNEGIE
POUR LA PAIX INTERNATIONALE

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, PARIS
YALE UNIVERSITY PRESS, NEW HAVEN, U. S. A.

Publications de la

Dotation Carnegie pour la Paix Internationale

Section d'Économie et d'Histoire

HISTOIRE ÉCONOMIQUE & SOCIALE DE LA GUERRE MONDIALE

DIRECTEUR

JAMES T. SHOTWELL

Professeur d'Histoire à l'Université Columbia (U. S. A.)

Série Roumaine

DIRECTEUR-ADJOINT :

D^r DAVID MITRANY

HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
DE LA GUERRE MONDIALE

(Série Roumaine)

L'OCCUPATION ENNEMIE
DE LA ROUMANIE
ET SES
CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES
ET SOCIALES

PAR

Gr. ANTIPA

Membre de l'Académie Roumaine

DONATIONE



PUBLICATIONS DE LA DOTATION CARNEGIE
POUR LA PAIX INTERNATIONALE

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, PARIS
YALE UNIVERSITY PRESS. NEW HAVEN, U. S. A.

9(R)232, 1932

53499

CONTROL 1953

1947

1956

Biblioteca Centrală de Științe
"Carol I" București
Cota. 53657

B.C.U."Carol I" - Bucuresti



C53499

PRÉFACE

A l'automne de 1914, quand l'étude scientifique des répercussions de la guerre sur la vie moderne passa tout à coup du domaine de la théorie dans celui de l'histoire, la Division d'Économie et d'Histoire de la Dotation Carnegie se proposa d'adapter son programme de recherches aux problèmes nouveaux que la guerre allait susciter ou, si l'on préfère, aux problèmes anciens qu'elle allait transformer.

Le programme existant, tel qu'il avait été rédigé dans la conférence des économistes tenue à Berne en 1911, et qui traitait des questions alors actuelles, avait déjà donné lieu à des travaux de haute valeur, mais pour bien des raisons, il ne pouvait plus être maintenu tel quel. Un nouveau plan fut donc tracé, à la demande du Directeur de la Division. Il avait pour but de mesurer, par une vaste enquête historique, le coût économique de la guerre et les perturbations qu'elle causerait dans la marche de la civilisation. Il y avait lieu de penser qu'en confiant une telle entreprise à des hommes compétents et d'esprit pondéré, et en la menant selon la méthode vraiment scientifique, elle pourrait finalement fournir au public les éléments nécessaires pour se former une opinion éclairée — et servir par là les intentions d'une Fondation consacrée à la cause de la Paix internationale.

Le besoin d'une telle analyse, conçue et exécutée dans le véritable esprit de la recherche historique, s'est fait de plus en plus sentir au fur et à mesure que la guerre s'est développée, déclenchant toute la multiplicité des forces nationales — non seulement celles qui visaient à la destruction, mais aussi

celles qui aboutissaient à la création de nouvelles énergies productives. L'apparition de ces formes nouvelles d'activité économique qui, en temps de paix, se seraient traduites par un accroissement de richesse sociale et qui ont donné parfois l'illusion d'une prospérité grandissante — et, d'autre part, le spectacle de l'incroyable endurance dont firent preuve toutes les nations belligérantes pour supporter des pertes sans cesse accrues — ont rendu nécessaire de soumettre à un examen plus approfondi tout le domaine de l'économie de guerre.

Une double obligation s'imposa donc à la Division d'Économie et d'Histoire. Elle dut prendre pour règle de concentrer son travail sur les problèmes ainsi posés et de les étudier dans leur ensemble ; en d'autres termes, de leur appliquer les critères et les disciplines de la méthode historique. En raison même de ce que la guerre, prise dans son ensemble, constituait un seul fait, quoique se répercutant par des voies indirectes jusqu'aux régions les plus reculées du globe, l'étude de la guerre devait se développer sur un plan unique, embrassant tous ses aspects à la fois et pourtant ne négligeant aucune des données accessibles.

Aussi longtemps que la guerre a duré, on ne pouvait songer à l'exécution d'un tel programme. On pouvait tenter des études occasionnelles et partielles (quelques-unes ont été publiées sous la direction de la Division Économique), mais il était impossible d'entreprendre une histoire générale — et cela pour des raisons évidentes. D'abord toute étude autorisée sur les ressources des belligérants aurait influencé directement la conduite des armées. Aussi les gouvernements avaient-ils grand soin de soustraire à toute enquête les données de la vie économique, même celles auxquelles, en temps normal, le public a accès. En dehors même de cette difficulté, les collaborateurs qui eussent été qualifiés pour ces études étaient pour la plupart mobilisés et par conséquent hors d'état de se livrer à de pareilles recherches. Le plan d'une histoire de la guerre fut donc ajourné jusqu'au moment où les circonstances rendraient possibles dans chaque nation non seulement la

communication des documents, mais la collaboration des spécialistes, économistes, historiens, hommes d'affaires ; et où leur coopération à ce travail collectif ne pourrait plus donner lieu à des malentendus, ni quant à ses buts, ni quant à son contenu.

Dès la guerre finie, la Dotation reprit son plan primitif. Il se trouva qu'il s'adaptait assez bien, sauf quelques légères modifications, à la situation nouvelle. Le travail commença dans l'été et l'automne de 1919. Une première conférence des économistes composant le Conseil consultatif (*Advisory Board of Economists*), fut convoquée à Paris par la Division d'Économie et d'Histoire. Elle se borna à tracer un programme de courtes études préliminaires ayant trait aux principaux aspects de la guerre. Comme le caractère purement préliminaire de ces études fut encore accentué par le fait qu'elles portaient plus spécialement sur les problèmes urgents de l'Europe à ce moment, on décida de ne pas en faire des fragments de l'histoire générale, mais d'y voir simplement des essais d'intérêt immédiat pour la période de l'après-guerre. Visiblement la conférence ne pouvait établir *a priori* aucun programme d'ensemble ; il fallait créer un instrument plus spécialisé que celui qui existait si l'on voulait entreprendre l'histoire économique et sociale de la guerre. Pour cela il fallait une enquête menée d'abord par une organisation nationale et ne faisant appel que subsidiairement à une coopération internationale. Aussi longtemps que les faits relatifs à l'histoire de chaque nation ne seraient pas parfaitement connus, il serait vain de procéder à des analyses comparatives et l'histoire de chaque pays constituerait elle-même un inextricable labyrinthe. On décida donc de dissoudre l'ancien Comité européen de recherches et de le remplacer par un Comité de direction (*Editorial Board*) dans chacun des principaux pays (ou par un seul directeur dans les petits pays). La tâche de ces Comités devait se concentrer, au moins pour l'instant, sur l'histoire économique et sociale de leur pays respectif.

La première démarche du Directeur général fut de choisir les membres de ces Comités de Direction dans chaque pays.

Si le plan de la Dotation avait besoin d'une justification, il suffirait de montrer les listes des noms de tous ceux qui, hommes de science ou hommes d'État, ont accepté la responsabilité de ces publications. Cette responsabilité est assez lourde, car elle implique l'adaptation du plan général aux conditions spéciales de chaque pays et à ses habitudes de travail. Le degré de réussite de l'entreprise dépendra du zèle avec lequel les collaborateurs de chaque nation accepteront d'y coopérer.

Une fois constitués les Comités de direction, un premier pas s'imposait pour la mise en train de notre histoire. Pas d'histoire sans documents. Avant tout il fallait rendre accessibles pour les recherches, dans la mesure compatible avec les intérêts de l'État, tous les documents de quelque importance relatifs à la guerre, locaux ou nationaux. Mais la constitution des archives est une lourde tâche qui appartient de droit aux Gouvernements et autres détenteurs de ces documents historiques, non aux historiens ou économistes qui se proposent de les utiliser. C'est une obligation incombant aux propriétaires qui les détiennent pour le compte du public. Les collaborateurs qui se sont chargés de cette partie de l'Histoire de la Guerre ne pouvaient que se borner à un rôle d'enquêteurs, et en acceptant la situation telle qu'elle était, résumer leurs découvertes sous forme de guides ou de manuels bibliographiques ; et peut-être aussi, en procédant à une comparaison des méthodes employées, contribuer à faire adopter celles trouvées les plus pratiques. Tel a été dans chaque pays le point de départ de nos travaux, quoiqu'on n'ait pas dans chaque cas rédigé sur ce point de monographie spéciale.

Pendant quelque temps il sembla qu'on ne pouvait dépasser cette première étape du travail limitée à la mise à jour des documents. Et si notre plan avait comporté le dépouillement des seuls documents officiels, on n'aurait guère pu aller au delà, car une fois certains documents catalogués comme « secrets », il y a peu de gouvernements assez courageux pour oser briser les scellés. Par suite, des mines de matériaux indispensables à l'historien lui restent inaccessibles, quoique leur publica-

tion ne puisse présenter bien souvent aucun inconvénient. Tant que l'état d'esprit né de la guerre pesait ainsi sur nos recherches et risquait de les entraver pendant bien des années encore, il fallait découvrir quelque autre solution.

Heureusement cette solution a pu se trouver grâce aux souvenirs et aux impressions personnels, appuyés d'ailleurs sur des documents dignes de foi, de ceux qui, au cours de la guerre, ont participé à la direction des affaires ou qui, simples observateurs, mais favorablement placés, ont pu recueillir de première ou de seconde main une connaissance précise de certaines phases de la guerre et de leurs conséquences sociales. C'est ainsi qu'a pu être établi le plan d'une série de monographies historiques ou descriptives où les faits seront exposés, non à titre officiel, mais néanmoins de source autorisée, monographies qui se classent à mi-chemin entre le type des mémoires personnels et celui des rapports officiels. Ces monographies constituent le principal de notre œuvre. Elles ne sont pas limitées aux faits de guerre ni même à ses suites immédiates, car l'histoire de la guerre se prolongera longtemps après que celle-ci aura pris fin. Elles doivent embrasser aussi la période de « déflation » au moins assez pour permettre de se faire, sur les perturbations économiques dues à la guerre, un jugement plus sûr que ne le permettrait le seul examen des faits immédiatement contemporains.

Avec cette nouvelle phase du travail, la tâche des directeurs a pris un nouveau caractère. Le plan des monographies a dû être compris en raison des collaborateurs disponibles plutôt qu'en raison des matériaux existant comme c'est le cas dans la plupart des histoires, car les sources étaient aux mains des collaborateurs eux-mêmes. Ceci, à son tour, impliquait une nouvelle attitude à prendre en face du double idéal d'exactitude et d'objectivité auquel doit toujours tendre l'historien. Pour permettre à chaque collaborateur de donner toute sa mesure, il fallait éviter de l'enfermer dans le cadre d'un programme trop rigide : il fallait prévoir que les mêmes faits seraient présentés sur des plans différents et vus sous des angles variés, et que des événements y seraient compris qui ne

rentrent pas strictement dans les limites de l'histoire. Il ne fallait même pas vouloir obtenir partout une stricte objectivité. On ne pouvait empêcher une certaine partialité, née des nécessités de la controverse et de la défense. Mais cette partialité même est dans bien des cas une partie intégrante de l'histoire, les appréciations des faits par les contemporains étant aussi instructives que les faits mêmes sur lesquels elles portent. D'ailleurs le plan, dans son ensemble, est établi de façon que les monographies d'un même pays se contrôlent mutuellement ; là où ce ne serait pas le cas, nul doute que d'autres ouvrages parallèles, publiés dans les autres pays, ne puissent servir de correctif.

Outre ces monographies destinées à utiliser les sources, d'autres études sont en préparation ayant un caractère technique et limité, et portant sur des points précis d'histoire ou de statistique. Ces monographies ont, elles aussi, le caractère de travaux de première main, car elles enregistrent des faits recueillis assez près de leur source pour permettre des vérifications qui deviendraient impossibles plus tard. Mais d'autre part elles constituent aussi des applications de la méthode constructive par laquelle l'historien passe de l'analyse à la synthèse. Mais il s'agit d'une tâche difficile et longue et qui commence à peine.

On pourrait dire, pour caractériser les premières phases d'une histoire comme celle-ci, que l'on n'en est encore, suivant l'expression américaine, qu'à la « cueillette du coton ». Les fils emmêlés des événements restent à tisser pour fabriquer l'étoffe de l'histoire. Dans un travail constructif et créateur comme celui-ci on peut être obligé de changer de plan et d'organisation.

Dans une entreprise qui implique une coopération aussi complexe et aussi variée, il est impossible d'établir, autrement que d'une façon très générale, la part de responsabilité des directeurs et des auteurs dans la rédaction des monographies. En ce qui concerne le plan de l'Histoire de la Guerre dans son ensemble et son exécution, c'est le Directeur général qui assume la responsabilité ; mais quant aux arrangements de détail et à la répartition des travaux entre les collaborateurs,

c'est surtout l'affaire des Comités de direction et d'édition dans chaque pays qui ont aussi à lire les manuscrits préparés sous leur direction. Néanmoins l'acceptation d'une monographie n'implique nullement l'approbation des opinions et conclusions qui s'y trouvent formulées. La Direction borne son rôle à s'assurer de la valeur scientifique des travaux, et à vérifier s'ils rentrent bien dans le cadre du plan adopté, mais les auteurs auront naturellement toute liberté de traiter les sujets à leur gré. De même aussi la Dotation, par le fait qu'elle autorise la publication de monographies, ne doit pas être considérée comme donnant son approbation aux conclusions qui s'y trouveront formulées.

C'est devant l'histoire seulement que la Dotation sera responsable : d'où résulte pour elle l'obligation de réunir et de présenter tous les faits et tous les points de vue aussi complètement et aussi exactement que possible, sans chercher à en éliminer aucun dès qu'ils sont essentiels à l'intelligence générale de la guerre.

* * *

Il était tout à fait nécessaire que notre plan général comprenne une description de l'Occupation de la Roumanie et des conséquences qu'elle a entraînées au double point de vue économique et social; car les caractères particuliers de cette occupation constituent un des principaux chapitres de l'Histoire de la Guerre mondiale.

La monographie de M. Gr. ANTIPA présente d'autant plus d'intérêt que l'auteur a été chargé par le Gouvernement de son pays de rester dans le territoire occupé pour gérer les affaires du Ministère de l'Agriculture, et de représenter ainsi les intérêts de la population devant les autorités occupantes. Il a donc pu regarder de près, et connaître par une expérience vécue les buts et les méthodes de cette occupation, et les effets qu'elle a produits sur la vie de la population. Il peut nous donner une description fidèle, documentée et vivante d'un des faits importants de cette Guerre.

La conclusion qui se dégage nettement de cette étude, c'est que dans une guerre moderne, où l'on doit faire appel encore plus aux ressources économiques que militaires, il ne semble pas possible d'épargner à la population civile les conséquences du conflit.

Quand un pays subit l'occupation, inévitablement sévère, d'un ennemi en danger, ces conséquences sont en effet, aux points de vue psychologique et physiologique, plus marquées et plus durables peut-être parmi la population civile : femmes, vieillards et enfants, que parmi les combattants.

Pour éviter la répétition de tels faits, il faut les décrire avec tous leurs effets, autant que possible *sine ira et studio*, mais en toute franchise. C'est le but même qui a inspiré la préparation et la publication de cette monographie.

James T. SHOTWELL.

INTRODUCTION

L'aimable proposition qui me fut faite par la dotation Carnegie d'écrire cette monographie sur l'histoire de l'occupation ennemie de la Roumanie, et ses conséquences économiques et sociales, m'a bien embarrassé. Ce n'est qu'après de longues hésitations que j'ai pu me décider à l'accepter. Je disposais sans doute d'un très riche matériel : en qualité de représentant officiel de la population civile du territoire occupé, j'ai eu, pendant deux trop longues années, de nombreuses occasions de connaître à fond les buts et les méthodes de l'occupant et — malheureusement — de constater les effets désastreux de l'application qu'il en fit avec tant de zèle dans la chair vive de ma propre nation.

Ce n'était donc pas le manque de documentation qui me faisait hésiter à publier un travail dont la rédaction me semble constituer une obligation morale. C'était plutôt le peu d'opportunité de cette publication, et surtout la peur qu'elle n'aboutisse à des résultats contraires aux buts pacifiques que nous poursuivons. Je craignais que le moment de décrire et de juger, avec impartialité et sans passion, de pareilles questions, ne fût pas encore arrivé.

Mais après de mûres réflexions, j'ai conclu que mes scrupules et mes craintes n'étaient pas justifiés et qu'il fallait au contraire, dans l'intérêt supérieur de l'humanité, dire toute la vérité sur cette question, la publier le plus tôt possible dans tous ses détails. Car, l'histoire de la guerre comporte, en plus de son intérêt scientifique, des conclusions pratiques, elle révèle des enseignements dont l'importance intéresse toute l'humanité. Voici les raisons qui m'ont convaincu :

1^o Il est certain que la portion de la Roumanie (soit les deux tiers) qui subit l'occupation militaire de l'ennemi, n'a pas été administrée conformément aux principes du droit international. Les Allemands ont écrit, eux-mêmes, qu'ils avaient inventé et appliqué ici, sur une grande échelle, « un nouveau système d'administration et d'exploitation des pays occupés » ; celui précisément qui a eu pour effet la ruine complète du pays et de ses habitants, la destruction de l'avoir public et privé, des institutions de culture. De plus, la population civile des territoires occupés, composée en grande majorité de femmes, de vieillards, d'enfants et d'invalides, a dû souffrir, elle aussi, les misères de la guerre — manque de nourriture, de vêtements, etc. — et même travailler pendant tout ce temps, pour approvisionner les armées des occupants et leurs pays.

Il est donc d'une importance capitale que ce « système d'administration et d'exploitation des pays occupés », ainsi que les conséquences qu'il entraîna, soit connu dans tous ses détails et apprécié à sa juste valeur. Car c'est en le connaissant à fond et en examinant de près ses effets, que les hommes d'État de tous les pays (sans oublier ceux de l'Allemagne) réfléchiront pour trouver les moyens d'empêcher que les guerres prennent à l'avenir de pareilles formes et pour mieux protéger contre de telles exploitations les populations civiles et les institutions de culture des pays occupés ;

2^o La guerre mondiale a laissé notre continent dans un état de guerre latente ; entre les populations des anciens États belligérants subsistent d'une façon chronique la méfiance et parfois l'hostilité. C'est une nécessité absolue que cet état maladif disparaisse le plus tôt possible. Car à défaut d'une paix réelle, permettant à tous les peuples civilisés de reprendre avec sincérité leurs anciennes relations et de se réunir pour une vie commune de collaboration utile — indispensable pour l'échange de leurs productions matérielles et intellectuelles — ils s'effondreront tous, indifféremment, qu'ils soient aujourd'hui riches ou pauvres, qu'ils soient parmi les vainqueurs ou parmi les vaincus. Mais, pour parvenir à un tel équilibre, il faut absolument que les masses populaires de tous

les États — qui dorénavant seront seules à décider de la guerre ou de la paix — connaissent toute la vérité sur les questions qui les regardent ainsi que sur les fautes qui furent commises autrefois par leurs anciens gouvernants. Il faut aussi qu'elles connaissent et comprennent les intérêts de leurs anciens ennemis, et qu'elles acquièrent la conviction qu'une paix réelle n'est plus possible que sur la base du respect réciproque des intérêts justifiés des nations en présence. Il faut qu'elles s'efforcent, avant tout, de mettre leurs propres intérêts en concordance avec ceux des autres.

La grande majorité du peuple allemand ne savait jusqu'ici, sur les causes de l'entrée de la Roumanie dans la guerre, rien de plus que ce que lui avaient dit au moment voulu ses hommes d'État. Elle pensait : « La Roumanie a trahi la Triple-Alliance, et l'Allemagne est partie pour la punir. » On lui avait donc laissé ignorer que la Roumanie n'est entrée dans cette guerre que forcée par une suite rapide d'événements, afin de pouvoir par ce moyen présenter et faire valoir les intérêts vitaux de la nation roumaine dans la liquidation définitive de l'ancienne Monarchie des Habsbourg. Elle a dû entrer dans la guerre pour ne pas se suicider, pour être présente à l'accomplissement d'une fatalité historique : l'évolution des formations politiques de notre continent, évolution qui devait aboutir cette fois-ci, nécessairement, à l'unité nationale du peuple roumain tout entier. C'est la chaîne logique de cette même évolution qui avait conduit auparavant à l'unité nationale les peuples italien et allemand, et que l'Allemagne croyait, naïvement, pouvoir empêcher maintenant dans sa progression fatale, ce qui a été la cause principale de son malheur. Sur cette question on ne lui avait rien dit. On ne lui avait rien dit non plus sur ce que son « *Wirtschaftstab* » a fait en Roumanie pendant les deux années de l'occupation, laissant ce pays complètement dévasté, avec une population en proie à la famine et à la misère (1).

(1) Ceci a été admis tout récemment, quoique d'une manière indirecte, par M. le *Freiherr von Rheinbaben*, membre du *Reichstag* et ancien secrétaire d'État,

C'est précisément pour combler ces lacunes, qu'il est absolument nécessaire de faire, et le plus tôt possible, une description détaillée de l'occupation de la Roumanie et de ses conséquences.

Cette œuvre atteindra son utilité la plus grande, si elle contribue à donner une base sérieuse aux relations sincères qui doivent se développer entre ces deux peuples, vivant dans le bassin du même grand fleuve, et destinés à vivre à l'avenir dans les meilleurs termes.

Il est certain que les Roumains, pour être justes, devront prendre en considération qu'un des effets du blocus maritime fut d'astreindre les Allemands — jusqu'à un certain point — à chercher leur subsistance là où ils pouvaient la trouver. Malheureusement cette excuse ne justifie ni les perquisitions domiciliaires, qui furent faites pour prendre jusqu'au dernier grain de maïs (c'est-à-dire la seule nourriture du paysan) ; ni l'enlèvement de tout l'outillage du pays : chemins de fer, fabriques, institutions de culture, etc.

* * *

Ce sont ces raisons qui m'ont décidé à écrire dès à présent ce que je voulais remettre à un moment où les passions seraient moins violentes. Je l'ai fait en disant toute la vérité, telle que je l'ai vécue, et telle qu'elle ressort des actes et documents secrets que les occupants ont dû abandonner, en route ou en partant. J'ai écrit sans aucun ressentiment, mais aussi sans aucun ménagement, même lorsqu'il s'agissait d'un intérêt de mon propre pays. Si dans cette description j'ai été parfois

dans l'article suivant, intitulé « Réminiscences, et Espoirs », qui parut dans le numéro que la Deutsche Allgemeine Zeitung dédia à la Roumanie, en novembre 1928 : « *Pendant la période d'occupation 1917-1918 la politique Allemande fit tout ce qui était possible pour ménager la Roumanie. Il y avait des raisons évidentes pour une telle attitude : nous voulions faciliter la reprise des relations amicales après la guerre. Malheureusement, les difficultés économiques de l'Autriche, et les conséquences du blocus économique des Pouvoirs Centraux s'aggravèrent d'une manière tellement désastreuse, que l'Allemagne se trouva dans l'impossibilité de persister dans son intention ; l'économie nationale Roumaine eut donc à payer un tribut forcé envers la guerre, dans laquelle la Roumanie s'était jetée volontairement pour poursuivre des buts d'agrandissement...* »

sévère, je me suis du moins efforcé de n'être jamais injuste, et je n'ai pas poursuivi d'autre but que celui de faire ressortir toute la vérité. Car c'est elle seule qui peut devenir un remède efficace contre ces tendances à rendre plus rude encore la vie des États, tendances si dangereuses pour l'avenir de l'humanité.

Pour moi, qui suis un ancien élève de l'Université de Jena, et qui garde encore — après tout ce que j'ai vécu — une profonde reconnaissance à cet important centre de culture où j'ai passé ma jeunesse, le devoir — si pénible qu'il soit — de faire ce travail, s'impose doublement. Tant comme homme travaillant pour la science universelle que comme patriote roumain, je considère qu'il existe une obligation morale de ne pas laisser tomber dans l'oubli les faits d'une époque extrêmement douloureuse, mais toute pleine d'enseignements. Ma qualité d'ancien élève d'une Université allemande m'impose le devoir de faire connaître aux masses populaires de ce peuple les actes de ses anciens gouvernants ; afin qu'il puisse voir, sans inexactitudes ni fausses interprétations, les erreurs du passé et les devoirs de l'avenir, et puisse se rapprocher, de cette manière, d'une sincère entente, si désirable entre ces deux peuples, obligés par leur situation géographique à une collaboration étroite.

Dans l'intention spéciale de faciliter autant que possible la lecture de ce livre dans les pays des puissances centrales, je l'avais rédigé — depuis trois ans déjà — en allemand ; et ce n'est que beaucoup plus tard que la fondation Carnegie a pris la décision de le faire traduire et paraître en français. Une traduction n'est pourtant jamais la même chose qu'un texte original ; c'est pourquoi je dois faire appel à l'indulgence du lecteur, pour qu'il excuse certaines phrases et expressions qui auraient assurément été plus claires, si la rédaction avait été faite directement en français.

Bucarest, le 30 octobre 1928.

*
* *

Une description de l'occupation militaire de la Roumanie pendant la guerre mondiale, et avant tout une constatation

exacte de ses conséquences économiques et sociales, offrent de l'importance, non seulement pour les historiens mais aussi pour les hommes d'État : pour tous ceux qui se préoccupent du progrès de l'humanité. Les conclusions et l'enseignement que l'on pourra en tirer touchent profondément à la vie de tous les peuples et peuvent indiquer de nouvelles voies par lesquelles on arriverait à ménager, en temps de guerre, plus que l'on ne le fait actuellement, la vie des populations civiles, ainsi que les institutions représentant la culture et la vie civilisée des peuples.

L'occupation militaire de la Roumanie, en effet, a été l'une des plus pénibles que l'histoire moderne connaisse. La dévastation d'un pays pendant la bataille est un fait assez explicable ; ce qui ne l'est point, c'est d'abord les enlèvements systématiques, qui furent accomplis — surtout par les troupes bulgares — après que les hostilités eurent complètement cessé ; ensuite, le fait imputable à leurs autres alliés, d'avoir épuisé par une exploitation sévère toutes les sources de production du pays et d'avoir complètement ruiné sa population à laquelle on enleva — en échange d'un papier-monnaie fictif — la totalité de son avoir. Ceci fut accompli sur une échelle inconnue jusqu'ici et d'une façon préméditée et méthodique. L'organisation d'un système d'exploitation, fonctionnant sans erreur dès le commencement et permettant d'exploiter intensivement jusque dans ses plus insignifiants produits, pendant deux ans, tout un pays relativement grand, est vraiment une entreprise gigantesque, telle que l'histoire n'en a jamais enregistrée jusqu'ici de comparable. L'humanité peut tirer de ces faits deux catégories d'enseignements utiles : chercher les moyens de défense indiqués contre les maux dont un peuple peut ainsi devenir la victime ; et se renseigner, le cas échéant, sur les méthodes par lesquelles on pourrait organiser une exploitation économique de ces dimensions. Si l'on ajoute à ceci l'étude des conséquences qu'une telle entreprise a eu sur l'état social, sur la culture et en général sur toute la vie du peuple qui en fut la victime, la leçon devient plus importante encore. Le présent ouvrage a pour but de clarifier la question à ces points de vue, et de donner au moins les éléments nécessaires pour que des personnes plus

compétentes puissent effectuer dans l'avenir, sur cette base, une étude plus complète et raisonnée de la question.

Il est certainement difficile, pour un Roumain, d'écrire dès à présent une histoire complète de l'organisation et du fonctionnement de l'administration militaire de la Roumanie sous l'occupation ennemie. En effet, les Roumains devinrent, pendant tout ce temps, l'objet, c'est-à-dire les victimes de ce système d'exploitation intensive. Même ceux d'entre nous qui étaient officiellement chargés de représenter les intérêts de leur pays ne pouvaient connaître alors les intentions secrètes et les méthodes du gouvernement militaire. Nous ne pouvions que les deviner, les juger par leurs effets. Nous n'avions même pas le droit d'écrire ou de recevoir des lettres, ou d'user d'un appareil photographique. Nous ne connaissions que les règlements destinés à la population civile, qui nous faisaient savoir, sous la menace de peines sévères, comment nous devions nous conduire, ce que nous devions fournir — presque chaque jour — aux autorités militaires, ce qui était à séquestrer ou à réquisitionner, etc. Mais nous ignorions la teneur des règlements et des instructions secrètes qui donnaient aux autorités militaires leurs directives : ce que l'on devait prendre à chacun, ce que l'on devait lui laisser de nourriture, de vêtements, etc., pour son usage personnel ; ce qu'il adviendrait de sa propriété, et si demain — à la suite d'une perquisition domiciliaire — on lui laisserait encore, oui ou non, une couverture à son lit.

Dans de telles conditions, nous avons dû chercher d'autres moyens de nous renseigner sur la situation de notre pays et de notre population pendant cette période : nous avons été contraints, dans ce but, d'user des mêmes procédés que l'occupant employait lui-même envers nous, et qui étaient parfois la ruse, la dissimulation, la corruption, etc. Nous avons, par exemple, organisé une poste clandestine, pour savoir au moins ce qui se passait dans le pays, et pour aviser la population des moyens de se garantir contre les réquisitions exagérées, du moment où elles devaient avoir lieu. Notre unique recours était d'être infatigables, et, suivant les circonstances, de prier, de supplier, même de menacer quand c'était possible ; ou bien

même de tâcher de concilier les différents intérêts de notre pays avec un intérêt quelconque de l'armée allemande, afin d'obtenir qu'au moins sur ce point les besoins de notre population puissent être pris en considération. Du reste, ces faits se rapportent surtout à l'histoire des souffrances de la population de ce pays, plutôt qu'aux conséquences économiques et sociales de cette occupation si pénible.

Heureusement, plus tard, nous avons réussi peu à peu à pénétrer les secrets du *Wirtschaftstab* et à voir ses intentions; nous avons découvert des rapports secrets, des instructions, des ordonnances, des statistiques, etc. Nous nous sommes ainsi procurés à la longue une très riche documentation. Nous fûmes plus particulièrement heureux quand les occupants durent quitter notre pays avec précipitation; ils furent alors tellement pressés de partir qu'ils abandonnèrent des caisses entières, contenant tous les actes de l'occupation militaire, surtout ceux de l'état-major économique. C'est de cette façon que nous avons pris possession de leurs papiers secrets, et que nous avons pu voir, au moins rétrospectivement, leurs mobiles et leur activité réelle.

Notre Office de statistique a déjà publié en deux brochures les travaux et les chiffres statistiques du *Wirtschaftstab* et de la police. On a aussi des ouvrages secrets précieux, imprimés à l'étranger, et notamment les deux volumes intitulés : *Sammlung der Kriegswirtschaftlichen Vereinbarungen mit dem Verbündeten Ausland*, Vienne, 1918, que la chance nous a mis entre les mains et où nous avons pu constater nettement que ce qui est arrivé ne fut pas improvisé sous la pression des circonstances, mais préparé longtemps d'avance.

Notre travail envisage tous ces actes officiels, statistiques, rapports secrets, etc; et toutes nos conclusions, quand elles ne sont pas basées sur des expériences personnelles, sont le fruit de l'étude de ces sources respectives.

*
* *

Dans le cadre étroit de cette publication nous ne pouvons donner que les faits essentiels. Je crois utile de m'arrêter de

préférence à ce que j'ai vu moi-même, sans répéter les statistiques et les rapports allemands qui furent déjà reproduits dans les ouvrages de l'Office statistique roumain. Je ne compte pas non plus reproduire ou résumer les innombrables ordonnances, informations, ordres du jour, instructions, etc., qui furent promulgués par les différents bureaux, soit directement pour la population, soit pour l'usage des différents organes de l'administration militaire. Jusqu'à la mi-juin 1918, les ordonnances seules du *Wirtschaftstab* sont parvenues au n° 19.797 ! Je les ai étudiées aussi, elles contiennent une documentation précieuse pour celui qui se décidera à faire des recherches sur l'histoire de l'occupation militaire de la Roumanie dans ses détails. Tous ces documents sont contenus dans le *Verordnungsblatt der Militärverwaltung in Rumanien* ou bien dans le *Verordnungsblatt des Oberkommandos des Besatzungsheeres in Rumänien*, ainsi que dans la série de publications officielles, rapports secrets, etc., que nous avons rassemblés avec le plus grand soin dans la Bibliothèque de l'Académie roumaine. Mais dans la présente monographie, il ne peut être question que d'un aperçu général et de la constatation des buts, des méthodes et des résultats généraux de cette occupation, et surtout de ses conséquences économiques et sociales.

Ce travail ne doit donc pas être considéré comme l'histoire complète de l'occupation. C'est simplement une contribution à son étude, se rapportant plutôt à la situation de la population qu'à l'organisation et à l'activité de ceux qui occupèrent le pays. Les expériences personnelles — malheureusement trop riches — que j'ai eu la triste occasion de faire, dans les différentes charges officielles que j'ai remplies pendant ce temps, m'ont servi comme première base, et m'ont permis, au lieu de présenter au lecteur de ce livre une simple énumération de faits et de statistiques, de lui donner une description plus vivante de ce que j'ai pu voir et constater, et de ce que j'ai souffert avec tout un peuple pendant cette occupation militaire ennemie qui fut si dure.

CHAPITRE PREMIER

Entrée de la Roumanie dans la guerre mondiale

Le développement de la guerre mondiale sur les différents fronts en 1916 forçait la Roumanie à abandonner de plus en plus sa neutralité pour prendre une part active à la guerre. La pression, dans ce sens, venait en même temps de l'intérieur et de l'extérieur. C'est ainsi que le Conseil de la Couronne décida le 27 août 1916 l'entrée de la Roumanie dans la Guerre mondiale, du côté de l'Entente, malgré l'insuffisante préparation de son armée au point de vue de l'armement, des munitions et de l'équipement.

Malgré le grand enthousiasme de la population au commencement de cette guerre « pour la libération des frères asservis de Transylvanie, du Banat et de la Bukovine, et pour l'unité nationale » (car cette guerre fut véritablement populaire), il existait une méfiance contre le nouvel allié du Nord : la crainte d'une « nouvelle défection russe » répétant les événements de 1878. Cette crainte semblait de plus en plus fondée. Premièrement, le nouvel allié ne pourrait jamais arriver à temps et en nombre suffisant sur le front bulgare, où il était le plus nécessaire, et où l'on avait compté dès le commencement sur son aide diplomatique et militaire, basée sur certains accords. D'autre part, quand le peuple acclamait les « Alliés » enfin arrivés, il entendait même de simples soldats russes dire fièrement qu'ils venaient non pas comme Alliés, mais comme Protecteurs. Enfin les armes et les munitions, envoyées par les Alliés de l'Occident pour les Roumains, restaient toujours en souffrance sur les chemins de fer russes. Dans de pareilles circonstances, les soldats roumains durent bientôt voir que malgré

leur grande bravoure personnelle, leur abnégation et leur endurance, toutes les vertus ne leur suffiraient pas pour être victorieux dans une guerre où les armes et les machines les plus modernes — qui leur manquaient complètement — emportaient la décision. C'est ainsi que, peu après le commencement de la guerre, la place forte de Turtucaia et ensuite toute la Dobrudja furent perdues, malgré l'héroïsme du soldat roumain et son mépris de la mort.

D'autre part, les affaires prirent une mauvaise tournure aussi sur le front occidental, en Transylvanie, où l'armée roumaine avait déjà avancé, avec le plus grand élan, très loin dans le territoire ennemi. L'Allemagne, contrainte à occuper rapidement la Roumanie, pour des raisons décisives d'ordre économique, prépara une grande armée qui marcha sur la Roumanie en même temps du côté Sud par la Bulgarie, et du côté Nord par la Transylvanie. Elle organisait également une expédition répressive et son mot d'ordre résonna dans tout le pays : « Que Dieu punisse l'Angleterre, l'Italie se punira elle-même, mais c'est nous qui punirons la Roumanie. » Les Allemands arrivèrent avec une armée expérimentée, pourvue de tout l'outillage moderne et d'une énorme quantité de machines de guerre. Contre une telle force, écrasante par le nombre, le soldat roumain, brave mais insuffisamment outillé, ne pouvait plus rien faire. Ses grandes qualités personnelles, toutes les vertus qui caractérisent ce guerrier sorti d'une classe de paysans sains, intègres et intelligents, n'avaient plus dans ce cas qu'une importance secondaire, car le front roumain n'avait pas derrière lui la grosse industrie qui aurait donné une supériorité incontestable même à un matériel humain de moindre qualité.

C'est ainsi que l'invasion de la Transylvanie, commencée avec tant d'enthousiasme, fut arrêtée et transformée en retraite. Malgré la défense courageuse des passes des Carpathes, les montagnes furent rapidement traversées par l'armée allemande. Falkenheim venant du Nord et Mackensen du Midi, avançaient toujours et approchaient de la capitale. Devant la rivière l'Argech, tout près de Bucarest, la dernière grande bataille

fut livré. Pendant trois jours les habitants de la ville entendirent avec la plus grande émotion la formidable canonnade qui devait décider de leur sort. Les nouvelles parvenues du front disaient que le combat n'était pas encore décisif et que l'on attendait avec impatience l'aide promise par les Russes pour arrêter la marche des Allemands. On assurait aussi que les Allemands avaient déjà posté des canons de gros calibre et menaçaient de bombarder la ville, en déclarant que Bucarest était une forteresse. Tout ceci, et les attaques aériennes, se répétant depuis des mois plusieurs fois par jour et faisant beaucoup de victimes dans la population civile, tenaient les habitants dans un état de grande nervosité.

Cependant, dans la nuit du 5 au 6 décembre, on entendit dans toutes les rues de Bucarest un grand bruit et des piétinements de chevaux qui durèrent jusqu'à midi. C'était la retraite précipitée de l'armée roumaine, avec l'artillerie et la cavalerie, qui prenaient le chemin de la Moldavie. Comme ma résidence officielle à Bucarest (Muséum d'Histoire naturelle), se trouvait située à l'embranchement de trois grandes chaussées par lesquelles s'effectuait la retraite, j'eus la douleur de contempler pendant des heures ce tableau de désolation. A la levée du soleil, je suivis la rue et me mis à causer avec des soldats : ils étaient terribles à entendre. Le dernier auquel je m'adressai était un sous-officier dont l'uniforme était en loques et qui conduisait un cheval. Il était comme fou et sanglotait plus qu'il ne parlait. Je lui offris toutes les cigarettes que j'avais sur moi et je lui en allumai une en marchant à côté de lui. Quand il se fut ressaisi, il me dit en phrases courtes et saccadées : « Dieu ! ce qui s'est passé est indescriptible... Ce que vous voyez ici, ce cheval et moi, c'est, je pense, tout ce qui reste de mon régiment (artillerie lourde)... Mon régiment est perdu... notre armée est perdue... notre pays est perdu. » Je lui serrai la main en silence et il suivit son chemin.

Tel fut l'adieu de notre armée, et ces paroles déchirantes furent la dernière impression sous laquelle je vécus pendant deux ans.

C'est sous le coup de ce triste événement : la destruction

de l'armée roumaine, que la population de la capitale resta après que le dernier soldat roumain l'eût quittée.

Mais ces malheurs furent aggravés par d'autres, qui déprimèrent encore plus les habitants de la capitale. Les gens qui revenaient de toutes parts auprès de leurs familles dans la capitale, racontaient des choses lamentables sur la dévastation du pays. Les réservoirs de pétrole en feu, les sondes, les raffineries, etc., qui furent incendiées sur la demande de nos Alliés, et brûlaient à Ploesti et dans toute la vallée de Prahova, formaient le tableau infernal qui apparaissait le soir aux habitants de Bucarest comme un coucher de soleil d'un rouge effrayant, parmi d'énormes nuages de fumées.

Mais il y eut pire encore ! Quelques personnes arrivèrent, accrochées à une locomotive, qui entra au dernier moment dans Bucarest pour repartir immédiatement : elles apportaient les lettres de quelques officiers roumains de la Moldavie. L'un d'eux écrivait que le front se trouvait sur le Sereth et que la moitié de la Moldavie était déjà occupée par les troupes russes.

Heureusement, le bruit d'après lequel les grands dépôts de farine et de blé dans les moulins, et les autres dépôts d'approvisionnement, auraient été aussi détruits afin de ne rien laisser à l'ennemi, se trouva démenti. La population aurait été réduite à la famine. Ce bruit terrifiant s'était répandu parce que les Alliés, quand ils exigèrent la destruction de l'industrie du pétrole, avaient proposé également de détruire les magasins d'approvisionnement ; mais le gouvernement roumain avait déjà refusé l'exécution d'une pareille mesure.

C'est sous ces impressions et dans cet état de dépression profonde que la population de Bucarest vit paraître dans toutes les rues, le 6 décembre, à midi, des colonnes de soldats allemands.

CHAPITRE II

Première période de l'occupation de la Roumanie ; ses conséquences sociales et économiques

L'occupation de la Roumanie doit être divisée en deux périodes qu'il faut traiter séparément. Ces deux périodes sont réellement bien distinctes. Comme critérium de cette distinction, nous prendrons les méthodes d'administration et d'exploitation, au point de vue des conséquences qu'elles eurent pour l'état du pays et de la population.

La première période, depuis la conquête des diverses parties du pays par les troupes ennemies jusqu'à l'introduction d'un système régulier d'administration militaire, peut être caractérisée, par ses conséquences, comme une période de dévastation et d'enlèvements.

En effet, quand les troupes combattantes occupaient successivement le pays, elles ne laissaient de petits détachements que dans certaines villes et localités, pour maintenir l'ordre et prendre l'autorité en mains. Le reste du pays, c'est-à-dire sa plus grande partie, restait sans aucune autorité, car les fonctionnaires roumains demeurés sur les lieux étaient impuissants vis-à-vis des troupes qui passaient et de leurs chefs. C'est ainsi que le pays fut livré pendant assez longtemps aux destructions des militaires, surtout des Bulgares au Midi et des Hongrois au Nord.

Ce n'est que le 28 décembre 1916 que l'on vit paraître une ordonnance de l'administration militaire (N^o 577) où il était ordonné aux commandants des étapes de faire participer aussi les autorités civiles roumaines au rétablissement de l'ordre et à l'administration du pays. Mais ceci était tardif,

et il se passa encore beaucoup de temps avant que l'application effective de cette ordonnance ne prenne vigueur dans le pays. Même ensuite, les autorités civiles n'eurent aucun pouvoir vis-à-vis des militaires, et les tentatives qu'elles purent faire en ce sens les exposèrent encore plus aux mauvais procédés de ceux-ci. Du reste, un rapport secret du Gouverneur militaire, de janvier 1917, constate que « le rétablissement complet de l'ordre et la surveillance sûre des frontières n'ont pas été possibles jusqu'ici avec les faibles troupes d'étape ». Et l'ordre, en effet, se fit attendre bien longtemps encore.

Je ne pourrais mieux caractériser l'état du pays pendant cette période qu'en citant entièrement, dans le rapport secret du Gouverneur militaire, le Général Tülff von Tscheppe et Weidenbach, de janvier 1917, le chapitre intitulé « Ordre et sécurité dans le pays ». Il est très caractéristique que sous ce rapport secret, on trouve la note que voici :

Ne communiquer aux plénipotentiaires de l'Autriche-Hongrie, de la Turquie et de la Bulgarie auprès du gouvernement militaire, qu'un extrait de la partie de ce rapport qui traite de l'activité du Wirtschaftstab.

Le contenu du texte montre pourquoi cette partie du rapport devait rester secrète, même pour les Alliés de l'Allemagne. C'est parce qu'on les accusait de pillage et de brigandage dans le pays.

Voici le texte du chapitre III, intitulé : l'ordre et la sécurité dans le pays :

Pendant la retraite de l'armée roumaine, un grand nombre de hauts fonctionnaires et de maires, la majorité des grands propriétaires et beaucoup de petits propriétaires prirent la fuite. Les très faibles troupes d'étape, réduites pour la plupart à marcher à pied, par de mauvais chemins, ne purent arriver à destination que des semaines après. En attendant, en raison de l'absence de toute autorité, les habitants restés chez eux et les fuyards Roumains profitèrent de l'occasion pour piller et détruire les propriétés des gens aisés absents. Les maraudeurs autrichiens, turcs et bulgares en ont fait autant.

L'absence de surveillance sur les frontières permit à des Autrichiens

et à des Bulgares de transporter au delà de la frontière du bétail, des provisions, des marchandises, et même des ustensiles de ménage de toute sorte. Ce pillage de la Roumanie a été tellement intense et si bien organisé, en particulier sur la frontière du Danube, que nous devons supposer non pas seulement la tolérance silencieuse des autorités supérieures bulgares, mais leur ordre.

Dans la petite Valachie, où l'administration militaire avait commencé son activité, on chargea la II^e brigade de cavalerie à Orsova, dès le 5 décembre, de faire renaître la sécurité et l'ordre dans le pays plat, de ramasser le butin de guerre, de garder le bétail errant et les biens laissés par les habitants ayant pris la fuite. Avec ce but en vue, les régiments de la brigade, tout en avançant de l'Ouest à l'Est, étaient mis à la disposition des différents commandants des étapes pour un certain nombre de jours. Leur activité se fit rapidement sentir par le fait que la confiance de la population renaissait à vue d'œil. En même temps, les autorités villageoises furent invitées à collaborer avec l'autorité centrale. Le préfet du département de Mehedintzi, interné à Turnu-Severin comme otage, fut remplacé à son poste, car il se mit volontairement à notre disposition et semblait prêt à collaborer avec nous honnêtement. Les bourgmestres des villes et villages et la police locale furent aussi remis en activité. Peu à peu il fut possible de rétablir l'ordre dans les autres parties du pays et d'arrêter les empiétements les plus graves par des mesures militaires et le rétablissement de l'activité des autorités roumaines.

Des grandes quantités de provisions, du bétail, etc., purent être préservés du pillage ou repris à temps sur la frontière. *Le rétablissement complet de l'ordre et une surveillance satisfaisantes des frontières furent néanmoins impossibles* tant que l'on ne disposa que de faibles troupes d'étape.

La population est docile partout, et revient facilement à l'ordre lorsque l'apparition des forces militaires, même faibles, indique clairement le rétablissement de l'autorité. L'empressement des fonctionnaires roumains pour travailler avec nous est basé, semble-t-il, sur leur conviction que notre désir de rétablir la tranquillité et l'ordre civil répond à leurs intérêts. Leur participation promet donc d'amener de bons résultats.

En ce qui suit je vais décrire, en premier lieu, l'occupation de Bucarest, puis celle des autres parties du pays, en indiquant en même temps partout la situation générale pendant cette première période.

A) La vie de la capitale pendant les premiers temps de l'occupation

1. — PRISE DE LA CAPITALE

S'il était permis de parler de chance, dans des circonstances aussi douloureuses, on pourrait dire que ce fut un bonheur que les fortifications de Bucarest, puissantes mais déjà anciennes, aient été démontées et désarmées et que la ville se fut rendue volontairement à l'ennemi, sans lutte, mais après de longs pourparlers conduits dans la nuit du 5 au 6 décembre entre les Allemands et les représentants de l'autorité roumaine. Les Allemands, en effet, avaient déjà placé des canons de gros calibre, et s'ils avaient bombardé la ville, tous les trésors accumulés par la culture de notre peuple auraient été perdus pour toujours (1).

(1) On peut juger par des articles parus dans la presse étrangère, et par de nombreuses lettres que j'ai reçues moi-même de différentes sommités scientifiques, jusqu'à quel point le bombardement de Bucarest et le risque de voir détruire par ce fait tous les monuments de la civilisation de ce jeune pays, fut le sujet de craintes unanimes et l'objet de soucis dans les milieux cultivés du monde entier, même en pays ennemi. Je crois utile, sous beaucoup de rapports, de publier ici la lettre très caractéristique que j'ai reçue alors d'un savant universellement connu, mon très vénéré maître, Ernst Haeckel, alors âgé de 83 ans.

Jena 4 mai 1917.

Lieber Freund Antipa.

Heute hatte ich die Freude durch Herrn Professor Dr Grober, der jetzt auf Urlaub hier ist, ausführlichen Bericht über Ihr Schicksal in diesem entsetzlichen, nun schon bald 3 Jahre dauernden Weltkriege zu erhalten. Zufällig war zu gleicher Zeit Ihr alter Freund Rector Schleichert bei mir, der sich ebenfalls sehr freute, gute Nachricht über Ihr Befinden zu erhalten. Ich habe in diesen 3 Jahren sehr oft an Sie und an Ihren Stiefbruder N. Leon mit herzlichster Teilnahme gedacht, besonders natürlich, seitdem auch Ihr Vaterland Rumänien in den Weltkrieg verwickelt und von den Zentralmächten bestzt wurde. Ich freute mich dann zu hören, dass Ihr schönes Bukarest freiwillig geraumt und damit zugleich Ihr herrliches Museum vor der Zerstörung bewahrt wurde.

Auch hier in unserem stillen kleinen Jena haben wir von den zerstörenden Folgen des wahnsinnigen Völkermordens sehr viel zu leiden gehabt. Viele Schüler und Kollegen sind als Opfer gefallen, Studenten über 300. Von 12 Neffen und Grossneffen sind 8 gefallen. Die schlechte Ernährung, infolge Mangels am nötigsten Material, auch Kohlen, macht ihren Einfluss besonders bei alten Leuten vielfach geltend.

Am 16.2. ds. Js. habe ich meinen 83. Geburtstag gefeiert, und am 7.3. mein 60

De cette façon, la reddition de la ville fut à peine remarquée par la population. Seuls quelques fonctionnaires roumains, restés dans ce territoire — notamment le gérant du Ministère de l'Intérieur, le Maire et le Préfet de Police de Bucarest — eurent à accomplir les formalités nécessaires pour la remise de la ville, tandis que la population ne put s'apercevoir que dans l'après-midi du 6 décembre que la ville était déjà occupée, lors-

jähriges Doktor-Jubiläum. Mit diesen beiden letzten Gedenktagen habe ich auch meine wissenschaftliche Arbeit geschlossen. Die Kräfte reichen nicht mehr aus. Ich sehe mit Vergnügen der letzten Reise entgegen, in die « Nirwana ». Seit 6 Jahren bin ich ja gelähmt und nicht mehr reisefähig. Seit 2 Jahren ist auch meine liebe Frau gestorben.

Meinem Sohne Walter in München, Ihrem alten treuen Freunde (jetzt auch 48 Jahre) geht es gut. Er hat vor 3 Jahren (am 14.3. 1914) noch einen kräftigen Sohn bekommen (Horstmar) — meinen ersten Enkel.

Meine Tochter Liesbeth (Frau Prof. Meyer in Leipzig) hat zu Weihnachten bereits Ihre silberne Hochzeit gefeiert.

Gleichzeitig heiratete ihre älteste Tochter, Else (die 1 1/2 Jahre bei mir war) 22 Jahre alt, einen Architekten, der als Fliegerleutnant dient.

Mein guter alter Diener, der treue Pohle, ist vor einem Jahre gestorben. 80 Jahre alt.

Mein alter Assistent, Dr. Heinrich Schmidt ist jetzt als Archivar im neuen Phyletisch. Archiv angestellt, in 2 Räumen der Universitäts Bibliothek, wo alle Dokumente zur Geschichte der Entwicklungslehre gesammelt werden. Im Phyletischen Museum sind Ihre schönen Geschenke würdig aufgestellt.

Mit besten Wünschen sendet Ihnen herzlichste Grüße, treulichst Ihr alter Lehrer.

Cher Ami Antipa,

Ernst HAECKEL.

Aujourd'hui, j'ai eu la joie, grâce au Professeur Dr Grober, qui est maintenant ici en permission, de recevoir des nouvelles plus détaillées sur votre destinée pendant ces trois terribles années de guerre. Par hasard, votre vieil ami le Recteur Schleichert se trouvait chez moi au même moment, et il fut également très heureux de recevoir de bonnes nouvelles de votre état.

Pendant ces trois années, j'ai très souvent pensé à vous et à votre demi-frère N. Léon avec la plus cordiale sympathie, et naturellement plus encore pendant le temps où votre Patrie, la Roumanie, a été engagée dans la guerre mondiale et est restée en possession des puissances centrales. Je me réjouis maintenant d'apprendre que votre beau Bucarest est évacué et en même temps que votre merveilleux Muséum a été sauvé de la destruction.

Ici aussi, dans notre silencieux petit Iéna, nous avons eu beaucoup à souffrir des conséquences des meurtres insensés des peuples. Beaucoup d'élèves et de collègues en sont devenus les victimes : 300 étudiants, 1 de mes neveux et 8 petits-neveux sont morts. La mauvaise nourriture, le manque du matériel le plus nécessaire et aussi du charbon, ont surtout amené de tristes conséquences pour les gens âgés.

Le 16-2 de cette année, j'ai fêté mes 83 ans, et le 7-3, mes 60 ans de doctorat. Avec ces deux derniers anniversaires, j'ai aussi terminé mon travail scientifique. Les

que enfin elle vit de nombreuses troupes de combat de l'ennemi traverser la ville.

*
* *

Immédiatement après les troupes de combat, qui ne passèrent dans la ville que pour poursuivre les troupes roumaines en retraite, on vit arriver les troupes d'occupation qui s'établirent avec une rapidité étonnante. Dès la soirée du même jour, ces troupes étaient déjà casernées dans différents édifices publics. Le quartier général « Oberkommando » était établi dans un des plus grands hôtels de la ville, sous les ordres du Général v. Kosch et du Colonel von Stolzenberg. L'Etappenkommandatur fixa ses bureaux dans les locaux du Ministère des Domaines, sous la direction du Colonel Cleve. L'« Oberkommando Mackensen » ne déménagea d'Alexandrie à Bucarest que le 11 et le jour suivant. On avait établi déjà le 8 décembre, dans le Palais du Ministère des Travaux publics, le « Kaiserliche Gouvernement der Festung Bukarest » comprenant deux branches : la « Kaiserliche Kommandatur » et la « Militärpolizei ». Quant au Gouverneur militaire et à son état-major, il n'ont atteint Bucarest que le 13 décembre 1916, dans la soirée.

Entre tous les bâtiments, où s'étaient logées les différentes administrations, on fit fonctionner, dès la soirée du premier jour, des communications téléphoniques ; et j'ai eu l'occasion de voir

forces m'abandonnent. Je vois avec joie le dernier voyage approcher, dans le Nirwana.

Depuis six ans je suis perclus et incapable de me déplacer.

Depuis deux ans, ma chère femme est morte.

Mon fils Walter, de Munich, votre vieil et fidèle ami (maintenant âgé de 48 ans), va bien. Il y a trois ans (le 14-3 1914), il a encore eu un fort garçon, mon premier petit-fils.

Ma fille Lisbeth a fêté à Noël ses noces d'argent.

En même temps elle mariait sa fille aînée, Else (qui est restée un an et demi près de moi), âgée de 22 ans, à un architecte qui est lieutenant dans l'aviation.

Mon bon vieux serviteur, le fidèle Pohle, est mort depuis un an, à l'âge de 80 ans.

Mon vieil assistant, le Dr Heinrich Schmidt, est maintenant archiviste du nouveau musée phylétique, où l'on collectionne les documents relatifs à la science de l'évolution.

Dans le Muséum ont été placés vos beaux souvenirs.

Je vous envoie mes meilleurs vœux et les salutations les plus cordiales de votre vieux et fidèle professeur.

avec étonnement la façon dont un commandant de l'état-major, entrant dans une chambre du Ministère des Domaines, décrocha le téléphone qui s'y trouvait et commença à distribuer instantanément ses ordres de tous les côtés. Il « organisait » déjà, et son personnel dans un court espace de temps faisait tache d'huile et remplissait bientôt toute la maison. Je voyais là, décidément, une organisation extraordinaire, une machine fonctionnant avec une précision étonnante.

Parmi ces officiers nouvellement arrivés, je pus reconnaître un grand nombre de figures connues. La plupart d'entre eux étaient des officiers de réserve allemands, qui avaient vécu en Roumanie et parlaient parfaitement le roumain, d'anciens diplomates et attachés militaires, des commerçants, des professeurs, des banquiers, etc. L'aide de camp du Général Kosch, par exemple, était un zoologue, ancien assistant de Haeckel à Iéna, et ensuite professeur du lycée allemand à Bucarest. Il avait travaillé quelque temps, avant la guerre, dans mon laboratoire, au Muséum d'Histoire naturelle. Après avoir passé toute la nuit à faire l'interprète pendant la reddition de la ville, il vint de suite au Muséum pour voir si nous n'avions pas été molestés, et pour protéger notre Institut contre le logement des troupes, les réquisitions et autres inconvénients de même espèce. J'ai rencontré à chaque pas, dans la suite, des connaissances semblables ; il paraît que les Allemands envoyèrent spécialement ici tous les officiers de réserve qui avaient autrefois vécu en Roumanie, afin de pouvoir, par leur entremise, plier le pays plus rapidement à leurs desseins. Vis-à-vis de la population, ces officiers parlant roumain, restaient sévères et réservés, mais polis pour la plupart, et ils tâchèrent de calmer les esprits et de défendre la ville contre les empiétements des troupes qui la traversaient.

Malgré la bonne volonté manifeste de ces quelques officiers allemands connaissant le roumain, et en dépit des ordres sévères donnés aux patrouilles militaires de ménager la ville et la population, celle-ci eut beaucoup à souffrir pendant les premières semaines de l'occupation. On entendait tous les jours parler de mauvais traitements, d'actes de violence com-

mis par les troupes qui passaient, et surtout par les mauvais éléments, déserteurs, etc., qui grouillaient derrière le front. Pas une voiture ne pouvait passer en sûreté dans les rues des faubourgs, car les soldats qui les voyaient rossaient le propriétaire, prenaient la voiture et le cheval et continuaient ensuite leur chemin. Les vaches furent enlevées par les troupes de passage dans presque toutes les cours des habitants des faubourgs. Dans les meilleurs cas, on délivrait un simulacre de récépissé de réquisition, sur lequel était inscrit généralement un juron, des expressions comme : « Dieu vous le rende », ou bien toute autre grosse plaisanterie de même espèce. J'ai eu l'occasion de voir plus tard des milliers de pareils « récépissés de réquisition ».

Les traînards qui suivaient le front étaient encore bien plus redoutables. Ils commettaient même des crimes. Je dois reconnaître, pour être juste, que le gérant du Ministère de l'Intérieur était présent lorsque un pareil cas fut porté à la connaissance du Colonel Stoltzenberg, et il constata qu'une auto militaire fut envoyée aussitôt avec l'ordre sévère « d'attraper le criminel et de le passer de suite par les armes ». Mais ces exemples furent isolés, pendant que des milliers de délits restaient inconnus, car le nombre des patrouilles militaires était très faible pendant les premiers temps de l'occupation.

Cette conduite des troupes et des colonnes de passage, et surtout des Bulgares et des traînards, prit des allures si inquiétantes qu'un ordre du jour fut publié plus tard à ce sujet par le Général Feldmaréchal v. Mackensen (N^o 5.292 du 17 décembre 1916). J'en cite quelques phrases qui montreront très clairement combien la situation était mauvaise :

Malheureusement, les troupes et les colonnes pèchent contre ce principe avec une légèreté criminelle. On enlève à la population les attelages et les denrées qui leur sont nécessaires pour la culture de la terre d'une façon insensée et dépassant de beaucoup les nécessités de la troupe ; les réfugiés qui reviennent voient leurs hardes pillées au lieu de recevoir des secours. De grandes richesses sont détruites de parti pris ; le bétail de boucherie est dissipé sans but, de telle façon que la

viande devient rare, malgré la richesse antérieure du pays en bétail... Les nombreux traînaras qui rôdent derrière le front provoquent un désordre qui devient le fléau du pays.... Cet ordre du jour doit être expressément communiqué aussi aux troupes des pays alliés.

Ce dernier passage vise particulièrement les Bulgares à la frontière du Sud et les Hongrois à la frontière Nord qui pillaient partout à main armée.

Mais les actes les plus nuisibles furent commis par les troupes bulgares, concentrées en grand nombre autour de la ville.

* *
* *

Bien que les troupes allemandes, qui avaient occupé la ville en premier, aient montré la meilleure volonté d'y rétablir l'ordre le plus vite possible, et quoique toutes leurs mesures aient été conformes à ce but, il est très curieux d'observer aussi des indices du contraire. Lorsque le Palais du Ministère des Domaines était occupé par le Colonel Cleve, avec son état-major et ses troupes appartenant à l'armée du Nord, un serviteur du Ministère vint un jour me remettre un paquet contenant des feuillets rouges. Il me raconta qu'une des nombreuses caisses, que les troupes apportèrent avec elles comme bagage, s'était ouverte en tombant et que le vent avait aussitôt dispersé un grand nombre de papiers rouges qui s'y trouvaient. En les parcourant des yeux, je m'aperçus que c'était un appel aux paysans, dans lequel il était dit, en mauvais roumain, que « les Allemands venaient ici pour libérer les paysans de leur esclavage vis-à-vis des propriétaires et de la classe dominante, et pour distribuer les terres aux paysans. Et, dans ce but, les paysans étaient invités à se lever et à aider à chasser du pays les propriétaires et les hommes du gouvernement ». Je m'en fis donner un paquet entier, dont j'ai déposé quelques exemplaires, comme documents, dans la bibliothèque de l'Académie roumaine ; je les ai montré aussi à mes collègues d'alors, les gérants des Ministères, ainsi qu'aux hommes d'État restés à Bucarest. Les chefs de l'armée du Nord avaient probablement escompté

qu'ils se heurteraient à la résistance de la population et ils voulaient gagner ainsi, par des belles promesses, les paysans à leur cause. Du reste il est de fait que les Allemands n'ont fait aucun usage de cette proclamation révolutionnaire. Est-ce uniquement parce qu'ils ne trouvèrent parmi les paysans que des vieillards, des enfants et des femmes, ou bien parce qu'ils virent que la population était beaucoup plus sage qu'ils ne s'y attendaient ? Les collègues allemands qui écriront sur ce sujet dans cette série, nous en donneront probablement une explication plus précise. En tout cas, ces proclamations se trouvent dans les archives de guerre de l'Académie roumaine.

2. — LE NOUVEAU RÉGIME, SES BUTS, SES MÉTHODES ET SES EFFETS

Comme je l'ai indiqué plus haut, à peine deux jours après la chute de Bucarest, on forma une police militaire dont l'objet était « la surveillance de la sécurité générale, de la tranquillité et de l'ordre dans la forteresse (1) ». On nomma préfet de police militaire (Militär-polizeimeister) le lieutenant de réserve Ame-lung, commissaire de police criminelle à Breslau en temps de paix. On mit à sa disposition, au commencement, une compagnie de police militaire, forte de 250 hommes seulement. Il ne put que diviser la ville en six arrondissements de police militaire, chacun avec une garde de 2 sous-officiers, et seulement de 24 hommes, pour faire des patrouilles dans les rues de la ville. Mais surtout il transforma immédiatement les caves du local du Gouvernement (le Palais du Ministère des Travaux publics) en une spacieuse « Prison de police militaire », pouvant contenir plus de 100 personnes, et dont il fit un usage très fréquent.

(1) Quoique les fortifications de la ville de Bucarest aient été désarmées avant le commencement de la guerre, les Allemands continuaient à considérer cette ville comme une forteresse et à l'appeler « Festung Bukarest ». Il semble qu'ils aient besoin de cela pour pouvoir justifier — le cas échéant — des procédés plus énergiques envers la population.

Mr. Amelung resta à cette place plus d'un an et il a décrit lui-même son activité dans une brochure secrète, très élégamment imprimée, sous le titre : *Une année comme « Militär-Polizeimeister » de la forteresse de Bucarest*. En dehors des nombreuses louanges qu'il se décerne à lui-même, on trouve aussi dans ce livre des aveux répétés, prouvant qu'outre le rétablissement de l'ordre, qui fut réel, on exerça contre des citoyens paisibles beaucoup de chicanes, de punitions injustes, d'incarcérations, etc.

Dès le 1^{er} janvier 1917, parut une ordonnance du Feld-maréchal v. Mackensen qui déféra au préfet de police militaire les pouvoirs suivants :

Publier des ordonnances et des dispositions de police concernant les intérêts de la ville occupée et de ses habitants ; menacer de privation de liberté, jusqu'à six mois, ou bien d'amende jusqu'à 3.000 marks, ou même des deux peines réunies ; ainsi que fixer la punition pour les infractions.

Le *Militär-Polizeimeister* écrit lui-même à ce sujet :

Le décret susmentionné formait la base de toutes les ordonnances et des nombreuses peines qui furent infligées dans le cours des temps. Ces punitions ont eu une influence éducatrice de premier ordre sur la population. Ce fut l'unique moyen d'habituer les habitants à suivre les ordonnances.

En effet, on voyait paraître si régulièrement chaque jour une nouvelle ordonnance de police, que les habitants tremblaient en ouvrant le nouveau journal du matin. A côté d'arrêts pris en grand nombre dans l'intérêt du rétablissement effectif de l'ordre, il en paraissait beaucoup d'autres, concernant toujours de nouvelles réquisitions : vêtements, draps de literie, matelas, couvertures, provisions, etc. ; ils devenaient toujours plus pressants et aboutissaient à dépouiller jusqu'à la peau les pauvres gens. C'est pour ces ordonnances qu'il a été dit : « les punitions furent le seul moyen d'y habituer la popula-

tion ». Certains aveux du livre lui-même montrent, sans doute possible, de quoi il s'agissait. Par exemple, page 9 :

Il ne faut pas omettre de citer un travail qui, pendant les premiers mois, offrit de grandes difficultés : les réquisitions. Les multiples exigences des troupes combattantes en vêtements et en couvertures (il faut se souvenir qu'il régnait un hiver d'une rigueur rare), qui s'élevèrent quelquefois à des centaines de mille, et la nécessité d'habiller des prisonniers de guerre conformément aux usages, forcèrent l'intendance à recourir largement à l'aide de la police militaire.

Ensuite, page 30 :

La majorité des punitions était provoquée par les infractions aux dispositions émanant des différentes autorités sur les questions économiques.

Dans cet ordre d'idées, le décret du Gouvernement impérial du 4 janvier 1917 sur la séquestration (la « Beschlagnahme-Verordnung »), eut une influence décisive. Les ordres contenus dans ce décret (ordre de présenter une liste complète des marchandises, défense de disposer librement affectant les trois quarts de toute marchandise, obligation d'exposer la liste des prix) furent dans un grand nombre de cas dépassés sans scrupule aucun.

Notre département réussit à saisir de nombreux dépôts cachés contenant de nombreuses marchandises, surtout du sucre, des spiritueux, du cuir, du linge et des étoffes. Ces marchandises furent pour la plupart apportées au Wirtschaftstab, à Bucarest, pour être utilisées.

Il est réel que pendant les premières semaines de l'occupation, on mit la main sur 75 pour 100 de toutes les marchandises dans les magasins de Bucarest, et qu'ensuite toutes ces marchandises furent livrées au Wirtschaftstab. Rien que ce fait prouve que cette police, si sévère, n'avait pas comme but unique « le rétablissement de la sécurité et de l'ordre, etc. », mais qu'elle était en même temps une institution tendant, au moyen de très lourdes punitions, à tirer de la population le maximum possible au profit des besoins du Wirtschaftstab, c'est-à-dire pour l'exportation de toutes les provisions de la Roumanie, ce qui aboutit enfin à la famine de la population.

Les trop nombreuses arrestations de personnes n'étaient pas non plus faites, dans tous les cas, seulement au profit de l'ordre. Car il arriva constamment que des personnes de la bonne société soient incarcérées sous toutes sortes de prétextes, en réalité à cause de leurs idées politiques. Ces arrestations — la plupart du temps basées sur des délations anonymes — dégénérent peu à peu jusqu'à créer une corruption qui montait haut. Mais je parlerai plus longuement sur cette question, à propos des internements. Beaucoup de personnes furent aussi emprisonnées pour cessation de travail, c'est-à-dire parce que, ne voulant plus travailler dans les administrations et les exploitations fonctionnant pour des intérêts allemands, elles avaient quitté leurs places. Le préfet de police en dit dans son livre :

D'accord avec la *Wirtschaftstab* (section XVII, pour questions de travail), ces cas furent liquidés de la façon suivante : les personnes en question étaient arrêtées avec l'aide de la police roumaine, punies par des amendes infligées par le préfet de police militaire ; et après avoir purgé leur peine, elles étaient ramenées à la place où elles avaient travaillé.

En définitive, si la police militaire a pu se vanter d'avoir pour préoccupation principale les intérêts de la population, cela ne correspondit pas aux faits : elle fut avant tout un instrument d'accomplissement des buts de guerre politiques et économiques de l'occupant.

*
* *

Je ne dois pas omettre de mentionner que, malgré la police militaire, les habitants de la ville, pendant cette première période de l'occupation, n'eurent pas seulement à souffrir du brigandage des traîneurs et des réquisitions réglementaires rigoureusement appliquées par les autorités ; ils supportèrent aussi une grande quantité de « réquisitions non réglementaires » qui furent exercées par toutes sortes de personnages militaires sans aucune sanction du gouvernement militaire. Cet abus alla si loin, que même de simples soldats, venus du front à Bucarest

pour faire des achats, ne se gênaient pas pour effectuer des réquisitions dans les maisons particulières, les magasins, etc. Ils exigèrent même de la ville de Bucarest, sous les menaces les plus graves, qu'elle fournisse immédiatement toutes sortes d'effets, des pièces de mobilier, des fournitures de bureau, des vaches, etc. C'est de cette façon qu'on enleva à la ferme de l'École supérieure d'Agriculture, dans les premières semaines de l'occupation, 60 vaches laitières pur sang avec leurs veaux, tout le fourrage et toutes les provisions et les dépôts d'aliments destinés aux élèves, aux professeurs et aux serviteurs. Dans les marchés et sur les chemins de campagne, ce genre de réquisition devint une véritable calamité.

Il n'y avait personne à qui l'on puisse se plaindre avec succès : l'état-major du colonel Cleve, qui avait à exercer les réquisitions « réglementaires » pour les troupes, était plus occupé de cette tâche que de la défense des propriétés de la population. Témoin ce qui arriva au Directeur général du monopole des tabacs, quand il alla voir le colonel pour se plaindre contre les procédés « non-réglementaires » appliqués dans la fabrique du tabac et exiger la délivrance de « certificats de protection » (Schutzscheine) : il fut pris au collet par l'aide de camp et mis à la porte. Tout cela prit de telles proportions que le préfet de police militaire lui-même, considérant ces faits au point de vue des intérêts militaires, lésés par le gaspillage des objets de ravitaillement, dût enfin intervenir. Il mentionne cette intervention, dans son livre secret, de la manière suivante :

Le nombre des arrestations des très nombreuses personnes (militaires) qui réquisitionnaient injustement dans la ville et se logeaient arbitrairement, diminua vers la fin de janvier d'une manière considérable.

3. — L'ÉTAT DE LA POPULATION

Chaque fois que nous nous adressions, à ce moment, aux autorités allemandes, pour quelque sujet touchant les intérêts de la population, la question était examinée avant tout au point

de vue suivant : y a-t-il un intérêt de l'armée qui demande aussi la solution de cette question, ou peut-être y a-t-il quel-que intérêt allemand, ou au moins un intérêt des pays alliés ? S'il s'agissait seulement de l'intérêt de la population, la question, quelle qu'en fut l'importance, était prise en considération seulement « dans les limites du possible ». En réalité, la préoccupation principale était celle-ci : découvrir et confisquer tout ce qu'il y avait dans le pays, jusqu'aux produits les plus insignifiants ; en dresser l'inventaire, et ensuite trouver le moyen de les « saisir sans en rien laisser » (restlos erfassen). Tels étaient le mot d'ordre et le but principal dont tout le monde s'était inspiré, depuis le général en chef jusqu'au dernier soldat.

Il est vrai que, sous beaucoup de rapports, l'ordre fut rétabli dans la ville, notamment au point de vue de la circulation, de la désignation des rues, de l'épuration des rues (prostitution et vagabondage), de l'heure de fermeture des magasins, de la suppression des tripots et des cabarets, etc. Quant au reste, le seul but de toute cette administration militaire était « d'accaparer autant que possible pour transporter vite chez soi, vers la Mère-Patrie » (der Heimat Zuzuführen).

Après avoir réquisitionné et saisi, dès les premiers jours, comme il a été indiqué plus haut, 75 pour 100 des marchandises de tous les magasins ; après que toutes les machines, ustensiles, matériaux, etc., qui se trouvaient dans le pays eussent été enlevés ; après que la police roumaine, sous la surveillance des patrouilles militaires, eût été obligée de rassembler dans toutes les maisons du linge, des couvertures, des vêtements, des matelas, du linge de literie, etc., soi-disant « pour les prisonniers de guerre roumains » ; après qu'on eût réquisitionné les métaux, les débris de caoutchouc, des machines à écrire, des microscopes, des meubles et des pianos « pour les casinos », etc., etc. ; après tout cela on alla encore plus loin : il fut ordonné aux habitants de maisons privées de dresser des inventaires exacts des provisions qu'ils avaient dans leurs maisons. Les formulaires de déclarations englobaient jusqu'aux produits de valeur infime, même les cigares, le tabac et les plus petits objets. Heureusement qu'après une protestation énergique de notre

part, et spécialement lorsqu'on se fut aperçu que les maisons particulières ne contenaient pas tant qu'on se le figurait, les autorités abandonnèrent ces dernières exigences et demandèrent seulement que le sucre leur soit livré. Elles nous le vendirent ensuite pour de l'or, de façon à « mettre la main » (« Zu erfassen ») aussi sur l'or qui se trouvait dans ce pays.

A la suite de ces mesures, qui se succédaient rapidement les unes après les autres, la situation de la population devint de plus en plus difficile. Celui qui avait des réserves pouvait encore tenir quelque temps, mais la grande majorité se composait de gens tout à fait pauvres : des fonctionnaires, des pensionnés, des veuves avec enfants, des femmes dont les maris étaient sur le front, etc... Ceux-là ne pouvaient tenir qu'à peine. Le Gouvernement roumain avait bien payé trois mois d'appointements d'avance à un grand nombre de fonctionnaires restés sur place et aux pensionnés ; mais, par suite du renchérissement de la vie qui survint, cela ne suffit que pour le premier mois. On avait laissé au Ministère des Finances de l'argent pour le paiement ultérieur des appointements et des pensions, mais cet argent avait été immédiatement saisi pendant les premiers jours de l'occupation.

Maintenant on ne pouvait plus rien acheter dans les boutiques ; car aussitôt après la saisie des 75 pour 100 de marchandises, le restant fut acheté en quelques jours par les soldats et officiers qui passaient et expédié « in die Heimat » à leurs familles, par la poste de campagne. En décembre 1916, je réussis encore à acheter les deux derniers kilos de macaroni et la dernière boîte de biscuits du plus grand magasin de produits alimentaires de Bucarest.

Aux marchés, il ne restait non plus rien à trouver. Par ordonnance de la Kommandatur du 20 janvier, « le commerce de la viande, l'importation et l'abattage du bétail, et l'importation de la viande à Bucarest » étaient défendus sous peine d'amende. Une autre ordonnance avait interdit « l'abattage de la volaille ». Ensuite, on ne put disposer librement « des noix, du vin et de l'eau-de-vie ». Enfin les légumes d'hiver

ne purent être importés de la campagne, où de grandes quantités de provisions finirent par se détériorer, etc.

Non seulement il ne restait plus de produits alimentaires et d'objets d'usage quotidien, mais bientôt on vit se produire une grande pénurie de médicaments. Les Allemands avaient confisqué dès les premiers jours de l'occupation le grand dépôt de médicaments de l'État, et avaient envoyé le tout en Allemagne. Les masses de quinine trouvées ici — la Roumanie est sujette à la malaria — furent expédiées dans les fabriques allemandes pour en faire des pastilles de quinine destinées aux soldats. Notre population commença à souffrir de différentes maladies et, comme on avait réquisitionné aussi tout le savon, la situation hygiénique du pays devenait toujours pire. Le commerce du savon, ainsi que sa fabrication dans les ménages, furent même défendus. Les suites directes de toutes ces mesures furent — outre les grandes épidémies de maladies de guerre : le choléra dans le camp des prisonniers à Ploesti, le typhus à taches, la febris recurrens, etc. — une grande mortalité parmi les enfants, due à la malaria et à une terrible épidémie de gale (Scabies). Dans la plaine du Danube, tous les enfants étaient faibles, avec des figures jaunes, et l'on ne pouvait trouver pour eux même un gramme de quinine. Avec un seul paquet de pastilles de quinine, que j'avais reçu d'un officier allemand, j'ai pu faire des merveilles dans un village de pêcheurs. L'épidémie de gale prit aussi de telles proportions à la campagne — partout où le savon manquait totalement — qu'il s'établit à Bucarest un grand commerce clandestin, consistant à échanger des produits alimentaires seulement contre de l'onguent à scabies, que l'on faisait revendre dans les campagnes, par l'entreprise de personnes qui se consacraient à ce trafic et demandaient en échange d'autres aliments. Ensuite vint la jaunisse, et toute la série des maladies qui témoignent de la grande misère physiologique d'un peuple.

Le rapport secret (« Geheimbericht ») du Gouverneur général de janvier 1917, décrit l'état sanitaire de la manière suivante :

L'état sanitaire de la troupe est bon ; il n'est pas aussi favorable pour la population. Le choléra a éclaté dans le camp des prisonniers à Ploesti. Environ cinquante cas mortels se sont produits. Dans beaucoup de localités, d'autres maladies épidémiques comme la scarlatine, la diphtérie, le typhus, ont fait leur apparition.

Ces faits s'étaient passés avant la fin de décembre. De nouvelles circonstances aggravantes résultèrent ensuite du défaut de nourriture, de vêtements, de savon, de médicaments, de bois de chauffage, etc.

Quand l'insuffisance des produits alimentaires commença à se faire sentir à Bucarest, on espéra en recevoir des villages qui approvisionnaient habituellement la ville. Nous attendions au moins les légumes d'hiver : pommes de terre, oignons, poireaux, choux, carottes, etc., et surtout haricots blancs, dont la population pauvre des villes se nourrit en cette saison, et avec lesquels elle constitue ses réserves de provisions. Mais ils ne parurent point sur le marché, parce que la circulation de la population sur les routes, et l'entrée de la ville sans permission spéciale, avaient été défendues au commencement de l'occupation. D'autre part, toutes les routes étaient pleines de soldats maraudeurs, de traînards, etc., qui assaillaient les paysans venant à la ville avec des légumes, des œufs, du lait, etc., et leur prenaient tout, y compris les chevaux et la voiture. Ensuite, quand certaines patrouilles militaires furent placées sur les routes, de nouvelles difficultés se produisirent, car les autorités militaires des communes rurales et les commandants des étapes ne laissaient pas sortir les produits alimentaires hors de leurs arrondissements. Enfin, un nouveau fléau s'était ajouté à cela : des spéculateurs de la ville avaient déjà trouvé le moyen de se faire accorder toutes les facilités pour pouvoir commencer un commerce clandestin effronté avec les produits alimentaires.

Le prix des denrées montait ainsi sans cesse — les spéculateurs gagnaient au moins 2.000 pour 100 — tandis qu'à la campagne, et plus particulièrement dans les villages qui avaient toujours travaillé pour approvisionner la ville, des masses de légumes et de denrées finissaient par se gâter. Non seulement

la ville était complètement isolée de ses sources d'approvisionnement, mais aussi mise dans l'impossibilité, par suite des nombreuses restrictions, de disposer de ce qui était encore sous sa main. Les résultats de ce système furent la misère, la faim, la hausse des prix, les maladies épidémiques suivies d'une grande mortalité, etc. Le froid ajouta aussi ses misères à cause du manque de bois de chauffage qui, pour les mêmes raisons, ne pouvait être importé.

Dans la brochure connue, intitulée : *Kriegswirtschaft in Rumänien*, Bucarest, 1918, de M. le Dr F. Mann, qui était alors dans l'administration militaire et s'évertuait naturellement à décerner toutes les louanges à cette administration, on peut trouver la constatation de cet état de choses (page 6) :

Des mesures étaient à prendre pour la population roumaine, surtout pour la population civile de Bucarest, qui cette fois n'était point préparée à l'hiver qui vint. . . . Bucarest n'avait pas de pain, parce que. . . . Bucarest n'avait pas de bois de chauffage, parce que. . . . De dangereuses épidémies avaient éclaté : on manquait de médecins et de médicaments.

Le manque de bois de chauffage était si grand, et l'hiver si rigoureux, qu'un jour des milliers de femmes des faubourgs apparurent dans le grand parc de l'exposition, où, en moins d'une heure, elles arrachèrent toute la clôture en bois et la traînèrent chez elles. Le Feldmaréchal était survenu lui-même, mais visiblement ému par ce spectacle terrible, il empêcha les patrouilles de faire usage de leurs armes.

Comme la situation devenait toujours plus critique, l'avidité des déjà trop nombreuses autorités militaires — impatientes de « saisir le maximum possible pour l'envoyer dans la patrie » — devenait toujours plus grande et allait toujours plus loin. Je pris alors la résolution de présenter toute cette situation dans un mémoire adressé au chef de l'Administration militaire, le colonel Hentsch, auquel je soumis des propositions tendant à obtenir des mesures urgentes, que j'ai rédigé même sous forme de projet d'ordre du jour. Comme je pense que mon mémoire, qui date de l'époque, donne un tableau plus fidèle

de cette situation dans son ensemble, que tout ce que je pourrais écrire à présent, je crois utile d'en publier ici le texte avec quelques abréviations peu importantes.

— A l'honorable Administration militaire.

Les raisons principales de l'insuffisance actuelle des moyens de subsistance et de nourriture, ainsi que de leur cherté exagérée à Bucarest sont :

1^o L'isolement presque complet de cette place de consommation par excellence des grands centres de production, qui étaient ses principaux foyers de ravitaillement, et qui étaient spécialement destinés aux besoins de la ville. Il en résulte que, dans bien des villages, de grandes masses de provisions, — comme par exemple des légumes verts, des oignons, des pommes de terre, qui comptent parmi les principaux moyens de nourriture du peuple — sont vouées à la détérioration sans pouvoir être vendues.

Cet isolement est produit :

a) Par la défense des autorités militaires communales de laisser exporter les subsistances ; b) par les défenses absolues de différentes étapes de laisser sortir les subsistances ; c) par l'absence de sécurité du transport sur les routes. Les paysans qui amènent des provisions à Bucarest en voiture ou à pied, sans un certificat spécial en mains, sont arrêtés sur les routes ou aux barrières de la ville, et les provisions leur sont confisquées ; d) par l'insécurité sur la place du marché. On prend de force chez les marchands leurs marchandises à des prix beaucoup moins chers que ceux qu'ils avaient payé (on a pris chez un marchand un panier de pommes de terre à 6 centimes le kilo quoiqu'il l'ait acheté lui-même à 45 centimes le kilo) ;

2^o Une réquisition des vaches, allant trop loin. On mène à l'abattoir de grandes quantités de vaches laitières, et même des vaches grosses ; il paraît que beaucoup de ces vaches ont eu des veaux à l'abattoir même. Ceci a d'ailleurs amené une diminution considérable du nombre des vaches dans la région autour de la ville, et par conséquent la raréfaction du lait et de ses produits ;

3^o Comme conséquence de l'insuffisance et de l'absence d'arrivages réguliers des produits alimentaires, un commerce clandestin s'est développé sur une grande échelle, pratiqué par des spéculateurs et toute sorte de mauvais éléments ; ceci a conduit d'une part à un renchérissement énorme (quelquefois plus de 2.000 pour 100) ; d'autre part à l'impossibilité de tout contrôle des produits alimentaires, ce qui nuit à la santé de la population.

Pour remédier à cet état de choses et pour rendre plus facile le ravitaillement de la ville de Bucarest en provisions et en fourrage, il serait désirable à mon avis de prendre immédiatement les mesures suivantes,

ou d'autres similaires, que je me permets de vous soumettre sous forme d'ordre du jour :

1^o L'exportation des provisions et du fourrage de l'arrondissement d'Ilfov et des étapes voisines à Bucarest, qui ne sont pas mis sous séquestre, sera immédiatement rendue libre. Le maïs et la farine de maïs, les pommes de terre, les haricots, les petits pois, les oignons et autres légumes, le poisson ainsi que le fromage de mouton doivent être dans tous les cas mis en libre circulation comme étant la nourriture principale du peuple ;

2^o Pour établir la sécurité du transport des produits alimentaires par voitures ou à dos d'homme, des patrouilles militaires seront postées sur les routes suivantes : ;

3^o Les chemins de fer prendront des mesures pour assurer autant que possible le transport des aliments et spécialement des produits qui se gâtent facilement ;

4^o Les commandants des étapes auront soin de faire venir en temps opportun du sel dans les régions où il est nécessaire pour conserver les provisions ;

5^o La réquisition de vaches, moutons ou chèvres, grosses ou laitières, pour l'abattage, est sévèrement défendue ;

6^o Pour les principaux produits alimentaires et les fourrages, l'Office central de l'approvisionnement de la ville fixera les prix maximum, en distinguant la vente en détail ou en gros, et en prenant en considération les intérêts raisonnables du consommateur ainsi que ceux du producteur. Ces prix peuvent être changés suivant les variations des conditions de la production dans les différentes saisons ;

7^o Des organes de la police militaire seront postés dans les halles et les places de marché pour contrôler la mise en vigueur des prix maximum et défendre les marchands contre des attaques possibles ;

8^o Le bureau central de l'approvisionnement de la ville fera organiser de grands dépôts permanents des principaux produits de consommation populaire (maïs et farine de maïs, pommes de terre, haricots, fromage de mouton, graisse de cochon, etc., etc.), dont les quantités nécessaires seront délivrées en cas de besoin pour être vendues au détail à la population ;

9^o Pour la viande, la « Stadtverordnungsamt » délivrera à la population des cartes spéciales suivant la quantité de viande disponible.

Le Gérant du Ministère de l'Agriculture et des Domaines.

Février 1917.

(Signé) DR. GR. ANTIPA.

Je dois reconnaître, pour être juste, que le Colonel Hentsch vint au-devant de mes propositions, qu'il se déclara convaincu

par elles, et qu'il me promit de faire ce qu'il pourrait « dans les bornes du possible ». Il me déclara franchement ceci : « La détresse de notre patrie nous force à extraire de la vôtre autant de produits que possible et aussi vite que possible, mais je vais envoyer vos propositions à toutes les autorités compétentes militaires, afin d'avoir leur avis, et je prendrai ensuite des mesures en conséquence. » Malgré la résistance de certaines autorités militaires, surtout de certains bureaux du Wirtschaftsstab, qui recevaient directement de Berlin leurs directives, certaines de mes propositions furent acceptées. Il en résulta : l'abolition des réquisitions irrégulières et même l'ordre sévère d'arrêter les militaires pris en flagrant délit ; la diminution des réquisitions de logement ; la liberté d'amener de la campagne certains produits alimentaires ; le placement de patrouilles de sécurité sur les routes menant à la capitale, bien que certaines étapes austro-hongroises, en dépit de tous les ordres, n'aient jamais voulu permettre de rien exporter, même les produits les plus simples et en quantités minimales ; des mesures pour l'importation du bois même des forêts éloignées ; l'organisation de dépôts communaux pour les produits alimentaires et les fourrages les plus nécessaires, etc.

La population a donc pu recevoir au moins pendant cet hiver (hélas pour la dernière fois), des légumes d'hiver, du fromage de brebis, des œufs, etc., destinés aux besoins les plus pressants de la vie. Ce n'était que bien peu de choses, par rapport aux temps heureux de la paix, mais c'était tout de même mieux que les derniers mois. Ce qui importait surtout, c'était qu'une sécurité relative s'établît enfin et qu'un commencement d'ordre (rigoureux il est vrai) fut introduit. Nous arrivons ainsi à la période suivante de l'occupation, qui fait l'objet d'un chapitre à part.

En considération de cet état précaire de la population, et des rigueurs de l'hiver, les autorités militaires organisèrent aussi un certain nombre de cuisines populaires, de maisons pour les réfugiés et de salles pour se chauffer, qui firent incontestablement beaucoup de bien.

*
* *

La situation désastreuse de la population de la capitale, pendant cette période de l'occupation, apparaît encore plus clairement dans la statistique des naissances et des décès. Comme le Service central de Statistique, qui était annexé au Ministère de l'Agriculture que je dirigeais, pouvait continuer ses travaux aussi pendant l'occupation avec une assez grande précision, sur la base des données des registres de la commune, je me fis dresser alors le tableau suivant :

MOUVEMENT DE LA POPULATION DE LA VILLE DE BUCAREST
PENDANT LES PREMIERS QUATRE MOIS DE L'ANNÉE 1917,
COMPARÉS AVEC LES MÊMES MOIS DE L'ANNÉE 1916 :

Mois	Année	Chiffre des naissances	Nombre des morts	LES MORTS SURVENUES AUX DIFFÉRENTS AGES					
				de 0 à 1 an	de 2 à 5 ans	de 6 à 20 ans	de 21 à 40 ans	de 41 à 60 ans	passé 60 ans
Janvier ..	1916	998	784	155	88	63	130	158	190
	1917	802	1.203	216	118	106	196	270	288
Février ..	1916	870	830	187	107	74	130	163	169
	1917	814	1.203	224	107	65	194	284	329
Mars.....	1916	912	837	186	91	78	133	191	158
	1917	883	1.333	230	110	90	124	294	368
Avril....	1916	820	813	170	107	66	132	171	167
	1917	714	1.114	148	90	80	211	294	291
TOTAL....	1916	3.600	3.264	698	393	281	525	683	684
	—	1917	3.213	4.853	818	425	341	842	1.151

Il résulte de ce tableau que dans les 4 premiers mois de l'année 1917, le nombre des naissances est tombé de 10,8 pour 100 comparativement à celui de 1916, et que le nombre des morts est de 1.589 unités de plus que pendant l'année 1916 : il est donc monté de 48,6 pour 100. Il est à remarquer que la plus haute mortalité a été chez les vieillards et les adultes ; chez les vieillards elle est montée de 87 pour 100 par rapport à 1916. En réalité c'est l'insuffisance de nourriture (seulement 200 grammes de viande par semaine) et du chauffage qui a produit ces conséquences terribles.

4. — LES INTERNEMENTS

Pour faire comprendre dans son ensemble la vie de ce temps dans la ville occupée, je crois nécessaire de dire quelques mots de l'internement, soit des sujets des puissances centrales par les Roumains, soit des Roumains par les autorités allemandes pendant l'occupation. C'est d'autant plus nécessaire de mettre au clair cette question qu'elle eût une grande influence sur les rapports entre la population du pays occupé et ceux qui l'occupaient, et que l'on écrit beaucoup sur ce sujet dans la presse étrangère. Je considère comme un devoir tout autant de ne pas ménager les fautes de l'administration roumaine que de ne pas laisser s'accréditer les exagérations de la presse des puissances centrales. J'essaierai d'exposer avec une impartialité absolue une des plus honteuses conséquences de cette guerre qui apporta, dans tous les pays belligérants, tant de souffrances même pour les familles paisibles.

On sait que dans presque toutes les villes de Roumanie, avant la guerre comme à présent, il y avait d'importantes colonies étrangères (surtout des sujets austro-hongrois, et quelques sujets allemands), qui menaient une vie paisible comme ouvriers, ou comme industriels, marchands, domestiques, etc. Quand la guerre éclata, on fit paraître, comme dans tous les pays belligérants, une ordonnance générale de police, exigeant que tous les sujets des puissances centrales se rendissent dans les villages déterminés du district de Jalomitza, qui servaient de camps d'internement. On ne fit pas de choix, tous les ressortissants des puissances centrales, sans exception, durent s'y rendre, leurs papiers devant être examinés là-bas où l'on déciderait ensuite qui serait interné et qui pourrait retourner chez lui.

L'internement consistait à loger les étrangers chez les paysans, dans une série de gros villages situés sur une distance de plus de 120 kilomètres, à droite et à gauche de la rivière de Jalomitza, depuis Urziceni jusqu'à son confluent avec le Danube. Les internés pouvaient circuler librement où ils vou-

laient dans les limites du village — ils n'étaient pas parqués, comme dans d'autres pays, derrière une haie de fils de fer barbelés — mais devaient seulement se trouver aux rassemblements du matin et du soir pour répondre à l'appel de la liste de leur nom. La nourriture en commun était préparée sous la surveillance de l'officier commandant de chaque village, mais les internés avaient le droit d'acheter ce qu'ils voulaient chez les paysans, ou bien de se préparer une cuisine privée. Ce qu'ils firent largement.

Moi-même, précisément dans le but de contrôler avec certitude que leur traitement était humain, je fus nommé membre de la Commission des Internés, et j'ai fait des inspections — quelquefois aussi en compagnie des Ministres de Hollande et des États-Unis, qui représentaient alors les intérêts des Puissances centrales — quatre fois pendant ce court espace de temps dans chacun de ces quarante villages. J'ai toujours exigé, et immédiatement obtenu soit le transfert sur le front, soit des punitions, pour les officiers qui s'étaient rendus coupables de mauvais traitements avec les internés, ou bien de négligence dans leur entretien. Et je puis témoigner qu'en dehors de quelques cas particuliers et très regrettables, les internés n'avaient pas, toute proportion gardée, le droit de se plaindre de mauvais traitements. Naturellement, il manquait aux vieux le confort du foyer, mais beaucoup de jeunes gens, qui auraient dû prendre les armes, se trouvaient ici, en tout cas, mieux que dans les tranchées. Certes, les vieux surtout, devaient souffrir moralement du fait d'être loin de leurs familles, et limités dans leur liberté. Je savais comprendre ces souffrances morales et faisais tout mon possible pour les atténuer.

Jusqu'à là tout était dans l'ordre. Mais il advint ensuite ce que j'ai à reprocher à notre propre autorité : la négligence condamnable de notre service de police de la Sûreté. Au lieu d'examiner au plus vite les papiers de tous ces pauvres gens et de renvoyer chez eux les vieux et les personnes inoffensives, on procéda très lentement et trop minutieusement pour les mises en liberté. On garda ici un grand nombre de vieilles gens, malgré le fait que beaucoup d'entre eux avaient même des fils

qui servaient comme officiers ou soldats sur le front roumain. On avait amené, en effet, aussi un grand nombre de Roumains (tous les Roumains de Transylvanie et de Bukovine) sans trouver le temps d'examiner leurs papiers ni de les relâcher. Ils durent tous séjourner ici tant que leurs actes d'identité n'eurent pas été examinés soigneusement. C'était une négligence qui ne pouvait trouver une autre excuse que dans l'insuffisance sur place du nombre des officiers de police pouvant accélérer ces investigations ennuyeuses de documents personnels.

Comme l'automne finissait, et que les officiers de police tant attendus ne venaient pas, j'ai présenté au Ministre de la Guerre un rapport demandant que : tous les vieillards, tous les Tchèques, Croates, etc., tous les Roumains originaires des pays ennemis, tous les étrangers ayant des filles mariées avec des militaires roumains, ou des fils sur le front roumain, etc., tous ceux qui n'étaient pas soupçonnés d'espionnage ou d'attitude hostile soient renvoyés à leurs foyers immédiatement, et y restassent, éventuellement, sous la surveillance de la police. Mon rapport fut agréé, et environ 70 pour 100 des internés furent immédiatement relâchés. Mais dès que ce fait fut connu, les représentants de nos Alliés protestèrent immédiatement, en déclarant que « l'on avait relâché tous les espions », que « les armées ne seraient plus en sûreté ». On ordonna donc une nouvelle revision de toutes les catégories de libérés, et beaucoup d'entre eux durent retourner au camp.

Cependant la conquête du pays par les Puissances centrales avait commencé, et les Roumains ne retinrent parmi les internés que les seules personnes obligées au service militaire, et celles peu nombreuses qu'ils considéraient comme « dangereuses » ; et ils les envoyèrent au camp d'internement en Moldavie. Il s'y trouva des ingénieurs, des industriels, des banquiers, des marchands, etc., et beaucoup d'officiers de réserve. Tous les autres — qui avaient été relâchés plus tôt — restèrent libres dans les villages de Jalomitza, et purent retourner chez eux à leur gré.

Entre temps, tant que l'occupation régulière n'était pas un

fait accompli, et tant que les routes n'étaient pas surveillées avec soin, par conséquent dans l'état de désordre où se trouva tout le pays pendant les premières semaines de l'occupation, l'approvisionnement extérieur n'était pas possible, et les internés devaient rester au régime des paysans de ces villages, dont ils supportaient par conséquent les mêmes dangers. Comme les troupes bulgares avaient déjà commencé à emporter des environs le bétail et tous les produits, et comme cet état intermédiaire dura encore quelques semaines, comme l'administration militaire n'était en état ni d'envoyer des aliments, ni de ramener les internés à leurs foyers, ces derniers, et malheureusement les plus faibles d'entre eux, prirent la décision de partir pour Bucarest en voitures de paysans, par un froid humide et sous un vent des steppes aigu, par des routes très mauvaises, longues et peu sûres. L'hiver était si rigoureux que certains d'entre eux arrivèrent à Bucarest complètement transis et moururent bientôt après. Ceci est la triste vérité, et la vraie raison de tout ce malheur a été que les autorités roumaines furent obligées de quitter leur pays précipitamment, et d'abandonner ainsi les internés à leur sort.

Mais dès que les premiers internés arrivèrent à Bucarest, certains Hongrois et Allemands d'Autriche vivant en Roumanie ouvrirent une campagne violente contre les Roumains dans le journal allemand *Bukarester Tageblatt*. Un médecin saxon, originaire de Transylvanie, ancien médecin et même ancien pensionnaire d'une famille de l'aristocratie roumaine, écrivit un article excitant les militaires allemands à la haine contre les Roumains se trouvant dans les pays occupés et demandant des représailles. L'article finissait par une formule menaçante et injurieuse.

La question des internés étant tombée dans de telles mains, une terrible campagne de haine se produisit, elle devint aussi un sujet politique. Un département spécial fut formé par la *Militärverwaltung* pour le « secours aux internés ». L'école polytechnique de Bucarest fut réquisitionnée et transformée aux frais de la municipalité de Bucarest en un très confortable asile pour les internés. Des réfectoires élégants furent aménagés,

et la municipalité dût payer de très grosses sommes par couvert pour les repas d'anciens internés. Cette charge incombant à la municipalité de Bucarest l'entraîna à des dépenses si grandes que le chef de l'Administration militaire lui-même, le Colonel Hentsch, alla personnellement vérifier ce que l'on pouvait bien faire avec tant d'argent. Après cette inspection, où il avait constaté que tout ceci n'était qu'une bonne sinécure pour quelques personnes intéressées, le département fut dispersé et l'asile fermé. Le Colonel Hentsch me raconta qu'il n'avait trouvé « rien que quelques pauvres hongrois, n'ayant jamais dormi dans un lit, et trop heureux jadis quand ils pouvaient trouver pour déjeuner un morceau de pain avec du lard, mais qu'on avait installés là, dans des lits avec du linge de toile et auxquels on servait maintenant, aux frais de la municipalité de Bucarest, des déjeuners dont le menu valait celui des meilleurs restaurants ». Il racontait aussi que « les accouchées qui jadis auraient été ravies de trouver un lit, passaient ici de trois à quatre semaines dans ces lits ». Telles sont les raisons qui décidèrent à fermer l'asile et à renvoyer les pensionnaires travailler.

Toute la campagne de presse dans les pays neutres et les puissances centrales, qui attendrît tant de cœurs et les révolta contre la « barbarie roumaine », n'eut pas d'autres bases.

*
* *

Cette querelle des anciens internés eut après des conséquences encore plus désagréables, car certains d'entre eux, le docteur saxon en tête, pressaient les autorités occupantes d'exercer des « représailles », et d'obtenir « satisfaction ». Elles prirent donc, dès les premiers jours de l'occupation, des « otages » parmi les personnages les plus connus de la ville : médecins, professeurs, etc. Ils furent enfermés tout d'abord dans les mansardes d'un hôtel et transportés ensuite dans un village de la Jalomitza. Plus tard ce furent les femmes des internés conduits en Moldavie qui envoyèrent des protestations à Berlin, et exigèrent qu'on interne et déporte un nombre

au moins égal de Roumains du pays occupé. Les Allemands finirent par céder à cette pression de l'opinion ; ils envoyèrent en Bulgarie, dans un village des Balkans, Troian, 100 personnes prises parmi les personnalités roumaines les plus en vue de Bucarest ; ils arrêtaient et enfermèrent dans un couvent quantité de femmes (principalement des parentes du président du Conseil roumain) et y ajoutèrent encore quelques personnalités politiques — celles qui pendant la neutralité s'étaient exprimées en faveur de l'entrée de la Roumanie en guerre — qu'ils envoyèrent dans les prisons en Allemagne. Beaucoup d'autres aussi restèrent enfermées dans les caves des Kommandatures des différentes villes de Roumanie ou furent internées dans des villages.

Telle fut la situation des internés dans le rayon de la Militärverwaltung. Cette situation était bien plus mauvaise encore dans le rayon de la IX^e armée : à Braïla, des juges et toutes sortes de personnes instruites, même des dames de la bonne société, furent envoyés en « corvées » dans la ville comme dans les champs. Le travail obligatoire fut du reste introduit et exigé aussi dans la région soumise à la Militärverwaltung par ordonnance du 12 août 1917.

Dans la Dobrudja, dans le rayon dit de la IX^e armée bulgare, la dureté des mesures fut à son comble. Les Bulgares arrêtaient tous les gens convenables qui n'avaient pas encore pris la fuite, et les envoyèrent en Bulgarie. Ce que les corvées obligatoires représentaient en Bulgarie, je l'ai vu de mes propres yeux à cette époque, lorsqu'un officier roumain, le Colonel Stoica, prisonnier évadé de Bulgarie, vint me voir et me montra les cicatrices de son corps. On pouvait constater sur ses épaules les profondes entailles que les traits d'une charrue lui avaient laissées. Cet officier supérieur, et d'autres officiers prisonniers roumains, avaient été attelés à des charrues comme des bœufs, et ils avaient dû labourer jusqu'à ce que celui-ci soit parvenu à s'évader de la prison bulgare.

Malgré nos protestations multipliées auprès de la Militärverwaltung contre les internements et les arrestations continues de citoyens inoffensifs et pacifiques, et malgré les assu-

rances du chef de l'administration, alléguant : qu'il était obligé d'interner certaines personnes uniquement pour donner satisfaction à l'opinion publique en Allemagne, irritée que les ressortissants des puissances centrales aient été internés en Moldavie, et que d'ailleurs on avait pris toutes les mesures pour que ces gens n'aient pas à souffrir, l'internement prit les proportions d'une véritable calamité. C'était un système dangereux, qui terrorisait la population. Il suffisait d'une délation anonyme à la police, faite par l'ennemi d'une personne quelconque, pour qu'une instruction dite « discrète » fut ouverte, et que la personne en question soit arrêtée sous quelque prétexte. Un professeur d'Université bien connu resta interné pendant tout le temps de l'occupation parce qu'il avait été signalé à cause de ses tendances antisémites. Un député, directeur du journal *Indépendance roumaine*, gravement malade, fut interné seulement parce qu'il appartenait au parti libéral, et ne fût relâché que mourant. Il en advint de même à bien d'autres professeurs d'Université, juges, médecins, gros industriels, anciens ministres, etc., dont le nombre, pendant ces deux années, surtout pendant les premiers temps de l'occupation, s'éleva à plusieurs milliers. Je mentionnerai comme très caractéristique, parmi les prétextes qui servirent de cause aux internements, le procédé d'un grand commerçant allemand habitant Galatz qui, ayant en Roumanie des exploitations forestières et une maison d'exportation de bois, dénonça le propriétaire de la forêt, dont il avait acheté le matériel, comme « germanophile », parce qu'il avait eu avant la guerre des démêlés avec lui au sujet du contrat. Ce marchand était à présent un officier influent de la *Militärverwaltung*. C'est ainsi que l'abus des internements dégénéra en corruption et devint une arme dangereuse de vexation et de terreur pour la population, sans cesse menacée de délations par les sujets des puissances centrales vivant en Roumanie.

Mais j'ai compris enfin que tous les motifs d'internement qui nous étaient donnés n'étaient pas de bonne foi, lorsque, plus tard, j'ai tenu en mains la feuille allemande des ordonnances. J'en ai trouvé plusieurs prouvant qu'il s'agissait d'un

système dont le seul but était d'assurer l'exécution des intentions allemandes en Roumanie. Par exemple, dès les commencements de l'occupation, on lit dans l'ordre du jour N° 155 du 13 janvier 1917, touchant les mesures à prendre contre la destruction des fils télégraphiques, ce qui suit :

Il est utile de s'assurer comme otages des personnes respectées et aisées, dans les endroits où se trouvent des fils télégraphiques. On les rendra responsables, sans réserve, de toute détérioration des fils.

De tels prétextes ont été employés aussi dans beaucoup d'autres buts pour faire arrêter comme otages des gens riches et respectés. Ces moyens furent employés sur une grande échelle (1).

B) La vie de la province et de la campagne pendant les premiers temps de l'occupation

Après avoir montré, dans le chapitre précédent, les formes et les conséquences de l'occupation dans la capitale, il nous reste à montrer la même chose pour le reste du pays occupé, et notamment la campagne. On sait que la Petite Valachie (Oltenia) fut occupée quelque temps avant la prise de Bucarest. A cet endroit, immédiatement derrière le front, fut installé l'état-major du Gouverneur militaire, qui commença son activité, et même le Wirtschaftstab, d'abord à Turnu-Severin, puis ensuite, en passant, à Craiova. Après la prise de la capitale, tout le pays, jusqu'au front définitif du Sereth, fut occupé, après de petits combats engagés surtout pour couvrir la retraite des troupes roumaines ; de manière que, après l'évacuation de

(1) Voyez, là-dessus : 1° Mémoire des otages roumains présenté au Gouvernement roumain et à MM. les représentants des Puissances alliées. Bucarest, décembre 1918 ;
2° Memoriul ostaticilor Romani Prahoveni din Ploesti, 1920 ;
3° Colonel Ionescu-Dobrogeanu. Navalirea Bulgara din 1916-18 in Judetul Tulcea. Comunicare la Soc. Reg. Romana de Geografie. Bucaresti, 1920. (Extrait des actes de la Commission de recherche des atrocités bulgares dans la Dobrogea. Il établit que dans ce seul district, les Bulgares ont interné 1.480 personnes, dont 500 ne sont jamais revenues ; celles-ci, par conséquent, ont péri probablement par suite de mauvais traitements.)

Braïla, le 7 janvier 1917, tout le pays occupé avait déjà des frontières définies. Dans la Dobrudja, l'occupation avait été accomplie plus tôt.

Les divisions de ce pays dans leur détail et l'organisation des arrondissements militaires seront décrites dans le prochain chapitre. Il suffit d'en exposer ici les grandes lignes. Quatorze districts de la Valachie formaient le territoire de la Militärverwaltung ; les trois districts de Braïla, Buzau et Râmnicu-Sarat formaient le territoire des étapes (armée du Danube) ; tandis que la Dobrudja était divisée aussi en trois parties : le Nord (ressort de la III^e armée bulgare), le centre (ressort de l'étape allemande de Constantza), enfin le Midi, c'est-à-dire le pays qui fut attribué par la paix de Bucarest de 1913 à la Roumanie, et qui fut incorporé alors à la Bulgarie et considéré comme territoire de l'État bulgare.

Malgré ces subdivisions et malgré la nomination d'Inspecteurs de ces arrondissements militaires et de Commandants des étapes (ou de K. u K. Etapenstationskommandos), bien du temps s'écoula encore avant l'organisation d'une administration spéciale, avec des fonctionnaires et des troupes en nombre suffisant partout. Le Gouverneur général écrivit, dans son rapport secret de janvier 1917, ce qui suit :

Il se trouve six bataillons de Landsturm à la disposition du Gouvernement impérial de Bucarest. Pour l'occupation de tout le reste du pays il y avait, *jusqu'au milieu de janvier*, seize bataillons de Landsturm allemands, un régiment de cavalerie allemande... Ces forces, arrivant à destination peu à peu, se trouvèrent être trop faibles pour accomplir les tâches multiples qui leur étaient dévolues. Elles ne suffisaient pas, en dehors de la sécurité militaire du pays, à garder les chemins de fer, les télégraphes, les monuments, les établissements industriels et les provisions précieuses ; à surveiller les nombreux prisonniers, à arrêter à temps les *pillages commis par des gens du pays et par les soldats maraudeurs des armées de nos alliés*, et à fermer efficacement les frontières contre *l'exportation irrégulière des marchandises et du bétail*.

La partie du rapport touchant l'état des communications constate, pour la mi-janvier 1917, un très mauvais état du réseau des routes, télégraphes, téléphones, etc. :

L'occupation rapide du pays ne pouvait être suivie de près par le travail de restauration. . . . Le réseau des routes du pays se trouve partout en très mauvais état. . . . Les chaussées, par ces temps humides, n'ont pas pu supporter les colonnes de marche et les camions automobiles. . . . La mise en état et la réparation des chaussées, qui équivaut à un travail de mise à neuf, place les autorités devant une grande tâche qui ne peut être résolue par nos forces actuelles. . . . Il n'a même pas été possible de faire relier par les détachements de téléphonistes, arrivant par petits groupes de la patrie, toutes les Kommandatures des Étapes au réseau téléphonique. Il n'est pas rare que des télégrammes restent en souffrance plusieurs jours, ou n'arrivent pas du tout à destination.

Un long intervalle s'écoula depuis la date de ce rapport du Gouverneur jusqu'à l'arrivée de renforts d'Allemagne, jusqu'à leur distribution aux places indiquées et jusqu'à l'accomplissement des travaux de restauration les plus nécessaires. De cette manière, les intérêts du pays et la défense de ses habitants et de leurs biens restèrent pendant longtemps encore à la discrétion « des soldats maraudeurs des armées alliées ». Et quand on lit ensuite, dans ce même rapport secret, les détails concernant l'activité des diverses sections du Wirtschaftstab, on comprend à quelle besogne fut employée la plus grande partie de ces troupes si faibles : « mettre la main bien vite sur toutes les provisions qui se trouvaient dans le pays, et les envoyer le plus tôt possible vers la patrie en détresse ».

C'est à ce moment que s'accomplirent à la campagne des événements — destruction, pillages, atrocités même — qui ne pourront pas facilement être oubliés par le peuple, et dont les conséquences se feront sentir dans le pays encore pendant des années.

Le but et le cadre étroits de cette publication ne permettent malheureusement pas d'écrire, dans tous ses détails, l'histoire si intéressante de ce moment de l'occupation. Je veux toutefois tâcher de donner au lecteur au moins une idée de l'état chaotique du pays, et de ses conséquences sociales et économiques. J'espère atteindre ce but en mettant en lumière certaines scènes qui se passèrent à ce moment dans les différentes parties du pays, et qui permettront au lecteur de se faire une idée générale de la vie dans le pays occupé.

Dans la description, que je fis au chapitre précédent, de la vie dans la capitale à cette période, j'avais expliqué les causes de la situation désastreuse de la population. Tout cela se répéta dans les villes de province, et surtout à la campagne, mais sur une échelle beaucoup plus grande encore. La question des subsistances était tout aussi difficile dans les villes de province, où les réquisitions « régulières » et « irrégulières » n'avaient pas de fin. L'état sanitaire à la campagne était encore plus mauvais, nous l'avons vu, car on ne pouvait plus s'y procurer aucun médicament, et la mortalité devenait toujours plus grande. Les arrestations, internements, corvées obligatoires, etc., étaient pratiqués exactement comme à Bucarest, même d'une façon encore plus pénible, — comme je l'ai déjà mentionné — dans le ressort des étapes, surtout dans la partie de la Dobrudja placée sous la domination bulgare.

On sait que l'administration, dans la capitale, était en majorité purement allemande ; ses officiers étaient certainement très préoccupés de l'exploitation intensive du pays pour l'accomplissement des buts militaires et économiques, mais sans haine personnelle contre la population roumaine ; certains d'entre eux étaient même animés des meilleures intentions ; ils désiraient, dans leur propre intérêt, conserver une population saine et capable de travailler, de façon à restaurer le pays avec son aide et à le rendre productif. On trouvait d'ailleurs le plus souvent, à la tête de l'administration, des officiers d'état-major très cultivés ou ayant occupé les plus hautes places dans la vie civile, sachant appliquer, pour la poursuite de leurs buts, une méthode rigoureuse, mais tout en gardant une certaine mesure et des ménagements. Au contraire, à la campagne et en province, la situation était tout autre. Tout le midi du pays était parsemé de troupes bulgares, qui surent parfaitement mettre à profit l'absence des troupes allemandes d'occupation pour faire sentir à la population leur hostilité. Dans la partie nord séjournaient les troupes hongroises. Sur trente-quatre étapes situées dans le rayon de l'Administration militaire proprement dite, il y en eut onze dont les officiers et les troupes hongroises furent aussi animées d'un sentiment.

très hostile. Dans le rayon de l'étape de Braïla, il y avait enfin une étape turque. Dans le Dobrudja, les Bulgares dominèrent d'abord seuls ; quand ensuite fut fondée l'étape allemande de Constantza, pour le centre de ce pays, les Bulgares conservèrent de grandes prérogatives, et l'on peut se figurer dans quelle situation se trouva placée la population. Dans le rayon de la III^e armée bulgare (district Tulcea). l'attitude des Bulgares vis-à-vis de la population roumaine fut telle que l'on put constater, lors du recensement de 1919, que 45.565 habitants roumains, sur une population de 86.000, avaient disparu, tandis que sur un nombre total de 29.547 habitants bulgares, 1.811 seulement firent défaut (1).

Indépendamment de ces différences de régime, provenant des attitudes nationales et des « méthodes d'administration » des différentes troupes d'occupation, toutes les mesures de l'O. K. M. et de la Militärverwaltung ne furent pas appliquées avec les mêmes ménagements que dans la capitale, mais parfois bien plus sévèrement. Car l'Allemand aussi, quand il s'agissait de confiscations et de réquisitions à la campagne, c'est-à-dire sur les points de production, ne connaissait plus de bornes ; lorsqu'il effectuait des perquisitions domiciliaires, il cherchait « dans tous les pots du paysan », pour saisir même la dernière poignée de haricots, un peu de graisse, de savon, et tout ce que la ménagère pouvait avoir caché pour la nourriture de la famille en hiver. Seulement, la nécessité pressante de maintenir la capacité de travail du paysan força les Allemands à changer, au bout d'un certain temps, leur manière d'agir. Malgré tout, cette « clémence » elle-même cessait souvent et faisait place à des procédés pénibles, même rigoureux, suivant la situation sur le front ouest, ou le degré de « détresse de la patrie. » Mais nous parlerons de ceci avec plus de détails quand nous décrirons la dernière période de l'occupation, car ce sont les ordres venus d'Allemagne, de la Direction suprême de l'Armée, qui imposaient les réquisitions à outrance.

(1) Compte rendu du Colonel Ionescu M. Dobrogeanu dans la séance de la Société géographique de Roumanie du 25 avril 1920.

La réalité est que, pendant la première période de l'occupation, les troupes allemandes ne purent suffire à introduire l'ordre véritable, quelle que fut leur sévérité, et que, par conséquent, l'état chaotique résultant des combats amena des conséquences plus désastreuses encore. Afin de donner une image vivante de la situation déplorable qui régnait alors, je prendrai quelques exemples véridiques et je choisirai, pour les décrire, trois sujets dont l'importance sociale et économique domine : 1^o les paysans réfugiés des villages ; 2^o la dévastation du pays et le pillage de la population par les Bulgares ; 3^o les soldats roumains restés dans le pays occupé et leur destinée. J'espère que ces trois descriptions donneront au lecteur la possibilité de se rendre compte de l'état chaotique général du pays et de la détresse de la population dans cette première période de l'occupation.

1. — L'EXODE DES PAYSANS ET LE PILLAGE DES PROPRIÉTÉS

A Bucarest, grâce à l'inlassable dévouement de certaines personnalités, on avait réussi à tranquilliser les esprits pendant les journées de la prise de la ville, et à empêcher la panique. Malheureusement, il n'en fut pas de même à la campagne. A Bucarest, les autorités n'avaient pas cessé de fonctionner un seul instant. Car quoique, au dernier moment, certains hauts fonctionnaires aient abandonné leur poste et se soient réfugiés en Moldavie, d'autres prirent volontairement leur place et remplirent leurs fonctions. On se rassemblait régulièrement, la plupart du temps, au Ministère de l'Intérieur, chez le Gérant de ce département, nommé par le Gouvernement, Lupu Kostaki. Le vieil homme d'État, P. P. Carp, venait aussi souvent à ces réunions où l'on se consultait mutuellement sur les différentes questions, de manière que le plus grand ordre pût être maintenu.

A la campagne, pourtant, dans beaucoup de villages, une véritable panique se produisit. Il est vrai que les armées ennemies entraient dans le pays de tous les côtés, du Nord, du Sud,

de l'Est, de l'Ouest, et que les paysans ne savaient plus que devenir. Le Gouvernement n'avait plus l'autorité suffisante, il ne lui restait ni le temps ni l'énergie nécessaires pour forcer les fonctionnaires à rester à leur poste, ou bien pour nommer dans chaque localité des hommes énergiques, décidés à garder leur poste et à défendre les intérêts de la population auprès des occupants. Les préfets, les notaires, etc., pour la plupart s'enfuirent au dernier moment en Moldavie, et le paysan se trouva seul, sans conseillers et sans défenseurs, et aussi sans la contrainte des autorités publiques.

Dans de telles circonstances, les événements se déroulèrent de différentes manières, suivant les localités et leur situation en rapport avec les divers champs de bataille. Quand, auprès de certains villages, les paysans furent surpris dans leurs champs par les troupes combattantes, ils restèrent simplement cachés dans ces champs, au milieu du sifflement des balles et des grenades, et attendirent que la tempête soit passée. D'autres, au contraire, ceux qui entendirent de loin la bataille, pris de terreur, attelèrent leurs bœufs à leurs chariots, y chargèrent leur pauvre avoir et, avec leur femme, leurs enfants et leurs bestiaux, fuirent du côté qui leur paraissait le plus tranquille, mais surtout vers la capitale.

Cet exode se produisit dans toutes les parties du pays. A un moment donné, toutes les routes principales et les chemins de traverse furent, dans tout le pays, depuis le Danube jusqu'aux Carpathes, et de Turnu-Severin jusqu'à Braïla, couvertes de longs convois sans fin de misérables attelages de bœufs conduits par ces malheureux paysans fugitifs. Tous ces vieillards, avec leurs femmes, leurs filles et leurs petits enfants, épouvantés et désespérés, allaient toujours plus loin, sans savoir où ils allaient. Ils obstruaient ainsi les routes que suivaient l'armée roumaine se retirant en Moldavie, et l'armée ennemie, qui avançait de tous côtés. La rencontre sur toutes les routes de ces milliers de paysans désespérés et ahuris, avec leurs familles, constituait un tableau déchirant : une des plus terribles conséquences de la guerre.

Malgré l'enchevêtrement de tous ces convois errants, on

pouvait distinguer certaines directions principales. En règle générale, les fugitifs venaient surtout des endroits où les troupes bulgares avaient envahi le pays, et beaucoup moins de la direction des Carpathes où ils avaient trouvé à leur portée de bonnes cachettes. En premier lieu, furent les très nombreux fuyards de la Dobrudja, — plus de 45.000 — dont les Bulgares qui avançaient pillèrent et brûlèrent tous les villages. Ils s'acheminaient par milliers et par dizaines de milliers du côté de Galatz, de Braïla et même du Baragan, dans le Jalomitza, où je les ai rencontrés encore assez longtemps avant l'occupation de Bucarest. Puis venaient les grands convois d'Oltenie du Sud et de tous les villages le long du Danube, qui se dirigeaient principalement du côté de Bucarest ; enfin il y avait aussi quelques convois se dirigeant sur la Moldavie.

Immédiatement après la cessation des opérations militaires dans le pays occupé, les fonctionnaires roumains restés sur place firent tout leur possible pour obtenir des autorités militaires l'aide permettant le rapatriement de ces malheureux fuyards rôdant sur toutes les routes, dont le petit avoir en bœufs et les quelques provisions avaient été enlevés par les troupes qui passaient, particulièrement par les Bulgares (voyez l'ordre du jour de l'Armée N° 5.292). Les autorités allemandes nous prêtèrent sincèrement leur concours, car il s'agissait en somme aussi des seules forces disponibles pour le travail de la terre, dont ils avaient tellement besoin pour eux-mêmes.

Dans le rapport secret de l'activité du Wirtschaftstab, du 31 mars 1917, il est dit : « Aussi le rapatriement de 11.000 fuyards dans leurs villages — et, quand c'était impossible, à la Jalomitza, — contribua à permettre l'exécution des travaux du printemps (p. 12) ». En réalité, le nombre de ces fugitifs s'éleva sûrement, dans tout le pays, à plusieurs centaines de mille, mais ceux qui ne s'étaient pas encore écartés trop loin de leurs villages purent regagner leur maison d'eux-mêmes. Dans le rapport du Wirtschaftstab, il s'agit surtout des fugitifs de la Dobrudja, qui s'étaient réfugiés dans le district de Jalomitza, et qui furent casés dans la région peu habitée du Baragan. Les rapports du Gouverneur général mentionnent constamment ces

nombreux fugitifs ; des ordres du jour spéciaux et des ordonnances contiennent des mesures pour les rapatrier dans leurs villages.

*
* *

La fuite de beaucoup de fonctionnaires roumains des villages eut encore d'autres résultats néfastes. L'absence de toute autorité donna libre cours, dans beaucoup de localités, à des vols commis par les mauvais éléments villageois : déserteurs, tziganes, gens sans aveu, etc.. Tout d'abord on pilla les maisons abandonnées par les propriétaires partis à la guerre ou réfugiés dans les villes, leurs greniers à grain furent saccagés, et leur contenu enlevé. La Militärverwaltung fit quelques efforts pour remédier à cet état de choses, non pas pour protéger le mobilier et les objets de valeurs pillés — dont ils ne se souciaient guère — mais surtout pour conserver le blé et les autres produits qu'ils saisirent ensuite pour l'emporter dans leur patrie.

On trouve dans les ordres secrets du Wirtschaftstab (« Geheime Dienstvorschriften »), du 8 février 1917, des instructions spéciales concernant les manières de procéder pour se saisir de ce « blé volé par les paysans » (comparez, plus loin, le chapitre intitulé : « Les méthodes et moyens d'action du Wirtschaftstab »).

Le Gouverneur militaire, Mr v. Tülff écrit aussi ce qui suit, dans son rapport secret de janvier 1917 :

La retraite de l'armée roumaine entraîna la fuite de la majorité des hauts fonctionnaires et maires de la majorité des grands bourgs, et de beaucoup de petits propriétaires. Les troupes des étapes, très peu nombreuses et réduites pour la plupart à marcher à pied, ne pouvaient atteindre leur but qu'après des *semaines de marche sur de très mauvaises routes*. Les habitants restés sur place et des soldats roumains en rupture de ban *profitèrent de cet intervalle de temps et de ce que toute autorité faisait défaut* pour piller ou détruire la propriété des gens aisés. *Les maraudeurs autrichiens, tures et bulgares en firent autant.*

2. — LES DÉPRÉDATIONS BULGARES ET LA DÉVASTATION DU PAYS

Malgré les grands préparatifs faits par l'état-major allemand — bien avant l'occupation — pour l'organisation d'une administration militaire du pays et malgré les plans dressés d'avance et le personnel déjà désigné, il s'écoula tout de même passablement de temps avant que cette organisation ne devienne effective. Les troupes d'occupation, qui suivaient de près les troupes de combat, étaient trop faibles numériquement pour occuper un si grand pays. Les troupes spéciales, qui auraient été capables de maintenir l'ordre, n'étaient pas encore sur place, et en raison de la destruction des chemins de fer et des grandes routes, il fallait compter qu'un temps relativement long passerait avant qu'elles soient installées (voyez les citations du rapport du Gouverneur militaire, au commencement de ce chapitre). C'est ce temps intermédiaire qui fut utilisé par les nombreuses troupes bulgares — venant du Midi, avec l'armée de Mackensen, et de la Dobrudja — pour exécuter leurs plans. Les Bulgares disaient qu'au cours des pourparlers intervenus entre les alliés des Puissances centrales à Berlin et à Vienne, au sujet de la répartition du butin de guerre, la Bulgarie avait été insuffisamment dotée, et qu'ils devaient par conséquent, comme vainqueurs, « saisir le butin eux-mêmes ». Ils organisèrent donc dans ce but un certain nombre de colonnes formées de militaires et de civils sous la direction de militaires. Leur mission était de ramasser systématiquement tout ce qu'elles trouvaient dans le pays, village par village, et d'amener le butin à un « dépôt central » d'où il était acheminé vers la Bulgarie. Cette organisation a été préparée bien à l'avance. Le Gouverneur militaire, dans son premier rapport secret, l'a constaté par les paroles citées plus haut.

On sait que depuis des années, quand certains Bulgares sous le joug turc ne trouvaient pas assez de moyens de gagner leur vie, ils venaient en grand nombre s'engager en Roumanie comme maraîchers. On les voyait chaque printemps prendre

en ferme un lopin de terre chez les propriétaires, y planter des légumes, et retourner chez eux en automne, la poche bien garnie d'argent. Comme chacun d'eux revenait presque toujours à la même propriété, ou au moins dans le même district, ils connaissaient tous les propriétaires et les paysans et étaient connus d'eux ; ils n'étaient plus considérés comme des étrangers. Ce sont précisément ces hommes, et leurs connaissances des lieux et des situations privées, qu'on utilisa pour exploiter systématiquement le pays. Ils devaient faire, pour chaque village, la liste de ses habitants, préciser le degré de ressources de chacun, ce qu'il pouvait payer ou fournir pour sauver sa vie. Ces listes furent tellement précises que, dans un village du district de Teleorman, par exemple, on rechercha et exigea les chevaux et même les selles sur lesquelles les filles du propriétaire avaient monté pendant leur séjour d'été. Les colonnes susnommées devaient prendre tout ce qui était sur leur route, à commencer par les grands troupeaux de bétail qu'elles rencontraient dans les prairies ou dans les cours des fermes, ainsi que les produits agricoles. Le Gouverneur militaire écrit lui-même que « les Bulgares et les Hongrois enlevaient le bétail, les vivres et même les mobiliers de toutes catégories ». Elles pillèrent de cette manière à un tel point qu'enfin les troupes allemandes furent obligées de tirer le canon sur ces colonnes, et notamment sur le pont à pontons lancé sur le Danube, à Flamanda, afin d'empêcher l'exportation du dernier convoi de 20.000 têtes de bétail, de céréales, etc. Dans la Dobrudja du Nord, occupée uniquement par les Bulgares, ils organisèrent à Tulcea, à Babadag, etc., de nombreux magasins d'objets enlevés où l'on déposait même le mobilier des maisons de la ville et des villages, des pianos, etc., pour les transporter ensuite en Bulgarie.

Outre l'ordre du jour, déjà mentionné, de Mackensen (N° 5.292 du 17 décembre 1916), on vit paraître, le 27 décembre 1916, une ordonnance de la Militärverwaltung (N° 576) contre « l'exportation irrégulière » du bétail et des marchandises par la frontière du Danube, dans le rayon de la Militärverwaltung. Cette ordonnance dit encore :

Dans les régions situées près de la frontière de la Bulgarie, on constatera et signalera ce que les Bulgares ont exporté irrégulièrement de bétail, de blé, de matières premières et autres valeurs.

En mars 1917, je visitai en auto Giurgiu ; puis toute la rive du Danube à travers une série de villages jusqu'à Oltenitza ; et enfin de là, je retournai à Bucarest en parcourant beaucoup de propriétés. J'étais accompagné d'un officier allemand et d'un Autrichien. J'ai eu l'occasion de causer avec un grand nombre de paysans, dans tous ces endroits où ils s'étaient plaints amèrement de ce qu'ils avaient enduré des Bulgares : non seulement des militaires, mais aussi des civils, qui passaient le Danube par groupes — généralement sous la direction de militaires — pillaient, mettaient le feu où ils pouvaient, puis se retiraient. En dehors des destructions produites par la guerre, on pouvait constater dans chaque maison des traces de déprédations. C'est Giurgiu qui fut le plus éprouvé. Sans doute, surtout dans le port, la guerre a beaucoup laissé de traces ; mais la ville fut brûlée bien des semaines après, et notamment par des bandes de pillards venus de Rusciuk. Depuis le centre de la ville, où le feu avait été mis, jusqu'au Danube, dans la direction du vent, tout était en ruines ; on se serait cru à Pompéi. Étant roumain, je n'avais malheureusement pas le droit d'user d'un appareil photographique, qui m'aurait permis de rendre visible à d'autres ce que je voyais.

Au milieu de juin, je fis l'inspection des pêcheries, en compagnie de deux officiers allemands : le chef de la section des pêcheries et l'aide de camp de l'Oberquartiermeister de l'O. K. M. J'allai à Braïla, et de là en auto à travers la Dobruja, par Macin, Babadag, Jurilofca, Constantza, Cernavoda, retour à Bucarest par le bateau. C'est le voyage le plus triste mais en même temps le plus intéressant que j'aie pu faire, grâce à ma qualité de spécialiste en pêcheries, pendant l'occupation.

Déjà, dans la grande région des pêcheries en amont de Braïla, j'avais pu constater les déprédations et les incendies commis par les bandes militaires bulgares, qui venaient de la Dobrudja

en traversant le Danube. Comme le directeur des pêcheries, — un Allemand, le Dr Lübbert — a publié son rapport sur ce sujet, je n'ai pas besoin, de mon côté, d'ajouter beaucoup de détails. Je me contenterai de dire qu'à Braïla, j'ai vu un grand nombre de pêcheurs roumains, que je connaissais personnellement, et qui vinrent de la Dobrudja pour fuir les mauvais traitements des occupants bulgares.

De Braïla, nous allâmes en auto dans la Dobrudja, dont la partie nord était sous le régime bulgare exclusivement. Ce pays, auquel j'avais consacré auparavant mon activité pendant plus de 25 ans, n'était presque plus reconnaissable. Dans les villages habités par les Bulgares, on ne trouvait presque aucun vestige de la guerre, mais les villages roumains, même aux endroits où l'on n'avait pas livré de batailles, étaient dans un état incroyable de dévastation. Les maisons étaient toutes sans portes ni fenêtres, souvent détruites par l'incendie, les églises et les écoles en ruines, etc. La majorité de la population avait pris la fuite après l'occupation du pays par les Bulgares.

Dans le village « Principele Ferdinand » — une colonie de vétérans de la guerre de 1878 — on ne pouvait presque plus reconnaître qu'il y ait jamais eu des maisons. Les deux officiers qui m'accompagnaient photographièrent ce monceau de débris, et me demandèrent qui étaient ces vétérans dont les maisons furent tellement dévastées par les Bulgares. Je me contentai de répondre que c'étaient de vieux soldats qui, en 1878, luttèrent à Plevna contre la Turquie pour l'indépendance de la Bulgarie...

Jurilovca, le principal village de pêcheurs en Roumanie, ne fut sauvé de la dévastation bulgare que grâce à l'intervention énergique du Directeur allemand des pêcheries, le Dr Lübbert, et grâce à lui, ce village a été en état de fournir chaque jour du poisson aux habitants affamés de Constantza.

A Constantza, j'ai trouvé une misère incroyable. Les maisons, quand elles n'appartenaient pas à des propriétaires bulgares, avaient été toutes brûlées. On ne voyait que des murs sans fenêtres et sans portes, et à l'intérieur, des coffres-forts percés. Toutes les boutiques dans la grande rue avaient ce même

aspect. Le beau monument d'Ovide, sur la place principale, avait été déjà démonté, mais il était seulement abattu, parce que les troupes allemandes, qui survinrent, chassèrent les Bulgares en train de le transporter. Les habitants, lorsqu'ils n'étaient pas Bulgares, recevaient de très petites rations d'un très mauvais pain d'orge. Car les Bulgares avaient réclamé à l'étape allemande tout le froment, et même les graines destinées aux semences, afin de les envoyer dans leur patrie, et on avait dû les leur donner. Ce fut une bénédiction du ciel que du moins le poisson de Jurilovca ait pu être sauvé et apporté pour la nourriture des habitants de cette ville ; les officiers allemands avaient accordé un camion automobile pour le transporter.

Un lecteur étranger pensera peut-être qu'en qualité de Roumain j'exagère, peut-être même inconsciemment et involontairement. Aussi je vais citer des passages du rapport, écrit sous forme de journal par M. le Dr Lübbert, Directeur des Pêcheries de l'État à Hambourg, — créateur du port de pêcheries le plus moderne de Cuxhaven et ex-directeur des pêcheries de Roumanie pendant la guerre — qui a été publié par lui dans sa revue *Der Fischerbote*, à Hambourg.

Le Dr Lübbert, parti d'Allemagne avec le major V. Kessler, chef du Wirtschaftstab, arriva à Bucarest le 31 décembre 1916, et entra immédiatement en fonctions. Il décrit en détail ce qu'il a vu et fait en Roumanie pendant la guerre :

Le chemin de fer ne pouvait pas encore fonctionner, et nous nous rendîmes en bateau austro-hongrois, par le Danube, jusqu'à Giurgiu. Sur la route, nous vîmes, à Calafat, et surtout à Giurgiu, des tableaux atroces de la destruction de ces villes par les Bulgares (p. 316).

Le 7 janvier, Braïla tomba dans les mains des Allemands et des Bulgares, et comme je fus suffisamment édifié par ce que je vis et entendis sur les méfaits des Bulgares, dans les quelques jours de mon séjour en Roumanie, je me hâtai de partir aussi vite que possible pour tâcher de sauver de leurs mains, si cela se pouvait, les pêcheries Roumaines du Bas-Danube (p. 317).

Nous traversons sur de bonnes routes (au commencement) une série de villages, entre Bucarest et Oltenitza. Nous constatons partout que les soldats bulgares ont tout pillé, emmené le mobilier, les provisions, le bétail, la volaille de basse-cour. Mais en arrivant à Oltenitza, nous

voyons à l'entrée du village un grand troupeau de bœufs et des milliers de moutons. C'était le bétail que le commandant allemand de l'étape avait réussi à arracher des mains des Bulgares au dernier moment, avant qu'ils ne puissent le conduire en lieu sûr, au delà du Danube, jusque dans leur pays (p. 318).

Les Bulgares ont terriblement dévasté (« entsetzlich gehaust ») aussi à Calarasi. Ils ont occupé la ville depuis le commencement de décembre jusqu'au commencement de janvier, et ont enlevé chez les habitants tout ce qu'ils ont trouvé : meubles, vêtements, argent (p. 365).

Les Bulgares se sont mal conduits à Socariciu aussi, mais ils y ont pris surtout de l'argent, car ils n'eurent pas le temps, en passant, d'enlever de gros objets et le bétail (p. 365).

A Fetesti, nous rencontrâmes le commandant d'un bataillon de Landsturm, major v. Stuckrad, âgé de 71 ans. Il nous informa qu'à Fetesti les Bulgares avaient aussi terriblement dévasté et pillé. . . . J'ai profité de l'occasion pour télégraphier à l'Oberkommando Mackensen, au sujet des actes des Bulgares (p. 367).

Un peu avant la tombée de la nuit, nous arrivâmes à Stramba (près Braïla, note de l'auteur). Déjà, de loin, nous voyions des bacs et beaucoup de gros bateaux passer et repasser le bras du Danube. En arrivant plus près, nous apercevons une véritable organisation de brigandage bulgare. Sur la rive, de grands troupeaux sont réunis et gardés par un fort détachement de troupes. Les Bulgares ont rassemblé des environs tous les gros bateaux de pêche avec leur équipage ; ils ont, en outre, pris trois passes de rivière, et de cette façon ils transportent le bétail sur la rive opposée pour le conduire en Bulgarie où il sera en sûreté. . . . Les pêcheurs racontèrent que pendant les derniers quatorze jours, les Bulgares transportèrent à cet endroit jusqu'à 10.000 têtes de bétail (p. 368).

Nous sommes arrivés au dernier moment (à la station de pêche Scurtul près Braïla, note de l'auteur) qui restait pour sauver la station. La nuit précédente, les soldats bulgares étaient venus et avaient essayé de mettre le feu à la station ; ils avaient même mis le feu à un hangar qui a brûlé jusqu'au bout. . . L'agent roumain des pêcheries et ses hommes avaient pris la fuite. . . La maison de l'agent était complètement dévalisée, même les portes et les fenêtres manquaient (p. 26/920).

Nous passâmes près du lac Serbano où se trouve une station de pêche et un pavillon appartenant au roi de Roumanie, dans lequel le vieux roi Carol passait chaque été quelques jours avec la reine pour contempler les beautés admirables de la Balta. De loin déjà, nous apercevons une colonne de fumée au-dessus de Serbano. De plus près, nous constatons que le pavillon royal est en flammes : les Bulgares y ont mis le feu (p. 27).

Considérant que jusqu'à présent les troupes bulgares ont enlevé aux

pêcheurs le poisson qu'ils apportaient, en se contentant de leur donner, dans le meilleur cas, un récépissé de réquisition. . . . (p. 28).

Bientôt, les pêcheurs de Jurilovca viennent chez le docteur Ionescu et chez moi pour se plaindre avec véhémence des méfaits des soldats bulgares, qui depuis quelques semaines occupent Jurilovca. Non seulement les Bulgares ont forcé les greniers à sel et enlevé la majeure partie du sel amassé pour conserver le poisson, mais ils ont entrepris d'enlever les filets des pêcheurs. A ceux qui ont protesté, le sous-officier bulgare a répondu qu'à la moindre résistance tout le village serait brûlé (p. 65).

Vers 8 heures 1/2, nous arrivons à la station de pêche Catargea. La maison de la station tient encore debout, mais elle a été pillée par les Bulgares, tous les objets transportables sont enlevés, y compris portes et fenêtres. . . . A 10 heures, nous visitons la station de pêche Gura Armanu, où se trouvait une agence de pêcheries. Ici les Bulgares ont brûlé la maison de l'agence et volé les matériaux de fermeture (p. 270).

J'aurais pu citer encore en témoignage toute une quantité de passages de ce journal si consciencieux et si objectif. Le lecteur pourra en tirer la double conclusion : que je n'ai rien exagéré, et que le Dr Lübbert a constaté le pillage et les incendies systématiques sur toute la longueur du Danube, depuis Giurgiu jusqu'à Braïla, et ensuite dans toute la Dobrudja. Il est bien établi dans ce cas qu'il s'agissait non pas « d'actes isolés », commis par les soldats, mais : 1^o de pillages et de brigandages dans un pays occupé, organisés et conduits méthodiquement (voyez aussi le rapport du Gouverneur militaire) ; 2^o de traitements cruels infligés à une population civile. Et les conséquences sociales et économiques de tout ceci pèsent aujourd'hui encore sur ce pays.

*
* *

Toutefois, ce qui a été décrit ici ne fait ressortir que le minimum de ce que les Bulgares avaient l'intention de commettre dans ce pays ; car je dois mentionner que les autorités allemandes, dès qu'elles furent en état d'arrêter ces procédés, au moins dans le ressort de la Militärverwaltung, l'ont essayé. On n'oubliera pas cependant qu'une partie seulement du pays occupé se trouvait sous l'administration allemande. Une

partie importante de la Dobrudja subissait l'administration bulgare ; mais même dans la partie centrale de la Dobrudja, vers Constantza, où l'autorité appartenait à une étape allemande, l'influence bulgare restait très grande. C'est pour cette raison que cette province est dans un si triste état de nos jours, et il se passera encore bien du temps avant que les dommages d'ordre matériel soient réparés, et la santé des habitants rétablie.

Les Bulgares avaient en vue d'autres plans plus vastes encore, concernant notamment les hautes institutions scientifiques. Ils firent des démarches pressantes auprès des autorités allemandes, pour demander avec insistance qu'on leur transmette toutes les installations scientifiques de l'Université de Bucarest et surtout le Muséum d'Histoire naturelle, afin de les transporter à Sofia. En ma qualité de directeur et de fondateur du Muséum, je fus mis au courant de cet incroyable complot contre la culture roumaine, et je profitai de l'occasion propice de la visite du Général Feldmaréchal v. Mackensen, au Muséum, le 13 juillet 1917, pour le prier de défendre le pays contre de telles prétentions, et de laisser à notre peuple ses trésors cultureux. Le Feldmaréchal, qui visitait souvent le Muséum avec intérêt, m'assura que cela n'arriverait point, et ajouta : « Les Bulgares veulent tout avoir, mais n'auront rien. » On leur permit seulement, selon le désir de l'empereur d'Allemagne, de prendre de force à l'Académie roumaine la collection bien connue des manuscrits slaves, qu'ils envoyèrent immédiatement à Sofia. C'est le chef du Verwaltungstab lui-même qui laissa opérer cet acte de violence, contraire à la Convention de La Haye, et un professeur allemand de théologie, M. Goetz, formula à ce propos toutes sortes de menaces devant l'Académie roumaine, allant même jusqu'à dire au Président et au Directeur de l'Académie qu'il les ferait arrêter. Tout ceci prouve que l'on agissait suivant des ordres venus de haut. Autrement un tel acte aurait été inexplicable de la part du Chef du Verwaltungstab qui, dans d'autres circonstances, avait une attitude assez correcte.

Je ne raconterai pas une fois de plus la tentative de vol du cercueil de saint Démétrius, le patron de la ville, à la cathé-

drale de Bucarest, car c'est un fait trop connu, qui a été suffisamment publié dans les journaux allemands.

3. — LES PRISONNIERS DE GUERRE ROUMAINS DES RÉGIONS OCCUPÉES, ET LES SOLDATS ROUMAINS RESTÉS CACHÉS DANS LES FORÊTS DES CARPATHES

L'avance extrêmement rapide des troupes ennemies dans toutes les parties du pays, et la retraite forcée vers la Moldavie — sur deux grandes routes seulement — des tronçons de l'armée roumaine contraintes au désordre, amenèrent la reddition d'une grande partie de ces troupes. Des milliers de soldats isolés, ou de groupes de soldats, avaient perdu toute liaison avec leur corps d'armée, et durent se cacher dans les bois des Carpathes, ou bien chez les paysans dans les campagnes. Beaucoup d'entre eux essayèrent de traverser la ligne du front pour passer en Moldavie, mais la plupart furent faits prisonniers ; d'autres restèrent sur place, forcés par les circonstances à rester dans le pays occupé ; ils se rendirent dans leurs villages ou restèrent cachés quelque temps dans les forêts des Carpathes.

Par suite du mauvais état des chemins de fer et des routes, les prisonniers ne pouvaient être envoyés dans les camps de concentration des Puissances centrales et devaient rester encore longtemps sur place, en pays occupé, dans des camps improvisés. Leur nombre était si considérable que beaucoup de bâtisses, d'écoles, fabriques, dépôts, etc. leur furent assignés dans toutes les grandes villes. Mais la plupart étaient concentrés dans les camps de Slatina, Ploesti et Bucarest.

L'insuffisance des vêtements, de la nourriture ; l'entassement, le chauffage inefficace contre un grand froid d'hiver, etc. ; toutes ces raisons provoquèrent de graves épidémies parmi les prisonniers roumains, et une grande mortalité. Le choléra même éclata dans le camp de prisonniers de Ploesti, ou une cinquantaine de cas mortels se produisirent. Nous fûmes informés de cet état de choses par toute sorte d'indiscrétions, des lettres

anonymes, etc., et nous fîmes tous nos efforts pour protéger autant que possible au moins leur santé.

Heureusement, une occasion favorable se présenta au bout d'un court laps de temps. Dès les premiers jours de l'organisation de la Militärverwaltung, je reçus la visite du Directeur des Pêcheries de l'État de Hambourg, que je connaissais depuis longtemps, et auquel fut confiée la direction de la section des pêcheries près de l'O. K. M. (Oberkommando Mackensen) et ensuite du Wirtschaftstab. Il me promit l'aide militaire pour la reconstruction des grandes pêcheries roumaines du Danube qui avaient si terriblement souffert de la guerre et des dévastations bulgares. J'acceptai immédiatement, et obtins la promesse que la majeure partie du poisson attrapé resterait dans le pays pour la nourriture de la population. L'avenir fit clairement ressortir la grosse importance que ceci eut pour les habitants pendant l'occupation, car sur 11.499.000 kilogrammes de poisson pris jusqu'en avril 1918, seulement 839.000 kilogrammes furent exportés, et tout le reste servit pour la nourriture du pays.

Comme les grandes pêcheries n'étaient pas dans le ressort de la Militärverwaltung, mais dans celui de la IX^e armée (Brăila) et de la III^e armée bulgare (Tulcea), toute la question dut être discutée avec le chef d'état-major de l'O. K. M., le Colonel Hentsch. Celui-ci me produisit immédiatement l'impression d'un homme extrêmement énergique et intelligent, avec lequel on pouvait tout régler rapidement. Je lui exposai donc que si l'on voulait attraper du poisson, on devait en premier lieu penser aux pêcheurs ; et comme je savais que dans les camps de prisonniers on détenait beaucoup de pêcheurs, je le priai de les faire relâcher pour qu'ils aillent pêcher dans leurs eaux. Notre proposition fut acceptée, et dans un court espace de temps, plusieurs milliers de pêcheurs roumains furent ramenés dans leurs vieilles régions de pêche. Le Dr Lübbert, qui avait officiellement réclamé les pêcheurs prisonniers, a déclaré depuis que les pêcheries donnèrent de bons résultats et que les pêcheurs prisonniers se conduisirent parfaitement bien. Le principal était donc un fait acquis.

Entre temps, survint un changement très favorable pour

nous, car le colonel Hentsch fut nommé chef de l'Administration militaire. Dès les premiers jours de son entrée en fonctions, j'allai le voir en ma qualité de gérant du Ministère de l'Agriculture, et je lui dis : « Voulez-vous que les champs de Roumanie soient remis en culture ? Donnez-nous pour cela des bras qui les travailleront. Les paysans restés dans les champs sont des invalides, des vieillards, des femmes, des enfants. Je vous soumets cette proposition : relâchez les nombreux paysans jeunes, qui ne sont dans les camps de concentration qu'une lourde charge pour vous, et consomment sans travailler de la nourriture ; envoyez-les dans leurs villages, où ils cultiveront leurs champs et deviendront ainsi des éléments de production. Le Colonel Hentsch saisit immédiatement toute la portée de ma proposition, mais naturellement il la considéra non seulement au point de vue roumain, mais avant tout à son point de vue militaire. Il me répondit : « Monsieur le docteur, nous assumons une très grande responsabilité. Personnellement, je ne pense pas que ces gens se permettent des actes d'hostilité, mais je crains que l'état-major général ne dise qu'ils formeront un nouveau front ennemi derrière le front. » Je lui répondis : que je me rendais compte de cette responsabilité ; que je la prenais sur moi, et que je garantissais sur ma tête que ces gens s'occuperaient paisiblement de la culture de leurs terres et de la subsistance de leurs familles. Le Colonel Hentsch me dit alors qu'il chargerait, le jour même, de cette question, un officier très capable, le prince Henri XXXV de Reuss, et qu'il m'enverrait sa réponse bientôt.

Le prince de Reuss visita tous les camps de prisonniers, et en deux semaines tous les paysans et les ouvriers agricoles emprisonnés furent renvoyés dans leurs villages. C'est ainsi que nous avons pu sauver, dès le commencement de la guerre, à peu près 48.000 prisonniers roumains, — en y comprenant les pêcheurs — d'une mort probable dans les camps d'Allemagne, où la mortalité était effroyable, et les employer pour la restauration du pays et l'entretien de leurs familles.

Plus tard, j'exigeai à chaque occasion qui se présentait, et particulièrement lorsque les différentes sections du Wirts-

chaftstab se plaignaient qu'elles n'avaient plus d'ouvriers pour les différentes branches de la vie économique, que l'on renvoie les prisonniers des différents camps. C'est ainsi que l'on en relâcha pour l'industrie du pétrole, les travaux forestiers, etc. Petit à petit, mais en grand nombre, ils étaient sauvés de l'enfer des camps de concentration.

* * *

Malgré le nombre des prisonniers dont nous avons ainsi amélioré le sort, il restait un grand nombre de soldats roumains qui, soit comme déserteurs, soit parce qu'ils s'étaient égarés, perdirent toute liaison avec leurs corps de troupe pendant la retraite, et vécurent dans les forêts des Carpathes des départements du Nord, à l'état sauvage, sans nourriture ni vêtements. Quand, poussés par ces circonstances et la faim, ils ne pouvaient plus trouver d'autre moyen pour vivre, il fallait bien qu'ils se procurent leur subsistance d'une façon illicite, et ils devinrent un fléau pour le pays.

Je connaissais assez bien la situation de ces gens, et les places où ils se cachaient. Je guettais une nouvelle occasion pour leur sauver la vie aussi et régler leur situation. Cette occasion se présenta lorsqu'il fallut trouver des ouvriers agricoles pour les terres productives situées aux environs, pauvrement habitées, du « Baragan ». Avec l'assentiment du Wirtschaftstab, j'envoyai dès le mois de mars des hommes de confiance, comme inspecteurs agricoles, dans ces parages, avec la mission de recruter des ouvriers agricoles pour l'été de 1917. Aussitôt, tous les fuyards, prévenus par nos soins, se présentèrent ; ils furent acceptés par les Allemands et munis chacun d'un certificat d'identité timbré par les autorités militaires, pour qu'ils puissent se rendre dans le Baragan.

Ils étaient dans un état pitoyable. Certains n'avaient pour tout vêtement qu'une veste, et la plupart n'étaient couverts que de vieux sacs de céréales, dans lesquels trois trous avaient été percés pour la tête et les bras afin de les transformer en une espèce de chemise. C'est dans cet état qu'ils furent placés

dans des wagons et expédiés vers les villages du Baragan.

Je trouve dans le rapport secret de l'activité du Wirtschaftstab jusqu'au 31 mars 1917 ce qui suit :

On a dressé un plan avec la section VI (agriculture) pour attirer la main-d'œuvre des montagnes vers le district d'Ilfov. Deux commissions roumaines de recrutement, conduites par les officiers allemands, furent formées à Bucarest et envoyées de Pitesti, le 17 mars, dans les districts des montagnes, où elles obtinrent de bons résultats.

Leur situation ainsi réglée, ces gens purent ensuite revenir dans leurs villages et entreprendre la culture de leurs propres champs. Plus tard, par ordonnance générale de la Militärverwaltung, du 5 août 1917, le sort de tous ces prisonniers cachés dans le pays occupé fut définitivement assuré en ce sens qu'ils pouvaient se présenter sans être passibles de punitions.

Tels furent les moyens en vertu desquels plus de 50.000 paysans furent ramenés chez eux, y compris ceux qui furent pris plus tard pour l'exploitation des forêts et des mines de charbon. S'ils étaient restés dans les camps allemands, une moitié d'entre eux au moins aurait sûrement péri, comme l'expérience l'a prouvé, et les autres ne seraient revenus qu'avec une santé ruinée. Je n'ai pas besoin de souligner davantage l'importance de ces faits pour un pays qui, dans cette guerre, a supporté la plus haute mortalité (à peu près 12 pour 100 du total de la population) ; ni quelles conséquences sociales et économiques ils ont déjà eu pour le pays, et cela dans le délai le plus bref. Car, si les Allemands avaient besoin de notre blé pour leur patrie affamée, nous devons aussi cultiver nos champs ; non seulement pour que notre pays soit régénéré après la destruction de la guerre, mais surtout pour que les deux tiers de la population, y compris les enfants, génération de l'avenir, aient de quoi vivre et conserver leur santé.

CHAPITRE III

Deuxième période de l'occupation de la Roumanie et ses conséquences

L'Administration militaire

Après avoir décrit, plutôt sous forme d'esquisses détachées, l'état de la Roumanie pendant la première période de l'occupation, nous allons montrer, en suivant le développement du sujet, l'état du pays pendant l'occupation « organisée » sous l'Administration militaire, et en décrire les conséquences pour le pays et la population.

L'organisation et l'activité de cette institution, ainsi que son influence sur le pays occupé et sur sa population, méritent d'être étudiées et suivies de près, vu leur grande importance au point de vue général. Car nous avons ici une innovation unique, dont les résultats intéressent non seulement la Roumanie, mais tous les États et qui a une grande importance pour l'étude de la question générale des occupations militaires. Le professeur Mann, qui a fait un exposé de l'économie de guerre (« *Kriegswirtschaft* ») en Roumanie, écrit à ce sujet : « La Roumanie ne peut être englobée sans commentaires aucuns dans l'histoire des pays occupés. Les méthodes d'administration et d'activité économique en pays ennemi ont eu ici, dès le commencement, une forme essentiellement nouvelle. »

Regardons donc, de plus près, quelle a été la valeur réelle de ces « nouvelles méthodes » et les conséquences de leurs applications, non seulement du point de vue des intérêts de la Roumanie mais, avant tout, de l'intérêt supérieur de l'humanité.

1. — LES PERSONNALITÉS MILITAIRES

Avant d'entreprendre la description de l'organisation et de l'activité de l'Administration militaire, il est utile de dire quelques mots sur le personnel militaire et sur son attitude vis-à-vis de la population du pays occupé, pour compléter ainsi le tableau de l'occupation. Cela est d'autant plus nécessaire que, très souvent, la situation de la population dans les différentes provinces ne dépendait pas seulement de la sévérité des ordonnances et des décrets, mais encore de la manière de les appliquer, qui variait suivant les méthodes et les tendances individuelles des diverses personnes. Cette attitude personnelle dépendait certainement en premier lieu de la nature, origine, culture et éducation de chacune des nombreuses personnes qui se présentaient ici en uniformes de divers rangs. Les manières de ces différents militaires envers la population du pays variaient ainsi entre celles de l'homme brutal, inculte ou intéressé — qui tâchait de trouver ici une occasion de corriger sa fortune — et celles du plus parfait gentleman, du diplomate bien instruit, du savant, artiste ou homme de lettres, du médecin bien-faisant ; ou du simple « Landsturmann », rude dans ses paroles mais le plus souvent bienveillant envers les femmes et les enfants. Ces attitudes variaient aussi selon les différentes armées.

Ces différences étaient surtout sensibles au commencement, mais après que la plupart des officiers de carrière eurent été rappelés, et en raison des rapports intimes qui s'établirent à la longue entre le *Wirtschaftstab* et la mauvaise engeance des spéculateurs de toute espèce, tout prit peu à peu un ton uniforme, et s'engloutit à la fin dans une grande fange de corruption. Cependant, il est de mon devoir de reconnaître que les hommes comme le *Feldmaréchal v. Mackensen*, le *Général v. Tülff*, le *Colonel Hentsch*, le *Conseiller privé Welser*, et bien d'autres chefs, se sont personnellement conduits comme des gentlemen. Ils ont souvent même, pour des questions importantes, manifesté une certaine bienveillance pour le pays et son peuple,

malgré l'incroyable sévérité des ordres du jour de l'armée et des ordonnances, malgré les réquisitions excessives, les arrestations, etc. Les obstacles opposés aux Bulgares, qui voulaient piller le pays et la capitale y compris ses institutions scientifiques, la libération des prisonniers de guerre, le payement des appointements et des pensions de tous les fonctionnaires, retraités, femmes de mobilisés, veuves de soldats, etc., la fixation, pendant la première moitié de l'occupation, du taux de la ration journalière du maïs à 750 grammes par personne, malgré la demande de l'Allemagne de lui envoyer « tout » etc., ce furent-là, par les temps qui couraient, des preuves de bienveillance personnelle que nous avons appréciées avec reconnaissance dès ce moment-là. De nombreux médecins, des professeurs allemands éminents, des savants, des ingénieurs, etc., en uniforme, se sont montrés capables de comprendre et de soulager les maux de la population. Par exemple, le fameux hygiéniste professeur v. Hahn, qui était médecin en chef, comme suite à ma demande, fit une démarche officielle contre l'extraction des germes du maïs qui prive cette plante, principale nourriture du paysan, de sa force nutritive, et il s'attira pour cette raison des reproches du Quartier général. Il remplit dans ce cas non seulement un devoir de conscience, mais encore il donna un témoignage de sa bienveillance pour notre population réellement malheureuse. Tel fut aussi le cas du zoologue, le Dr Marcus (1), directeur de la section des Pêches qui, en dépit de l'ordre

(1) Le Dr Curt Marcus, dans la vie civile zoologue dans la section de biologie des poissons au Muséum d'Histoire naturelle de Hambourg, dirigeant pendant l'occupation la section de pisciculture du Wirtschaftstab, a donné des preuves d'une véritable sympathie pour notre pays dans les temps les plus difficiles, et je ne veux pas les laisser passer sous silence. Non seulement il sauvegarda les intérêts de notre pays dans toutes les questions secondaires, mais quand les Bulgares, sous prétexte que leur population n'avait rien à manger, exigèrent qu'on leur livrât toute la pêche du Danube et des lacs du territoire roumain, de la zone inondable (chose qu'ils ont demandée aussi au Traité de Paix de Bucarest), il s'interposa avec la plus grande énergie et nous sauva. Quand j'appris en décembre 1917, par deux amis bien informés, que l'Empereur d'Allemagne avait promis au Roi de Bulgarie de donner la Dobrudja aux Bulgares à l'occasion de la signature prochaine de la paix séparée, j'ai cru nécessaire de lutter contre cette décision, autant que mes modestes forces me le permettaient. J'essayai de mettre en mouvement le vieil homme d'État Pierre Carp, mais quand il me répondit que mes informations ne l'intéressaient pas « parce que l'intégrité des frontières lui avait été promise » et qu'il « avait la Dobrudja dans sa

sévère du Quartier général de faire exporter en Allemagne tout le poisson pesant plus d'un demi-kilo, alla voir le Feldmaréchal et lui dit que, vu le manque de viande, la nourriture de la population en souffrirait trop. Il agit ainsi par pure pitié pour la population et reçut une terrible rebuffade de ses chefs du *Wirtschaftstab*. Beaucoup d'autres personnes perspicaces, qui occupaient des postes importants, arrivèrent peu à peu à la

poche », je compris bien que je ne devais compter dans cette affaire importante que sur mes propres forces, fort modestes. Je fis alors immédiatement dresser par notre office de statistique les résultats, non encore mis au net, du recensement du 19 décembre 1912 au 1^{er} janvier 1913 pour la vieille Dobrudja et j'en publiai les résultats en français. Il en ressortait que, sur un total de 380.430 habitants pour cette province, 216.425 (56,9 pour 100) sont Roumains et 51.149 (13,4 pour 100) seulement sont Bulgares. J'envoyai cette statistique à tous les hommes d'État des Puissances centrales et aux Neutres. Je cherchai aussi les moyens de montrer au monde allemand instruit le grand travail de culture — intellectuelle et matérielle — que la Roumanie a effectué dans cette province de 1878 à 1916. Je m'efforçai, d'une part de donner aux quelques savants allemands bien disposés à notre égard, qui travaillaient auprès de l'Étape de Constantza, une documentation scientifique pour la publication d'un livre sur la Dobrudja, qu'ils préparaient depuis longtemps et qui montre le travail de civilisation effectué par la Roumanie dans cette province. Ce livre fut publié, à Berlin, sous le titre : « *Bilder aus der Dobrudscha* », (*Tableaux de la Dobrudja*), 1916-1918. D'autre part, je m'adressai aussi au Dr Marcus et le priai de faire à la Société géographique de Berlin une conférence sur le Bas-Danube. Je mis à sa disposition tout ce que nous possédions comme information et lui donnai aussi une lettre de recommandation pour le fameux géographe, le professeur A. Penck, Président de la Société géographique, avec prière d'inviter à cette conférence le Dr Kuhlman, ministre des Affaires étrangères. La conférence fut faite le 14 décembre 1917 et fut imprimée comme fascicule 143 de la série des publications *Meereskunde*. Dans cette conférence sur le « Bas-Danube et ses pêcheries », le Dr. Marcus montrait tout ce que la Roumanie a fait dans les bouches du Danube et dans le Delta. Il parle en notre faveur avec la plus grande chaleur. Il finit ainsi : *En résumant le tout, nous avons devant nous le tableau d'un important travail de civilisation accompli dans les bouches du Danube pendant ces dix dernières années*. Sans parler de la création et de l'entretien d'une route navigable et de la sauvegarde de la liberté de la navigation, il faut citer encore comme résultat essentiel l'encouragement et l'organisation de la pêche comme branche importante de la production. Les recherches scientifiques approfondies faites par le Prof. Antipa dans ce but pratique, recherches qui se rattachent aux travaux scientifiques des Allemands et aux méthodes allemandes, ont grandement élargi le cercle de nos connaissances biologiques et géographiques, et non seulement pour ce grand fleuve ; en effet, ils ont encore ouvert de nouvelles perspectives pour l'étude générale des régions d'inondations et la formation des deltas. »

Cette conférence a fait son effet — au moins sous certains rapports — car lors d'une longue entrevue que j'eus le 1^{er} mars 1918 avec le ministre v. Kuhlman, à Bucarest, et lorsque je tâchai de le convaincre de l'intérêt qu'avait l'Allemagne à ce que la Dobrudja restât roumaine, celui-ci me dit : « Nous le comprenons, mais nous sommes forcés d'agir ainsi car nous devons contenter nos Alliés, les Bulgares. Mais du moins le Delta du Danube restera roumain. »

conviction que ce serait folie de perdre entièrement et sans raison les sympathies d'un peuple qui a toujours été en bons rapports avec l'Allemagne. Il faut citer en premier lieu l'économiste bien connu, le Prof. Mann, qui lutta à nos côtés, «épaule contre épaule», pour parer à l'enlèvement des bateaux roumains du Danube par les Autrichiens, le Prof. Kessler, etc.

Du reste, non seulement les personnalités militaires haut placées, mais encore des fonctionnaires de moindre importance installés dans la province et à la campagne, donnèrent personnellement, souvent des marques d'une certaine sympathie pour la population et trouvèrent le *modus in rebus* dans l'exécution des ordres sévères de réquisition, pour rendre autant que possible la vie plus tolérable aux habitants.

La bonhomie, l'affabilité et l'intelligence naturelle du paysan roumain, la vie patriarcale au village et dans la ville de province, la richesse de ce beau pays, etc., tout cela développait chez l'Allemand du Landsturm — qui avait lui aussi laissé à la maison une famille dans le besoin — un sentiment de compassion pour ces gens. Il le sentait d'autant plus qu'il savait être ici pour prendre s'il le fallait, dans l'intérêt de sa propre patrie, jusqu'à la dernière ressource de ces pauvres vieillards, de ces femmes et de ces enfants malheureux. Il fermait donc les yeux, quand il le pouvait, si les femmes cachaient quelques provisions pour leur misérable ménage, et il était indigné quand on lui ordonnait de faire des recherches domiciliaires trop sévères pour de petites quantités de graisse, de savon, de laine, etc. On l'entendait souvent dire : « C'est un tort d'aller si loin ; j'ai moi aussi à la maison ma malheureuse femme et mes enfants ! » C'était un spectacle fort fréquent de voir, dans les villages et les faubourgs, un vieux du Landsturm jouer avec les enfants du village, ou de le trouver rêvant, un enfant sur les genoux, et souvent une grosse larme sur sa joue.

C'est ainsi qu'un sort commun amenait ces compagnons d'infortune à une compassion mutuelle et à une résistance commune contre les formes par trop sévères des ordres à exécuter. Un sentiment d'humanité naissait souvent, en dépit de l'uni-

forme militaire, chez ces braves gens simples, et les rapprochait par la pitié des êtres à bout de force qu'on leur avait donnés comme victimes. C'était une protestation touchante de la simple nature humaine contre les conceptions qu'avaient sur l'humanité leurs chefs du Quartier général.

Du reste, hélas ! ce n'étaient pas tous les soldats qui étaient ainsi. Bien des sous-officiers, même quelques officiers de réserve, ayant leur service à la campagne, de connivence avec l'interprète du village ou avec d'autres spéculateurs, exploitaient pour leur propre compte la population rurale d'une façon impitoyable, et accaparaient, sous prétexte de réquisitions, toute la fortune des paysans, pour rien ou en échange de quelques sous. Par exemple, dans une des étapes, ils prirent tous les moutons des paysans pour sept lei par tête, sous prétexte de réquisition, et ils les revendirent à des prix élevés, à leur profit, dans une autre étape.

Il est vrai que la guerre met en contact toutes sortes de gens, mais la population en arriva à souffrir par ceux-ci de telle façon que ce n'était plus supportable. Un paysan me dit en septembre 1918 les paroles suivantes, fort caractéristiques des circonstances : « Les soldats allemands sont très polis envers nous, ils nous disent toujours « *guten tag* » (*bonjour*), quand ils nous rencontrent, ils jouent avec nos enfants et leur font même des cadeaux, pourtant ils nous prennent tout. S'ils devaient rester longtemps ici, nous deviendrions tous maigres comme des aiguilles. Les Bulgares ont mis le feu à nos maisons et il en est resté tout de même quelque chose dans les débris ; mais après ceux-ci, rien ne reste, malgré leur grande politesse. » C'était la vérité ; fussent-ils bons ou mauvais personnellement, ils étaient tous devenus à la fin une cause de gêne intolérable par suite des perquisitions domiciliaires et des réquisitions toujours plus sévères qui leur étaient ordonnées par le Quartier général avec une insistance toujours plus grande. Les simples soldats, avec leur saine compréhension humaine, devinrent avec le temps plus humains, mais sans aucun résultat, car le commandement supérieur de l'armée devint de plus en plus sévère dans ses ordres.

2. — LES BUTS DE L'ADMINISTRATION MILITAIRE
EN ROUMAINE

Malgré cette bienveillance souvent manifeste, il ne s'agit pas toutefois de la bonne ou de la mauvaise conduite, des sympathies ou des antipathies des différentes personnalités militaires, mais des idées au service desquelles elles travaillaient et du résultat de leur travail. Pour en juger, il faut connaître avant tout les buts que poursuivait l'occupant et les moyens dont il se servait. Ces buts et ces résultats seraient restés inconnus, si l'évacuation précipitée du pays n'avait forcé l'ennemi à laisser ses archives derrière lui.

Quand l'Allemagne déclara la guerre à la Roumanie et envoya cette énorme armée, tous les journaux allemands déclarèrent que l'Allemagne entreprenait « une expédition répressive », pour châtier ces anciens alliés « traîtres à leurs engagements ». Les arguments donnés dans le premier chapitre démontrent que cette raison n'est pas valable ; car même si la Roumanie avait gardé sa neutralité et s'était contentée seulement d'interdire l'exportation de ses produits en Allemagne, surtout le pétrole et le blé, ce que les puissances de l'Entente exigeaient avec une insistance croissante, l'Allemagne lui aurait probablement tout de même déclaré la guerre. Même la vente de blé à l'Angleterre fut considérée par l'Allemagne comme un acte hostile, et la menace fut si forte que l'on dut vendre à l'Allemagne la même quantité de blé.

L'Allemagne avait un besoin absolu, pour pouvoir continuer la guerre, de tous les produits de la Roumanie, sans exception : Les céréales et tous les produits agricoles, le bétail et ses produits, les matières premières, le bois et avant tout le pétrole avec tous ses produits, tels que la benzine, la graisse minérale, etc. L'Allemagne manquait tellement de graisse industrielle qu'en trois mois tout au plus toutes ses réserves auraient été épuisées et que toutes les machines d'Allemagne, y compris les sous-marins et les aréoplans, auraient dû s'arrêter. L'invasion de la Roumanie se serait donc vraisemblablement produite

dans un temps très rapproché ; ses produits étant indispensables à l'Allemagne pour qu'elle puisse continuer la guerre.

C'est pourquoi l'état-major allemand avait étudié depuis longtemps l'invasion éventuelle de la Roumanie, et même tout le système d'exploitation économique de ce pays pour les besoins de la guerre ; les grandes lignes de l'organisation nécessaire pour ce but avaient de même été établies d'avance. Il y a plus, même le personnel nécessaire avait été choisi, et depuis ne fut jamais perdu de vue. Le Dr Lubbert écrit dans ses mémoires :

Dès le mois d'octobre, le major v. Kessler me demanda, de la part du Grand Quartier général, si je serais prêt à organiser les pêcheries après la prise de la Roumanie. J'en ai été alors excessivement étonné, car nos troupes n'étaient pas encore en Roumanie, mais je répondis que oui.

Par conséquent, à peine un mois après l'entrée en guerre de la Roumanie, les organisateurs du Wirtschaftstab en étaient déjà à nommer le personnel.

C'est la vraie raison pour laquelle une si grosse armée fut enlevée soudain du front ouest afin de prendre rapidement la Roumanie ; c'est pourquoi aussi le Wirtschaftstab, complètement organisé, suivait immédiatement derrière les troupes de combat. Au milieu d'octobre, les organisateurs du Wirtschaftstab siégeaient à Berlin, et à la fin d'octobre il était complètement formé. Pendant la bataille de Turnu-Severin, le Wirtschaftstab siégeait à Semlin ; pendant les combats de Craiova, il tenait ses séances à Turnu-Severin ; quand on se battit à l'Argesh, il vint à Craiova, et immédiatement après l'occupation de Bucarest il était déjà dans la capitale. Quelques jours après l'occupation du pays arriva aussi le papier-monnaie imprimé à Berlin — les billets dits de la Banca Generala — dont l'imprimerie d'État de Berlin avait imprimé déjà 50 millions de lei avant la fin de décembre 1916 ; et avant le 15 janvier 1917, 148 autres millions de lei arrivèrent à Bucarest. A Turnu-Severin on commença à exporter des céréales avant la prise de la capitale. Cette précipitation et cette étonnante orga-

nisation préparée depuis longtemps montrent clairement *quel était le vrai but de l'occupation de la Roumanie*, et quelle nécessité urgente pour l'Allemagne la dictait.

Du reste le Dr Th. Mann écrit ce qui suit dans sa brochure bien connue : *L'organisation économique de la guerre en Roumanie* :

L'idée d'envoyer les réserves de céréales provenant de plusieurs récoltes à la patrie en détresse avait donné *des ailes à l'armée qui avançait* (p. 21), et encore : Les formes aiguës de la guerre économique, provoquées par la guerre mondiale : les privations de la population civile par suite du boycottage et du blocus, son antidote la guerre des sous-marins, d'autre part, expliquent les raisons profondes du fait que l'organisation économique de la guerre en Roumanie concentra ses efforts sur l'agriculture et l'industrie du pétrole et tâcha d'en tirer les plus rapides résultats. C'est le travail dans ces deux directions qui a le plus attiré l'attention des spécialistes. Cependant l'activité économique de guerre (« *Kriegswirtschaft* ») ne pouvait se borner en Roumanie seulement au rétablissement de l'agriculture et de l'industrie du pétrole.....

En ce qui concerne les autres organes de l'Administration militaire, on les verra agir non tant pour appliquer la Convention de La Haye, mais bien plutôt comme un appareil accessoire pour aider à l'exploitation plus intensive et à une utilisation aussi complète que possible des richesses du pays. Tout ce que cette Convention impliquait : la protection de la population civile et des institutions de culture, ne fut accompli que plus tard en des temps plus tranquilles, et « dans la mesure du possible », quand le travail d'exportation du *Wirtschaftstab* le permettait, et quand c'était nécessaire pour encourager la population au travail.

3. — LE PLAN GÉNÉRAL DE L'ADMINISTRATION MILITAIRE EN ROUMANIE

L'organisation d'une Administration militaire de tout le pays occupé, avec un organe spécial nommé « *Wirtschaftstab* », avait été décidée depuis longtemps au Quartier général

allemand. Une Commission spéciale fut nommée pour l'étude des *principes fondamentaux* de l'exploitation économique de la Roumanie, dont le rapporteur fut le commandant d'état-major, v. Kessler. Le 19 octobre 1916, le plan général fut adopté définitivement au Quartier général, et sur cette base on commença les pourparlers avec les autorités de Berlin et les représentants plénipotentiaires des puissances centrales alliées. Dans les séances des plénipotentiaires des puissances centrales qui eurent lieu les 28 et 29 octobre 1916, on discuta le plan d'organisation de l'Administration militaire et du *Wirtschaftstab*, dont la tâche devait être « l'exploitation économique la plus complète de la partie occupée de la Roumanie, pour saisir et exporter aussi vite que possible tout ce qui peut servir aux besoins de la guerre et au ravitaillement des pays alliés », ainsi que le partage des marchandises à exporter entre les différents pays.

Les procès-verbaux de ces séances ont été imprimés à Vienne dans deux volumes, sous le titre de *Sammlungen der Kriegswirtschaftlichen Vereinbarungen mit dem Verbündeten Ausland*, parus en 1918 (p. 341-349) dont nous avons trouvé quelques exemplaires cachés dans les archives du *Wirtschaftstab* au moment de l'évacuation du pays.

Pour mieux orienter le lecteur, je vais citer quelques passages caractéristiques de ces procès-verbaux (1) :

Major v. Kessler. — Le Commandement supérieur de la guerre a l'intention de mettre au commencement sous le régime militaire le territoire de la Roumanie qui sera occupé. L'idée fondamentale de l'exploitation des pays occupés est que l'on doit fournir à chaque allié ce qui est urgent pour qu'il puisse continuer la guerre et se ravitailler...

Il s'agit par conséquent de fixer le mode de coopération des différents représentants et la répartition de ce qui va être exporté de Roumanie... La Direction supérieure de l'Armée considère que cette répartition est en première ligne l'affaire des autorités locales, mais que le Gouverneur militaire doit insister de toutes ses forces pour que l'on

(1) Compte rendu de la discussion préalable du 28 octobre 1916 et de la discussion de clôture du 29 octobre 1916 (rapport secret du Colonel v. Kontz du 30 novembre 1917, p. 225-235). Vienne, 1918, Imprimerie de l'État.

tire du pays tout ce qui peut en être tiré. Les marchandises doivent être conduites par la voie la plus courte à ceux qui en ont le besoin le plus urgent. La répartition ultérieure serait laissée aux autorités locales...

La question suivante concerne les modes de paiement, qui furent discutés préalablement. On décida que, sous certaines conditions, on devrait payer, surtout quand les achats seraient faits par des militaires individuellement. Ensuite, là où la population devrait être intéressée à apporter et à produire elle-même les marchandises, le paiement devrait être prévu et effectué. Avec le système des réquisitions, on a au commencement du succès, mais ensuite l'on découvre bientôt que la source se tarit. A la fin, on est quand même forcé de payer. C'est pourquoi régnait dans les discussions préliminaires l'opinion qu'il est bien plus raisonnable de suivre de bon gré dès le commencement le chemin qu'il faudra bien prendre ensuite. Dans tous les cas, ces paiements devraient nécessiter l'emploi de sommes considérables qui retomberaient de tout leur poids sur les puissances alliées. Par exemple, si aujourd'hui un million de marks-papier allemands s'en allaient en Roumanie, il serait enlevé à notre circulation intérieure. En conséquence, la banque de l'État serait obligée d'émettre un nouveau million de papier-monnaie. Celui-ci tomberait encore de tout son poids sur la balance or, et l'influencerait d'une manière indésirable...

Pendant ce temps, des pourparlers ont eu lieu à Berlin sur la *question de créer un mode de paiement spécial*. On a trouvé moyen de résoudre cette question en forçant la *Banca Generala Romana* à émettre d'avance du papier-monnaie. Un des Directeurs de cette Banque s'est mis à la disposition du service de la section des Finances. Il a négocié en ce sens avec la Banque d'État et la Trésorerie et *l'on a pris des mesures pour imprimer du papier-monnaie de ce genre*. Il faut espérer que peut-être dans quatre semaines déjà une quantité considérable de ce papier-monnaie sera à notre disposition. Les billets vont être appuyés par des crédits à la Banque d'État suivant l'ordre établi. Ce mode de paiement va être adopté en Roumanie pour payer ce qui a été fourni aux Alliés. Même s'il n'a pas de circulation, il doit être accepté par l'occupant dans certaines limites, comme moyen de paiement de la population pour les impôts, les contributions, etc.

Ensuite, l'on s'est entendu avec la Monarchie sur ce fait que les marchandises trouvées dans les grands dépôts ne doivent pas être payées (les « Massengüter »). Elles vont être prises si l'on en a besoin, sans demander au propriétaire. Ce dernier reçoit un certificat. On laisse en suspens pour les Conférences suivantes la question de savoir s'il doit être payé, avec quel argent et combien. Il faudrait faire en sorte que les sujets des pays alliés soient payés au prix établi avec l'argent de leur pays, les neutres d'après un taux spécial, soit totalement, soit jusqu'à

une certaine somme, les sujets ennemis ne recevraient rien actuellement. *Le règlement de leur paiement doit être réservé aux négociations de la paix.*

En ce qui concerne la proposition de créer un nouveau mode de paiement, l'on décide, après avoir discuté les différents points, que cette question sera remise en discussion dans une séance spéciale le 29 octobre à 10 heures du matin.....

A) *Création d'un papier-monnaie.* — Le 29 octobre 1916, à 10 heures du matin, une séance eut lieu au Ministère de la Guerre avec les représentants de l'Autriche-Hongrie et de la Bulgarie au sujet de la création d'un papier-monnaie pour la Roumanie... Le major v. Kessler expose les points de vue qui doivent être adoptés pour la création du papier-monnaie. On décide ce qui suit : 1^o chaque militaire doit payer comptant pour tout ce qu'il prend pour ses besoins dans le pays ; 2^o les achats en gros sont réquisitionnés contre récépissé ; 3^o quand l'Administration militaire a un intérêt spécial à encourager la disposition du vendeur à livrer sa marchandise, on paye comptant ;

B) On doit créer du papier-monnaie au pair, que chaque Roumain et chaque militaire est obligé d'accepter et qui doit être aussi accepté en paiement par les autorités militaires. Il sera rédigé en roumain ;

C) Ce mode de paiement sera créé par le fait que les autorités militaires ordonneront à la Banca Generale Romana de mettre en circulation ce papier-monnaie, en organisant une section spéciale pour son émission ; le papier-monnaie sera couvert par un dépôt en marks à la Banque d'État de Berlin au cours de 80 marks pour cent lei. La liquidation des billets aurait lieu après la conclusion de la paix, par ce fait que le Gouvernement roumain se chargerait du paiement. *De cette façon, le dépôt retomberait en entier sur ceux qui payeraient, et les Alliés auraient, en attendant, reçu la marchandise gratuitement. Même si le dépôt de la Banque d'État devait être employé pour le rachat des billets, il n'en résulterait aucune perte pour les pays alliés, car ils auraient déjà reçu la valeur de l'argent en marchandises.*

D) La Société centrale d'Achats de Berlin (« Zentraleinkaufsgesellschaft ») s'est déclarée disposée à prendre vis-à-vis de la section d'émission des billets le rôle de banquier et de payer en tout temps, sur ordre télégraphique, un nouveau recouvrement à la Banque de l'État, de telle façon que la section d'émission puisse émettre de nouveaux billets conformément à la demande. La Société centrale d'Achats s'est déclarée prête à entreprendre la comptabilité avec les pays alliés selon le système reçu jusqu'ici ;

E) Il est décidé unanimement, vu que déjà une grande partie de la Roumanie est occupée, de mettre à exécution l'introduction de cet argent aussitôt que possible dans l'Oberkommando de la IX^e armée et l'Oberkommando Mackensen ;

F) Pour rendre la comptabilité plus facile, la Société centrale d'Achats doit se poser comme seule agence de comptabilité vis-à-vis du Ministère de la Guerre des quatre puissances alliées.

G) La marchandise réquisitionnée, une fois arrivée à destination, doit être immédiatement payée comptant aux trésoriers, au prix fixé par les quatre puissances alliées ; on évitera ainsi les difficultés qui pourraient surgir du fait de retards dans les paiements...

Après ces séances plénières à Berlin, une nouvelle séance eut lieu le 30 novembre 1916 à Vienne. Les puissances centrales s'y entendirent sur la répartition du butin provenant de Roumanie, conformément à un « barème de répartition ». D'autre part, on décida que l'Administration militaire resterait exclusivement allemande, tandis que le *Wirtschaftstab* avec toutes ses sections devait être organisé d'après le principe de « parité », c'est-à-dire un officier allemand pour un officier austro-hongrois. L'Administration militaire serait dirigée par un gouverneur militaire allemand et son chef d'état-major, chef du quartier général, tandis que les autres Alliés n'allaient être représentés que par un « Plénipotentiaire militaire ».

Tels étaient les principes fondamentaux d'une organisation créée même avant l'occupation de la Roumanie.

* * *

De tous ces documents, l'on peut d'ores et déjà tirer les conclusions suivantes au sujet de l'Administration militaire :

1^o Que la question principale et la plus pressée, qui préoccupait alors les Puissances centrales, était de créer un organisme spécial ayant pour tâche l'exploitation économique radicale du pays occupé et l'exportation rapide de toutes les marchandises et de tous les produits qu'il trouverait dans le pays ;

2^o Que non seulement les marchandises et les produits, c'est-à-dire les biens mobiliers, mais aussi les machines, les installations complètes des fabriques, etc., qui formaient le capital de ce pays pour sa production ultérieure, devaient être démontées, emportées et partagées d'après le barème fixé ;

3^o Qu'il fut très difficile aux Alliés de s'entendre sur la ques-

tion de répartition de ces marchandises et de ces produits ;

4^o Que le plan d'organisation de l'Administration militaire — ce qui est très caractéristique — ne fut prêt qu'un mois après la rédaction du plan du *Wirtschaftstab* ; ce qui prouve une fois de plus que l'Administration en elle-même n'intéressait ces Puissances que d'une façon secondaire ;

5^o Tous les efforts des Puissances centrales étaient dirigés de manière à prendre « sans frais », pendant tout le temps de l'occupation, toutes les marchandises et tous les produits du pays et à assurer de la même façon l'entretien de leurs nombreuses troupes, ainsi que tous les achats particuliers des soldats et même ce qu'ils envoyaient à leurs familles — ce qui représentait annuellement la charge de dizaines de milliers de wagons — ou ce qu'ils emportèrent avec eux ;

6^o Comme moyen le plus efficace pour atteindre ce but, l'on avait inventé la création d'un nouveau papier-monnaie — fictivement couvert par la Banque d'État de Berlin (« *Reichsbank* ») — grâce auquel le pays occupé serait forcé de payer les frais à la fin de la guerre, en vertu du traité de paix ;

7^o Même si les Puissances centrales n'étaient pas victorieuses — et si les sommes déposées à la Banque d'État de Berlin pour couvrir ces nouvelles émissions devaient être employées à leur paiement — elles auraient tout de même largement profité de la contre-valeur, grâce au prix très bas des marchandises et aux bénéfices immenses réalisés grâce à la différence du taux des prix (1) ;

8^o Que ce système fût une entreprise unique, profondément réfléchie pour trouver le moyen de s'approprier gratuitement, sur une très grande échelle, la propriété privée d'autrui : celle de quatre millions d'hommes, en valeur de quelques milliards-or ; une entreprise dont l'audace n'a pas d'égale au point de vue de l'esprit d'invention, des dimensions et de

(1) On peut juger de l'importance de la plus-value réalisée par la vente ultérieure des produits achetés de force à des prix très réduits ou réquisitionnés en Roumanie, par le fait que les Allemands durent payer aux Turcs à peu près 100 millions marcks-or comme dédommagement pour leur part.

l'exécution, et dont la caractéristique morale dépendra de la manière dont cette question sera définitivement réglée.

4. — L'ORGANISATION DE L'ADMINISTRATION MILITAIRE

Comme nous l'avons expliqué plus haut, toute la partie occupée de la Roumanie — dont la surface comprenait à peu près les deux tiers de l'ancien Royaume — était sous le commandement de l'armée Mackensen (O. K. M.) ; cette partie occupée n'était cependant pas unifiée au point de vue administratif, elle était divisée comme suit :

1° *Le ressort de l'Administration militaire*, avec le Gouverneur militaire allemand, le Général Tülff v. Tscheppe und Weidenbach à sa tête, occupant une surface de 65.064 kilomètres carrés, qui comprenait la moitié du Royaume et couvrait plus de 14 districts roumains ;

2° *Le ressort des Étapes*, une large bande de terre le long de la rivière Buzeu, depuis les Carpathes jusqu'au Danube, comprenant une grande partie des arrondissements de Buzeu, Râmnicu-Sarat et Braïla ;

3° *Le rayon d'opération de la IX^e Armée*, avec la partie correspondante des districts susmentionnés, y compris Putna ;

4° *Le rayon d'opération de la III^e Armée bulgare*, comprenant le nord de la Dobrudja, limité au sud par la ligne d'Ostrov (sur le Danube, en aval de Hirsova) Dolojman-Jurilovca (exclusivement) jusqu'au lac Razim ;

5° *Le ressort de l'Étape allemande dans la Dobrudja*, depuis la ligne Ostrov-Jurilovca au Nord, jusqu'à l'ancienne frontière de 1913 entre la Bulgarie et la Dobrudja ;

6° *Les deux districts de Durostor et Kaliacra* (Nouvelle Dobrudja), qui furent définitivement abandonnés aux Bulgares et incorporés dans leur État.

L'Administration militaire n'avait d'autorité sur les autres districts qu'autant que les ordres suprêmes du Feldmaréchal Mackensen dans le rayon de l'Administration militaire, concernant l'exploitation économique, etc., devaient être acceptées comme règles aussi pour les autres districts.

Pour les questions générales et de principe, on publiait des ordres du jour de l'armée (« Heerestagesbefehle ») et des ordonnances de l'O. K. M., qui étaient observés dans tout le pays occupé, y compris le district de l'Administration militaire. On adjoignit au Gouverneur militaire trois représentants des Puissances alliées, un « Plénipotentiaire » par Puissance.

L'Administration militaire se divisait au début en sections principales, de la façon suivante :

1^o L'état-major du commandant du Quartier général (O. Q.) ;

2^o le « Wirtschaftstab » (W.) ;

3^o La Section politique. En outre, comme sections de l'O. K. M. : le Général d'Artillerie à pied et l'officier d'état-major muni des pleins pouvoirs du Commandant en chef des Chemins de Fer de Campagne près l'O. K. M. Plus tard, après qu'on eût reconnu la nécessité d'avoir plus d'égards pour la population et l'administration roumaine, on fonda encore l'état-major administratif, (le « *Verwaltungstab* ») auquel on adjoignit : la Section politique, la Police centrale (« *Zentralpolizeistelle* ») et l'officier chargé de veiller à l'approvisionnement de la population civile (« *Verpflegungsoffizier für die Zivilbevölkerung* »).

En ce qui concerne les services extérieurs, l'Administration militaire était, au début de l'occupation, divisée, au point de vue *militaire*, en cinq *arrondissements*, dirigés chacun par un colonel. Plus tard, quand le front fut renforcé, le territoire fut divisé, pour répondre aux nécessités pratiques, en 14 *Bezirkskommandos* — 11 arrondissements allemands et 3 autrichiens — suivant les divisions administratives roumaines. Ceux-ci furent ensuite subdivisés, dans l'intérêt d'une exploitation économique plus intense, en 42 *Étapes*, c'est-à-dire 32 *Commandatures d'Étapes* allemandes et 10 autrichiennes. Chacune de ces *Kommandatures d'Étape* avait, outre ses fonctions militaires et administratives, une organisation économique spéciale avec des divisions et des subdivisions économiques, avec des officiers « économiques » (« *Wirtschaftsoffiziere* ») et, plus tard, avec des agents et des bureaux

spéciaux de l' Union économique roumaine (« Rumänischer Wirtschaftsverband »), qui était aussi une section du Wirtschaftstab. Tels étaient les principaux organes formant dans leur ensemble la « Militärverwaltung », parmi lesquels le plus important était le Wirtschaftstab, avec ses nombreux groupes et sections, et ses milliers de spécialiste, etc.

Il est à remarquer que le Verwaltungstab, dont le devoir était d'administrer régulièrement le pays — c'est-à-dire avec plus d'égards pour l'organisation intérieure de l'État et pour les besoins de la population civile, ainsi que conformément à la convention de la Haye (ce qu'il fit jusqu'à un certain point) — ne fut fondé que plus tard. La nécessité de créer cette institution ne fut comprise que quand l'on s'aperçut qu'il devenait impossible de continuer seulement avec le régime d'exploitation, — sans égard pour le pays et pour la population — à la façon du Wirtschaftstab ; et que l'on devait s'occuper davantage d'introduire un *ordre véritable* et de s'intéresser aussi aux besoins matériels et moraux de la population, afin de ne pas laisser ce pays périr complètement, ou au moins de conserver la bonne volonté de la population pour le travail.

*
* *

Le *Verwaltungstab* fut fondé en mai 1917, sur la demande du Colonel Hentsch, qui, jusqu'alors, était le seul à témoigner plus d'intérêt pour la population, et qui avait souvent exprimé le désir de rétablir l'ancienne organisation administrative de la Roumanie. Il eut dans ce sens l'appui du Gouverneur général. On nomma à la tête du Verwaltungstab le Conseiller aulique Freiherr v. Welser, un des fonctionnaires supérieurs allemands les plus marquants. On nomma aussi, pour les différents ressorts, des spécialistes sérieux, pris dans les Ministères d'Allemagne.

Après que le pays eût été livré pendant six mois aux extorsions « réglementaires » du Wirtschaftstab, et que la population n'eut rencontré aucune autorité roumaine autre que « l'homme

de confiance du *Wirtschaftstab* », ou de petits interprètes juifs dans les villages, qui furent une véritable plaie pour le pays, le *Verwaltungstab* apparut par comparaison comme un sauveur. Il commença par reconnaître officiellement les gérants des Ministères laissés par le Gouvernement roumain, qui devinrent ainsi les représentants officiels de la population ; puis il reconnut les Préfets et les Maires, dans les villes de province ainsi qu'à la campagne. Il rouvrit ensuite quelques écoles — même la Faculté de Médecine — la Chambre de commerce, etc. Il régla aussi l'organisation du crédit, avec la Caisse des Prêts, les Banques populaires, etc. Vu la trop grande avidité du *Wirtschaftstab*, on nomma aussi un « officier contrôleur de l'approvisionnement de la population civile », qui devait veiller à ce que le peu qui était destiné à la population civile lui parvienne en effet et soit réparti comme il faut.

La Section des Finances dressait des budgets pour tous les Ministères, réglait les appointements de tous les fonctionnaires et des retraités qui se trouvaient dans une grande détresse. Elle fixait aussi les salaires « de disponibilité » pour les fonctionnaires des Ministères fermés. L'on mit aussi un frein au zèle de la police militaire qui procédait à des arrestations trop fréquentes, etc.

Malgré un régime encore très sévère, l'activité de ce « *Verwaltungstab* » calma la population, et les gérants des Ministères eurent plus de liberté pour soutenir devant les autorités militaires les plaintes de la population, autant qu'ils pouvaient les connaître. Cependant, l'activité du *Verwaltungstab* restait naturellement subordonnée aux buts spéciaux du *Wirtschaftstab*.

*
* *

Pour nous rendre compte de l'influence réelle que la « *Militärverwaltung* » eut sur le pays et sur la population, nous allons étudier de plus près sa section principale, le *Wirtschaftstab*, dans son organisation et son activité, afin de pouvoir observer cette machine en plein fonctionnement et constater pas à pas ses effets.

Pour commencer il faut montrer de quelle façon et avec quelles promesses le Gouverneur militaire lui-même se présenta à la population en prenant possession de son poste important. Le jour de son arrivée dans le pays, il publia le document suivant :

PROCLAMATION

S. M. l'Empereur d'Allemagne m'a nommé, de concert avec les Gouvernements alliés, Gouverneur militaire de la Roumanie et m'a chargé d'administrer le pays roumain occupé. J'ai pris la direction des affaires ; le siège de mon administration se trouve à Bucarest.

Je m'efforcerais de maintenir la décence, la tranquillité et l'ordre dans le pays et de veiller à la mise en bon état de fonctionnement des routes, des chemins de fer, des communications fluviales, des télégraphes et des lignes téléphoniques.

Sur les provisions du pays, on laissera à la population celles dont elle a absolument besoin pour subsister, pour continuer à cultiver la terre et pour les autres nécessités urgentes. Le surplus trouvera, comme en temps de paix, des débouchés dans les pays alliés.

Pour l'exécution de cette tâche, je compte sur la coopération de toutes les autorités roumaines, nationales et locales.

Quant aux lourdes punitions que doit s'attendre à recevoir celui qui s'opposerait à mes ordres, elles sont prévues dans les ordonnances que j'ai fait connaître par les Kommandatures des Étapes et les Stations-kommandos.

Bucarest, 22 décembre 1916.

Le Gouverneur militaire,

Tülff v. Tscheppe und Weidenbach,
Général d'Infanterie

Le ton de cette première déclaration eut un effet apaisant sur la population, qui se trouvait alors dans un état de grande surexcitation. La promesse de restaurer le pays, de veiller à la tranquillité et à l'ordre avait certainement produit une bonne impression. Ce qui calma surtout les inquiétudes, c'était la déclaration que, sur les provisions qui étaient dans le pays, on laisserait le nécessaire à la population pour son usage, et que seul *le surplus* « comme en temps de paix », serait exporté. La crainte de mourir de faim et de voir prendre la propriété privée diminua sensiblement.

J'ai eu l'occasion de constater plus d'une fois, par la suite, que le Gouverneur militaire avait fait ces déclarations de bonne foi et que, de même que le Feldmaréchal v. Mackensen, il entendait les mettre en œuvre. Je sais aussi qu'après la paix du Bucarest, quand d'autres instructions vinrent de Berlin qui privèrent le peuple de toute sa nourriture, le Général v. Tülff demanda sa démission. Je sais aussi que le Feldmaréchal v. Mackensen dit dans une occasion analogue à un officier allemand, qui lui parlait de nouvelles réquisitions excessives : « Nous pouvons évidemment tout faire, mais pourquoi nous aliéner les sympathies d'un peuple si doux. » Mais la bienveillance de ces personnages haut placés — et d'autres encore — ne suffisait pas par ces temps difficiles, car la plupart des sections du *Wirtschaftstab* recevaient directement des ordres de Berlin et du Quartier général, et ces ordres ne correspondaient pas toujours aux déclarations solennelles du Gouverneur et aux sentiments sympathiques du Feldmaréchal. Une étude détaillée de l'activité du *Wirtschaftstab* nous permettra de constater jusqu'à quel point et combien de fois on manqua à cette promesse solennelle du Gouverneur, et quelles conséquences ont eues ces infractions systématiques pour l'état du pays et de la population.

CHAPITRE IV

L'état-major économique (Wirtschaftstab) et les Résultats de son Activité

1. — LES TÂCHES DU WIRTSCHAFTSTAB

Nous donnerons ici une description détaillée du Wirtschaftstab, car il était l'incarnation des buts que poursuivait le régime militaire en Roumanie ; c'était l'organe de l'occupation qui s'infiltrait le plus dans la vie intime de la population. A l'occasion de la visite d'un personnage important, qui venait en Roumanie par ordre de l'Empereur d'Allemagne pour se rendre compte de l'activité de l'Administration militaire, je répondis ce qui suit quand il me demanda ce que je pensais de l'activité du Wirtschaftstab : « Je suis biologiste, mais je ne connais pas dans tout le règne animal de parasite qui ait, pour sucer le sang, un appareil aussi parfait que celui développé et perfectionné ici par le Wirtschaftstab. » Dans ce reproche, fait dans un moment d'irritation, j'ai exprimé la pure vérité ; et même maintenant, quand je récapitule le tout, je ne puis caractériser plus expressivement cette invention de guerre allemande, unique en son genre.

Le Wirtschaftstab poursuivait les buts suivants :

1^o « Toutes les provisions de la Roumanie doivent être transportées dans notre patrie rapidement et sans réserve aucune » (ordonnance du Gouverneur n^o 3004, du 8 février 1917) ;

2^o « Garantir une nouvelle récolte par une culture aussi complète que possible du territoire occupé. » « Il faut travailler par tous les moyens à ce que la Roumanie reste un grenier de blé pour les pays alliés. » (*Ibidem*) ;

3^o Encourager et au besoin forcer au travail la population, afin de pouvoir exploiter toutes les possibilités de production du pays, et organiser le travail en conséquence ;

4^o Perquisitionner dans tout le pays, réquisitionner et envoyer dans la patrie tous les produits ou les matières premières utilisables pour la guerre ou le ravitaillement ;

5^o Transformer les ateliers et les fabriques existants dans le pays, de manière à les faire servir aux nécessités de guerre ou au ravitaillement de la patrie ;

6^o Ravitailler les troupes du front roumain et les troupes d'occupation ;

7^o Créer un nouveau papier-monnaie, pour empêcher la dépréciation de la monnaie des Puissances centrales et pour rendre possible la saisie sans frais des produits du pays ;

8^o Expédier et répartir les denrées entre les pays alliés, conformément à un « barème de répartition » déterminé ;

9^o Trouver le moyen de saisir tout ce qui a une valeur réelle, surtout l'or et les métaux précieux, en les achetant avec le nouveau papier-monnaie ou bien en les échangeant contre des produits indispensables à la vie — tels que le sucre, le pétrole, etc. ;

10^o « Rationner » les vivres de la population, et l'alimenter « selon les possibilités ».

2. — ORGANISATION DU WIRTSCHAFTSTAB

L'appareil administratif fut organisé conformément à ces buts ; d'abord très simple, composé de dix sections, et ensuite toujours plus compliqué, conformément aux nouvelles formes d'exploitation et au plus grand nombre des exigences.

Quand le Wirtschaftstab s'assembla à Semlin le 14 décembre 1916, il était divisé en dix sections : 1^o informations sur le pays ; 2^o finances ; 3^o ravitaillement (« Nahrungs-und Futtermittel ») ; 4^o matières premières d'utilité militaire ; 5^o huile minérale ; 6^o agriculture ; 7^o utilisation du bois ; 8^o questions de travail ; 9^o expédition et compensation ; 10^o utilisation des machines. Cette répartition montre les buts différents

que poursuivait au début de l'occupation l'activité du Wirtschaftstab.

Le premier rapport secret (jusqu'au 31 décembre 1916) qui fut envoyé au Quartier général, fut établi sur ces bases et dénote déjà une grande activité, surtout dans l'ordre des réquisitions et de l'exportation de grandes quantités de denrées du pays. Il dénote aussi un travail très méthodique.

Le compte rendu secret du 31 mars 1917, montre que le Wirtschaftstab a déjà considérablement élargi son activité, c'est-à-dire que l'appétit s'est développé puissamment dans beaucoup d'autres directions.

Au lieu de dix, l'on voit les vingt et une sections suivantes : 1^o politique économique ; 2^o finances ; 3^o denrées et fourrages ; 4^o matières premières ; 5^o huile minérale ; 6^o agriculture ; 7^o domaines de l'État et de la Couronne ; 8^o Office central hippique ; 9^o section forestière ; 10^o exploitation du bois et des matériaux de construction ; 11^o métallurgie et construction de voitures ; 12^o questions de travail ; 13^o compensation et documentation ; 14^o utilisation des machines ; 15^o pêcheries ; 16^o mines ; 17^o section juridique ; 18^o office de dédommagement ; 19^o expédition ; 20^o section électrique ; 21^o section centrale.

Nous ne croyons pas utile de mentionner toutes les nouvelles divisions qui furent créées à chaque moment — sous les diverses dénominations de bureaux, groupes, sections, offices centraux, services spéciaux, divisions économiques, subdivisions économiques, etc. — et leurs modifications incessantes. Tout cela prouvait le perfectionnement constant et l'adaptation de la machine à toutes les sources de production du pays, pour qu'elle puisse ainsi exécuter le mieux possible son travail de succion. Il suffira d'indiquer les bureaux fonctionnant le 1^{er} juin 1917, auxquels on ajouta plus tard quantité de petits groupes et de subdivisions sans toucher à l'essentiel.

Ce furent d'abord, sous le régime de parité, les deux chefs d'état-major du Wirtschaftstab, chacun avec son office central, comprenant trois sections qui dirigeaient les différentes branches ; chacune était subdivisée en trois bureaux

qui s'occupaient des questions individuelles, du personnel, du budget, des rapports, des dispositions, des publications, etc.

Quant au *Wirtschaftstab* lui-même, il comprenait dix-huit sections, dont chacune avait un certain nombre de groupes, et chaque groupe dirigeait plusieurs divisions, offices centraux, exploitations, etc.

SECTION I. — *Denrées et fourrages*

Groupe A. — *Exportation* :

- 1° Listes de toutes les denrées et des fourrages disponibles ;
- 2° Emballage et chargement du surplus devant être exporté ;
- 3° Réquisition des céréales pour semences nécessaires ;
- 4° Approvisionnement de la troupe et des habitants avec les divers produits du pays qui servent d'aliments et de fourrages.

Groupe B. — *Moulins* :

- 1° Industrie meunière ;
- 2° Farines et produits de meunerie ;
- 3° Confection de pâtes et de produits remplaçant le café.

Groupe C. — *Huiles et Graisses* :

- 1° Utilisation et transport de toutes les huiles et graisses végétales et animales, graines à huile, pâte à huile, boyaux, etc ;
- 2° Enlèvement des germes de blé et de maïs pour faire de l'huile ; extraction des germes ;
- 3° Extraction des graisses animales de toutes sortes ; utilisation des boyaux, etc ;
- 4° Fabrication de savon de guerre et de glycérine.

Groupe D. — *Œufs*.

Groupe E. — *Tabac*.

- 1° Culture et récolte, préparation et utilisation ;
- 2° Fabrication d'allumettes et vente.

Groupe F. — *Vin* :

- 1° Séquestration et exportation des réserves de vin et d'eau-de-vie et utilisation ;
- 2° Soins de la vigne et préparation du vin ;
- 3° Utilisation du raisin comme remplacement des légumes.

SECTION II. — *Agriculture*

Groupe A. — *Agriculture proprement dite* :

- 1° Labourage de la terre ;
- 2° Compensations pour semences, bétail et main-d'œuvre ;

3^o Culture des légumes, semences de légumes et semences de pommes de terre ;

4^o Récolte ;

5^o Fournitures de foin et de paille ;

6^o Culture de plantes oléagineuses.

Groupe B. — *Élevage* :

1^o Bétail et volailles, création de dépôts pour les bestiaux et d'établissements pour les engraisser ;

2^o Statistique du bétail ;

3^o Fournitures de viande pour les troupes et la population ;

4^o Organisation de laiteries et utilisation des produits.

Groupe C. — *Propriétés de l'État et de la Couronne* :

1^o Administration des propriétés de l'État ;

2^o Administration des propriétés de la Couronne ;

3^o Administration des propriétés privées réquisitionnées pour la « Militärverwaltung » et des fabriques qui s'y trouvent ;

4^o Administration des biens de la famille royale.

Groupe D. — *Bières* :

1^o Bières et alcools, administration de toutes les brasseries et distilleries d'alcool ;

2^o Eaux minérales, acide carbonique et vinaigres ;

3^o Fabrication de glace.

Groupe E. — *Machines agricoles* :

1^o Réquisition et utilisation des machines et instruments agricoles ;

2^o Charrues à moteur, tanks ;

3^o Machines pour l'industrie laitière ;

4^o Ateliers de réparation ;

5^o Fil de fer pour attaches.

SECTION III. — *Expédition*

1^o Fourniture de wagons pour les expéditions des différentes sections du Wirtschaftstab ;

2^o Organisation de tous les transports par le Danube ou la voie ferrée jusqu'à la frontière ;

3^o Délivrance d'avis d'expédition ;

4^o Concentration des transports destinés aux différentes sections du Wirtschaftstab et venant de la patrie.

SECTION IV. — *Utilisation des matières premières d'utilité militaire* (« Kriegsrohstoffe »)

Groupe A. — *Textiles* :

1^o Lin, chanvre, coton, laine, jute, soie, tous les tissus, chiffons, etc. ;

2° Fabrication de textiles.

Groupe B. — *Peaux, cuirs, fourrures et produits de tannerie* :

2° Peaux d'animaux de toute espèce, cuirs ;

2° Fourrures ;

3° Produits de tannerie ;

4° Entreprises industrielles (tanneries et fabriques de chaussures).

Groupe C. — *Métaux de toutes sortes, y compris le fer et la ferraille (excepté le fer pour charpentes de bâtiment).*

Groupe D. — *Produits chimiques et matières premières non mentionnées dans les groupes A, C.*

Groupe E. — *Dépôt de Bucarest.*

Groupe F. — *Chargement.*

SECTION V. — *Statistique et compensation*

Groupe A. — 1° *Direction des bureaux de répartition du Wirtschaftstab à Turnu-Severin, Verciorova, Verestorony, Predeal et Giurgiu* ; 2° *distribution des marchandises à exporter dans les pays alliés conformément au barème convenu entre ces pays.*

Groupe B. — *Statistique d'exportation par le Danube et les voies de terre.*

SECTION VI. — *Huiles minérales*

Groupe A. — *Fabriques et raffineries.*

Groupe B. — *Matériel et questions techniques générales.*

Groupe C. — *Expédition.*

Groupe D. — *Consommation.*

Groupe E. — *Comptes et comptabilité.*

Additionnel : *a)* branche de Ploesti ; *b)* direction des champs (« Kommando der Oelfelder »), avec :

1° Section militaire ; 2° section des mines ; 3° direction austro-hongroise des champs pétrolifères (« K. u. K. Rohöl-Kommando »).

SECTION VII. — *Utilisation du bois*

Groupe A. — *Scieries et industries du bois.*

Groupe B. — *Transport.*

SECTION VIII. — *Administration forestière et chasse*

Groupe A. — *Administration des forêts de l'État et de la Couronne.*

Groupe B. — 1° *Surveillance des forêts des communes, des institutions et des particuliers* ;

2^o *Police des forêts et de la chasse.*

Groupe C. — *Exploitation des rondins, du bois de chauffage, du bois de choix, du charbon de bois et produits auxiliaires forestiers.*

SECTION IX. — *Électricité*

Groupe A. — *Questions techniques.*

Groupe B. — *Matériel. Annexe : branche à Câmpina, branche à Craiova.*

SECTION X. — *Exploitation des machines*

Groupe A. — *Recherche des machines.*

Groupe B. — *Adaptation des machines.*

Groupe C. — *Office central pour les courroies à moteurs.*

SECTION XI. — *Pêcheries*

Groupe A. — *Contrôle de l'administration des pêcheries roumaines.*

Groupe B. — *Matériel.*

Groupe C. — *Distribution, vente et conservation.*

SECTION XII. — *Mines*

Groupe A. — *Mines de charbon et de sel.*

Groupe B. — *Matériels divers.*

Groupe C. — *Surveillance de l'administration roumaine des mines.*

SECTION XIII. — *Industries de guerre*

Groupe A. — *Exploitations en gros du fer.*

Groupe B. — *Exploitation du fer en détail et fabriques de carton pour toitures.*

Groupe C. — *Construction de voitures.*

Groupe D. — *Dépôts d'ustensiles.*

Groupe E. — *Comptabilité.*

SECTION XIV. — *Questions économiques générales*

Groupe A. — *Protection des créanciers.*

Groupe B. — *Administration forcée.*

SECTION XV. — *Finances*

Groupe A. — 1^o *Comptabilité générale* ; 2^o *caisse* ; 3^o *correspondance et enregistrement*.

Groupe B. — 1^o *Émission du papier-monnaie* ; 2^o *moyens de payement*.

SECTION XVI. — *Questions juridiques*

SECTION XVII. — *Questions concernant la main-d'œuvre.*
Office d'indemnisation

A côté de toutes ces divisions et subdivisions — au nombre de cent huit — qui augmentèrent plus tard grâce au dédoublement des anciennes sections et à l'addition de nouvelles — on ajouta encore une nouvelle organisation nommée « Union économique de Roumanie » (« Rumänischer Wirtschaftsverband » ou « Ruwiva »), laquelle, par ordonnance du Gouverneur militaire du 3 mai 1917, entra en activité le 28 juin 1917. Elle avait pour organes extérieurs quatorze secrétariats de district (subdivisions), et en outre des « branches » au siège de chaque Kommandature d'Étape et des « Commissions économiques » dans chaque commune.

Les buts de cette Union, dite roumaine, étaient :

- 1^o D'établir un contact plus étroit entre les puissances d'occupation et la population roumaine ;
- 2^o De faire l'Inventaire des disponibilités ;
- 3^o De déterminer les besoins de la population et le surplus des produits ;
- 4^o D'encourager la fourniture des approvisionnements ;
- 5^o D'examiner et de protéger les intérêts de tous les milieux agricoles.

Comme on peut voir, d'après cette énumération, il s'agissait ici aussi d'une branche spéciale de l'activité du Wirtschaftstab (Section de ravitaillement et de fourrages), qui avait pour but d'encourager la population roumaine à la production des denrées par d'autres méthodes — c'est-à-dire avec plus

de ménagements pour les intérêts des producteurs. Mais le but principal était toujours le même : faire produire le plus possible pour pouvoir exporter le plus possible. Car c'est justement cette section de ravitaillement et de fourrage qui fut, à côté de celle des matières premières, la plus avide et la plus sévère. Elle donna de si mauvais prix pour les deux récoltes que possédait le pays pendant l'hiver 1916-1917, que ce fut en réalité une véritable confiscation et que les agriculteurs déclarèrent qu'ils préféreraient cesser tout travail plutôt que de se laisser ruiner par des prix pareils. Malgré nos protestations — celles du vieil homme d'État Pierre Carp et les miennes — elle ne voulait pas payer l'agriculteur, pour les récoltes de 1915 et 1916, plus de 1.600 lei par wagon de froment, et le Directeur de cette Section, le comte Praschma, ne donna pas d'autre raison que celle-ci : « Tu l'as voulu, Georges Dandin. Pourquoi êtes-vous entrés en guerre ? » Par conséquent, c'était une punition.

Quand le Colonel Hentsch fut nommé à la tête de l'Administration militaire, il se rendit compte immédiatement qu'avec le système en vigueur, le système dit du major Kessler, non seulement rien ne pourrait être exporté, mais que la production du pays ne suffirait même pas à nourrir les troupes et la population. Dans ce cas, c'est notre peuple qui aurait eu sûrement le plus à souffrir et qui aurait été peut-être exposé à la famine. Il décida donc de donner l'occasion aux cultivateurs d'exprimer librement leurs besoins et de collaborer à la fixation des prix, qui devaient être déterminés d'avance. C'est ainsi que naquit cette susdite « Union économique de Roumanie », dont le Colonel Hentsch confia l'organisation à un gros marchand de graines allemand, qui avait travaillé auparavant de longues années à Braïla. Ici l'on donna pour la première fois aux représentants de tous les cercles agricoles la possibilité de s'asseoir — à Bucarest, en province et même dans les communes rurales — à la même table verte que les représentants du *Wirtschaftstab*, de parler avec une certaine liberté de leurs besoins et de présenter leurs doléances.

Par une circulaire confidentielle du 3 mai 1917, le Colonel Hentsch exposa aux commandants des districts et des Étapes,

et aux agriculteurs du pays, les buts et les tâches de cette nouvelle organisation. Cette lettre circulaire est au fond une espèce de préface pour de nouvelles instructions.

Au point de vue des intérêts de la population, on aurait beaucoup à redire à ces instructions, mais il faut reconnaître qu'en comparaison des ordres précédents — ceux du 8 février 1917, qui peuvent être cités comme un modèle de rigueur — l'on peut constater ici un certain progrès.

Le texte de ces instructions sera examiné de plus près quand je décrirai les méthodes de travail du Wirtschaftstab. En tout cas il était important que nous eussions, dans les séances de l'Union, la possibilité de présenter au moins — avec tous les égards possibles — les doléances de la population sur la situation de la campagne au point de vue nourriture et habillement, ainsi que sur les abus des organes exécutifs. Ces comptes rendus des séances sont remplis des plaintes et des propositions pour les questions qui concernent le ravitaillement de la population, que je présentais chaque fois — malgré l'impression désagréable qu'elles produisaient sur le représentant de Wirtschaftstab — et qui eurent cependant un certain résultat.

3. — LES MÉTHODES ET LES MOYENS D'ACTION DU WIRTSCHAFTSTAB

La compétence du Wirtschaftstab portait dans deux directions principales. Dans les « *Instructions secrètes pour la saisie et l'expédition des produits agricoles* », du 8 février 1917, la section de ravitaillement et des fourrages formule de la façon suivante ses intentions, qui correspondent précisément aux instructions données aux autres sections du Wirtschaftstab pour les autres branches de production du pays. Il y est dit : « la constatation et l'expédition vigoureusement menées du « surplus », ainsi que l'ensemencement le plus complet du pays, doivent être obtenus par tous les moyens. » Par « surplus » il fallait entendre : « Toutes les provisions du pays, à l'exception de ce qui était nécessaire pour la troupe et la population. » Par ravitaillement de la popu-

lation, on entendait une toute petite quantité d'aliments et de fourrages (du maïs, du froment, de la farine, du son, des légumineuses et du sel), tandis que tous les autres produits agricoles et industriels, ainsi que les matières premières, restèrent à la disposition de l'occupant en qualité de « surplus ».

a) ***Restriction de la consommation de la population par un rationnement sévère et par la défense de consommer certains produits alimentaires.***

Pour augmenter le « surplus », outre la saisie de tous les produits au détriment de la nourriture de la population, le Gouverneur militaire envoya différentes instructions secrètes (« à l'usage exclusif des organes de l'Administration militaire ») dans le but de réduire la consommation.

L'une concerne « l'introduction de cartes de pain et de viande » (W. I. N° 78 du 16 janvier 1917) et parle franchement du but que l'on poursuivait. Le texte est ainsi conçu :

Pour réduire au minimum la consommation de pain et de viande pour la population, il faut introduire immédiatement dans les villes mentionnées ci-dessous des cartes de pain et de viande. Il n'est pas nécessaire de rationner la population des campagnes, car sa consommation se réduit au maïs comme nourriture principale.

La portion de pain par jour et par tête est fixée pour la population à 225 grammes de farine de froment, plus 150 grammes de farine de maïs. Au total, 375 grammes de farine ou la quantité correspondante de pain. Les essais tentés avec un mélange de cette sorte ont démontré qu'il peut donner un pain de bon goût et sain, du poids de 440 grammes ; une petite addition de pommes est recommandée pour garder le pain frais plus longtemps. Au lieu de 375 grammes de farine mélangée on peut délivrer 500 grammes de maïs pur.

En cas de nécessité, une portion additionnelle de 300 grammes de farine peut être accordée aux personnes faisant un travail de force, principalement à celles qui travaillent pour nous.

Le pourcentage de mouture doit être pris aussi haut que possible ; *il faut atteindre 80 pour 100 ; il faut compter 17 pour 100 pour le son et 3 pour 100 pour la poussière.*

La portion de viande par semaine est fixée à 150 grammes ; il faut introduire 3 jours sans viande. Comme régime de transition, jusqu'au 1^{er} avril 1917, on peut accorder jusqu'à 200 grammes de supplément.

Ces règlements ne concernent que la population et non pas les militaires des armées alliées. *Il faut faire en sorte que les auberges et les hôtels avec restaurants que fréquentent les militaires en voyage qui ne se trouvent pas pourvus dans les magasins de l'armée, soient largement approvisionnés. En même temps, il faut veiller sévèrement à ce que ce ravitaillement supplémentaire ne tombe pas entre les mains de la population civile.*

Une autre instruction (N^o 79, du 16 janvier 1917), réduit dans toutes les villes de Roumanie la permission de faire des gâteaux à deux fois par semaine, et ne permet d'user que de très petites quantités d'œufs, de farine, de sucre, de beurre, de saindoux, d'huile ou d'autres graisses, de lait, de blancs d'œufs ou de crème.

Pour infraction à ces deux circulaires, on était menacé de lourdes amendes ou de prison.

Des « restrictions » et des « défenses » semblables succédaient les unes aux autres, et il n'est pas étonnant qu'avec 200 grammes de viande par semaine, la mortalité se soit élevée très rapidement et d'une manière alarmante, spécialement parmi les vieillards.

Grâce à ces ordonnances restrictives et à la crainte des lourdes punitions, mises en œuvre avec le plus grand zèle par la police militaire, la quantité des « surplus destinés à être expédiés » augmentait de plus en plus.

b) *Mainmises, réquisitions, obligation de fournir et de vendre les produits « à l'amiable ».*

Du reste, ce n'étaient pas les seuls moyens dont se servait le Wirtschaftstab. Les *réquisitions* (avec ou sans récépissé « Feldrequisitionsgüter », objets sans maître, etc.) ; les *saisies* (« Aneignungsbeschlagnahme », « Gebrauchsbeschlagnahme », « Sicherungsbeschlagnahme », « Kleinbeschlagnahme », etc.) ; la défense de circuler avec les provisions hors des frontières de l'Étape et de changer l'endroit de dépôt ; les ordres de fournir, sous menace de confiscation, de graves peines de prison et d'amendes ; les « ventes à l'amiable » avec promesse de payer de hauts prix ; les « achats au comptant », etc., voilà quelques

formules tirées du vocabulaire qui désigne les procédés du *Wirtschaftstab*. Dans tous les cas, après avoir encouragé la population par de hauts prix et par la promesse de pouvoir conserver une partie des produits pour ses propres besoins, on fit paraître ensuite, au moment de la moisson, une nouvelle circulaire sur la « *saisie* » de ces produits. Cela se reproduisit pour toutes sortes de produits — qui devaient ainsi de toute façon tomber entre les mains de l'occupant, volontairement ou par la force — et tout ceci amena une situation telle que, par ce fait, la propriété privée cessa d'exister dans tout le pays.

Ces confiscations, etc., de la propriété privée n'avaient pas besoin d'être ordonnées par le Gouverneur lui-même. Des ordres secrets et des instructions de service permettaient même au plus petit commandant d'Étape de disposer librement de tout. C'est ainsi qu'il est dit dans l'instruction sur la saisie des produits agricoles : « *Tous les produits de la terre et ses dérivés sont séquestrés. La circulation des produits hors des limites de l'Étape et le changement de dépôt doivent être défendus.* » Ainsi que nous l'avons découvert dans les documents abandonnés de plusieurs étapes, quantité d'ordres furent donnés sur cette base « pour la fourniture volontaire » : de lard, de graisse fondue, de haricots et de pommes de terre, de farine, de maïs et de tout ce que les paysans avaient gardé à la maison comme provisions d'hiver, sous la menace que « s'ils ne les donnaient pas volontairement ou s'ils cachaient quelque chose, ils seraient punis ; et on confisquerait les provisions sans les payer ».

On enleva de la même manière toutes sortes d'autres objets de première nécessité. Il est dit par exemple dans la circulaire secrète du 15 janvier 1917 (O. Q. N° 32 ; 37/17) :

Il faut immédiatement faire le compte bien exact de toutes les voitures dans les différents districts ; tous les véhicules devenus inutiles à cause de leur mauvais état doivent être rassemblés (1). Tous les har-

(1) Evidemment ils étaient inutiles, car les chevaux avaient été réquisitionnés depuis longtemps (Note de l'auteur).

mais qui se trouvent dans le district, même ceux qui sont abîmés ou paraissent inutilisables doivent être ramassés.

Je pourrais citer des milliers de ces instructions, car elles étaient publiées par chaque section de la « *Militärverwaltung* » dès qu'elle avait besoin de quelque chose. C'était précisément le « *Wirtschaftstab* » et notamment ses « divisions de production » qui avaient besoin de bien des choses pour organiser leurs exploitations, et on prenait tout ce que l'on trouvait, sans se soucier du propriétaire et du dommage qui pouvait en résulter.

Ces manières devinrent bientôt un système généralement appliqué. Par exemple, la Section d'agriculture rassemblait toutes les machines et tous les instruments, les voitures, les attelages, etc., et elle les transportait dans les lieux où elle en avait le plus besoin. Même les paysans de la montagne, avec leurs bœufs et leurs voitures, furent réquisitionnés dès le mois de mars et ne purent labourer leurs propres champs, dont la production servait à l'alimentation de leurs propres familles et n'avaient pas de valeur pour l'exportation. On les envoya dans les champs du district de Jalomitza, très peu peuplés, mais dont la productivité est très grande. La Section des fruits prit dans toutes les fabriques du pays les machines ou les parties de machine dont elle avait besoin pour organiser ses fabriques de marmelade ; la Section des vins prit dans tous les vignobles et chez les marchands de vins les tonneaux et les appareils nécessaires à sa propre exploitation ; la Section du pétrole prit dans les dépôts de toutes les compagnies le matériel dont elle avait besoin, etc., etc. Tout fut employé pour les buts spéciaux de l'industrie de guerre, sans aucun égard pour le propriétaire et les besoins des anciennes industries. C'était donc la réalisation du vrai communisme.

Tout cela était basé sur un Ordre du Jour général de l'Armée (« *Heerestagesbefehl*, N° 147 », datant encore du 21 décembre 1916) et sur un grand nombre d'autres ordonnances spéciales. Mais, par là, tout fut détruit dans le pays et l'ancienne production devint impossible. Les conséquences de ce système furent la destruction de nombreuses fermes et exploitations

agricoles, de vignes, de la plupart des fabriques, etc., dont plusieurs n'ont pu être remises en exploitation jusqu'à présent. Avant tout, *ce fut une désorganisation économique complète du pays pour l'avenir.*

Pour mieux illustrer ce système du Wirtschaftstab, il faudrait au moins publier le texte d'une des nombreuses instructions de service secrètes d'une section quelconque du Wirtschaftstab ; malheureusement, le cadre étroit de ce travail ne nous le permet pas. Dans le chapitre suivant, en décrivant l'activité des diverses sections, j'aurai la possibilité de faire mieux comprendre le système qui y fut pratiqué.

c) Réquisitions renforcées et perquisitions domiciliaires par des colonnes militaires de recherche.

Les méthodes, les moyens et le système décrits plus haut, que le Wirtschaftstab avait employés avec tant d'adresse pour la « saisie des produits », tout en étant pénibles pour la population et extrêmement dangereux pour l'avenir économique du pays, furent appliqués avec une grande sévérité, il est vrai, mais dans des formes qui gardaient au moins la forme de réquisitions régulières et de ventes à l'amiable. Même dans le cas de découverte de produits cachés, on sut jusqu'à un certain point garder les formes. Par exemple, les instructions du 8 février 1917 pour le froment caché, sont ainsi conçues :

Beaucoup de paysans roumains ont caché pendant l'été et l'automne de 1916 des provisions de froment et de maïs pour leur propre consommation, et même au delà. Il paraît que cela s'est passé entre autres de la manière suivante : une fosse spacieuse était creusée, se rétrécissant vers le sommet, la plupart du temps dans la cour du paysan. Les parois de la fosse étaient enduites d'une espèce de terre glaise cuite comme des briques. Le magasin, devenu impénétrable à l'humidité et à la gelée, était rempli de provisions, couvert de terre ou dissimulé sous une meule. *Il faut tâcher de découvrir ces cachettes.* En règle générale, les habitants les rendront si l'achat et le paiement leur sont garantis, mais la dissimulation sera sévèrement punie.

Du reste, ces formes de réquisition, dites « régulières », et ces « achats », n'étaient que pure hypocrisie. Car, ainsi que

nous l'avons clairement compris par la lecture d'une série de documents secrets, il ne s'agissait pas du tout des réquisitions permises par la Convention de La Haye, mais contrairement à toute règle, on épuisait une population civile tenue sous le régime d'occupation. Et quand l'on parle d' « achats », il faut se rendre compte qu'ils n'étaient payés que par un papier-monnaie que les occupants devaient tâcher de faire payer ensuite par la Roumanie.

Voilà ce qui se passa pendant la première année d'occupation. Plus tard, et notamment après la signature du traité de paix de Bucarest, quand « la disette se fit sentir de plus en plus fortement dans la patrie et sur le front de l'Ouest », quand, par conséquent, les Puissances centrales eurent encore bien plus besoin de tous les produits du pays, on ne ménagea même plus les formes. On ordonna alors les réquisitions dites renforcées. *Ces réquisitions des Allemands, des Autrichiens et des Hongrois se poursuivirent alors sans aucun ménagement et furent organisées systématiquement*, exactement dans les formes employées au commencement de l'occupation par les Bulgares, et que l'ancien Gouverneur général avait décrit et flétri dans son rapport secret par ces mots :

Ce n'était pas seulement par tolérance tacite, mais par ordre des autorités supérieures.

Mais cette fois, les ordres venaient directement du Quartier général allemand.

Cette sorte de réquisition fut introduite par la Section des « Matières premières nécessaires à la Guerre » du Wirtschaftstab, et conduite avec une sévérité incroyable. On ne se contenta plus de la saisie de tous les produits dont on avait besoin et qu'on se faisait livrer sous la menace de punitions sévères ; on s'attaqua même aux petits ustensiles de ménage et à tout ce qui se trouvait dans les malheureuses chaumières des habitants des campagnes : jusqu'au trousseau des filles ; à la literie, etc., même aux pièces d'or péniblement épargnées par les paysans. Sous prétexte de réquisition du cuivre ou des

autres métaux, on fit faire des perquisitions domiciliaires dans tous les villages par des « colonnes de recherches ». On avait déjà perquisitionné dans plus de quarante villages — avec une rapidité incroyable — quand j'en fus informé par des fuyards et par le préfet du district d'Ilfov — car je ne pouvais pas recevoir de lettres non contrôlées. Je fis faire immédiatement des enquêtes, et j'appris des choses inadmissibles. Chaque village était visité par une colonne de quarante-quatre à quarante-six soldats allemands ou austro-hongrois. Ceux-ci plaçaient des patrouilles dans les rues et aux entrées du village et commençaient alors des perquisitions de maison en maison. On prit aux pauvres paysans tout ce qu'ils avaient chez eux, mais surtout les toiles tissées par les femmes pour leurs vêtements, les tapis et les couvertures de laine tissées par elles-mêmes, toutes espèces de laine, toutes les provisions de bouche, les vêtements, le savon, la graisse, les œufs, la farine, etc.

Je n'ai pas besoin de donner de détails sur tout ce que j'ai constaté alors. Je crois plus utile de publier le texte de la protestation que je présentai au Chef d'état-major de l'O. K. M., remplaçant du Gouverneur militaire :

Monsieur le Colonel v. Schwarzkoppen
 Chef d'état-major de l'O. K. M.

Dans toutes les parties du pays occupé, on se plaint chaque jour davantage de ce que les colonnes militaires de recherche, de la Section « des Matières premières nécessaires à la guerre », perquisitionnent, dans les villages, dans toutes les maisons, les unes après les autres, et enlèvent tout aux paysans. On cherche le cuivre et les autres métaux, mais au lieu de ceux-ci on prend toutes les provisions, le savon, la toile, les lainages, la lingerie, les vêtements, les fourrures, les tapis, couvertures, matelas et autres objets semblables, sans donner au moins des reçus. L'épouvante dans les villages semble être si grande que les ménagères se réfugient dans les bois et enfouissent tout leur bien et avoir dans la terre, où tout rouille et s'abîme.

Je pense n'avoir pas besoin de citer de faits précis, les préfets de la plupart des districts ont déjà fait assez de rapports aux autorités locales. Je me permets seulement de vous prier respectueusement de faire une enquête sévère dans quelques villages à titre d'essai, pour vous convaincre de ce que ces perquisitions font souffrir à la population des cam-

pagnes. Après avoir requisitionné tout le bétail et tout le blé des paysans, on leur enlève encore les petites provisions telles que les haricots, les oignons et autres légumes que chaque ménagère a mis de côté pour son ménage, les petits morceaux de savon, tout le linge, les trousseaux de leurs filles, etc.; même les pièces d'or (pièces de 4 ducats du Jubilé de Roumanie équivalant à 50 francs, que les paysans mettent de côté comme dot pour leurs filles) leur sont enlevées pendant ces perquisitions, ainsi que cela s'est passé il n'y a pas bien longtemps dans la commune de Cucuruzu (district de Vlasca). Le mécontentement créé dans tout le pays par ces perquisitions est très grand, d'autant plus que les gens savent que, d'après l'article 20, premier alinéa du traité de Paix, de pareils faits ne peuvent plus se produire.

Tout en vous informant de ces faits, je me permets, Monsieur le Colonel, de vous prier de bien vouloir donner les ordres nécessaires pour que ces perquisitions ne soient pas continuées et pour que l'on rende aux paysans les objets injustement enlevés.

Le Commissaire plénipotentiaire du Gouvernement royal de Roumanie.

(Signé) Dr. Gr. ANTIPA.

Je reçus la promesse que des ordres seraient immédiatement donnés en conséquence, et le Directeur de la Section des Matières premières dut fournir des explications. Les conversations avec le Directeur de la Section — dans la vie civile Directeur d'une usine de tissage de Leipzig — eurent lieu en ma présence; elles caractérisent si bien la mentalité du *Wirtschaftstab* à ce moment que je ne puis m'empêcher d'en citer quelques passages: le Directeur déclara que la Section avait ordonné ces perquisitions domiciliaires parce qu'elle avait appris que les paysans avaient beaucoup de linge et de laine, qui sont à présent si nécessaires en Allemagne. Quand je lui répliquai que ces tissus tissés par eux-mêmes sont la seule étoffe dont les paysans se servent pour faire leurs vêtements, qu'ils constituent le trousseau de leurs filles, il me répondit que l'on n'enlevait pas tout, que l'on laissait dans chaque maison de trois à quatre mètres de tissu (c'est-à-dire pas même assez pour faire une chemise). Je lui dis ensuite que les tapis enlevés dans chaque maison, tout en étant faits avec un grand art, ne sont pas des objets de luxe qui servent d'ornements, mais des couvertures et des matelas, et que les paysans sont maintenant réduits à dor-

mir sur des planches de bois et sans couverture : « Oui, répondit-il, mais c'est de la laine pure et nous en avons tellement besoin comme matière première pour les fabriques allemandes de drap. » A la fin, quand le colonel lui dit de cesser ces recherches, il répliqua tout naïvement : « Quel dommage, cela rapporte beaucoup, nous en avons expédié hier même tout un train. »

Je pense que ces réponses, si intéressantes, expliquent — mieux que tout ce que je pourrais en dire — toute la question des « réquisitions renforcées ». Deux jours après, je fus de nouveau informé par le préfet roumain du district d'Ilfov que les colonnes de recherches continuaient à travailler et même sur une plus grande échelle. Je me rendis de nouveau chez le chef d'état-major, et il fut prouvé que les colonnes allemandes avaient bien cessé de perquisitionner, mais que les chefs austro-hongrois de cette section (dans la vie civile deux marchands de cuirs de Vienne et de Hongrie), s'étaient refusés à suivre cet ordre, en disant qu'ils n'avaient d'ordres à recevoir que de leur chef hongrois du *Wirtschaftstab*.

Comme second exemple de la forme brutale que revêtirent les perquisitions après la Paix de Bucarest, je citerai le cas très caractéristique que voici :

Le 12 mai 1918, par conséquent le second jour après la signature de la paix séparée, nous fûmes convoqués à une séance de la susdite « Union Économique de Roumanie ». Du côté roumain on convoque le Président du Conseil, M. Marghiloman, le Gérant du Ministère de l'Intérieur, M. Lupu Kostaki, et moi, comme Gérant du Ministère de l'Agriculture. Du côté allemand il n'y eut que le Président, le comte Prashma, qui nous dit en Français : « Je suis autorisé à vous déclarer que jusqu'à la prochaine récolte, votre population restera vis-à-vis de rien (sic), parce que nous sommes obligés de réquisitionner toutes les réserves de céréales et de maïs. Si vous voulez amener le nécessaire de la Moldavie ou de la Bessarabie, nous vous prêterons notre concours pour le transport ».

Je ne pus que répliquer que c'était contraire au traité de La Haye, d'affamer la population de tout un pays, mais il répondit qu'il n'était autorisé qu'à faire cette déclaration.

Heureusement que nos paysans avaient eu pendant ces deux ans de nombreuses occasions d'apprendre à prévoir ce que

feraient les Allemands, et en ces temps si durs ils avaient compris l'art de cacher. J'envoyai immédiatement dans toutes les directions la nouvelle du nouveau projet qui se préparait, et tous les jours il y eut dans tous les villages de nombreux enterrements : mais on mettait dans les cercueils, non pas des cadavres, mais du blé. C'est ainsi que beaucoup de personnes furent sauvées jusqu'au moment où le pays fut délivré des troupes d'occupation.

Du reste, ce ne fut qu'une nouvelle manœuvre pour forcer le Président du Conseil M. Marghiloman, à permettre à l'Administration militaire l'achat de 125.000 tonnes de froment en Bessarabie. Et bien que les Allemands s'en soient ensuite emparés, ils réquisitionnèrent encore, contrairement à toutes les promesses, les provisions de maïs dans le pays occupé et ne laissèrent aux paysans que 500 grammes de maïs par tête et par jour ; tout cela seulement jusqu'au 31 mai. Pour le reste du temps, jusqu'à la nouvelle récolte de maïs — en octobre — les paysans restèrent en effet, comme l'avait dit le Comte de Prashma, « vis-à-vis de rien ». Mes protestations officielles ne servaient plus à rien, car le Colonel Hentsch — qui nous avait montré autrefois quelque bonne volonté — n'était plus là, et il ne nous restait plus qu'à réagir par d'autres moyens.

Je pourrais citer encore quantité de réquisitions tout simplement ridicules : par exemple l'ordre de tondre les moutons une seconde fois en automne, par conséquent d'exposer les moutons, qui étaient la richesse principale de la majorité des paysans, à une mort certaine par la gelée en hiver ; ou bien la réquisition de quantités énormes de volailles et leur rassemblement dans de grands dépôts, où elles périrent toutes par suite de maladie infectieuse, etc. Je pense cependant que ces quelques exemples suffisent pour illustrer le nouveau système de « réquisitions renforcées ». La réquisition de tous les bestiaux pendant l'été de 1918 — jusqu'à 88 pour 100 dans certaines communes — et celle des poulains, des moutons, etc., rentrent dans la même catégorie.

d) **Contrats de fourniture des produits séquestrés.**

Plus le temps passait, plus « la disette dans la Patrie » était grande et plus les ordres du Quartier général devenaient pressants d'expédier tout ce que l'on pouvait prendre : « car on en est réduit à la Roumanie ». Les systèmes « de mainmise » employés auparavant ne suffisaient plus et l'on devait trouver de nouveaux moyens « plus efficaces ». On en trouva — dès 1917 — dans la *commercialisation du Wirtschaftstab*, c'est-à-dire dans la *conclusion de contrats de fourniture*. On donnait une espèce de *monopole* aux fournisseurs pour une localité précise et pour une espèce précise de produits, et l'on mettait à leur disposition des forces militaires suffisantes pour rassembler ces produits.

Ce système eut les résultats les plus désastreux, tant pour l'état du pays et de la population, que pour l'état moral des organes administratifs de l'occupant. Comme fournisseurs, on eut les plus mauvais et les plus dangereux spéculateurs, auxquels la population fut livrée pour être exploitée. Tout leur fut donné en concession : le lait, le beurre, le fromage, le foin, la paille et autres fourrages, les fruits, leur distillation, la Tzuica, le miel etc., etc., et ils eurent tous les droits des occupants, dont ils pouvaient employer sans réserve les « moyens ». Les produits furent séquestrés et la liberté des échanges abolie, car le droit d'acheter ces produits et de les livrer à l'administration militaire fut dévolu aux concessionnaires.

Tout le pays, jusqu'aux plus petits villages, tomba de cette façon sous la domination de ces « concessionnaires », et ils procédèrent avec une violence et une absence de scrupules, surtout vis-à-vis des paysans, qui ne furent jamais égalées par les militaires les plus sévères. Par exemple, un petit tailleur de Bucarest reçut la concession de ramasser le miel, qui fut naturellement saisi chez le producteur. En cette qualité, il ramassa si complètement qu'il ne resta plus ni rayons, ni miel pour l'hivernage des abeilles. Ainsi l'apiculture fut détruite pour longtemps en Roumanie et beaucoup de familles dans les campagnes furent privées d'un revenu auxiliaire,

grâce auquel les mères recevaient une modeste, mais précieuse addition de revenu pour leurs enfants. Les concessionnaires pour la distillation de la Tzuica, qui devaient ramasser et distiller les prunes, se gênèrent encore moins, quoiqu'il ne s'agit pas d'un produit secondaire, car les pruneaux sont le principal produit sur une surface de plus de 70.000 hectares de la région subcarpathienne et constituent le revenu principal d'une nombreuse population paysanne. Ils firent séquestrer toutes les prunes et fixer un prix très bas pour le producteur ; ensuite ils firent réquisitionner chez les paysans tous les alambics et les tonneaux, puis installèrent leur propre distillation avec les appareils réquisitionnés. Ils fournirent ensuite l'eau-de-vie — dans les tonneaux réquisitionnés chez les paysans — à l'Administration et gagnèrent, aux dépens des paysans producteurs de pruneaux, jusqu'à 2.000 pour 100. Il en fut de même avec les fruits pour les fabriques de marmelade, les œufs, le lait de brebis, les légumes, le vin, etc. De cette manière le paysan fut de tous les côtés exploité d'une façon incroyable par tous ces concessionnaires, de sorte qu'il n'obtenait presque rien pour son travail de toute l'année, pendant que ces spéculateurs arrivaient à des fortunes toujours grandissantes.

Tous ces spéculateurs avaient un véritable monopole pour la vente de ces produits aux consommateurs. L'Administration militaire, afin d'obtenir les fournitures à meilleur marché, laissa libre une partie des produits les plus nécessaires, par exemple 25 pour 100, pour la consommation intérieure ; cependant ceux-ci ne furent pas vendus par les producteurs, mais par les concessionnaires, qui avaient le droit exclusif de faire le commerce en gros. Ainsi l'on spécula sur le public d'une manière incroyable. Un commerce clandestin se développa en conséquence ; il faisait monter les prix d'une façon énorme et rendait la vie impossible.

Dès novembre 1917, M. Lupu Kostaki et moi, en notre qualité de représentants de la population, nous adressâmes une protestation commune au Colonel Hentsch, contre ce régime de concessions qui devenait une véritable calamité pour le pays, ainsi que contre les réquisitions renforcées en général.

Munis de statistiques que je fis dresser, nous démontrâmes que notre population était insuffisamment nourrie par suite des réquisitions exagérées et n'avait plus ni vêtements chauds, ni chaussures, car toute la laine de mouton pour les vêtements chauds, le lin et le chanvre pour le linge, le cuir de vaches pour les bottes lacées des paysans, etc., étaient réquisitionnés ; pas de fourrages pour les bestiaux et la volaille, pas de pétrole, pas de bois ni de charbon pour le chauffage et l'éclairage, etc. Les habitants n'étaient plus en état d'aller aux champs pour les travaux agricoles, et le chiffre de la mortalité était devenu très élevé, surtout parmi les enfants, car les vieux étaient déjà morts, pour la plupart, l'hiver passé (87 pour 100). Nous protestâmes aussi contre les monopoles et contre les mesures qui livraient la population à la merci des spéculateurs.

Le Colonel Hentsch nous donna une réponse par écrit : il convenait de l'insuffisance de nourriture de la population des campagnes, promettait d'augmenter de nouveau la ration de maïs jusqu'à 750 grammes par personne et par jour. Mais nous avons vu que ces mesures n'eurent d'effet que jusqu'en mai 1918 et qu'après la mort du Colonel Hentsch, toutes les concessions furent reprises. En revanche, il nous informa qu'on ne pouvait rien changer pour la laine, le chanvre, le cuir de vache, etc... « à cause de la trop grande détresse de la patrie qui en manque ». Il nous répondit aussi, au sujet des monopoles, que la « Militärverwaltung ne pouvait renoncer aux contrats de fourniture, mais qu'elle n'avait aucune préférence pour les Juifs ; les Roumains n'avaient qu'à se présenter aussi ». La question fut donc interprétée de travers, comme si nous avions protesté contre les Juifs en tant que Juifs — alors que la plupart d'entre eux étaient convenables, avaient à souffrir comme nous et étaient indignés comme nous — et non pas contre les spéculateurs. Ce mémoire ainsi motivé et la réponse, restent comme de tristes documents de l'époque. Mais, comme nous l'avons déjà vu, les temps devinrent incomparablement plus pénibles en 1918.

e) ***Le régime des monopoles et des concessions.***

Le système des monopoles et les fournitures prirent en 1918,

et surtout après la conclusion du Traité de Paix séparée, des proportions incroyables. Les anciens officiers supérieurs, sévères mais — selon les circonstances et les possibilités — justes, s'en allèrent l'un après l'autre : le Colonel Hentsch — incontestablement le plus capable de tous — mourut en mars 1918 à Bucarest ; le Général v. Tülff demanda son renvoi quand vint le « nouveau régime » avec les réquisitions renforcées ; la plupart des spécialistes quittèrent le *Wirtschaftstab*, à l'exception de la Section d'Agriculture et furent, en général, remplacés par des marchands rapaces.

Le *Wirtschaftstab* fut pour ainsi dire *commercialisé*, et là où auparavant on pouvait admirer, tout en étant ennemi, l'énergie productrice d'esprits créateurs aux vues larges, on ne put plus que s'étonner de la ruse raffinée de marchands retors.

A la tête siégeait le Feldmaréchal, un gentleman et même — tant que les circonstances le permettaient — un homme équitable, mais placé trop haut pour voir ce qui se passait en bas, car ses subordonnés recevaient directement des ordres de Berlin pour les questions dites économiques.

Dans ces circonstances, la petite organisation de fourniture du début se développa en un système de spéculation invraisemblable. Autour du *Wirtschaftstab* pullulait toute une bande de spéculateurs qui demandaient de nouvelles concessions ou inventaient toutes sortes de combinaisons aux dépens du pays. Le résultat fut qu'au printemps de 1918, il n'y avait plus de produits dans le pays — à l'exception du blé, du poisson et du pétrole — qui ne fussent tombés dans les mains d'un concessionnaire monopolisateur quelconque.

Il y aurait beaucoup de choses intéressantes à raconter sur les concessions innombrables de cette époque, qui ne conservaient plus les modestes proportions du début, mais portaient sur des millions. Le cadre restreint de ce livre ne me le permet pas, aussi je préfère citer le texte d'une des nombreuses protestations que j'ai présentées, en ma qualité de commissaire plénipotentiaire du Gouvernement roumain, au chef du *Wirtschaftstab*, sur la question des prétendus « lai-

teries » (Molkereien). En lisant ce mémoire, le lecteur aura une impression plus exacte des circonstances et sera en état d'en tirer une conclusion plus juste.

A l'hon. Wirtschaftstab,

Le Wirtschaftstab, surtout depuis la conclusion de la paix séparée, a signé des quantités de contrats avec des particuliers pour la fondation de soi-disant laiteries, et continue à en conclure de nouveaux. Les paysans sont forcés, par ordre des autorités, à fournir leur lait à ces soi-disant laiteries, à savoir deux litres par jour et par vache, conformément aux ordres des Agronomes des districts (« Distriktslandwirte »), quoique la livraison ait été fixée par l'administration centrale à un litre par jour et par vache. Comme on sait que les vaches de Roumanie, même quand elles sont bien nourries, ne donnent qu'une très petite quantité de lait — mais en revanche très gras — la quantité de lait que les paysans doivent livrer par ordre leur est très onéreuse. Dans les conditions de nourriture normale, cette quantité représenterait les deux tiers de la production totale, mais aujourd'hui, vu que les vaches ne peuvent recevoir de nourriture spéciale, cela fait encore plus.

Si cet ordre de fourniture forcé (« Zwangslieferung ») atteint lourdement le propriétaire de la vache, il nuit encore plus à la nourriture des enfants, et devient une menace directe pour la santé des générations futures. Et cela, après que nous avons perdu, comme conséquence de la guerre et des maladies, plus de 10 pour 100 du total de notre population.

Malgré la création de 200 soi-disant laiteries et de nombre de succursales pour ramasser le lait, de stations pour écrémer le lait, etc., dans toutes les parties du pays occupé et, bien que ces soi-disant « laiteries » soient obligées de livrer au Wirtschaftstab 75 pour 100 de leur production, la quantité mensuelle de beurre qu'elles fournissent ne s'élève qu'à 85 tonnes, d'après les renseignements qui nous ont été communiqués ; c'est-à-dire que la production de beurre ne pourrait couvrir qu'avec peine les besoins des troupes d'occupations, si leur effectif était réduit à 160.000 hommes.

Ce qui précède prouve que la Roumanie n'est plus en état de fournir même le beurre nécessaire à l'armée d'occupation, et cela parce que les réquisitions extrêmement lourdes effectuées après la signature du Traité de Paix ont réduit le nombre des bestiaux du pays au cinquième, même au dixième dans certaines contrées.

Quand nous avons protesté contre cet état de choses auprès de l'Oberkommando, nous étions persuadés que seuls les produits destinés à l'Autriche-Hongrie, et mentionnés par le comte Czernin dans son

célèbre discours de Vienne, avaient été emportées du pays. Mais nous avons appris depuis que cela ne représentait que cinq douzièmes, et que les autres sept douzièmes avaient été emportés en Allemagne.

Maintenant nous en sommes réduits à ne plus avoir le bétail nécessaire pour cultiver nos champs, même pas pour transporter les produits de la mauvaise récolte de cette année jusqu'aux gares de chemins de fer. De plus, comme l'on a réquisitionné les veaux avec une extrême âpreté, nous ne pourrons sortir de cette situation pendant de longues années.

Dans ces circonstances, il est impossible que le pays livre les grandes masses de beurre qu'exige l'Oberkommando, même si cette organisation destinée à ramasser le lait était encore plus parfaite et même si elle était en état d'enlever aux enfants des paysans la dernière goutte de lait.

En ce qui concerne cette organisation elle-même, c'est-à-dire les dites « laiteries » pour lesquelles *on exige de nous que nous reconnaissons les contrats conclus par le Wirtschaftstab avec les concessionnaires* — nous faisons observer ce qui suit :

1^o Ces soi-disant « laiteries » ne sont que la monopolisation la plus absolue de toute la production de lait et de beurre du pays, livrée à trois ou quatre maisons. La société « Aurora » — Gerassi et Schein — qui a 80 soi-disant « laiteries » est au fond le maître unique du lait de toutes les vaches de 8 districts, obtenu de force des paysans au prix de 40 bani le litre. Ce lait est transformé en beurre et en caséine, que le Wirtschaftstab prend au prix fixe ; 25 pour 100 du total global du beurre reste à la Société pour être vendu librement. Quoique l'Aurora doive vendre le beurre à la population civile à raison de 16 lei, ce beurre ne peut, comme on le sait, être acheté dans les boutiques qu'au prix de 28 à 32 lei.

Je n'ai pas besoin — je pense — de donner encore des preuves du bénéfice que peut fournir un monopole dans de pareilles conditions. Ces gains dépassant toute mesure, ne sont pas fondés sur une meilleure valorisation des marchandises, mais s'accumulent exclusivement aux dépens du paysan qui produit et qui ne peut même pas couvrir ses frais ; et aussi, en raison du prix élevé du beurre, aux dépens des consommateurs urbains ;

2^o Avec ces offices pour ramasser le lait, désignés sous le nom de « laiteries », tels qu'ils sont organisés actuellement, il ne peut y avoir de garantie ni pour la qualité des produits, ni au point de vue de l'hygiène. Tout le monde sait que le plus mauvais lait de Bucarest est celui de la laiterie « Aurora », et les analyses l'ont prouvé au point de vue hygiénique.

Vu les considérations ci-dessus, nous pouvons formuler notre point de vue pour la question des laiteries dans le pays occupé de la manière suivante :

1^o Le Gouvernement roumain reconnaît l'importance des laiteries et n'aurait rien à redire si elles étaient fondées aussi nombreuses que possible pour mieux utiliser et industrialiser le lait. Le Gouvernement soutiendra donc de pareilles entreprises de tout son pouvoir, si elles servent les intérêts véritables du pays. La collaboration des producteurs sur une base coopérative est le moyen que se propose le Gouvernement dans ce but ;

2^o Le Gouvernement ne pourra jamais tolérer que le lait, qui est la principale nourriture des enfants et des malades, reste un monopole, sous ce prétexte de soi-disant « laiteries », dans les mains de quelques spéculateurs, qui gagnent des sommes énormes aux dépens du producteur et du consommateur, et au détriment de la santé publique ;

3^o Le Gouvernement prendra toutes les mesures pour que, malgré la réduction du chiffre du bétail dans le pays, en raison des dernières réquisitions extrêmement renforcées, une quantité suffisante de beurre soit fournie pour les troupes d'occupation dans la mesure du possible.

Le Commissaire plénipotentiaire du Gouvernement royal de Roumanie :

Signé : Dr G. ANTIPA.

Le lecteur peut voir, dans cette protestation, un exemple probant de ce qu'étaient en fait ces « contrats de fourniture » que le Wirtschaftstab voulait nous faire reconnaître avec une insistance toujours croissante. Les autres contrats étaient sur le même modèle et visaient presque tous les autres produits du pays. On peut voir aussi combien les dernières réquisitions de bestiaux étaient lourdes. Le chef du Wirtschaftstab lui-même avait dit que l'on s'était borné à exporter une certaine quantité promise à l'Autriche ; cependant, nous avons pu apprendre, par voie indirecte, que les Allemands avaient pris, pour eux, une fois et demie autant ; de cette façon il ne resta au pays — d'après les statistiques faites alors par les préfets dans différentes localités — que 12 pour 100 de l'ancienne quantité de bétail. Du reste de pareils mensonges et une absence complète d'esprit d'équité furent pendant cette dernière période de l'occupation l'attitude habituelle des autorités d'occupation vis-à-vis de nous. Aussi l'exigence pressante de l'intendant général de l'O. K. M., qui voulait que nous lui fournissions chaque semaine un demi-wagon de beurre frais pour les troupes, donnait-elle l'impression d'une moquerie, puis-

qu'elles avaient réquisitionné toutes les vaches du pays : cette exigence caractérise le sans-gêne avec lequel était pressuré le pays, même pendant les derniers mois avant l'évacuation.

f) **La fange de corruption.**

Une fois l'affaire mise en train, elle ne pouvait rester à l'état stationnaire. Entre les concessionnaires, devenus déjà très riches, et les nombreux hommes d'affaires en uniforme du *Wirtschaftstab*, les relations devinrent de plus en plus intimes. On discuta souvent en petit comité la façon de rendre plus durables des entreprises si avantageuses, et la possibilité de prolonger en temps de paix une coopération si cordiale. Cela ferait un bon placement de capital et une occupation lucrative pour bien des anciens officiers dans les temps difficiles de la paix à venir. On étudia ensemble le plan d'autres entreprises en Roumanie, pleines d'avenir ! De nombreux projets furent élaborés pour la fondation de sociétés par actions pour la continuation des entreprises du temps de guerre, comme par exemple les fabriques de marmelade, les laiteries et fabriques de caséine, de poudre d'œufs, etc. J'ai vu moi-même quelques-uns de ces projets. Un projet était même prêt pour l'entreprise des grandes pêcheries du Danube. Des propositions furent faites souvent dans ce sens, émanant des différentes sections du *Wirtschaftstab* ; les Autrichiens étaient particulièrement actifs.

Mais cette intimité ne se borna pas à de beaux plans pour l'avenir ; il se forma peu à peu une communauté d'intérêts dans le présent. Ainsi, petit à petit, s'étendait lentement cette fange de corruption dont j'ai parlé plus haut. Quantité d'enquêtes judiciaires conduites à Vienne, Munich, etc., ont mis en lumière, longtemps après la conclusion de la paix générale, un grand nombre de machinations de ce genre.

J'avais été informé depuis longtemps de ces combinaisons nouvelles et je ramassais de riches matériaux pour être utile à mon pays quand l'occasion se présenterait. Elle se présenta bientôt dans une séance des négociations de la Paix, que le diplomate bien connu, Excellence v. Körner, présidait

pour les Puissances centrales, et moi-même pour la Roumanie ; deux représentants du *Wirtschaftstab* y parurent et déposèrent quelques propositions parmi lesquelles les deux que voici :

1^o PROPOSITION D'UN PROTOCOLE ADDITIONNEL AU TRAITÉ DE PAIX

Les contrats de fourniture conclus par la *Militröverwaltung* ou par ses organes avec des producteurs ou des marchands, et n'ayant pas expiré au moment de la ratification du Traité de Paix, *restent en vigueur*. Le Gouvernement Roumain s'engage à ne *mettre aucun obstacle* à l'exploitation et à l'exportation des marchandises livrées sur la base de ces contrats.

2^o PROPOSITION

Le Gouvernement roumain ne dressera aucun obstacle et ne fera aucune difficulté à l'importation de matières premières, comme le sucre, les ingrédients pour préparer les conserves, ainsi que des machines et du matériel pour les fabriques de marmelade et de conserves dirigées par les Puissances alliées ou *celles qui travaillent par contrats pour elles*. Les machines bosniaques à sécher, nouvellement créées et réparées, seront acceptées par le Gouvernement roumain contre paiement du prix d'installation et de réparation.

Je pris immédiatement la parole et déclarai brièvement que le Gouvernement roumain ne pouvait accepter ces propositions en aucun cas, car dans les Préliminaires de la Paix il n'était fait aucune mention de choses pareilles. Mais comme ces deux Messieurs insistaient et devenaient menaçants, je me levai et leur dis avec la plus grande irritation ce qui suit :

Après que vous avez livré pendant deux années entières la population de ce pays à l'exploitation des plus détestables spéculateurs, voulez-vous éterniser cet état de choses ? Si vous voulez des preuves, je vous apporterai immédiatement des liasses d'actes par lesquels le monde entier pourra voir la vérité !

Cette déclaration produisit probablement son effet, car le Président allemand leva la séance, et les deux Messieurs se retirèrent. Ce vieux et fin diplomate se contenta d'observer avec ironie :

« Il semble que ce que vous avez dit ait été très désagréable à ces deux Messieurs, car ils se sont retirés très fâchés. »

Le *Wirtschaftstab* avait voulu ainsi garantir, comme une nécessité militaire, et même dans le *Traité de Paix*, la valeur des contrats conclus par lui. — Ce mot « garantir », je l'entendais alors continuellement pendant les négociations de Paix dans la bouche de tous les spéculateurs internationaux, des banquiers qui vinrent ici de tous les pays pour « garantir à temps », par le *Traité de Paix*, un intérêt quelconque qu'ils avaient en Roumanie. Ce furent surtout les « magnats du bois », de Budapest, qui arrivèrent en masse, et voulaient à cette occasion s'assurer la possession des forêts des Carpathes. — De cette manière, la question de la reconnaissance et de la continuation des contrats de fourniture a été définitivement tranchée pour le *Traité de Paix*. Pourtant elle est revenue bientôt sous d'autres formes. Peu après je fus chargé de reprendre des mains des autorités allemandes l'Administration générale du pays. Je dus négocier à ce sujet pendant plus de cinq mois avec toutes les Sections de tous les états-majors ; mais l'affaire n'avancait pas d'un pas, exclusivement à cause de la question de la reconnaissance des contrats de fourniture du *Wirtschaftstab*. Il y tenaient tant que j'ai pu profiter de ceci — conformément aux instructions de M. Marghiloman — pour retarder la ratification du *Traité de Paix* jusqu'à ce que le sort de la guerre ait pris une autre tournure sur le front de l'Ouest. Ils avaient mordu dans les contrats, et ne voulaient plus en sortir leurs dents, même quand ils virent que tout était perdu. Le cloaque de corruption ne pouvait plus être assaini. Il était grand temps qu'ils abandonnassent le terrain : d'abord pour nous, car nous étions complètement épuisés, mais ensuite pour eux-mêmes, car la dernière chose qui leur restait, « le prestige de l'honorabilité », ils l'avaient aussi perdu.

4. — L'ACTIVITÉ DU WIRTSCHAFTSTAB

Après avoir donné un aperçu général des méthodes employées par le Wirtschaftstab, en nous appuyant sur des exemples concrets, nous allons observer la machine en marche et suivre ses résultats d'après les documents secrets des Allemands et leurs statistiques. Quoique les détails soient extrêmement intéressants et instructifs, je ne puis m'en tenir, hélas, qu'aux lignes générales, et seulement dans la mesure où il est nécessaire pour montrer les conséquences de l'occupation pour le pays et pour le peuple.

Comme je l'ai montré plus haut, le seul but pour lequel les Allemands étaient venus ici avec d'énormes forces, ou comme M. le docteur Mann le dit bien mieux, le but « qui avait donné des ailes aux armées en marche » c'était le pétrole et les « réserves de céréales provenant de plusieurs récoltes ». Ils s'en sont emparés « sans rien laisser » (« restlos ») et ils ont créé dans ce but une organisation spéciale sans pareille. Mais, comme l'appétit vient en mangeant, ils prirent peu à peu tout ce qu'ils trouvèrent, tout ce qu'ils pouvaient utiliser d'une façon ou d'autre. A la fin ils emportèrent même quelques trains de terre (d'humus) pour engraisser les jardins de Berlin ! Mais comme le pays occupé se trouvait être plus grand qu'ils ne se l'étaient figuré au commencement, et comme l'occupation devait durer longtemps, ils ne se contentèrent pas de prendre les réserves qu'ils trouvèrent, ils organisèrent encore aux frais de ce pays une exploitation intensive de guerre (« Kriegswirtschaft »), de dimensions énormes et unique dans l'histoire, afin d'utiliser de la manière la plus complète possible toutes les forces productives de ce pays.

Pour donner à cette nouvelle organisation *sui generis* la possibilité de travailler, ils devaient d'abord se procurer le droit de disposer de tout ce que le pays contenait. Ils se l'adjugèrent donc, et donnèrent au terme de « propriété privée » un nouveau sens, plus ou moins semblable à celui adopté par la Russie soviétique actuelle. Les terres, les vignobles, les forêts,

les mines, les fabriques, les ateliers, les magasins, etc., tout pouvait rester propriété privée, tant que le propriétaire s'obligeait à travailler conformément aux ordres de l'occupant et à lui livrer ses produits contre un certificat de réquisition ou de l'argent, suivant les prix fixés par l'occupant. Mais celui qui ne le faisait pas était renvoyé, et sa propriété tombait sous le coup d'une administration obligatoire. Les fabriques, les ateliers et autres organisations économiques, les machines, etc., qui n'étaient pas utilisés par l'industrie de guerre dans ce pays, mais dont on avait besoin dans les pays des Puissances centrales, furent immédiatement démontés et expédiés à destination, sans aucun égard, pour le propriétaire. Celui-ci ne recevait en échange qu'un bon de réquisition.

L'occupant s'était arrogé aussi le droit de disposer du travail humain, car il plaçait les hommes en « corvée obligatoire » quand il en avait besoin pour ses « exploitations militaires ». En ce sens, l'organisation militaire en Roumanie peut être, comme je l'ai déjà dit, considérée comme un premier essai de l'organisation soviétique actuelle en Russie. C'était la première base de la « Kriegswirtschaft », sur laquelle seule celle-ci pouvait réussir. C'est-à-dire que le territoire entier du pays occupé, y compris tout ce qui s'y trouvait, formait un tout homogène que l'occupant se réservait le droit d'exploiter selon un système prescrit par lui et dont il avait seul le droit d'utiliser les produits. En partant de ces principes, il transforma rapidement, d'après un plan uniforme réglé d'avance, tout le pays en une énorme usine de guerre, la plus grande des Puissances centrales. Les différentes unités d'exploitation avaient pour but de produire ou de « saisir » et de livrer au plus vite possible ce que le Quartier général ou l'Administration militaire exigeaient d'eux. On ne réserva pour les besoins de la population civile de Roumanie que le strict nécessaire, comme il a été montré plus haut. Une autre organisation, également parfaite, s'occupait du chargement et de l'expédition.

D'après les différentes branches de production naturelle du pays, ou d'après la nature des autres problèmes à résoudre, le Wirtschaftstab, comme nous l'avons montré, était divisé

en sections, groupes, sous-sections, offices centraux, etc., et le pays était divisé en rayons économiques, etc. On entendait ainsi former les organisations nécessaires pour saisir tout ce qui existait dans le pays et y développer toutes les possibilités de production utile.

Comme M. le Dr Mann décrit avec beaucoup d'enthousiasme les résultats de cette organisation militaire — c'est une véritable idéalisation de la *Kriegswirtschaft* — je vais tâcher de compléter cette description, au moins en ce qui concerne la Roumanie, par la simple constatation des faits réels, tels que je les ai appris par l'expérience et par les documents secrets allemands. On verra que la réalité a été toute autre et extrêmement dure.

a) *L'Agriculture*

En premier lieu vint l'agriculture. L'Administration militaire avait deux tâches à remplir dans cette matière :

1^o Saisir tous les produits agricoles et les réserves de céréales qui se trouvaient dans le pays, c'est-à-dire les récoltes des deux dernières années, et les expédier aussi rapidement que possible dans les pays des Puissances centrales ; 2^o assurer les récoltes suivantes par la culture aussi complète que possible du pays.

En ce qui concerne la première tâche, je dois dire qu'elle fut remplie irréprochablement. Dès les premiers jours de l'occupation, on « jetait en hâte sur le pays un filet de fonctionnaires et d'experts », qui « pouvait être au bout de quelques semaines resserré et étroitement fermé. » On envoya dès les premiers instants des « experts en grains dans les ports du Danube, de Turnu-Severin à Fetesti, et à tous les tronçons de chemins de fer qui pouvaient fonctionner ; ils étaient chargés de diriger, d'accord avec les Kommandatures des Étapes et les officiers de ravitaillement, le chargement des produits rassemblés dans les stations de chemin de fer et dans les ports, et de faire remplir de nouveau les magasins aussi vite que possible. » (Dr. K. Mann.) Tout fut saisi dans le pays et on s'occupait de faire

l'inventaire. Le pays fut divisé en trente-six rayons d'expédition, chacun avec un chef d'expédition à sa tête. Les officiers de la Kommandature et du ravitaillement devaient régler le transport des réserves trouvées aux stations et aux ports, et les livrer au chef de chargement et à ses aides pour la réception des grains.

Ainsi que M. le Dr Mann l'écrit, cette organisation extraordinaire était sur pied en quelques semaines à peine, et comme le dit le chef hongrois du Wirtschaftstab — le Colonel von Kontz — dans son rapport secret :

Le travail nécessaire pour exécuter la tâche énorme et si lourde de responsabilité, qui consistait à saisir le plus vite possible et à emporter les grains et les matières premières, fut menée avec une activité *fébrile*.

C'est alors que furent sorties du pays les énormes masses de blé dont parle M. le Dr Mann, et qui sont indiquées dans les statistiques citées plus bas.

La seule chose qui ne correspond pas avec les indications des rapports secrets, ce sont les motifs réels pour lesquels on a cru nécessaire de créer ces organisations gigantesques, tels que les indique M. le Dr Mann :

Pour que les agriculteurs et les paysans roumains soient préservés de la nécessité de livrer leur blé sans conditions aux intermédiaires usuriers, on devait créer avec une rapide décision de nouveaux organes de réception et d'exportation.

Les deux ordonnances secrètes du Gouverneur militaire, datées du 8 février 1917 et du 8 juillet 1917, sur la « saisie et la livraison des produits agricoles », ne correspondent nullement ni par leur teneur ni par les lourdes peines qu'elles prévoient — jusqu'à trois ans de prison et jusqu'à 50.000 lei d'amende — à pareille sollicitude pour les intérêts de la population. Au contraire, chaque phrase de ces ordonnances et des instructions qui y sont annexées trahissent une seule préoccupation : saisir les produits par tous les moyens sans aucun égard pour les producteurs.

L'affirmation suivante ne correspond pas non plus à la réalité :

On n'a presque pas fait usage du droit de réquisition, c'est-à-dire du droit de remettre les paiements jusqu'à la conclusion de la paix, ce à quoi le droit des gens nous autorisait.

Car la vente obligatoire, en échange d'une monnaie sans valeur réelle introduite par les Allemands eux-mêmes — et encore à des prix ridicules — n'est autre chose, en fait, qu'une réquisition très brutale, ou pour mieux dire, une confiscation voilée.

Si nous devons donc admirer avec étonnement l'organisation extraordinaire de cette « saisie et expédition dans la patrie », au point de vue de la population du pays, nous ne pouvons désigner cette obligation de fournir — jusqu'au dernier grain — tous les produits, sous menaces des peines les plus sévères, c'est-à-dire « cette nouvelle forme d'administration et d'organisation économique », que comme une infraction des plus graves au droit de propriété privée et comme un dépouillement déguisé de la population administrée de cette façon.

L'auteur passe complètement sous silence les réquisitions renforcées décrites dans le chapitre précédent, les perquisitions domiciliaires par des colonnes militaires dites de recherche (« Suchkolonen »), les monopoles de fourniture par contrats, et tous les moyens d'accaparer (« Erfassungsmitteln ») décrits plus haut, etc. Cela n'a assurément pas été ordonné pour « garantir le paysan contre le commerce des intermédiaires usuriers », mais ce sont bien en effet des « formes essentiellement nouvelles des méthodes économiques et administratives ».

En ce qui concerne le deuxième objet — la culture des terres — nous devons reconnaître que ce fut également une entreprise en grand, unique dans son genre, et qu'ici aussi l'on avait créé une organisation étonnante qui, dans ces circonstances, amena de grands résultats. Mais cette organisation était basée sur la nouvelle conception mentionnée plus haut, qui considérait la propriété privée et celle de tout le pays

comme un domaine de production unifiée. Chaque propriétaire n'avait plus à faire son plan de culture conformément à ses désirs et à ses intérêts personnels, puisqu'on avait établi pour la culture de tout le pays un plan général, que les officiers agronomes des Kommandatures et les officiers de l'Administration économique réalisaient dans leurs arrondissements, selon les ordres reçus de la direction centrale, sans égard aucun pour les intérêts et les désirs des propriétaires respectifs.

Si, par exemple, une propriété de grand rapport de la région du Danube n'avait pas assez de machines, ou de bétail, ou de main-d'œuvre, tout cela lui était tout simplement amené des propriétés moins productives de la région des collines, sans qu'on se soit soucié de savoir si les champs de ces derniers paysans (qui servaient à nourrir leurs familles) pourraient être cultivés cette année-là ou non. On mettait en pratique pour le bétail l'« Accommodement au sujet des bestiaux entre les différents arrondissements », etc. Le bétail était également enlevé de l'endroit où il était trouvé, et conduit là où les intérêts de l'occupant l'exigeaient, sans prendre en considération les dommages occasionnés par ce fait aux propriétaires. Même des bâtisses agricoles entières étaient démontées et transportées dans d'autres propriétés éloignées. Les intérêts privés des propriétaires n'étaient donc pas pris en considération, mais seulement ceux des occupants, ou bien quelquefois encore seulement les fantaisies d'un officier de l'état-major économique. Les agriculteurs étaient souvent obligés d'ensemencer leurs terres exclusivement, ou pour la plus grande part, avec les plantes produisant de l'huile végétale, du lin, du tournesol, etc., tout en sachant d'avance qu'ils ne réussiraient pas ou que la récolte ne pourrait être rentrée, etc. ; ils étaient ruinés par ce qu'ils faisaient, mais ils ne pouvaient l'éviter.

Du point de vue de la population, cette entreprise grandiose de production de guerre était donc une véritable calamité. Beaucoup d'entreprises grandes et petites furent de cette façon complètement désorganisées pour bien longtemps ou détruites, et bien des agriculteurs ruinés pour toujours. Je ne parle

pas du bouleversement occasionné par les réquisitions du bétail — dans certaines régions même jusqu'à 88 pour 100 du total — des moutons, chevaux, etc. C'est pourquoi l'on ne peut lire qu'avec étonnement ce qui suit dans la brochure du Dr. Mann :

Si nous envisageons l'agriculture en Roumanie dans son ensemble, nous pouvons bien dire qu'après une occupation d'un an et demi la plupart des blessures de la guerre sont guéries ou en voie de guérison. Dans tous les cas, aucun des pays belligérants ne peut envisager avec plus de confiance que la Roumanie la renaissance de sa production nationale.

Nous qui vivons ici, nous savons qu'après l'occupation, et par suite de la guerre, non seulement nos entreprises agricoles grandes et petites sont restées dans un état tout à fait misérable, mais que beaucoup d'agriculteurs sont endettés, aujourd'hui encore, pour cette même raison, et qu'ils n'ont pas pu encore réorganiser leurs fermes et leurs exploitations telles qu'elles étaient auparavant.

*
* *

Cette « *Kriegswirtschaft* » eut une influence profonde non seulement sur l'état des entreprises économiques, mais aussi sur la *santé et sur la capacité de travail de la population agricole*, influence qui devait durer pendant de longues années et qui est lourde de conséquences pour l'avenir de l'agriculture dans le pays. M. le Dr Mann, quand il relève l'activité et le succès de la « Section du ravitaillement et des fourrages », et de la « Section des matières premières utiles à la guerre », étroitement unie à la première par ses buts et ses méthodes, évite de parler des autres « produits saisis et transportés », outre les céréales.

Cependant ce sont ceux-ci qui forment la nourriture principale des paysans et des ouvriers agricoles et qui servent à la fabrication de leurs vêtements. Il mentionne à tout propos que la « *Militärverwaltung* » entendait ne « pas trop rogner sur la nourriture à base de maïs », et ajoute avec satisfaction que le maïs fut « privé de ses germes », afin « d'en tirer de l'huile de

table pour la patrie » (on emporta avant le 31 septembre 1918 la masse énorme de 761.000 kilogrammes d'huile de germes). Mais le paysan qui fait un lourd travail physique ne peut être nourri avec du maïs seulement, surtout si l'on a enlevé sa seule substance nutritive par l'extraction des germes, c'est-à-dire l'extraction des graisses. Les œufs, les volailles, le fromage de brebis, le lait, les légumineuses, le lard, etc., qui forment la nourriture ordinaire des paysans, furent enlevés. Le paysan devait les donner aux occupants, sous peine de punition, en telle quantité qu'il ne lui restait plus rien pour la nourriture de sa famille (1). Il devait donner deux litres de lait par jour et par vache, presque tout le lait des brebis, trois œufs par semaine et par poule — y compris les coqs — qu'elles pondent ou

(1) Pour illustrer ces réquisitions et leur influence sur la vie de nos paysans, je citerai une de mes nombreuses protestations que j'ai présentée le 30 mai 1918 au *Wirtschaftstab* sur la question de la laine et du lait des brebis.

« *Wirtschaftstab* centrale.

« Nous nous permettons de vous informer de ce qui suit :

« 1^o On a fait tondre les moutons ces jours-ci, mais on n'a rien laissé à la population rurale de la laine coupée pour le remplacement des vêtements. Même pour la réparation et le raccommodage des habits complètement usés, les gens n'ont eu la permission de conserver aucune laine ;

« 2^o Les entrepreneurs, qui sont obligés par contrat de livrer à la « *Militärverwaltung* » du fromage de brebis, rassemblent toutes les brebis (de 2.000 à 3.000 têtes) pour le territoire de chaque Étape, à une place désignée d'avance pour les faire traire. De cette façon, beaucoup de brebis périssent parce qu'il n'y a pas assez d'herbe à ce seul endroit. En outre, la remise de 25 pour 100 de la production de lait aux propriétaires des brebis, éloignées de leur endroit de rassemblement (30 à 40 kilomètres), devient impossible de ce fait, surtout en été, où la chaleur gâte le lait très vite. De même, la production totale du lait ne peut être fixée avec exactitude, car les propriétaires des brebis n'ont pas de contrôle sur la production quotidienne. Le prix très bas du lait n'est pas en proportion avec le prix très haut du fromage.

« La situation des propriétaires de brebis est donc la suivante : d'un côté on leur enlève toute la laine et tout le lait et, de plus, ils risquent de perdre leurs moutons à cause du rassemblement obligatoire et de la possibilité d'épidémies qui en résulte ; d'autre part ils sont obligés de payer par tête de mouton au moins sept lei de droit de pâturage chaque été.

« Comme témoignage de cette réclamation, nous nous permettons de vous présenter ci-joint un rapport de M. Paul Théodoru, Président du Syndicat agricole de Jalomitza, qui fait voir la situation difficile créée par les mesures qui ont été prises,

« Nous vous prions donc de bien vouloir examiner ces faits et d'ordonner que les intérêts justifiés de la population des campagnes soient pris en considération.

« Le Commissaire plénipotentiaire du Gouvernement roumain :

« Signé : Dr Gr. ANTIPA. »

non, etc. En plus de cela : défense d'abattre les poules, d'abattre les cochons, livraison totale des légumineuses, des plantes oléagineuses, défense de fabriquer du savon, etc. Ajoutons encore, comme mesure de contrôle, de constantes perquisitions domiciliaires, la confiscation de tous les autres produits « défendus » et de lourdes punitions. Signalons enfin les dernières réquisitions annoncées par le chef de la Section des subsistances et fourrages qui commencèrent à la fin de mai 1918 et ne cessèrent qu'au dernier jour de l'évacuation ; elles enlevèrent au paysan le dernier maïs en grain qui lui restait et prenaient chaque jour quelque autre objet de la maison : vache, mouton, bœuf, etc.

Telles furent, dans leur dure réalité, les conditions d'existence de nos paysans pendant les deux années du régime économique de guerre.

Cependant, non seulement la question des moyens de subsistance, mais encore celle du vêtement devint extrêmement difficile. Toutes les plantes fibreuses avec lesquelles la paysane tisse pour sa famille le linge et les vêtements d'été, la laine de brebis avec laquelle elle tisse ou du moins raccommode les vêtements d'hiver et les couvertures de lit, les peaux d'agneaux pour les vêtements et les bonnets d'hiver, les peaux de bœuf pour bottes à lacets, etc., tout ceci devait être livré, sans exception, comme « matières premières utiles à la guerre », jusqu'à ce que le pauvre paysan reste, à la fin de l'occupation, nu et affamé, avec comme consolation un sac de papiermonnaie sans valeur, et rongé dans la maison vide par les rats également affamés.

Le résultat final de l'application de ces « nouvelles méthodes » et de l'organisation si parfaite de cette section du Wirtschaftstab fut l'épuisement complet de la population rurale qui, en hiver par un froid sibérien, devait exécuter les travaux les plus durs dans les champs, pieds nus, sans vêtements chauds et sans nourriture suffisante, pour ravitailler les Puissances centrales. Il est certain, et nous le constatons aujourd'hui encore, que cet état de choses a laissé des traces profondes, non seulement dans la santé de ces gens, mais aussi dans

celle de leurs enfants, c'est-à-dire des générations futures.

La réalité est ici tout autre que l'explication officielle, suivant laquelle un savant si remarquable — et qui a été sous beaucoup de rapports si bienveillant à notre égard — le Prof. Mann, a pu déclarer que ce petit territoire occupé était en état « de couvrir complètement et simultanément les besoins de la population civile de Roumanie, des prisonniers, de l'armée d'occupation et du front sud-est, et en même temps de supporter de gros transports de provisions vers la patrie allemande ». Cela a été rendu possible non pas parce que l'on a « introduit des méthodes d'épargne inconnues jusqu'ici et parce qu'on examinait avec soin les possibilités d'employer ce qui paraissait inutilisable », mais parce que le pays occupé fut pompé jusqu'à l'épuisement complet de sa capacité de produire, et que la population de ce pays fut abandonnée affamée, nue et épuisée par un lourd travail.

b) **Le Pétrole.**

Après ce qui vient d'être dit nous pourrions finir ce chapitre, car il démontre par un exemple très caractéristique comment le *Wirtschaftstab* travaillait, et quelle valeur et quelles conséquences a eues en réalité la mise en pratique « des nouvelles méthodes d'administration et d'exploitation ». Nous allons cependant — pour compléter le tableau — donner encore les traits généraux de son activité dans d'autres directions, et y ajouter les statistiques d'exportation comme couronnement du travail exécuté.

En première ligne, il faut citer la restauration de l'*industrie roumaine du pétrole*. On sait que l'industrie roumaine du pétrole — les bâtiments à la surface de la terre, les tours à creuser, les raffineries, les réservoirs, les bâtiments d'exploitation, les moteurs, etc. — furent incendiés, conformément aux désirs des Alliés de la Roumanie et complètement détruits au moment de l'entrée des armées ennemies dans le pays. Ces faits ont été exposés dans le premier chapitre de notre livre.

Nous avons montré dans un chapitre précédent qu'une des

causes principales de l'effort fait par les Allemands pour occuper la Roumanie aussi vite que possible, était la nécessité impérieuse de prendre en mains les sources de pétrole de la Roumanie. Aussi ne doit-on pas s'étonner qu'au moment même de leur entrée dans le pays, leur premier souci se soit porté vers les champs pétrolifères. Même auparavant — au commencement de décembre 1916 — on avait créé à Berlin un « heimisches Beirat » (conseil auxiliaire) pour la Section d'huile minérale qui décréta dans sa première séance : « Avant tout il faut trouver, grâce à l'examen par des experts des champs pétrolifères détruits, la possibilité de les refaire et de les remettre en exploitation, et en même temps de leur assurer le matériel et l'argent nécessaires (1). »

Un travail ininterrompu commença pour mettre la main sur les réserves encore existantes et les expédier, ainsi que pour reconstruire ce qui avait été détruit, le rendre productif et même entreprendre vigoureusement de nouveaux travaux de sondage et augmenter la production au plus haut degré. Pour cela on fit venir de Berlin en Roumanie tous les Directeurs et spécialistes des anciennes sociétés allemandes de pétrole.

Le Dr Mann écrit dans sa brochure :

Vu les besoins pressants de la patrie, chaque produit, même le plus insignifiant devait être le bienvenu.

Par conséquent il fallait travailler avec ardeur. Le 14 décembre 1916, la section d'huile minérale était déjà arrivée à Kronstadt (Brasov) et elle se transporta immédiatement — derrière les troupes combattantes — à Campina, où elle étudia la situation et dressa un plan de travail, dont les points principaux étaient les suivants :

1^o Inviter immédiatement le personnel des anciennes sociétés allemandes à examiner soigneusement les champs de sondage, mettre en exploitation les mines non endommagées ou peu endommagées, préparer de nouveaux sondages ; 2^o saisir

(1) Wirtschaftstab Z., N^o 83, Compte rendu secret. Résumé de l'activité du Wirtschaftstab jusqu'au 31 mars 1927 (p. 5).

les dépôts d'huile brute et les produits préparés, en tenant compte des possibilités de leurs transports ; 3^o saisir et vérifier le matériel nécessaire pour faire marcher les travaux.

En janvier, la saisie des dépôts découverts était déjà terminée et produisit 65.000 tonnes ; avant la fin de mars, malgré les demandes pressantes du front de l'Est, on put exporter 12.521 tonnes d'huile minérale. Tout cela outre la grande masse de produits trouvés à Constantza, qui furent évalués à 328.840 tonnes d'huile, à savoir : 133.000 tonnes de benzine, 55.500 tonnes d'huile d'éclairage, 27.800 tonnes d'huile brute, 21.390 tonnes d'huile pour moteurs Diesel et 1.150 tonnes de graisse.

Par ordre du Gouverneur militaire du 31 janvier 1917, on forma à Campina un « Kommando des champs pétrolifères roumains » (« Kodol »), qui entra en activité le 6 février. Il comprenait deux groupes : un « groupe militaire » (avec 2.000 soldats) et un « groupe technique des mines ». Ce deuxième groupe dirigeait les travaux techniques dans les champs d'exploitation et réglait les rapports avec les sociétés pétrolifères.

Par avis du 9 mars 1917, les sociétés et propriétaires de pétrole furent sommés de recommencer le travail dans le délai d'un mois, et de livrer leurs produits à prix fixe. Les champs pétrolifères de ceux qui n'auraient pas commencé à travailler dans le délai fixé resteraient à la disposition de l'occupant.

Vu les ordres sévères donnés dans ce sens, bien des sociétés reprirent le travail conformément au programme élaboré par la Section technique des mines. Quant aux sociétés qui n'avaient pas encore repris le travail, on se chargea de l'exploitation en Régie de leurs champs. De même « le matériel des sociétés qui n'étaient pas prêtes à travailler fut mis à la disposition des sociétés qui travaillaient ». Le tout d'après la même ordonnance.

Comme « main-d'œuvre » on prit, outre les 2.000 soldats, 4.000 ouvriers civils des villages voisins et 2.000 prisonniers de guerre.

On procéda de même pour la mise en marche des raffineries.

Plus tard, le 16 février 1918, par ordonnance N° 409 de l'Administration militaire, la section de l'huile minérale reçut le droit d'affermier les champs pétrolifères de l'État. Deux compagnies pétrolifères roumaines à capital allemand, la « Véga » et la « Steaua Romana », fondèrent ensemble une entreprise commune nommée « Erdölbetriebsgemeinschaft » (Compagnie d'Exploitation du Pétrole), à laquelle fut confié — pour cinquante ans — le droit de faire exploiter les terrains de l'État et de raffiner dans ses raffineries toute l'huile brute que la Kommandature leur livrerait.

Les travaux techniques furent conduits — vue les grandes nécessités de la guerre en Allemagne — avec une persévérance extraordinaire : toute les vieilles sondes furent ouvertes et mises en marche ; les nouvelles sondes fournissaient déjà beaucoup de pétrole, de sorte que la production qui augmentait toujours atteignit en septembre 1918 le niveau d'avant-guerre : 351 wagons, de 482 sondes, par jour. De cette façon, ils purent exporter avant la fin d'octobre 1918, outre les besoins du front et des industries militaires dans le pays, un total de 1.140.809 tonnes d'huile minérale pour les Puissances centrales.

La même chose se répéta pour les raffineries, dont la capacité de travail dépassa même la production d'huile brute. Pour l'expédition, ils arrangèrent à Oltenitza une « station de transbordement du pétrole » pour diriger l'expédition par le Danube ; ensuite ils construisirent, avec le matériel fourni par la Pipe-line de l'État, Ploesti-Cernavoda, une double conduite de Ploesti à Giurgiu, par Bucarest, qui fut mise en exploitation en avril 1918.

J'ai décrit avec intention l'activité principale, et nous devons convenir que — au point de vue technique et pour l'exploitation économique militaire — on obtint des résultats de premier ordre. J'ai mentionné pourtant aussi les principales mesures prises pour montrer qu'ici, comme pour l'agriculture — les droits de la propriété privée ne furent pas sauvegardés ; que les propriétaires qui n'auraient pas entrepris le travail dans le courant d'un mois, selon les exigences de l'Administration

militaire — c'est-à-dire d'après le programme de l'Administration militaire, avec obligation de livrer les produits — étaient assujettis à une exploitation obligatoire, ou bien que leurs installations, machines, matériel, etc., étaient confisqués.

Mais on peut entrevoir, dans la décision citée plus haut du Gouverneur militaire, les buts les plus éloignés que l'Allemagne se proposait d'atteindre. L'Allemagne, en sa qualité de pays de grosse industrie, désirait depuis longtemps s'assurer, par une lente pénétration capitaliste, les champs pétrolifères de Roumanie. Dans ce but, le moment sembla propice pour mettre la main sur les terrains pétrolifères de l'État roumain, en commençant au moins par les affermer pour une période de cinquante ans, contrairement aux prescriptions de la loi roumaine sur les mines. L'accomplissement de ce dessein devait, tout de même, être « garanti » par le Traité de Paix de Bucarest : l'État roumain s'engageait dans « l'accord sur le pétrole » à affermer, à titre provisoire et pour cinquante ans, ses terrains pétrolifères d'une surface de 30.000 hectares, à une société allemande. Cette Société ayant son siège à Berlin, devait être fondée sous la nomination de « *Oelländereien Pachtgesellschaft m. b. H.* » Cette Société s'était assurée en outre un droit d'option sur les autres terrains de l'État. On garantissait à cette société toutes sortes d'autres droits extraterritoriaux sur les terres de l'État roumain, ce qui équivalait à une expropriation ou bien à la privation pour la Roumanie du droit d'exploiter sa principale ressource d'énergie motrice et ses plus importantes richesses naturelles pour ses intérêts nationaux. Une telle aliénation aurait été l'équivalent de l'asservissement économique du pays et un obstacle à son développement industriel ultérieur.

Le sort de la guerre mondiale en a décidé autrement. La Roumanie fut sauvée de cette servitude économique et politique ; par suite de la nécessité d'abandonner subitement le pays en novembre 1918, l'Allemagne fut forcée de nous laisser, comme compensation à ses nombreux dommages, au moins une partie des travaux techniques destinés à l'exploitation

du pétrole, préparés avec tant de soins pour la réalisation de son but à venir.

c) **Autres branches de production naturelle : bois, pêche, vin, fruits, légumes.**

Après avoir suivi l'activité du *Wirtschaftstab* dans les deux branches les plus importantes de la vie économique de la Roumanie — l'agriculture et le pétrole — nous allons jeter un coup d'œil rapide sur les autres branches de la production naturelle de ce pays : l'économie forestière, la pêche, le vin, les fruits et les légumes.

1. *Forêts.* — Pour couvrir les demandes de bois de l'armée et répondre aussi aux besoins des Puissances centrales, on avait fondé au commencement une seule « Section pour l'utilisation du bois ». Celle-ci saisit immédiatement toutes les provisions de bois, fit fonctionner toutes les scieries et toutes les industries du bois sous sa surveillance — ou même en régie — et fut encore chargée de régler le transport. Mais lorsque l'on s'aperçut que la quantité du bois déjà coupé ne répondait pas à l'attente et ne pouvait pas suffire aux besoins, on fonda une *Section spéciale des forêts*.

La tâche donnée à cette section était d'exploiter les forêts du pays et de couvrir la demande en bois. M. le Dr Mann décrit ainsi l'activité de cette section :

Pour assurer la fourniture d'une quantité suffisante de bois à brûler pour la population, de bois pour tranchées dans les mines, de bois pour bâtisses et pour sondes dans le district du pétrole, les forêts de Roumanie appartenant à l'État et aux particuliers furent réunis sous une administration énergique, et exploitées suivant un plan unifié.

Il est de fait que, conformément aux nouvelles méthodes économiques de guerre, les forêts privées furent traitées de la même façon que celles de l'État et exploitées d'après les mêmes plans, c'est-à-dire sans faire aucune attention au propriétaire. Mais d'après les rapports confidentiels du *Wirtschaftstab*, le bois coupé devait encore répondre aussi à des nécessités plus

grandes encore. Nous savons maintenant pour quelle raison on ravagea une grande quantité de forêts ; c'est parce que l'on exporta aussi de grandes quantités de bois en dehors de celles qu'on avait prises pour les besoins du pays, c'est-à-dire pour les besoins du front, des troupes d'occupation, des industries de guerre, de la population, etc. Outre les masses de bois exportées « dans la patrie », une grande quantité fut expédiée sur le front macédonien ainsi que beaucoup de traverses pour les voies de chemins de fer hongrois.

Le plus triste était que les espèces rares de bois, si soignées par l'État roumain, furent abattues les unes après les autres et envoyées en Allemagne et en Autriche. Le compte rendu jusqu'au 31 mars 1917 rapporte ce qui suit :

Parmi les bois de valeur, les *noyers* et les *frênes* furent abattus en premier lieu dans tous les districts, et préparés pour être expédiés à la patrie. La quantité du bois de noyer coupé atteignit 10.000 m.c. qui représentent maintenant en Allemagne un prix de cinq à six millions de marks. Le bois coupé roulait à la fin de mars dans cinquante wagons à destination de l'Allemagne et de l'Autriche.

Ceci avant la fin de mars 1917, et on continua ainsi jusqu'à la fin de l'occupation. Les noyers furent coupés dans toutes les fermes et même dans les jardins des paysans. Les nombreuses plaintes que j'ai reçues à ce sujet des paysans — et que j'ai toujours communiquées sans succès à l'Administration militaire — montrent l'irritation que ces actes provoquaient dans la population et l'atteinte qu'on portait ainsi à la propriété privée.

Les autres sections travaillaient aussi sans se gêner avec les scieries de bois. A Sinaia, ils voulurent même, pour des raisons de commodité, détruire les plantations artificielles faites avec beaucoup de peine, pour arrêter un éboulement. Il fallut même l'intervention du Feldmaréchal pour empêcher cette destruction.

2. *Pêche*. — Si telle fut la situation pour les forêts, il n'en fut pas de même pour la pêche.

Les hommes clairvoyants qui dirigeaient cette section ont su mettre d'accord les intérêts militaires de l'Allemagne et les

intérêts du pays. Ce fut une belle réalisation de la part du Dr Lübbert et de son remplaçant le Dr Marcus, d'avoir sauvé les grandes pêcheries du Danube des dévastations bulgares et de les avoir remises en exploitation. Ces hommes, quoique ayant reçu des ordres pour tout expédier, surent persuader les autorités supérieures qu'ils rendraient un grand service, s'ils parvenaient à nourrir de poissons les troupes, la population civile et les ouvriers des entreprises militaires, au lieu de laisser tout prendre comme ont l'avait fait pour le bétail, si nécessaire à l'agriculture. Cependant, à la fin de l'occupation, le Quartier général envoya un ordre sévère, suivant lequel tout poisson pesant plus d'un demi-kilo devait être expédié. Mais comme, lors de l'arrivée de cet ordre, la grande saison de pêche était passée, l'on ne put envoyer en Allemagne et en Autriche que 711.000 kilos de poisson salé ou fumé sur un total de production de 12.000.000 de kilos.

3. *Vin et eaux-de-vie de fruits.* — La Roumanie a une production de vin considérable, qui forme le principal revenu d'une nombreuse population. Aussi les Puissances centrales comptèrent-elles beaucoup sur les réserves de vin de la Roumanie. C'est pourquoi l'activité de la Section du vin commença par la séquestration de tous les vins, eaux-de-vie, vins mousseux, résidus des tonneaux et marcs ; leur réquisition fut assurée avec l'aide des autorités des Étapes. Pour prendre possession des réserves, la section choisit d'abord deux, ensuite six grandes caves réquisitionnées à Bucarest, et qui avaient une communication avec le réseau du chemin de fer. En province ils s'assurèrent de même les grandes caves, dix avant le mois de mars et ensuite plus encore. Pour préparer à temps les travaux de la vigne, la section publia le 8 mars 1917 une ordonnance enjoignant à la population de préparer, sous la surveillance des bureaux militaires, toutes les vignes pouvant donner du raisin, de façon à garantir une récolte complète en 1917. La négligence devait être punie. Tous les tonneaux, les bouteilles, les instruments et les appareils pour faire le vin furent ensuite séquestrés, ainsi que les réserves de sulfate de cuivre et de soufre.

La livraison des vins à des prix extrêmement bas et à des conditions très onéreuses représentait une sorte de confiscation, bien plus qu'un achat.

Pour la récolte de 1917, la circulaire n° 235 du 25 juillet 1917 ordonna que 75 pour 100 de la production soient livrés avant le 1^{er} octobre 1917 aux organes de l'Administration militaire, tandis que les 25 pour 100 qui restaient étaient réservés au producteur. Celui qui n'avait rien livré avant cette date voyait son vin confisqué en entier sans dédommagement. Mais même les 25 pour 100 laissés à la disposition du producteur furent séquestrés en vertu d'une nouvelle circulaire du 17 octobre 1917.

L'histoire de la confiscation des anciennes réserves et des nouvelles récoltes de 1917 et 1918 est le compte rendu très triste des souffrances d'une classe nombreuse et très intéressante de producteurs. L'activité de la section était tout simplement une moquerie amère à la fortune difficilement acquise de ces gens. Toutes les ordonnances n'avaient qu'un but : les engager à produire, puis leur enlever le tout pour rien.

Dans les attributions de cette section entrait aussi la réquisition de la récolte des *prunes pour eau-de-vie*. En décrivant les contrats de livraison, j'ai déjà suffisamment touché à cette question et montré le manque d'égards incroyable envers les intérêts de la population de toute la région sous-carpathique du pays. Dans ces régions, comme aussi dans les régions de vignobles, « l'application des nouvelles méthodes d'administration et d'exploitation » provoqua l'appauvrissement total de la population, par l'enlèvement systématique de ses produits, provenant d'un travail de trois ans et de grosses dépenses. Cependant l'Administration militaire pouvait se vanter non seulement d'avoir fourni richement en vins, liqueurs, etc., le front, les troupes d'occupation et les nombreux casinos d'officiers, mais encore d'avoir exporté dans « la patrie » 28.454 tonnes de vin et 1.693 tonnes d'eau-de-vie et de Tzuica (eau-de-vie de prunes).

4. *Fruits et légumes*. — La Roumanie est un pays très riche en fruits et en légumes. Dans la région des collines, le long du versant

sud des Carpathes, les prairies à pruniers occupent plus de 76.000 hectares et leur production unique est le foin et les fruits. En même temps, dans toutes les propriétés et les terres des paysans, sur tout le territoire du pays, se trouvent de nombreux vergers produisant des prunes. D'autre part, l'on cultive depuis bien des années des quantités de toutes sortes de légumes dans les régions inondables le long des grandes et des petites rivières, ce qui forme la nourriture principale du peuple.

La saisie et l'utilisation de ces produits pour les besoins de la guerre fut aussi l'une des tâches que s'étaient donnés les organes de l'Administration militaire. Ce n'est qu'en avril 1917 qu'un groupe spécial fut fondé dans cette intention. La direction en fut confiée à un officier extrêmement énergique, dans la vie privée agriculteur en Prusse orientale, auquel on donna la tâche de fabriquer avec les fruits roumains de grandes masses de marmelade et d'autres produits pour les troupes de tous les fronts.

Ce que cet homme exécuta dans un court espace de temps est vraiment étonnant, car avant la nouvelle récolte de fruits, tout était prêt pour la mise en valeur. Il conduisit son travail avec méthode. D'abord il fit compter les arbres fruitiers des 14 districts de l'Administration militaire, qui donnèrent le chiffre de plus de 24 millions d'arbres fruitiers, y compris 21.046.000 pruniers. Ensuite il réclama d'Allemagne le personnel nécessaire, les machines spéciales, ainsi que les hommes de métier des fabriques allemandes de conserve, que l'on vit bientôt arriver. Dans un court espace de temps surgirent quatre grandes fabriques de marmelade (à Bucarest, Pitesti, Craiova et Clucereasca). Pour faire sécher les fruits et les légumes, ils firent venir d'Allemagne 200 fours à sécher dits de Bosnie, outre ceux qui se trouvaient dans le pays, et les vendirent à des entrepreneurs de séchage ; ainsi que des « appareils à sécher Zimmermann » dont le travail fut mis en régie.

Cette section devait préparer, outre la marmelade et les fruits séchés, quantité d'autres produits : légumes secs, choucroute, concombres au sel et au poivre, pâte de tomates, conserves de légumes et de fruits en verres et en boîtes, conserves

de volaille (il y avait pour cela un abattoir de volailles spécialement installé), jus de fruits, glucoses tirés du maïs fermenté pour les marmelades, etc. Dans ce but, nombre de fabriques de Bucarest, des brasseries, des amidonneries, des fabriques de conserves, etc., furent réquisitionnées et spécialement adaptées. Elles étaient installées avant la récolte des fruits et des légumes et étaient prêtes à être mises en marche immédiatement.

Comme résultat on effectua chaque jour des expéditions de quelques trains avec marmelade, fruits séchés et légumes, conserves, fruits et légumes frais pour les troupes du front et les troupes d'occupation, et des expéditions dans les pays des Puissances centrales. On expédia en Allemagne et en Autriche, avant le 10 octobre 1918, un total de 58.803 tonnes, sans compter les masses de provisions que les soldats expédiaient ou apportaient à leurs familles dans les boîtes bien connues de dix et de vingt-cinq kilos.

Au point de vue militaire, c'était une réussite sans exemple. Mais examinons la chose au point de vue du producteur des fruits et des légumes, du consommateur interne et de l'état économique et social du pays en général.

Ce succès unique des Allemands dans le domaine de l'économie de guerre eut des résultats tout simplement catastrophiques pour la population roumaine, semblables aux résultats de l'activité, également brillante, de la Section d'Agriculture. C'était un nouveau moyen d'action de la même pompe gigantesque qui devait sucer le produit du travail d'une nouvelle catégorie de la population et qui coupait une des sources principales du ravitaillement du pays. Pour s'en rendre compte, il faut savoir qu'en Roumanie les légumes et les fruits ne sont pas des simples additions à la nourriture de la grande masse de la population roumaine, mais sont parmi ses plus importants aliments. Les concombres en vinaigre ou aigris, la choucroute, les oignons, les haricots, la pâte de tomates, etc., sont la nourriture d'hiver. Les melons, les courges — qui furent employés en grande quantité pour la fabrication de la marmelade — sont un élément important de la nourriture en été et en

automne, de même que les tomates fraîches et les piments. Les fruits frais, séchés ou sous forme de marmelade, sont l'addition ordinaire au pain pour les enfants, etc. Dans ce pays, la nourriture végétarienne joue un bien plus grand rôle que dans les pays du Nord.

Étant donné la manière de rassembler ces produits pour des fabriques militaires, ils disparurent du marché. L'approvisionnement des fabriques se faisait en vertu de contrats par des fournisseurs qui recevaient pour cela 25 pour 100 en sus du prix fixé. Mais le producteur de prunes avait perdu toute possibilité d'industrialiser ses fruits, car tous les alambics, dans lesquels on préparait généralement l'eau-de-vie, et les cuves à fermenter étaient réquisitionnés, de manière que le propriétaire en était réduit à livrer sa marchandise, soit à l'entrepreneur de séchage, soit au fournisseur qui possédait un contrat. A cause du tarif de transport élevé et des prix de détail fixés à un taux très bas (les infractions à cette mesure étaient punies de lourdes amendes), enfin, à cause des nombreuses autres difficultés que créait le transport de ces produits, on ne pouvait plus les apporter au marché. De même pour les légumes. Si, malgré tout, les jardiniers des environs des villes apportaient comme toujours leurs fruits et leurs légumes au marché, les acheteurs des fabriques militaires arrivaient immédiatement et achetaient le tout — naturellement par contrainte et avec menaces — aux prix très bas fixés par l'Administration militaire. Les marchandises de qualité supérieure, les primeurs, les fruits de choix, etc., étaient tous engloutis par les prix unifiés, de sorte qu'aucun producteur ne pouvait plus couvrir ses dépenses. J'ai vu moi-même, dans la riche région fruitière de Curtea de l'Artgès, un de ces entrepreneurs prendre, avec l'appui des militaires, pour vingt-cinq centimes le kilo, des paniers entiers de magnifiques pommes Calville à un paysan qui pleurait.

De cette façon, tout rapport normal entre le producteur et le consommateur était rompu, et c'est seulement grâce à une contrebande inouïe qu'on pouvait fournir de la nourriture aux gens aisés, tandis que la pauvre ménagère des faubourgs devait

courir bien des kilomètres pour acheter à la campagne quelque chose pour ses enfants, et le rapporter en cachette à la maison, par crainte des patrouilles.

La conséquence générale fut la ruine et l'endettement total du producteur, ainsi que la famine encore plus grande du consommateur.

*
* * *

Cette question de l'industrialisation des fruits et des légumes mérite d'être considérée aussi à un autre point de vue. On sait qu'outre les quatre grandes fabriques de marmelade, on créa encore un grand nombre de petites fabriques et d'ateliers pour fabriquer de produits semi-fabriqués, emballage, cuves et tonneaux, dépôts, etc. Il y avait, je crois, environ 44 fabriques secondaires de cette nature. Dans la grande hâte avec laquelle on travaillait, l'occupant n'avait pas eu le temps et ne voyait pas l'intérêt de s'assurer la possession d'un terrain pour bâtir. Conformément aux principes communistes qui régnaient alors dans l'Administration militaire, on prenait le premier terrain ou une maison qui se raccordait avec la voie ferrée et l'on construisait ou installait là une fabrique, sans s'occuper du propriétaire. Pour l'aménagement intérieur de la fabrique, on faisait venir d'Allemagne seulement les machines spéciales ; tout le reste, chaudières, moteurs, transmissions, tuyaux, etc., fut réquisitionné dans d'autres fabriques du pays par la Section des machines du Wirtschaftstab. Les quatre grandes fabriques de marmelade elles-mêmes furent installées sur des terrains étrangers, dans des maisons étrangères, autant que possible avec des machines étrangères, de même que la grande fabrique de poudre d'œufs et la plupart des autres fabriques du Wirtschaftstab.

Nous savons d'autre part que la Section des fruits avait établi encore une série d'autres fabriques de conserves en boîtes et en verres, de jus de fruits, de pâtes de tomates, de glucose, etc. Pour installer toutes ces fabriques, on adapta d'anciennes grandes fabriques, des moulins, de grandes

brasseries, des amidonneries, d'anciennes fabriques de conserves, etc. Toutes furent détournées de leur système habituel de production du temps de paix pour être affectées aux industries spéciales du temps de guerre.

Les autres machines de ces fabriques, qui ne pouvaient plus servir pour ces nouvelles exigences, furent pour la plupart réquisitionnées et conduites dans d'autres fabriques ou bien exportées dans les pays des Puissances centrales. Sur ces entreprises, quand vint la Paix générale et l'évacuation du pays, et quand l'État roumain dut se charger de ces nombreuses entreprises, il se trouva que tout cela n'appartenait pas à l'ennemi, mais que tout le terrain, les maisons, les machines, etc., appartenaient aux habitants qui vinrent en grand nombre, avec des récépissés de réquisition, pour reprendre ce qui leur avait appartenu. Il se trouva de la sorte que toutes ces fabriques, qui au moins auraient pu rester comme un petit dédommagement pour le pays, furent démembrées, et que rien n'en est resté. On ne peut même pas dire que le pays, après tant de dommages, ait du moins tiré le plus petit profit de ces nombreuses industries de guerre qui lui restèrent.

d) *L'Industrie et les industries de guerre.*

Les fabriques militaires pour l'industrialisation des fruits nous donnent l'occasion de dire quelques mots des nombreuses industries de guerre, nouvellement créées, et en général de la situation dans laquelle se trouva, à cause d'elles, l'industrie roumaine du territoire occupé.

Ce que nous avons vu dans la Section des fruits se reproduisit presque dans toutes les autres sections du Wirtschaftstab. Chaque section s'efforçait d'industrialiser autant que possible ses produits et de fournir les produits nécessaires aux besoins de l'armée et à la consommation des pays des Puissances centrales. Dans ce but, elles se chargèrent de la direction des fabriques existantes qui avaient des liens communs avec leur activité, et elles les adaptèrent aux buts militaires de l'industrie de guerre.

De cette façon, chaque section avait sous sa direction un grand nombre de fabriques produisant les plus divers produits et leurs substituts ; de nouvelles sections et de nouveaux groupes furent mêmes créés pour diriger ces industries exclusivement. Telles étaient : la Section VII A (utilisation du bois et des matériaux de construction), VII B (fabrication des produits métalliques et construction des voitures), IX (électrotechnie), XIII (industries de guerre), ainsi que les nombreux groupes des autres sections qui s'occupaient spécialement d'industrie.

Il régnait dans ces bureaux un vif désir de réaliser toutes les possibilités de fournir tout ce qui manquait aux entreprises industrielles militaires ici et dans la patrie allemande. C'est à cette tendance qu'on doit aussi le traitement des céréales et du maïs pour produire de l'huile comestible, l'extraction de la graisse animale de toute espèce, l'utilisation des boyaux, l'utilisation des cadavres d'animaux pour tirer des graisses pour les besoins techniques et de la glycérine, le savon de guerre, les différentes espèces de conserves et leurs substituts, la caséine, la saponine, etc., et tous ces « Ersatz » sans fin qui étaient la caractéristique de cette époque. Dans ces buts, toute l'industrie roumaine avec ses fabriques était à leur disposition. Il était indifférent de savoir à qui appartenaient ces fabriques ; elles furent toutes réquisitionnées, confisquées ou placées d'office sous l'autorité d'une administration forcée, de sorte qu'elles étaient considérées comme la propriété de l'Administration militaire, organisées et mises en mouvement selon un plan unifié d'industrie militaire. La recherche de la main-d'œuvre pour ces entreprises militaires se faisait également par une section spéciale du Wirtschaftstab (Section XVII, pour les questions de travail « Arbeiterfragen »). On comptait sur les prisonniers de guerre et les ouvriers salariés du pays. En cas de besoin, les ouvriers étaient réquisitionnés.

L'exécution de ce plan d'industrie militaire dépendait de la possibilité de disposer de chaque machine existant dans le pays et de la transporter là où elle pouvait être le mieux employée conformément à ce plan. Tout cela exigeait donc d'abord une transformation complète de toute l'ancienne

industrie roumaine pour pouvoir servir à la fabrication des nouveaux produits, puis venait la répartition des différentes fabriques aux différentes sections du *Wirtschaftstab* auxquelles elles restaient subordonnées.

Dans ce but, l'on créa une section spéciale, la Section X « pour l'utilisation des machines ». Son objet était :

1^o d'exécuter les décisions des conférences de Berlin et de Vienne relatives à la répartition entre les Puissances centrales des machines et instruments trouvés dans toutes les entreprises industrielles et les fabriques du pays occupé (On livra ainsi à l'Autriche-Hongrie la grande majorité des machines, à l'Allemagne les machines spéciales, à la Turquie les machines à tisser et à tanner, à la Bulgarie les machines à cartouches, etc.) ; 2^o de fournir et de distribuer à l'Administration militaire les matériaux et machines nécessaires à l'exploitation du pays occupé.

Le Colonel v. Kontz, K. u. K., chef du *Wirtschaftstab*, formule de la manière suivante, dans son volumineux rapport secret du 30 novembre 1917, les « règles fondamentales » pour la réquisition des machines faites par cette section :

La réquisition des machines appartenant à des particuliers était exécutée d'après les règles ci-après :

Toutes les machines se trouvant dans le pays et les courroies de transmission seront séquestrées, il sera défendu de les déplacer et elles seront mises à la disposition de la Section d'utilisation des machines, à l'exception des machines agricoles et électriques (1).

A en juger d'après le rapport secret allemand pour la période avant le 31 mars 1917 et le rapport austro-hongrois du Colonel v. Kontz, arrêté au 30 novembre 1917, cette section entra en activité dès le 7 décembre 1916 à Turnu-Severin, où elle « saisit toutes les machines trouvées sur place ». Ensuite, « immédiatement après son arrivée à Bucarest, elle s'occupa de la saisie de 2.240 machines à l'Arsenal roumain, de la fabrique de munitions, etc., considérées comme butin de guerre » ; et

(1) Celles ci furent saisies par les sections spéciales (Note de l'auteur.)

ensuite : « la section examina une grande quantité de fabriques et de moulins, en partie pour s'en servir sur place, en partie aussi pour envoyer certaines machines sur le front et ailleurs, afin qu'elles puissent être employées pour les besoins de l'armée. La saisie de toutes les machines du rayon de l'Administration militaire suit son cours. Depuis la fin de février, la section a entrepris l'exploitation et la vente de toutes les courroies à moteurs (« Office central de courroies »). La réquisition de toutes les courroies suit son cours. »

Par suite des règlements du 14 avril 1917 et du 12 juillet 1917, *toutes les machines* du pays occupé furent séquestrées et leurs propriétaires obligés — sous menace de lourdes amendes — de faire enregistrer toutes leurs machines et tous leurs instruments auprès des bureaux de l'Administration militaire. Elles furent mises « à la disposition exclusive de la Section d'utilisation des machines, avec défense de les déplacer ». Beaucoup de machines furent expédiées alors hors du pays, et des fabriques entières, appartenant à des particuliers, furent démontées et envoyées dans les pays des Puissances centrales. Seules, les machines réclamées par les différentes sections du Wirtschaftstab furent laissées dans le pays et transférées d'une fabrique à l'autre. Les phrases suivantes du rapport secret du Colonel v. Kontz sur l'activité des sections électriques caractérisent suffisamment la conception de la propriété privée :

Les quantités de métaux qui furent trouvées dans le pays même étaient bien considérables... Dans le but de se procurer le métal et de *pouvoir expédier à la patrie les métaux nécessaires, on organisa des colonnes pour rechercher les métaux cachés et pour enlever le cuivre* (« *Bergungs- und Entkupferungskomanden* ») qui jusqu'au 30 novembre 1917 ont collectionné les quantités totales suivantes : Ou bien encore : pour fournir à la région pétrolifère le matériel nécessaire, *on entreprit en Roumanie des travaux de démontage très considérables* et l'on transporta le matériel à Câmpina (p. 145-146).

Ce système de démontage de fabriques entières, l'enlèvement des machines et des installations, etc., se poursuivit sans arrêt et dura jusqu'aux derniers jours de l'occupation. Même pen-

dant les dernières semaines, on voulut transporter en Hongrie la plus grande fabrique de conserves du pays. Les Bulgares, qui se plaignaient toujours d'avoir été frustrés dans la répartition des machines, allaient dans différentes fabriques et prenaient de force ce qu'ils trouvaient encore. J'étais débordé par les réclamations et savais ce que je pouvais.

De cette façon, toute l'industrie de la Roumanie fut systématiquement détruite et paralysée. Evidemment, les bâtisses restaient sur place, mais les machines et les installations étaient pour la plupart exportées ou du moins transportées pour des buts militaires dans d'autres régions où elles ne pouvaient même plus être retrouvées ensuite. Même les fabriques travaillant sous la direction militaire pour les besoins de la guerre avaient reçu pour la plupart d'autres machines spéciales, alors que les leurs avaient été emportées.

Si l'Allemagne poursuivait par cette destruction systématique de la jeune industrie roumaine un but ultérieur — celui de s'assurer par là que la Roumanie resterait encore pour longtemps la tributaire de l'industrie allemande — je ne puis le prouver. Mais d'après ce que nous avons pu voir, à l'occasion des négociations pour le Traité de Paix de Bucarest, toute supposition de ce genre semblerait justifiée (1).

Dans tous les cas, le résultat d'ensemble fut qu'après la Paix générale, bien peu de fabriques furent en état de reprendre leur activité. La plupart furent obligées de commander de nouvelles machines, de s'endetter de la sorte à l'étranger et d'endetter le pays, en augmentant ainsi la dépréciation de l'argent, si pénible à l'heure actuelle. Beaucoup de ces fabriques ne sont pas même à présent en état de reprendre leur travail à

(1) Le fait suivant fournit la preuve que ce n'était pas la « grande détresse de la guerre », invoquée comme excuse, qui avait forcé les Puissances centrales à démonter les fabriques roumaines et à emporter les machines : longtemps après la guerre, on retrouva à Constantinople toutes les machines de deux fabriques de Bucarest, les plus grandes et les plus modernes — le moulin Assan et la fabrique de tricots Cerkez — encore emballées dans les caisses d'origine. La même chose fut découverte à Budapest. Il est bien plus juste de dire que cette tant invoquée « grande détresse de la guerre » n'était qu'un prétexte pour pouvoir se partager aussi les machines appartenant à des particuliers qui se trouvaient dans le pays occupé.

plein rendement. Nous n'avons plus besoin de préciser encore les pertes qui en résultèrent pour la situation économique générale du pays.

e) **Les matières premières et les matières premières dites de guerre.**

En étudiant les industries de guerre, il faut mentionner aussi l'activité de la section spéciale qui s'occupait des *matières premières dites de guerre* (« *Kriegsrohstoffe* »). C'est d'autant plus nécessaire que cette section jouait un rôle de premier ordre dans l'action du *Wirtschaftstab*, qui ruinait l'état économique de la Roumanie. La tâche de cette section consistait à rassembler et à exporter les « matières premières dites de guerre », ou bien à les utiliser dans les entreprises militaires en territoire occupé. Ce qu'ils entendaient par la dénomination de « matières premières de guerre » sera démontré par leur activité et par la longue liste des produits : ils avaient compris dans ce nombre les produits les plus nécessaires à la vie, qui n'avaient pour la plupart rien à faire avec la guerre, et qui furent pris de force, ce qui éprouva très durement toutes les classes de la population. Je ne pourrai mieux caractériser l'activité de cette section qu'en citant quelques courts extraits de son premier rapport secret (jusqu'au 31 mars 1917). Le ton et le contenu donnent la mesure de l'ensemble :

L'activité de la section a pu commencer dans un cercle restreint dès son séjour temporaire à Turnu-Severin et Craiova. Le premier dépôt fut organisé à Turnu-Severin, et *la ville ainsi que ses environs furent systématiquement fouillés* d'accord avec la Kommandature d'Étape. Les peaux et les fourrures qui se trouvaient dans les Dépôts de la plus grande des tanneries de la ville et qui étaient menacées de se gâter, furent prises afin d'être travaillées. On fit de même à Calafat et à Craiova, où l'on trouva de grandes masses de cuirs, peaux et tanin.

Après l'entrée à Bucarest, fin décembre, on commença à exploiter tout le pays occupé. On commença par mettre en sûreté et par rassembler systématiquement les matières premières qui se trouvaient dans le pays. L'évaluation des réserves fut singulièrement compliquée par les prélèvements effectués pour les besoins de l'armée. Pour garantir

autant que possible les troupes contre le froid qui arriva subitement, l'on dut prendre dans le pays de nombreux vêtements, surtout en laine. Tout de même, l'on put se faire une idée approximative des réserves en matières premières par les résultats de l'inventaire qu'on a commencé à faire dès le mois de janvier.

Dans le but d'une saisie plus efficace (« Sachgemässe Erfassung ») on créa à Turnu-Severin, Craiova, Pitesti, Caracal et Calarasi des agences de matières premières de guerre.

On introduisit un système unifié de renseignements — « Nachweisungs-und Meldungssystem » — ce qui permit à la section de prendre la circulation des marchandises sous son contrôle dans tout le territoire de l'Administration militaire.

Comme le transport des matières premières devait se faire en général par voie fluviale, on installa dans trois ports du Danube : Ramadan, Corabia et Turnu-Severin, de grands dépôts dans lesquels les matières premières de tout le pays étaient apportées. A Bucarest, la section prit les fabriques de cuirs et de textiles les plus importantes sous sa propre surveillance. Dans le reste du territoire de l'Administration militaire, les fabriques de cuirs et de textiles ne pouvaient travailler qu'avec la permission de la section. Le transport des matières premières fut interdit sans l'autorisation de la section.

Les tanneries seront fermées aussitôt que le travail des peaux qu'on est en train de tanner sera terminé. Les matières premières servant pour la tannerie sont transportées dans un dépôt à Bucarest. Les peaux des animaux nouvellement abattus sont envoyées dans la patrie.

Jusqu'à la fin de mars les produits suivants furent annoncés à la section comme existant dans les dépôts : gomme résine 49 tonnes ; aluminium 1.481 tonnes ; coton 81.804 ; crin 10.070 ; lin 22,8 tonnes ; bouteilles 225.691 pièces ; fils (soie, laine, jute et fibre de coco) 34 tonnes ; écailles de tannerie 1,6 tonnes ; verre 97.814 mètres carrés et 260 tonnes ; caoutchouc 35 tonnes ; chiffons de toutes espèces 119.450 tonnes ; chanvre 30 tonnes ; peaux de toutes sortes environ 200 tonnes ; fourrures 250 tonnes ; fourrures 4.962 pièces ; poils 2 tonnes ; cuirs de toutes sortes 10.900 tonnes ; cuirs de toutes sortes 5.891 pièces ; rognures de cuir 115.580 tonnes ; colle de cuir 36.300 tonnes ; débris de toutes sortes 170 tonnes ; vieux papiers 7,3 tonnes ; sacs 326.542 pièces ; salpêtre de toutes sortes 60 tonnes ; rognures de soie 22,5 tonnes ; cordages 9,8 tonnes ; soude 43,5 tonnes ; laine de mouton 2.372,6 tonnes ; poils d'animaux de toutes sortes 55,7 tonnes ; drap 6.700 mètres ; Valonea (pour tannerie) 925 tonnes ; colophane 10 tonnes ; cuivre 757.400 tonnes ; chaudières de cuivre 1,3 tonnes ; chaudrons de cuivre 8.602 pièces ; laiton 616,4 tonnes ; métaux 40,3 ; bronze 27 tonnes.

Jusqu'à présent on a transporté dans les ports du Danube les mar-

chandises suivantes : 23 wagons de peaux à Turnu-Severin et Giurgiu ; 3 wagons de poils de bœufs à Turnu-Severin ; 10 wagons de soie brute à Giurgiu, 8 wagons d'enveloppes de cartouches à Giurgiu, 94 wagons de laine à Giurgiu et Turnu-Severin.

De décembre 1916 au 31 mars 1917 on a exporté : 122 wagons de peaux et fourrures, 29 wagons de ferraille, 20 wagons de laine, 15 wagons de métaux divers, 6 wagons de plomb, 4 wagons de fer, 1 wagon de cuivre.

Pourtant ce n'était alors que le commencement. Les grandes quantités vinrent plus tard. La section a séquestré d'abord chez les propriétaires toutes les matières premières énumérées dans une ordonnance, puis on ordonna bientôt de les livrer aux agents spéciaux des dépôts militaires, qui allaient les chercher dans les maisons et les dépôts particuliers. On obtint de si grandes quantités de marchandises qu'outre les trois grands dépôts des ports du Danube, on fonda un dépôt central à Bucarest et un autre à Craiova. Ensuite, quantité de dépôts plus petits furent ouverts dans tout le pays. Le 6 mai 1917, la section fixa les prix de réquisitions pour 205 articles. L'activité de la section devenait de plus en plus grande, de sorte qu'elle dut se subdiviser en six groupes avec dix subdivisions :

Groupe A : textiles avec deux subdivisions ; groupes B : peaux, cuirs, fourrures, produits de tannerie, etc., avec quatre subdivisions ; groupes C : métaux ; groupe D : produits chimiques et matières premières non comprises dans les groupes de A à C ; groupes E : dépôt de Bucarest ; groupe F : chargement.

Le Groupe A commença son activité en réquisitionnant et en exportant de très grandes quantités de laine, propriété de plusieurs fabriques de drap, qui se trouvaient emmagasinées dans plusieurs dépôts de Bucarest. Ensuite, conformément à l'ordonnance du 17 mars 1917, on saisit toute la laine, même les quantités les plus minimes qui se trouvaient dans les maisons privées, boutiques, magasins, etc. Puis on ordonna de ne tondre les moutons qu'en présence du personnel de la section. On ramassa en 1917 sur 1.600.000 moutons, 2.200.000 kilos de laine, alors qu'en 1918 — après que la plu-

part des moutons eurent été réquisitionnés — on en obtint une moindre quantité ; mais, pour ne pas en manquer on ordonna quand même de faire tondre une seconde fois en automne, le reste de la laine, ce qui provoqua une grande mortalité des moutons en hiver. Cependant on ne put obtenir de ces deux tontes en 1918 que 1.650.000 kilos de laine. Comme ils n'en avaient pas encore assez, ils firent enlever dans les maisons toutes les couvertures de laine et les matelas ; en outre, ils envoyèrent — comme nous l'avons déjà mentionné — des colonnes militaires de recherche dans les maisons des paysans pour confisquer les tapis, les couvertures et beaucoup d'autres choses encore, surtout les toiles. Enfin ils chargèrent différents fournisseurs d'acheter de vieux vêtements de laine et toutes sortes de vieux chiffons.

Leur activité alla encore plus loin. Le 4 janvier 1918, ils confisquèrent tout le linge de table et de literie dans les hôtels, les restaurants, ainsi que dans les maisons particulières, et ils défendirent, à partir du 1^{er} février, l'usage des nappes et des serviettes dans les auberges, restaurants et cafés ; quand cela fut fait, ils ordonnèrent de s'emparer de tout le linge de lit et de table dans les hôtels, les restaurants et dans les maisons dont les propriétaires étaient en Moldavie, qu'ils appelaient volontiers « fuyards ». Dans les autres maisons particulières on exigea une quantité fixée de linge de table et de literie, et cela se répéta plusieurs fois. Les propriétaires recevaient des récépissés en échange.

Les tissus pour vêtements furent réquisitionnés également à plusieurs reprises. On s'empara dans les maisons particulières de vêtements et de pelisses.

D'accord avec la section agricole, ils prirent chez les paysans tout le lin et tout le chanvre, en laissant cinq kilos seulement par famille, à peine le nécessaire pour faire une chemise de paysan.

Toutes les fabriques de toile du pays occupé furent réquisitionnées et durent dans les premiers temps confectionner des étoffes militaires pour l'occupant. Ensuite une seule fabrique continua à travailler sous la direction militaire, pendant que

toutes les autres machines à filer et à tisser étaient expédiées du pays occupé en Turquie, conformément à l'accord du 29 octobre 1916.

L'écorce de tilleul et de chêne fut aussi saisie.

Ce groupe a, en premier lieu, fourni aux nombreuses troupes d'occupation — plus de 480.000 hommes — l'étoffe d'habillement, etc. Elle a exporté aussi des quantités considérables de matières premières, à savoir : 45 tonnes de soie, 2.629 tonnes de chanvre et de lin, 5.170 tonnes de laine, 395 tonnes d'étoffes, 1.781 tonnes de chiffons.

C'est avec intention que j'ai décrit en détail l'activité de ce groupe pour qu'on puisse mieux voir par là à quel point il s'est introduit dans la maison de chaque habitant en lui enlevant toute possibilité de s'habiller et en lui faisant la vie de plus en plus difficile. A la fin, l'occupant s'aperçut lui-même de la chose et l'on fit venir des fabriques allemandes des vêtements *en papier*, que personne du reste ne voulait acheter. L'activité des autres groupes de cette section n'est pas moins intéressante à suivre, pour montrer combien la vie de la population devint, pour cette raison, presque intolérable ; mais pour abrégé, nous ne signalerons que quelques traits et certains chiffres relatifs à l'exportation, tirés des rapports secrets.

Le Groupe B se saisit entre autres de toutes les peaux, cuirs et fourrures. La réquisition totale du cuir causa au pays un manque terrible de chaussures et les paysans, comme je l'ai déjà mentionné, étaient obligés de rester pieds nus dans les champs par un hiver rigoureux. L'Administration militaire fit venir d'Allemagne, comme substitut, des semelles de bois, mais elles n'étaient pas utilisables pour un paysan ou pour un ouvrier des champs. Le Colonel v. Kontz écrit dans son rapport susmentionné :

La réquisition des peaux, fourrures et cuirs qui dût être effectuée, *vus les besoins de l'armée, à raison de cent pour cent*, provoqua bientôt un manque sensible de chaussures dans le pays occupé. En conséquence, on entreprit la fabrication de *chaussures en bois* pour les ouvriers des montagnes, et l'importation de chaussures de bois pour la population des villes (p. 109).

L'exportation de ce groupe comprit : peaux et fourrures 9.903 tonnes, cuirs 1.148 ; débris de cuir 415 ; produits auxiliaires de tannerie 9.800 tonnes :

Le Groupe C est devenu fameux, entre autres aussi, par le fait qu'il a enlevé dans toutes les maisons le laiton et le cuivre : les ustensiles de cuisine, les loquets, toutes sortes d'objets en bronze, les lampes, etc., enfin toutes les cloches des églises (pesant plus de 500.000 kilos). En outre ils prirent la vieille ferraille, dans laquelle ils comprirent aussi les rails de chemin de fer ; et ils démontèrent pour cette raison beaucoup de voies ferrées. Une querelle éclata même à propos de ces rails — et autre matériel de chemin de fer — entre cette section et la direction 9 des chemins de fer militaires, qui voulait les garder pour elles (comparer le rapport du Colonel v. Kontz, p. 110).

Ce groupe commit aussi de grands excès de zèle, surtout en réquisitionnant les batteries de cuisine et les lessiveuses de cuivre, de sorte que beaucoup de maisons manquèrent du nécessaire pour la cuisine et la lessive. On décida alors de faire venir d'Allemagne, pour les remplacer, de la très mauvaise vaisselle de fer blanc ; celle-ci fut vendue à la population dans les mêmes locaux où elle apportait les chaudrons de cuivre et pour lesquels elle ne recevait que tout au plus un tiers du prix qu'elle devait payer pour la vaisselle de fer blanc. Pour sauvegarder les bronzes et les autres objets d'art, l'on envoya ici le directeur de la Pinacothèque de Munich — le professeur Braune — qui se donna beaucoup de peine pour sauver au moins ce qui avait une grande valeur artistique.

Le groupe exporta : fer et acier 4.941 tonnes, ferraille 31.017 tonnes, plomb 787 tonnes, cuivre 2.670 tonnes, laiton 1.924 tonnes, métaux divers 2.099 tonnes, machines et parties de machines 11.051 tonnes.

Groupe D. — Ce groupe aussi fut fameux par les ordres de couper les queues et les crinières de tous les chevaux âgés d'un an — dans un pays où les mouches sont un tel fléau pour les bêtes — et de livrer le crin de cheval. Ils achetaient même les cheveux de femmes à 12-15 lei le kilo.

Le Groupe exporta : salpêtre 605 tonnes, soude 158 tonnes,

soufre 3 tonnes, acides 155 tonnes, différents produits chimiques, 770 tonnes, explosibles 227 tonnes, armes et munitions 3.910 tonnes, boyaux 347 tonnes, os 2.046 tonnes, cornes 229 tonnes, sabots 180 tonnes, acides stéariques 10 tonnes, farine de cadavres 461 tonnes, crin 366 tonnes, débris de caoutchouc 429 tonnes, asphalte 2.183 tonnes, bronze 146 tonnes, gravier 11.959 tonnes, colle 130 tonnes, matériaux de construction 7.067 tonnes, matériaux divers 7.171 tonnes. Ces chiffres qui représentent seulement l'exportation, sans compter les masses de matériaux utilisés sur place par les troupes et les fabriques militaires, démontrent suffisamment de quelle façon le pays fut pompé sous tous les rapports.

f) *La Section juridique.*

Il est utile d'ajouter à cet exposé sommaire de l'activité du Wirtschaftstab qu'il y avait aussi une Section juridique. Elle avait pour tâche principale de rédiger les projets d'ordonnance ou bien d'examiner les ordonnances des autres sections et les contrats signés par elles. Il s'agissait en premier lieu que toutes les ordonnances visant l'exploitation économique du pays reçoivent une forme qui les rende conformes à l'article 43 de la Convention de La Haye — sur la protection de la population des pays occupés — qui leur donne par conséquent une apparence du droit. Pendant que l'on exploitait systématiquement ce pays, avec préméditation, sur des bases établies par le Protocole de Berlin du 29 octobre 1916, il fallait bien s'efforcer de donner à cette opération une apparence de légalité. Car ceci est la seule différence entre les déprédations bulgares, et le système allemand qui consistait à tout absorber lentement et tranquillement, avec force ordonnances et punitions. Après les Bulgares, il restait encore quelque chose sous les ruines des incendies ; après les Allemands — rien que désillusion au sujet de la valeur du mot « légalité ».

L'exportation de ce groupe comprit : peaux et fourrures 9.903 tonnes, cuirs 1.148 ; débris de cuir 415 ; produits auxiliaires de tannerie 9.800 tonnes :

Le Groupe C est devenu fameux, entre autres aussi, par le fait qu'il a enlevé dans toutes les maisons le laiton et le cuivre : les ustensiles de cuisine, les loquets, toutes sortes d'objets en bronze, les lampes, etc., enfin toutes les cloches des églises (pesant plus de 500.000 kilos). En outre ils prirent la vieille ferraille, dans laquelle ils comprirent aussi les rails de chemin de fer ; et ils démontèrent pour cette raison beaucoup de voies ferrées. Une querelle éclata même à propos de ces rails — et autre matériel de chemin de fer — entre cette section et la direction 9 des chemins de fer militaires, qui voulait les garder pour elles (comparer le rapport du Colonel v. Kontz, p. 110).

Ce groupe commit aussi de grands excès de zèle, surtout en réquisitionnant les batteries de cuisine et les lessiveuses de cuivre, de sorte que beaucoup de maisons manquèrent du nécessaire pour la cuisine et la lessive. On décida alors de faire venir d'Allemagne, pour les remplacer, de la très mauvaise vaisselle de fer blanc ; celle-ci fut vendue à la population dans les mêmes locaux où elle apportait les chaudrons de cuivre et pour lesquels elle ne recevait que tout au plus un tiers du prix qu'elle devait payer pour la vaisselle de fer blanc. Pour sauvegarder les bronzes et les autres objets d'art, l'on envoya ici le directeur de la Pinacothèque de Munich — le professeur Braune — qui se donna beaucoup de peine pour sauver au moins ce qui avait une grande valeur artistique.

Le groupe exporta : fer et acier 4.941 tonnes, ferraille 31.017 tonnes, plomb 787 tonnes, cuivre 2.670 tonnes, laiton 1.924 tonnes, métaux divers 2.099 tonnes, machines et parties de machines 11.051 tonnes.

Groupe D. — Ce groupe aussi fut fameux par les ordres de couper les queues et les crinières de tous les chevaux âgés d'un an — dans un pays où les mouches sont un tel fléau pour les bêtes — et de livrer le crin de cheval. Ils achetaient même les cheveux de femmes à 12-15 lei le kilo.

Le Groupe exporta : salpêtre 605 tonnes, soude 158 tonnes,

soufre 3 tonnes, acides 155 tonnes, différents produits chimiques, 770 tonnes, explosibles 227 tonnes, armes et munitions 3.910 tonnes, boyaux 347 tonnes, os 2.046 tonnes, cornes 229 tonnes, sabots 180 tonnes, acides stéariques 10 tonnes, farine de cadavres 461 tonnes, crin 366 tonnes, débris de caoutchouc 429 tonnes, asphalte 2.183 tonnes, bronze 146 tonnes, gravier 11.959 tonnes, colle 130 tonnes, matériaux de construction 7.067 tonnes, matériaux divers 7.171 tonnes. Ces chiffres qui représentent seulement l'exportation, sans compter les masses de matériaux utilisés sur place par les troupes et les fabriques militaires, démontrent suffisamment de quelle façon le pays fut pompé sous tous les rapports.

f) **La Section juridique.**

Il est utile d'ajouter à cet exposé sommaire de l'activité du Wirtschaftstab qu'il y avait aussi une Section juridique. Elle avait pour tâche principale de rédiger les projets d'ordonnance ou bien d'examiner les ordonnances des autres sections et les contrats signés par elles. Il s'agissait en premier lieu que toutes les ordonnances visant l'exploitation économique du pays reçoivent une forme qui les rende conformes à l'article 43 de la Convention de La Haye — sur la protection de la population des pays occupés — qui leur donne par conséquent une apparence du droit. Pendant que l'on exploitait systématiquement ce pays, avec préméditation, sur des bases établies par le Protocole de Berlin du 29 octobre 1916, il fallait bien s'efforcer de donner à cette opération une apparence de légalité. Car ceci est la seule différence entre les déprédations bulgares, et le système allemand qui consistait à tout absorber lentement et tranquillement, avec force ordonnances et punitions. Après les Bulgares, il restait encore quelque chose sous les ruines des incendies ; après les Allemands — rien que désillusion au sujet de la valeur du mot « légalité ».

CHAPITRE V

L'état du pays à la fin de l'occupation et les conséquences qui s'ensuivirent

Après avoir suivi l'activité de l'occupant dans son détail, il est peut-être utile de jeter un coup d'œil général sur l'ensemble, pour comprendre, jusqu'à un certain point, l'état dans lequel le pays fut laissé quand l'occupant dut l'abandonner, et les résultats ultérieurs de l'occupation.

1. — COUP D'ŒIL GÉNÉRAL SUR LE RÉSULTAT RÉALISÉ PAR L'ADMINISTRATION MILITAIRE

Le lecteur peut juger, par les statistiques d'exportation citées dans chacun des chapitres précédents, quelles masses énormes de produits furent emportées rien que dans les quatorze arrondissements qui formaient le ressort de l'Administration militaire, c'est-à-dire sans compter les quatre Districts de la Direction des Étapes et sans la Dobrudja, avec son port de Constantza. Rien que pour le « ravitaillement et les fourrages », on prit presque entièrement deux récoltes, de 1915 et de 1916, qui furent exportées, et, en outre, les deux récoltes suivantes de 1917 et de 1918. En tout l'on exporta 2.161.905 tonnes de céréales et autres produits d'alimentation et de fourrage.

Ensuite vinrent les huiles minérales pesant — jusqu'au 31 octobre 1918 — 1.140.809 tonnes et les « matières premières » pesant 422.434 tonnes. Puis après vinrent aussi toutes les autres marchandises, victuailles, vêtements, objets d'usage

et ainsi de suite... qui furent réquisitionnées en partie comme marchandises dans tous les magasins (75 pour 100 du contenu de chaque magasin), ou bien furent saisies comme objets de première nécessité pour les troupes et les prisonniers, et non seulement dans les boutiques, dépôts, fabriques, hôtels, etc., mais encore dans les maisons particulières et jusqu'au dernier objet. Enfin l'on fit suivre la même route à presque tout l'inventaire de l'agriculture, de l'industrie, des chemins de fer et de toutes les autres organisations économiques du pays.

Du reste, les chiffres cités ne contiennent pas les masses énormes de produits consommés dans le pays même pour l'entretien des troupes (480.000 hommes et 140.000 chevaux); et qui forment à eux seuls, sans compter les autres objets de consommation, encore au moins 1.029.029 tonnes de produits alimentaires et de fourrage. On n'a pas compté non plus ni les provisions considérables envoyées « dans la patrie », comme colis postaux de campagne, par des militaires, en petites boîtes de provisions — pesant de 25 à 30 kilos au début et ensuite 10 kilogs — ni les caisses de provisions pesant jusqu'à 25 kilos, que chaque soldat pouvait emporter dans sa patrie en allant en permission. Nous tenons d'un rapport confidentiel du Plénipotentiaire militaire austro-hongrois, le Général v. Sendler, au Ministère de la Guerre, daté du 7 septembre 1917, que rien que jusqu'à la fin d'août 1917, l'on a expédié 1.002 wagons chargés de colis postaux et que 18.000.000 de kilos de provisions en caisses de 25 kilos furent emportées par les permissionnaires.

Naturellement, ne sont pas comprises non plus dans ces statistiques les masses énormes — citées par le Gouverneur dans son premier rapport secret — de « bétail, marchandises et même toutes sortes d'objets qui se trouvaient dans les maisons » que les Bulgares prirent dans le Midi du pays et dans la Dobrudja, ou les Hongrois dans les Districts du Nord, au commencement de l'occupation.

Les statistiques d'exportation de l'Administration militaire, que nous avons depuis trouvées ici, s'arrêtent au 10 octobre ou à la fin d'octobre 1918. Nous ne connaissons pas les chiffres de ce qu'ils emportèrent ensuite, mais ce fut encore

très considérable. Car lorsqu'ils surent qu'ils ne pourraient plus profiter des entreprises militaires, ils se mirent à emporter des installations entières, machines, matériel, bétail, etc.

Pour l'exportation des bestiaux nous n'avons trouvé les chiffres que jusqu'au 30 septembre 1918. Quoique les réquisitions violentes aient eu lieu seulement en automne 1918, après la rentrée de la dernière récolte, ces chiffres sont extraordinairement intéressants, comme on peut le voir par le tableau suivant de la Section V (Statistik und Ausgleich N° A 1, 691) « relatif aux Exportations de Roumanie du 1^{er} décembre 1916 au 30 septembre 1918 » :

Volailles 28.207 têtes, bœufs 92.767 têtes, moutons et chèvres 491.546 têtes, porcs 105.347 têtes, poudre d'œufs 2.091 tonnes.

Mais nous pouvons établir, d'après la correspondance retrouvée des autorités hongroises, que ces chiffres n'étaient pas exacts, car l'on découvrit par exemple, le 6 juillet 1918, quatre trains avec une centaine de bœufs, qui furent dirigés « vers l'Ouest » mais ne furent pas enregistrés. Ils furent réquisitionnés en Hongrie et conduits à l'abattoir militaire. Il en fut de même pour d'autres transports allemands et il en résulta bien des difficultés. Les Hongrois faisaient la même chose dans leurs Étapes. Ces cas prouvent que chaque Allié voulait profiter aussi aux dépens de l'autre, et qu'en réalité on exporta beaucoup plus que ne le démontrent les statistiques.

Nous avons pu établir, grâce aux fonctionnaires roumains de province, que, dans la majorité des communes, il resta à peine 12 pour 100 et même quelquefois seulement 10 pour 100 du bétail d'avant-guerre. Les chevaux étaient tous réquisitionnés depuis longtemps, les poulains furent concentrés dans les « dépôts pour poulains », le long de la frontière hongroise et prêts à être expédiés. Les moutons furent conduits au delà de la frontière par troupeaux entiers, chacun de 3.000 têtes à peu près, avec leurs bergers roumains. Les porcs disparurent presque complètement. Un ordre du Wirtschaftstab enjoint le 3 avril 1918 aux Kommandos des districts d'acheter 300.000 moutons et 100.000 porcs (tous pour la reproduction), qui

devaient être expédiés « dans la patrie ». Cet ordre devait être exécuté avant le 23 avril 1918.

En réalité, comme on peut le voir par les statistiques, il fut exporté beaucoup plus de moutons (411.133 têtes) pendant ce dernier été, et beaucoup périrent sur la route à cause des épidémies.

Non seulement l'exportation, mais encore la consommation de la viande par les troupes, amenaient la destruction du bétail dans le pays. Le passage suivant du rapport de la Section II (Agriculture), pour la période du 25 mai au 10 juin 1917, montre combien grande était la demande mensuelle des troupes :

Pour couvrir la demande du front et des troupes d'occupation, on réclama pour le mois de juin 13.360 bœufs et 67.750 moutons, et ils furent livrés.

En deux ans, on consuma par conséquent à peu près vingt-quatre fois cette quantité, ce qui représente un gros pourcentage du total des bestiaux. Après ces énormes chiffres d'exportation et de consommation des troupes, il ne faut plus s'étonner qu'il ne soit resté dans le pays qu'approximativement 12 pour 100 du nombre des bestiaux d'avant-guerre. (Une statistique générale des bestiaux n'a été faite que longtemps après l'occupation, lorsque les proportions étaient déjà complètement changées par le grand nombre de bestiaux qui furent importés, immédiatement après la retraite des troupes ennemies d'occupation, de Moldavie et de Bessarabie. Le chiffre de 12 pour 100 représente l'évaluation que nous avons faite, pendant l'occupation même, d'après les rapports des préfets roumains.)

Il en fut de même pour toutes les dix-huit sections du Wirtschaftstab avec leurs nombreux groupes et leurs cent huit divisions (sous-sections), entre lesquelles surgit une véritable émulation : c'était à qui saisirait et exporterait le plus. Les statistiques d'exportation du chapitre précédent donnent un tableau incomplet de ce qui fut exporté d'une

manière régulière d'après le barème de répartition, mais non de ce que les nombreuses troupes consommèrent dans le pays, ni de ce qui fut emporté irrégulièrement ou détruit sans raison.

* * *

Ce n'est pas chose simple que d'estimer le prix des produits, matériaux, machines, etc., pris dans le pays par l'Administration militaire, sans parler des dommages causés par la désorganisation de toutes les entreprises. Ce serait bien simple si nous pouvions dire : les billets allemands d'émission représentent un total de 2.180.000.000 de lei, par conséquent les produits achetés dans le pays représentent cette somme. Mais il en est tout autrement. Les Bulgares emportèrent des quantités énormes et les troupes hongroises également des quantités considérables, et le tout fut transporté au delà de la frontière sans être payé. Ensuite d'énormes richesses furent considérées comme « butin de guerre » et exportées également sans être payées. Cependant, l'on peut voir dans le rapport secret du Colonel von Kontz, Chef du K. u. K. Wirtschaftstab, sur l'activité de la Section d'utilisation des machines, tout ce qui, en fait de machines, était considéré comme butin de guerre.

La grande commission de butin de guerre (« Kriegsbeutekommission ») a déclaré butin de guerre tout ce qui appartenait à *l'État et aux entreprises privées dont l'outillage avait été augmenté avec l'aide de l'État, et qui avaient travaillé pour l'armée.*

Il va de soi que toute l'industrie avait reçu, en Roumanie plus même que dans les autres pays, des commandes pour l'armée et avait obtenu en échange des crédits pour se fournir de nouvelles machines. De cette manière, presque toutes les industries privées du pays furent déclarées « butin de guerre », ce qui veut dire qu'elles furent confisquées « gratuitement ». Ensuite ce furent les grandes réquisitions soi-disant « régulières », pour lesquelles on ne donnait pas non plus d'argent, mais des récépissés de réquisition. Enfin, tout ce qui fut

pris par « vente à l'amiable » était payé à un prix dérisoire. Les lignes suivantes du rapport déjà mentionné du Colonel v. Kontz nous éclaireront là-dessus :

Depuis le commencement de l'activité du Wirtschaftstab jusqu'au 30 novembre 1917, on a exporté : 1.622.153 tonnes de produits alimentaires et de fourrages, 272.174 tonnes d'huiles minérales, 81.724 tonnes de matières premières.

D'après les prix fixés en Roumanie, l'exportation représente : 315.334.550 de lei pour les produits alimentaires et les fourrages, 69.583.836 de lei pour les huiles minérales, 62.749.470 de lei pour les matières premières.

Les prix ont été fixés *assez bas*. Comme exemple mentionnons que le prix de livraison fixé pour les produits alimentaires principaux et les fourrages est en chiffres ronds de 370.000.000 lei plus bas que d'après les prix de livraison établis avant la guerre roumaine par l'organisation d'achats de cette époque... Dans la même proportion il en résulte une grande différence des prix pour les autres produits alimentaires, les fourrages, les huiles minérales et les matières premières.

Par ces quelques exemples, on peut voir que ces 2,2 milliards de lei or, que devaient représenter les billets allemands de la Banca Generala, n'auraient pas suffi pour acheter même une part de la masse des produits emportés d'ici. Tout le reste des produits pris comme « butin de guerre », dans les entreprises particulières, tout l'outillage des entreprises de l'État et des communes, les réquisitions avec récépissés ou les réquisitions ainsi dites « non régulières », les déprédations bulgares, etc., tout cela — sans compter les dommages définitifs causés par la désorganisation de toutes les entreprises — tout cela devrait être évalué à plusieurs milliards or.

2. — LES PROJETS D'AVENIR DE L'ALLEMAGNE, TENTATIVE DE LES RÉALISER PAR LE TRAITÉ DE PAIX DE BUCAREST

Comme on peut le voir d'après ces chiffres, les Puissances centrales ont enlevé au pays en deux ans des masses incroyables de produits, et ont en même temps approvisionné près d'un

demi-million de soldats qui s'y trouvaient, ainsi que les nombreux casinos d'officiers, dont le luxe présentait souvent un contraste saisissant avec la misère de la population.

Ils auraient volontiers prolongé cet état de choses même pour tout l'avenir, s'il y avait eu encore quelque chose à prendre et si la grande roue de la guerre n'avait amené d'autres temps. Dans tous les cas, cela vaut la peine de voir comment les Allemands se représentaient l'avenir et quelles mesures ils introduisirent comme garantie dans le Traité de Paix de Bucarest. L'article 20 peut servir d'exemple pour montrer l'esprit insatiable et trop habile qui présida à la rédaction de ce Traité, nommé avec raison la fosse que les Puissances centrales se creusèrent à elles-mêmes. Cet article 20 stipule :

Après la ratification du Traité de Paix, l'armée d'occupation n'exercera plus de réquisitions, ni en argent, ni en nature, sous réserve de l'alinéa 2.

Le droit qu'a l'Oberkommando des armées d'occupation de réquisitionner les céréales, les légumineuses, les fourrages, la laine, les bestiaux et la viande provenant de l'année 1918, et en outre, le bois, le pétrole et ses dérivés, reste en vigueur, ainsi que le droit de prendre les mesures nécessaires pour obtenir, mettre en exploitation, transporter et répartir ces produits. En même temps on prendra en due considération la préparation d'un plan pour la levée régulière des produits ainsi que pour la satisfaction des besoins de la consommation intérieure de la Roumanie ; sous ce rapport, on se réserve de conclure des accords entre l'Oberkommando et le Gouvernement roumain.

Pour le reste, le Gouvernement roumain doit accepter les demandes de l'Oberkommando relatives à l'exécution de réquisitions pour les besoins de l'armée d'occupation ainsi qu'à la réquisition d'autres objets qui doivent être fournis en vertu d'autres accords conclus par la Roumanie.

Ainsi donc, dans le premier alinéa de l'article 20, il est dit que les réquisitions ne seront plus exercées, dans l'alinéa 2 que le droit de réquisitionner reste immuable, et dans l'alinéa 3 que le Gouvernement roumain doit répondre aux demandes de l'Oberkommando quand il voudra faire des réquisitions. Il était même prévu (en vertu de l'article 17, alinéa 2) que si la Roumanie ne répondait pas à cette demande, l'Oberkom-

mando serait en droit d'exercer les réquisitions lui-même. Il est prévu ensuite dans l'article 21 que :

Depuis la ratification du Traité de Paix, l'entretien de l'armée d'occupation avec les réquisitions exercées dans ce but, seront supportés par la Roumanie.

En outre « les objets réquisitionnés qui ne sont pas destinés à l'armée d'occupation doivent être fournis par les Puissances alliées à leurs propres frais ». Cette mesure avait pour but de maintenir d'une façon détournée le droit de réquisitionner, pour tous les produits qui n'intéressaient pas l'armée d'occupation, et cela pour tout le temps de l'occupation ultérieure, même après la ratification du Traité de Paix. De plus, par l'article 23 ils s'assuraient le droit de garder ce qu'ils nommaient les « entreprises industrielles » sous l'Administration militaire, « jusqu'à l'évacuation du pays occupé », pour lesquelles ils s'étaient attribué le droit de réquisitionner les matières premières, machines, etc.

Ils voulaient donc, dans ce réseau de paragraphes, envelopper ce malheureux pays de façon à pouvoir continuer à volonté les réquisitions et l'exploitation pendant de longues années.

3. — L'ÉVACUATION DU PAYS PAR L'ARMÉE D'OCCUPATION ET L'ÉTAT DANS LEQUEL IL FUT ABANDONNÉ

Quand l'occupation toucha à sa fin et que le pays fut plutôt entre les mains des hommes d'affaires du *Wirtschaftstab* que dans celles des anciens officiers de carrière, les maîtres d'hier firent leurs bagages et certains d'entre eux y introduisirent aussi certains objets en guise de « souvenirs » des maisons où ils avaient logés. Les ordonnances des officiers continuèrent l'œuvre de leurs maîtres et emportèrent avec eux tout ce qu'ils trouvaient dans les armoires : habits, lingerie, etc. Ordinairement, le fond des armoires fermées avait été dévissé et le contenu vidé. Dans les bagages égarés

en cours de route d'un officier de police l'on trouva toutes sortes d'objets d'art, de tapis, etc., qui manquaient dans les appartements qu'il avait habités et qui furent exposés ensuite à Bucarest. Malheureusement, beaucoup d'objets de grande valeur disparurent ainsi, comme par exemple la collection considérée comme unique des anciennes monnaies roumaines, appartenant à un savant, Ministre plénipotentiaire et Membre de l'Académie roumaine. Nombre de tableaux du célèbre peintre Étienne Popescu furent pris l'un après l'autre, dans sa maison de campagne, comme « souvenirs », malgré la peine que s'était donné pour leur conservation le Directeur de la Pinacothèque de Munich, le Prof. Braune, qui y avait séjourné auparavant. Plusieurs maisons qui, au début, avaient été épargnées soigneusement par les officiers de carrière qui y avaient logé, furent ainsi pillées et vidées à la fin.

Le fait est qu'à la fin de l'occupation le pays était complètement épuisé : les boutiques étaient toutes vides, les armoires à vêtements et à linge des maisons particulières vidées de même ; à la campagne on ne pouvait également plus rien trouver.

Quand les troupes d'occupation quittèrent le pays, il n'y restait plus rien que les anciens dépôts militaires qui servaient pour l'approvisionnement des troupes, ainsi que les dépôts de matériel et de fournitures de guerre, qui ne pouvaient plus être évacués dans la hâte du départ. Il y avait là-dedans bien des choses qui auraient pu être utiles pour les besoins immédiats de la population — jusqu'à ce que l'on ait pu apporter quelque chose de la Moldavie —. Mais pouvait-on profiter de tout cela ? La police de Bucarest, qui n'existait pour ainsi dire pas, ne disposait alors en tout que de dix-sept fusils cachés, et ceux-ci sans cartouches. C'est ainsi que la population affamée arriva par milliers des faubourgs et de la campagne, et pillait tout. Les vivres, la marmelade, la poudre d'œufs, les batteries de cuisine, les harnais, la ferraille, les chaussures, les vitres, etc., tout disparut en quelques heures mais beaucoup de produits furent détruits en même temps.

Pour le ravitaillement de la population, il y avait dans les

moulins de Bucarest quelques wagons de froment qui pouvaient suffire pour environ dix jours, à condition de rationner sévèrement le pain. Pour l'approvisionnement ultérieur, il y avait encore, dans les ports de Corabia et Costesti, des dépôts de froment de l'Administration militaire, dont nous nous emparâmes, et qui suffirent à peine jusqu'au 31 décembre, avec de très petites rations de pain trois fois par semaine, et quatre jours de maïs. A partir du 1^{er} janvier 1919, la province, la campagne et la ville de Bucarest étaient réduits au maïs. Tout le reste avait depuis longtemps été exporté à cause de la très mauvaise récolte de 1918 en Roumanie et de la disette en Allemagne.

Telle était la situation de l'approvisionnement à la fin de l'occupation. Il s'agissait donc, au moins, de pouvoir transporter ce qui restait dans ces dépôts de froment, ou de faire venir aussitôt que possible quelque chose de Moldavie. Mais les moyens de communication étaient devenus difficiles. Les occupants avaient fait sauter pendant leur retraite quelques ponts sur les lignes qui venaient de Moldavie et du Danube. En outre, ils avaient pris avec eux tous les wagons et les locomotives, ainsi que les remorqueurs du Danube. Quelques locomotives qu'ils durent abandonner, avaient été rendues par eux — au dernier moment — inutilisables.

On ne pouvait plus rien faire venir de la campagne par voitures, car on manquait de chevaux, de bœufs, de harnais et de voitures. Les fabriques ne pouvaient non plus desservir la population, car elles manquaient de chauffage, de matières premières, de machines et des accessoires de machines. En général l'industrie était complètement détruite et pour longtemps.

Seule, l'industrie du pétrole fut abandonnée sans dégâts, et cela — on le disait — grâce aux ordres exprès promulgués par le Feldmaréchal v. Mackensen, qui aurait donné-là une dernière preuve de sa bienveillance personnelle pour ce pays. Cependant les camions (tanks) de transport avaient été emmenés aussi.

Le pis est que l'on avait très peu semé en automne, et que

l'on n'avait laissé de côté aucune semence pour les semailles du printemps, à l'exception de la nouvelle récolte de maïs qui ne pouvait encore être exportée.

4. — CONSÉQUENCES FINANCIÈRES DE L'OCCUPATION : INFLATION ET ENDETTEMENT

Telle était la situation du pays quand le premier officier roumain, attaché à l'état-major du général Berthelot, apparut à Bucarest et nous demanda la liste de ce dont nous avions besoin. Différents officiers français qui étaient en Bulgarie traversèrent aussi le Danube et vinrent dans les villages voisins pour acheter du fourrage pour leurs chevaux. Bien que l'on eût dit aux paysans que tout serait payé en or, ils étaient devenus si méfiants qu'ils demandaient : « Comment, ceux-ci veulent prendre aussi ? »

Quelques jours après, apparut à Bucarest un commandant français avec les fonctions d'Attaché commercial, auquel je remis, en ma qualité de Président de la Direction économique et de l'Approvisionnement, la liste des choses les plus nécessaires pour être commandées en France. Je commandais des semences pour le printemps, des provisions et des vêtements. Mais quand il me dit : « Cela coûtera à peu près un milliard », je sentis un frisson dans le dos, *car ce fut le commencement de la dette Roumaine à l'étranger*, comme résultat de l'occupation.

Entre temps, le Gouvernement roumain déménagea de Iassy à Bucarest et les luttes mesquines des partis politiques recommencèrent. Un nouveau chaos se forma, résultat d'une mentalité de guerre surexcitée. La population épuisée d'un pays qui avait tant souffert jusqu'ici n'avait plus aucun goût pour ces enfantillages. Elle réclamait de la nourriture, des vêtements, et le moyen de reprendre le travail. Ils avaient assez d'argent : les lambeaux de papier-monnaie allemand de la Banca Generala qu'ils avaient reçus en échange de leurs quatre récoltes et de tout leur avoir ; et puis les nombreuses couronnes hongroises sans valeur, introduites secrètement à travers la frontière, les roubles, les nombreux lei allemands échangés depuis longtemps

— à cours obligatoire — par les militaires prêts à partir contre les bons lei de la Banque Nationale de Roumanie, etc. Tout ceci s'accumulait de plus en plus dans le pays. C'étaient de grandes richesses apparentes, il n'y avait plus que des millionnaires ! Mais que pouvait-on faire avec cela ? Personne ne voulait rien fournir en échange. L'étranger exigeait de l'or, pour donner des vêtements, provisions, coton, cuirs, sucre, semences et toutes les autres choses qui nous manquaient. Les billets roumains de la Banca Nationala n'avaient pas non plus la valeur du pair de l'or, car leur garantie en or avait été depuis longtemps « mise en sécurité » — sur la demande expresse des Alliés de la Roumanie — à Moscou, et elle servit après comme fonds de propagande aux Bolcheviks !

Pour pouvoir acheter à l'étranger ce dont il avait besoin pour nourrir la population épuisée par les Puissances centrales, et rendre le pays productif, l'État devait emprunter toujours, de plus en plus, en achetant en échange des Bons du Trésor à courte échéance. Chaque particulier, marchand, fabricant, agriculteur, etc., était obligé, lui aussi, de tout acheter à l'étranger, à crédit seulement.

L'exposé officiel des motifs de la situation financière du pays pour l'année 1921-1922, contient une liste sans fin des grosses sommes en dollars, livres anglaises, francs suisses, pesetas, etc., qui furent prises après la guerre à titre de prêts à courte échéance sur Bons du Trésor de l'État ; chacune avec l'indication de la destination : aliments, vêtements, coton, machines, sucre, lait concentré, poisson séché de Terre-Neuve, conserves, semences, etc.

Ces quelques milliards or, payés à l'étranger par l'État et par le commerce et l'industrie privée, pour apaiser la faim de la population et ses besoins en vêtements, donnent l'expression véritable de la misère profonde à laquelle la guerre et l'occupation ennemie réduisirent le pays, et de l'état dans lequel ils le laissèrent. Ce sont surtout les conséquences de l'activité fébrile de ce maudit appareil de succion et du système désorganisateur de l'industrie de guerre, qui sévirent pendant deux ans dans ce pays de la manière la plus intense.

La réorganisation de l'État, avec toutes ses institutions et ses nombreux fonctionnaires ; la restauration — au moins de la partie qui était la plus nécessaire — des routes, des ponts, des lignes de chemin de fer, des bâtiments et de tout l'inventaire détruit ; le change des couronnes austro-hongroises et des anciens roubles russes — déjà trop nombreux — qui étaient en circulation dans les nouvelles provinces, contre des billets de banque roumains, etc., tout cela demandait de plus en plus d'or. La machine à imprimer de la Banque nationale dut ainsi être mise en mouvement, et de nouveaux billets furent émis sans être couverts. La valeur de l'argent roumain tombait toujours plus rapidement, et les marchands ne pouvaient plus payer les dettes qu'ils avaient contractées par l'achat de marchandises à l'étranger, moyennant des crédits en or, avec le papier-monnaie déprécié qu'ils avaient reçu dans le pays pour ces marchandises. De cette façon, la Roumanie dut faire des dettes considérables en valeurs sonnantes à l'étranger, dettes privées et dettes de l'État.

Le Gouvernement dut enfin retirer de la circulation les billets allemands de la Banca Generala ; car on courait aussi le risque d'en voir d'autres imprimés et introduits dans le pays par contrebande. On avait émis déjà pendant l'occupation pour 2.180 millions de lei. L'achat de ce papier-monnaie allemand par l'État roumain provoqua une inflation encore plus grande, de sorte que le leu qui valait alors à peu près 0,25 du franc suisse, tomba cette année-là à sept fois au-dessous de cette valeur, pour ne plus se relever que lentement après des longues années. Vu cette dépréciation croissante de l'argent et la destruction complète de la production et des transports, la capacité d'exportation du pays devint toujours plus faible et par conséquent les sources de sa reconstruction rapide furent ainsi également taries.

La situation financière fut rendue encore plus difficile à cause des lourdes dettes de guerre interalliées. Il s'y ajouta encore une partie des dettes de l'État, relatives aux provinces nouvellement annexées de l'ancienne monarchie austro-hongroise.

Il est clair que la Roumanie, ainsi accablée de dettes, ne pouvait penser à contracter un emprunt à l'étranger avant d'avoir consolidé ses dettes d'État et ses dettes privées, et tant qu'elle n'aurait pas élaboré un plan de paiement en rapport avec la situation du pays et avec ses possibilités de paiement, semblable — en quelque sorte — au plan Dawes établi par les créanciers de l'Allemagne pour ce pays.

5. — REFUS DE L'ALLEMAGNE DE PAYER LE PAPIER-MONNAIE QU'ELLE AVAIT ÉMIS PENDANT L'OCCUPATION

Quand on en est arrivé à une situation financière aussi difficile, on pense naturellement aux mesures de guérison. Parmi celles-ci venaient en première ligne les justes exigences de la Roumanie vis-à-vis de l'Allemagne, pour les restitutions, en dehors de la quote-part du plan Dawes pour les réparations, qui comprend seulement 1,1 pour 100. C'étaient les 2.180 millions de lei que l'État roumain avait payé pour retirer les billets allemands de la Banca Generala, et un dépôt d'avant-guerre de 427 millions de marks (y compris les intérêts jusqu'au 31 décembre 1924) de la Banque nationale de Roumanie à la Reichsbank de Berlin.

Ces deux dettes ne sont pas des dettes de guerre, mais des dettes d'honneur de l'Allemagne, qu'elle doit restituer. Avec cet argent qui lui appartient sans possibilité d'une contestation honnête, la Roumanie pourrait considérablement augmenter ses forces de production, mettre en ordre ses moyens de transport et stabiliser sa monnaie. Elle serait par là en mesure de se rapprocher d'un bilan de commerce actif et de pouvoir payer ainsi plus facilement ses dettes à l'étranger. Malheureusement, jusqu'à présent l'Allemagne refuse de restituer ces sommes. En ce qui concerne le paiement des billets allemands de la Banca Generala — qui d'après le Traité de Paix n'entre pas dans les réparations mais constitue une « dette spéciale » — ils prétextent qu'ils n'ont plus le droit de payer aucune somme en dehors du plan Dawes et que le dépôt en marks

de la Reichsbank, qui devait garantir ce papier monnaie, étant déprécié, ils n'ont plus rien à payer. Il semble donc que les signataires du protocole de Berlin du 29 octobre 1916, ont eu raison quand ils ont dit que — vaincus ou vainqueurs — ce seraient les Roumains qui payeraient à la fin de la guerre ce papier-monnaie; et qu'ils pouvaient s'applaudir d'avoir inventé un « *Kostenloses Zahlungsmittel* » pour ravitailler pendant deux ans gratuitement leurs troupes et une grande partie de leur population civile.

Quel que soit à l'avenir le règlement de cette question, il n'en reste pas moins vrai que l'État roumain a dû payer par ses propres moyens le papier-monnaie avec lequel les Allemands « achetèrent », pendant l'occupation, quatre récoltes et tout l'avoir des deux tiers de la population de la Roumanie, et que cette nouvelle émission, si considérable, l'a placé dans un état de misère financière encore plus grand; cela provoqua de nouveaux emprunts, l'inflation, la dépréciation de la monnaie, etc.

Le refus de la Reichsbank de restituer le dépôt de 12.5 millions de marks-or ainsi que le dépôt de 278.2 millions de la Banque nationale roumaine en marks d'avant-guerre (427 millions de marks jusqu'au 31 décembre 1924), sous prétexte de dépréciation, augmenta jusqu'à l'extrême la misère financière de la Roumanie (1).

6. — LES CONSÉQUENCES DE L'OCCUPATION POUR L'ÉTAT GÉNÉRAL DU PAYS ET POUR SON DÉVELOPPEMENT ULTÉRIEUR. BILAN DÉFINITIF DE L'OCCUPATION

Si nous jetons un regard en arrière sur l'état général qui a été créé en Roumanie par l'occupation militaire de deux ans, nous devons nous rendre compte que ses conséquences sociales

(1) La question du papier-monnaie de la « Banca Generala », de même que celle du dépôt en or de la Banque Nationale roumaine, fut réglée à la fin de 1928, le gouvernement roumain ayant accepté la somme de 75 millions de marks-or, en règlement de toutes ses prétentions.

et économiques ne sont pas aussi bénignes qu'elles pourraient le sembler à un observateur superficiel, mais que au contraire elles ont influencé profondément la vie de l'État et des habitants de ce pays. Sans parler des dommages causés par les Bulgares dans toutes les villes, dans les villages le long du Danube et dans la Dobrudja, sans parler des déprédations des troupes hongroises dans la partie du Nord du pays, Sinaia en tête, nous devons constater que le pays fut dévalisé encore plus complètement pendant l'occupation subséquente, dite « régulière », de deux ans, et cette fois même d'une manière tout à fait systématique : « mit deutscher Gründlichkeit ». Tout l'outillage du pays : les voies ferrées, avec les wagons, locomotives, tanks à pétrole, machines et ateliers de réparation, etc. ; les bateaux et les aménagements des ports ; les wagons de tramways, camions automobiles, etc. ; les installations et appareils télégraphiques et téléphoniques ; les établissements sanitaires avec tous les dépôts de médicaments, microscopes et appareils scientifiques ; toutes les machines à écrire, les installations pour les écoles avec l'outillage didactique ; des fabriques entières, des matériaux et des matières premières de toute espèce ; les ponts — et même la ferraille du grand pont sur le Danube près de Fetesti que les troupes roumaines en retraite firent sauter etc., etc. ; — et tout ce qui pouvait être bon à quelque chose, fut systématiquement démonté et enlevé d'une façon inaperçue. Ainsi, il arriva à la fin qu'aucun moyen de transport ne fut plus possible, si ce n'est dans les petites voitures de paysans avec le peu de bœufs et de chevaux — ou plutôt d'ânes — qui restaient.

Les conséquences de cette occupation s'étendent donc : sur toutes les installations de l'État et des communes, sur toute l'économie nationale — c'est-à-dire la production, le commerce et le transport — sur toute la vie sociale avec l'appareil culturel et administratif, sur tous les établissements de la santé publique, de la défense nationale, de l'instruction publique, de la justice, etc. Les conséquences de l'occupation atteignent donc depuis le ménage de chaque habitant jusqu'à tous les rouages de la vie de l'État et des communes qui le composent.

Dans toutes les branches de la production naturelle, dans toutes les entreprises commerciales et industrielles, ainsi que dans toutes les institutions de culture, institutions d'État, etc., partout l'on vit se produire une forte stagnation, une paralysie de l'activité, dont les raisons sont attribuables — sans parler des maux causés par la guerre elle-même — à l'action destructive de l'Administration militaire, qui prit tout ce que l'on pouvait prendre et désorganisa tout.

En dehors des grandes souffrances morales et physiques auxquelles la population du pays occupé était exposée — et avant tout les paysans, qui, pour la plupart affamés, furent abandonnés dans leurs champs, pieds nus, en haillons, dans la misère — c'est l'appauvrissement général de la population qui atteint le plus le pays dans l'ensemble et chacun en particulier ; et cela malgré les nombreux billets de papier-monnaie allemands que tous possédaient. C'est ce qui provoqua cette stagnation de toute activité ; car tout ce qui avait été détruit ici ou emporté du pays, c'était le fruit du travail collectif des générations précédentes, qui s'était accumulé comme capital investi de chacun et de toute la nation, et devait servir comme facteur principal de la production ultérieure. La dépréciation continue de l'argent et les gros emprunts contractés à l'étranger pour la nourriture et les vêtements complétèrent l'appauvrissement croissant.

L'occupation de la Roumanie, avec son caractère destructeur, représente par conséquent non seulement l'histoire abrégée des souffrances d'un peuple pendant deux années douloureuses, mais aussi, en grande partie : la ruine économique et financière du pays ; le surendettement de l'État, du commerce, de l'industrie, ainsi que des différentes branches de la production naturelle ; la dépréciation de la monnaie et de tous les capitaux qui étaient placés dans des effets publics ; la ruine de la population, avec ses conséquences sociales ; l'arrêt de l'activité et du développement culturel du peuple. Cette occupation militaire représente de grosses pertes, non seulement pour la génération d'aujourd'hui, mais aussi pour celles qui suivront et qui auront elles aussi à travailler rudement pour pouvoir payer les

énormes dettes du pays et restaurer sa vie économique et sociale.

Dans tous les cas, l'amortissement de ces dettes de restauration — sans parler des autres dettes de l'État — accablera lourdement aussi nos successeurs pendant les soixante ans qui sont prévus pour le payement.

CHAPITRE VI

Un dernier mot

Nous voici arrivés à la fin de l'exposé de l'occupation militaire de la Roumanie et de ses conséquences. Et il faut bien reconnaître qu'ici l'on a fortement péché, tant contre l'humanité que contre les principes du droit des gens et de la Convention de La Haye. Le peuple roumain a donc racheté son unité nationale, convoitée depuis tant de siècles, non seulement par la perte de presque 12 pour 100 du total de sa population, mais aussi par toutes les souffrances physiques et morales que sa population civile — composée de vieillards, de femmes et d'enfants — a dû endurer pendant deux années ; et par la destruction presque complète de tout l'outillage de son pays, dont la reconstitution demandera aux générations futures de grands sacrifices.

Malgré tout, le peuple roumain a été entièrement récompensé de toutes ses peines par le fait d'avoir atteint son idéal national. Les générations futures qui, elles aussi, devront travailler rudement à la reconstruction de leur pays détruit, seront également récompensées, car c'est justement dans le dur travail et dans la douleur que l'unité de l'âme de notre peuple se formera de plus en plus solidement ; et c'est aussi de cette manière que l'œuvre de la génération héroïque du temps de guerre pourra se consolider éternellement. Ainsi la volonté collective de ce peuple se formera mieux, pour qu'il puisse coopérer au progrès de la civilisation humaine par le libre développement de ses facultés naturelles, morales et intellectuelles.

Le peuple roumain sort donc de cette guerre, malgré ses

souffrances si pénibles, sans haine et sans sentiment de vengeance contre ses anciens ennemis. Il en sort avec la meilleure volonté de se réconcilier au plus vite avec tous, et de reconstituer ainsi, dans une collaboration utile — conforme aux indications de sa situation géographique — sa propre vie ainsi que la vie collective des nations de notre continent.

Si j'ai raconté avec une telle franchise et sans aucun ménagement toute l'histoire des souffrances de la population roumaine et toutes les erreurs de ses anciens ennemis, telles qu'elles ont été, ce ne fut que dans le but de préparer une réconciliation véritable. Car entre les peuples et les États, tout comme entre de simples individus, une réconciliation sincère ne peut se produire qu'après une explication préalable intégrale, honorable et digne. C'est ainsi seulement que chacun peut se rendre compte des souffrances et des intérêts de l'autre, les comprendre et les respecter ; c'est ainsi seulement que chacun peut reconnaître ses propres fautes, ses erreurs et les réparer ; c'est ainsi seulement, enfin, que les rapports d'une amitié sincère peuvent être rétablis comme une des conditions préalables d'une collaboration fructueuse.

Si telles sont les conclusions que le peuple roumain tire de l'histoire de l'occupation ennemie de son pays, pendant ces deux années si pleines de souffrances, il est à espérer que ses anciens adversaires reconnaîtront aussi librement et honnêtement les lourdes fautes commises dans des temps d'excitation due à la guerre, et qu'ils en tireront les conclusions nécessaires.

Du reste, non seulement les peuples et les États séparément ont des leçons à tirer de l'histoire de cette occupation, mais encore l'*humanité* entière, c'est-à-dire la totalité des peuples et des États civilisés. Des occupations militaires seront inévitables tant que les guerres existeront, car elles en sont la conséquence fatale. Mais la civilisation demande depuis longtemps que ces occupations, qui atteignent la plupart du temps la partie inoffensive de la population — vieillards, femmes, enfants, invalides — deviennent de plus en plus douces et équitables. Ce qui s'est passé en Roumanie aurait été inadmissible même aux siècles passés, et est d'autant plus regrettable

étant donnée la civilisation du xx^e siècle. C'est donc le devoir pressant des États civilisés d'en tirer les enseignements nécessaires, pour trouver les moyens de garantir à l'avenir l'humanité contre l'emploi de pareilles méthodes d'administration et d'exploitation des pays occupés ; et pour prendre les mesures nécessaires, sous forme de conventions plus précises et de sanctions plus sévères.

Espérons que la présente monographie contribuera dans une certaine mesure à clarifier toutes ces questions délicates ; elle aura alors pleinement atteint son but.

INDEX

A

- Académie roumaine**, 22, 23, 60.
Accord du 29 octobre 1916, 147.
Actes (voir : documents).
Activité de l'administration allemande, 51, 65-67, 86, 88, 100 ; 116-149 ; l'agriculture, 118-125 ; le pétrole, 125-130 ; bois, pêche, vin, fruits, légumes, 130-138 ; industries de guerre, 138-143 ; matières premières, 143-149 ; la section juridique, 149.
Administration militaire de la Roumanie, 7, 9, 14, 32, 33, 40, 47, 48, 53, 59, 63, 66-85 ; 107, 117, 121, 134, 137, 141, 144, 147 ; personnalités la composant, 67-71 ; buts, 72-74 ; plan, 74-80 ; organisation, 80-85 ; son activité, 66, 67 (voir ce mot) ; résultats obtenus, 150-155 (voir : Wirtschaftstab).
Agriculture, 2, 21, 63, 65, 75, 86-90, 94, 99, 108, 116, 118-125, 130-137, 151, 153 ; Section de l'—, 89, 90, 99, 109, 135, 146 ; (voir : campagne).
Agronomes de districts, 110.
Alcool, 25, 29, 89, 90, 106, 107, 132, 133, 136.
Alexandrie, 19.
Allemagne, 2-4 ; 11, 15, 28, 30, 42, 48, 69-74, 103, 104, 106, 111 ; 125, 129, 131, 132, 134, 135, 137, 140, 142, 147, 148, 159, 163, 164 ; ses projets, 155-157 ; son refus de payer le papier-monnaie émis par elle, 163, 164.
Allemands, 2-4 ; 11, 12, 17, 20, 22, 23, 28, 30, 37, 40, 42, 47, 48, 57, 64, 65, 68-70, 79-81, 101, 102, 104, 112, 116, 120, 126, 149, 150, 163, 164.
Alliés, 10, 13, 39.
Allumettes, 89.
Amelung (lieutenant —), 23, 24.
Amendes, 24, 26, 29, 97, 119, 136, 141.
Angleterre, 11, 72.
Antipa (docteur Gr. —), 17-19, 32-35, 38, 63, 68, 69, 102-105, 107, 109, 112-114, 123, 131, 142 ; mémoire présenté en février 1917, 32-35 ; réclamation contre les colonnes de recherches, 102, 103 ; protestation en novembre 1917, 107, 108 ; protestation contre les « laiteries », 109-112 ; protestation du 30 mai 1918, 123.
Appel aux paysans, 22.
Argech, 11, 73.
Armées roumaine, 10-13, 15, 19, 50, 52, 61, 165 ; — occupantes, 2, 14, 45, 49, 50, 53, 61, 67, 68, 87, 105, 110, 112, 125, 131-133, 135, 147, 151, 153, 154, 156, 157, 158, 164 ; — allemande, 8, 11, 12, 19, 21, 22, 25, 28, 45, 47-49, 54, 57, 62, 72, 73, 75, 80, 138, 141, 143, 151-157 ; — française, 160 ; — bulgare, 6, 40, 42, 45, 47, 48, 51, 53, 57, 60, 62, 80 (voir : bulgares) ; — turque, 48.
Arrestations, 26, 27, 42, 43, 47, 60, 68, 83.
Arrondissements militaires, 45.
Asiles pour internés, 40, 41.
Atrocités, 44, 46.
Aurora (Société —), 111.
Autorités militaires allemandes, 7, 14-16, 20, 26, 27, 31, 32, 35, 37, 41, 45, 47, 48, 51, 59, 112, 115 (voir : Militärverwaltung) ; — roumaines, 14, 15, 40, 50-52.
Autriche, 4, 15, 40, 77, 110, 112, 131, 132, 135, 140, 162.

Autrichiens, 15, 37, 52, 81, 101, 102, 104, 113.

B

Babadag, 54, 55.
Banat, 10.
Banca Générale, 73, 76, 77, 155, 160-164.
Banque nationale roumaine, 161-164 ; — d'État de Berlin, 76, 77, 79, 163, 164 ; — populaires, 83.
Baragan, 51, 64, 65.
Barème de répartition du butin, 78, 79, 87, 91, 154.
Bateaux, 70.
Benzine, 72, 127.
Berlin, 35, 41, 53, 69, 73, 75, 77, 78, 85, 109, 116, 126, 140, 164.
Berthelot (général —), 160.
Bessarabie, 104, 105, 153.
Bétail, 16, 21, 22, 29, 40, 50, 51, 54, 55, 58, 72, 89, 90, 99, 102, 105, 108-112, 121, 122, 132, 151-153.
Beurre, 97, 106, 110-112.
Bienveillance, 67, 68, 70, 72, 85, 159, 169.
Bière, 90.
Bilan définitif de l'occupation, 164-167 (voir : conséquences).
Blé, 13, 52, 55, 65, 72, 86, 89, 102, 105, 109, 119.
Blocus maritime, 4, 74.
Bois (industries du —), 72, 87, 88, 91, 115, 130, 131, 139 ; — de chauffage, 31, 32, 35, 108, 130, 131.
Bombardement, 12, 17.
Bons du Trésor, 161.
Braïla, 42, 45, 48, 50, 51, 55-59, 62, 80, 94.
Braune (professeur —), 148, 158.
Brigandage, 15, 26, 33, 34, 52, 58, 59, 64 (voir : pillage).
Brochure du Dr Mann, 74.
Bucarest, 5, 11-13, 16, 17, 22, 23 ; 27, 33, 40-47, 49-51, 55, 57, 61, 65, 69, 73, 84, 91, 94, 101, 104, 106, 109, 111, 128, 134, 140, 143-145, 158-160 ; la vie à — dans la première période de l'occupation, 17-44 ; prise de —, 13, 17-23 ; le nouveau régime, buts, méthode, effets,

23-27 ; l'état de la population, 27-36 ; les internements, 37-44 ; paix de —, 101, 104, 109, 110 ; 113-115, 129, 138, 142 ; 155-157, 163, 164.

Budapest, 102.

Bukarester Tageblatt, 40.

Bukovine, 10, 39.

Bulgares, 10, 14-16, 21, 22, 42, 45, 47, 48, 51-61, 68, 69, 71, 80, 101, 132, 142, 149, 151, 154, 165 ; leurs déprédations, 53-61, 149.

Bulgarie, 11, 15, 42, 45, 53, 55, 56, 77, 80, 140, 160.

Butin de guerre, 53, 54, 78, 79, 87, 91, 154, 155.

Buts de l'administration militaire, 72-74 ; 86, 87 ; 116, 118, 129, 131.

Buzau, 45.

Buzeu (rivière —), 80.

C

Cachettes, 100, 105.

Caisses de prêts, 83.

Calafat, 57.

Calarasi, 58, 144.

Campagne, 27, 30, 31, 44, 61, 63, 70, 83, 106, 108, 137, 152, 158, 159 ; la vie à la — dans la première période de l'occupation, 44-65 ; exode des paysans et pillage des propriétés, 49-52 ; déprédations bulgares et dévastations, 53-61 ; prisonniers de guerre roumains et fuyards, 61-65.

Campina, 126, 127, 141.

Camps d'internement (voir : internements) ; — de prisonniers, 61, 63.

Caoutchouc, 28.

Caracal, 144.

Carp (P. P. —), 49, 68, 69, 94.

Carpathes, 11, 50, 51, 61, 64, 80, 107, 115, 133, 134.

Catargea, 59.

Cartes de pain et de viande, 96.

Caves, 132.

Céréales, 54, 72-74, 89, 104, 116, 118, 122, 139.

Cernavoda, 55, 128.

Change, 161, 162, 166.

Charbon, 108.

- Chauffage**, 31, 32, 36, 61, 108 (voir : bois).
- Chaussures**, 147.
- Chemins de fer**, 4, 13, 34, 45, 53, 57, 61, 84, 90, 111, 118, 131, 132, 148, 151, 152, 159, 162, 165.
- Chevaux**, 21, 31, 54, 88, 98, 105, 122, 148, 151, 152, 160, 165.
- Chèvres**, 34, 152.
- Chimiques** (produits —), 91, 145, 149.
- Choléra**, 30, 31, 61.
- Circonscriptions administratives** de la région occupée, 80, 81.
- Circulation**, 31, 33, 35, 45, 46, 50, 51, 84, 97, 159, 162, 165.
- Circulaire** confidentielle du 5 janvier 1917, 98 ; — confidentielle du 3 mai 1917, 94 ; — du 25 juillet et du 17 octobre 1917, 133.
- Cleve** (colonel —), 19, 22, 27.
- Clocereasca**, 134.
- Colis postaux**, 29, 135, 151.
- Colonnes de recherche**, 100-105 ; 120, 141, 146 ; — bulgares, 53, 54.
- Commandement des étapes**, 14, 16, 45, 94.
- Commerce**, 29, 33, 34, 107, 120, 161, 162, 165, 166 ; — clandestin, 30, 31, 33, 107.
- Commissaires de police**, 23.
- Commissions des internés**, 38 ; — des atrocités, 44 ; — pour l'étude des principes fondamentaux de l'exploitation, 75 ; — économiques, 93.
- Concessions** (voir : monopoles).
- Conclusion**, 168-170.
- Confiscation** (voir : réquisitions ; enlèvements).
- Conseil de la Couronne**, 10.
- Conséquences** de l'occupation, 4, 6, 8, 9 ; 14, 29-36 ; 37, 46-48, 59, 60, 66, 85, 99, 100, 122, 124, 135, 147, 150-167 ; état du pays à la fin de l'occupation 150-167 ; résultats obtenus par l'administration militaire, 150-155 ; état du pays lors de l'évacuation, 157-160 ; — financières, 160-164 ; — en général, 164-167 ; conclusion, 168-170 (voir : mortalité ; état sanitaire).
- Conserves**, 134, 135, 137, 139, 142.
- Consommation**, 96, 97, 151, 153.
- Constantza**, 45, 48, 55-57, 60, 69, 127, 150.
- Contrats de fourniture** des produits séquestrés, 106-108, 114, 136, 149 (voir : monopoles).
- Convention de La Haye**, 60, 74, 82, 101, 104, 149, 168.
- Corruption**, 67, 113-115.
- Corvées** (voir : travail forcé).
- Couchage**, 7, 24, 25, 28, 101-104, 124, 146.
- Courtoies**, 141.
- Coût de la vie**, 29, 31, 33.
- Couvertures** (voir : couchage).
- Craiova**, 44, 73, 134, 143-145.
- Crime**, 21.
- Croates**, 39.
- Culture**, 2 (voir : agriculture).
- Cuir et peaux**, 25, 91, 108, 124, 143-148, 161.
- Cuisines populaires**, 35.
- Cuivre**, 101, 102, 141, 144, 145, 148.
- Curtea**, 136.
- Czernin** (comte —), 110.

D

- Danube**, 16, 37, 45, 50, 51, 54-59, 62, 68-70, 80, 90, 113, 118, 121, 128, 132, 144, 145, 159, 160, 165.
- Dawes** (plan —), 163, 164.
- Décret** du 4 janvier 1917, 25.
- Démétrius** (Saint- —), 60.
- Défense** de consommer (voir : rationnement).
- Dénonciations**, 43.
- Déprédations** (voir : destructions).
- Déserteurs**, 21, 64 (voir : fuyards).
- Destructions**, 2, 3, 14, 46, 51, 53-61, 62, 99, 142, 149, 154, 155, 161, 165, 166, 168 (voir : incendies ; pillages).
- Dettes publiques**, 160-164, 166.
- Deutsche Allgemeine Zeitung**, 4.
- Dévastations** (voir : destructions).
- Directeur des tabacs**, 27.
- Districts**, 45.
- Dobrudja**, 11, 42, 45, 47, 48, 51, 53-56, 59, 60, 68, 69, 80, 150, 151, 165.
- Documents**, 8, 9, 60 ; — secrets, 4, 7-9, 15, 16, 24, 25, 27, 30, 75, 88, 94, 95, 96, 98, 101, 116, 118, 119, 140, 143, 147, 151, 154.

Domaines de l'État, 88, 90, 130.
Dommages, 129, 138, 154, 155, 163-165, 167 (voir : conséquences).
Droit international, 2.
Duretés (voir : traitements mauvais).
Durostor, 80.

E

Éclairage, 127.
École d'Agriculture (ferme de l'—), 27.
Économie nationale (l'—), 4, 165 (voir : état social).
Électricité, 92, 139, 140, 141, 165.
Empereur d'Allemagne, 60, 68, 84, 86.
Emprunts (voir : finances).
Enfants, 2, 23, 30, 50, 63, 65, 70, 108, 110-112, 137, 168, 169.
Enlèvements systématiques, 6, 14-16, 21, 28, 29, 33, 35, 45, 46, 48, 52, 53, 57-60, 70, 71, 74-79, 86, 87, 98, 102-106, 110-114, 117-119, 123, 125, 128, 131, 132, 141, 142 ; 143-157, 165 (voir : réquisitions).
Enquêtes, 102 (voir : inspections).
Entrée de la Roumanie dans la guerre mondiale, 10-13.
Épidémies, 30, 32, 61.
Ersatz, 139, 147.
Espions, 39.
Étapes, 14, 15, 35, 45-48, 52, 58, 60, 71, 80, 81, 84, 93, 97, 98, 118, 123, 132, 143, 150, 152.
Etapenkommandatur, 19, 45.
Etapenstationskommandos, 45.
État chaotique, 49 (voir : destructions) ; — social et économique, 6, 142, 143, 150-167 (voir : conséquences) ; — au moment de l'évacuation, 157-160, 164-166 ; — sanitaire, 30-32, 47, 60, 61, 65, 112, 122, 124.
État-major économique, 8, 81 (voir : Wirtschaftstab) ; — administratif, 81 (voir : Verwaltungstab) ; — militaire, 47, 53, 62, 73, 81.
États-Unis, 38.
Étoffes (voir : vêtements).
Évacuation du pays, état où il fut laissé, 157-160.

Excitations à la révolte, 22.
Exode des paysans, 49-52.
Expéditions, 87, 88, 90, 95, 128, 131, 132, 135, 141, 147-149 ; Section des —, 90 (voir : exportations ; ravitaillement).
Exploitation de la population, 2, 82, 124, 125 (voir : travail forcé ; réquisitions) ; — économique, 2, 6, 7, 47, 74-78, 80, 82, 110-117, 125, 129, 143-155, 161, 165 (voir : enlèvements).
Exportations, 25, 28, 29, 33-35, 45, 46, 54, 55, 69, 72, 75, 78, 86-89, 90, 95, 114, 117, 128, 131-133, 142, 147-155, 159, 162.

F

Fabrications de guerre, 11, 12 (voir : industries).
Fabriques (voir : usines).
Falkenheim, 11.
Famine, 3, 13, 25, 64, 94, 101, 104, 108, 125, 161.
Farine, 13, 96-98, 102.
Femmes, 2, 23, 29, 32, 41, 42, 50, 63, 68, 70, 102, 148, 168, 169 (voir : ménagères).
Fétésti, 58, 118, 165.
Finances, 87, 88, 93, 154, 155, 160-163, 166 ; conséquences financières de l'occupation, 160-163 ; refus de l'Allemagne de payer le papier-monnaie émis par elle, 163, 164.
Fischerbote (Der —), 57.
Flamanda (Pont de —), 54, 58.
Fonctionnaires roumains, 14-18, 22, 29, 49-52, 68, 83, 152, 162 ; — allemands, 70.
Forêts, 61, 64, 65, 88, 91, 115, 116, 130, 131.
Fourrages, 27, 33-35, 88-90, 93, 95, 106, 108, 150, 151, 155, 160 ; Section des fourrages, 89, 93, 94 (voir : Wirtschaftstab).
Fours, 134.
France, 160.
Froid, 25, 32, 35, 40, 105, 124, 144, 147.
Fromage de moutons, 34, 35, 123.
Froment, 57, 94, 96, 100, 105, 159.

Front (le —), 11, 12, 22, 29, 38, 39, 44, 50, 81, 87, 131, 133, 135, 141.
Fruits, 29, 99, 106, 107, 133-138 ;
 Section des —, 99, 134-138.
Fuyards, 15, 21, 22, 26, 31, 45, 46, 50-52, 56, 61-65, 102.

G

Galtaz, 43, 51.
Gale, 30.
Germes de maïs, 68, 122, 123.
Giergu, 55, 57, 59, 128, 145.
Goetz (professeur —), 60.
Gouvernement roumain, 13, 29, 50, 83, 109, 112, 114, 156, 160, 162, 164 ; — militaire allemand, 19, 30, 44, 45, 51-54, 59, 75, 80-85, 96, 98, 101, 119, 127, 129, 151.
Grains, 52, 57, 119.
Graisses, 48, 70, 89, 97, 98, 102, 123, 139 ; — minérale, 72 (voir : pétrole)
Guerres, 2 ; la — mondiale, 2, 5, 10-13, 72, 74.

H

Habsbourg (les —), 3.
Haeckel (professeur Ernst —), 17-19, 20.
Hahn (professeur —), 68.
Hambourg, 57, 62, 68.
Haricots, 31, 34, 48, 103.
Hentsch (colonel —), 32, 34, 41, 62, 63, 67, 82, 94, 105-109.
Hirsova, 80.
Hollande, 38.
Hommes de confiance, 64, 82, 83.
Hongrie, 15, 77, 110, 140, 142, 152, 162.
Hongrois, 14, 22, 37, 40, 41, 47, 54, 101, 102, 104, 119, 151, 152, 154, 165.
Hostilité, 2, 40, 47, 48, 63, 169.
Huile, 121-123, 139 ; — minérale (voir : pétrole).
Humanité, 1, 5, 6 ; 46, 47, 63, 66, 67, 69-71, 168-170.

I

Iassy, 160.
Ionescu Dobroeanu (colonel —), 44.

Jéna, 17, 18, 20.
Ilfov, 34, 65, 102, 104.
Importations, 29, 30, 35, 114, 153.
Incendies, 51, 55-59, 71, 125, 149.
Industrie roumaine, 11, 99, 116, 125, 129, 134-143, 151, 154, 159, 161, 165, 166 (voir : pétrole) ; — de guerre, 87, 92, 99, 117, 131, 138-143, 154, 161.
Inflation, 161, 162 (voir : finances).
Informations (Section des —), 87.
Inspecteurs des arrondissements militaires, 45.
Inspections, 38, 41, 55, 64, 102.
Institutions de culture intellectuelle, 2, 4, 6, 17, 60, 68, 83, 158, 165, 166.
Instructions, 8, 9 ; — secrètes, 7, 8 (voir : documents) ; — secrètes pour la saisie des produits agricoles, 95 ; — secrètes du 16 janvier 1917, 96 ; — du 8 février 1917, 100.
Intellectuels, 39, 41-44 ; 60, 67, 68.
Internements, 26 ; 37-44 ; 47.
Interprètes de villages, 71, 83.
Invalides, 2, 56, 63.
Inventaire des produits, 28.
Ionescu (docteur —), 59.
Isolement de Bucarest, 33.
Italie, 3, 11.

J

Jalomitza, 37, 39, 41, 51, 99, 123.
Jaunisse, 30.
Journaux, 37, 40, 41, 43, 51, 61, 72.
Juifs, 108.
Jurilovca, 55-57, 59, 80.

K

Kaliacra, 80.
Kessler (major —), 57, 70, 73, 75, 77, 94.
Kodol, 127.
Kommandatures, 42, 46, 81, 84, 93, 118, 119, 121, 127, 143.
Kontz (colonel von —), 75, 119, 140, 147, 148, 154, 155.
Körner (von —), 113-115.
Kosch (général von —), 19, 20.
Kostaki (M. Lupu —), 49, 104, 107.

Kriegsrohstoff (voir : matières premières).

Kriegswirtschaft in Rumänien, 32, 116-118, 122.

Kühlman (ministre von —), 69.

L

Laine, 70, 102-105, 108, 123, 124, 144-147.

Lait, 31, 33, 90, 106, 107, 110-112, 123 ; laiteries, 90, 109-112, 113.

Légumes, 29, 31, 33-35, 90, 96, 98, 103, 107, 123, 124, 133-138.

Lei, 73, 154, 155, 160-163.

Lettres, 7, 13 (voir : postes).

Lin (voir : textiles).

Linge, 25, 28, 102, 103, 108, 124, 146, 157, 158.

Listes de marchandises, 25, 28 ; — de prix, 25 ; — d'internés, 38 ; — des propriétaires et de leurs richesses, 54 ; — des matières premières dites de guerre, 143-145, 148, 149 ; — des besoins, 160.

Literie (voir : couchage).

Logement, 27, 35 ; — des troupes, 20, 35.

Lübbert (docteur —), 56-59 ; 62, 73, 132.

M

Macin, 55.

Machines, 28, 78, 87, 90, 92, 99, 114, 117, 121, 134, 137-142, 147, 152, 154, 161, 165 ; Section des — 137, 140-142, 154.

Mackensen (feldmaréchal von —), 11, 21, 32, 53, 54, 60, 67, 69, 80, 85, 109, 159.

Magasins, 13, 25, 27-29, 34, 35, 54, 116, 118, 145, 151, 158, 159.

Main-d'œuvre, 64, 65, 89, 121, 127, 139.

Mainmise, 97, 100.

Maires, 15, 16, 18, 83.

Mais, 4, 34, 68, 89, 96, 98, 100, 104, 105, 122, 123, 135, 139, 159, 160.

Maisons particulières, 27-29, 49, 52, 55, 56, 102, 137, 138, 145-148, 151, 157, 158.

Maladies, 30-32, 61, 112.

Malaria, 30.

Manuscrits slaves, 60.

Mann (docteur —), 32, 66, 70, 74, 116, 118, 119, 122, 125, 126, 130.

Maraîchers bulgares, 53, 54.

Maraudeurs (voir : fuyards).

Marchandises, 16, 25, 27-29, 33, 54, 75, 76, 78, 79, 144, 145, 150, 151, 158, 159, 162.

Marchés, 27, 29, 31, 33, 34, 136.

Marcus (docteur —), 68, 69, 132.

Marghiloman (M. —), 104, 105, 115.

Marmelade, 99, 107, 113, 114, 134, 135, 137.

Matières premières, 55, 72, 87, 88, 90, 94, 114, 124, 143-150, 155, 161, 165 ; Section des —, 87, 88, 90, 94, 101-103, 122, 124, 143-149, 150 ; — dites de guerre, 143.

Mauvais traitements (voir : traitements).

Médicaments, 30-32, 47, 165

Mehedentzi, 16.

Mémoire du docteur Antipa, 39 ; — du docteur Antipa en février 1917, 32-35 ; — des otages roumains, 44.

Menaces, 7, 27, 40, 60, 97, 136, 141.

Ménagères, 101-103, 136, 137, 148.

Métallurgie, 88, 91, 139.

Métaux, 28, 101, 102, 141, 144, 145, 148, 149 (voir : métallurgie).

Méthode nouvelle d'occupation, 2, 6, 7, 23-27 ; 48 ; 66, 79 ; 95-115 ; 125, 170 ; — du Wirtschaftstab, 95-115 ; rationnement, 96, 97 ; réquisitions, 97-100 ; réquisitions renforcées, 100-105 ; contrats de fourniture des produits séquestrés, 106-108 ; les monopoles, 108-113 ; la corruption, 113-115.

Miel, 106.

Militärverwaltung, 40, 42, 43, 45, 48, 52, 54, 59, 62, 65, 80-84, 99, 123 ; son territoire, 45, 80, 81 (voir : Wirtschaftstab ; Verwaltungstab).

Mines, 65, 88, 92, 117, 126, 127, 129.

Ministres, ministères, 18-22, 34, 36, 39, 49, 63, 83, 104.

Misère (voir : population).

Mobiliers, 27, 28, 52, 54, 58.

- Moldavie**, 12, 13, 39, 41, 43, 49-51, 61, 104, 146, 153, 158, 159.
Monopoles, 106-115, 120, 133.
Mortalité, 32, 36, 47, 48, 63, 65, 97, 108, 110, 146.
Moulins, 13, 89, 137, 141.
Moutons, 34, 71, 105, 122-124, 145, 146, 152, 153.
Moyens d'action du Wirtschaftstab (voir : méthodes).
Municipalités, 40, 41.
Munitions, 10, 87 (voir : industrie).
Muséum d'histoire naturelle de Bucarest, 12, 20, 60.

N

- Natalité**, 36.
Neutralité, 10.
Nourriture, 2, 4, 7, 24, 31, 33, 34, 36 ; 38, 47, 48, 57, 61-64, 68, 69, 84, 85, 87, 95-97, 102, 108, 110, 112, 121-124, 132, 134-136, 150, 151, 155, 160, 161.

O

- Oberkommando** Mackensen, 19, 48, 55, 58, 62, 77, 80, 81, 102, 110-112, 156.
Oberquartiermeister, 55.
Occupation (l'—), 2-9, 48, 53, 73, 101, 116, 122, 150, 161, 164, 166, 168, 169 ; entrée de la Roumanie dans la guerre mondiale, 10-13 ; première période, dévastations et enlèvements, 14-65 ; la vie de la capitale, 17-44 ; la vie à la campagne, 44-65 ; deuxième période, l'administration militaire, 66-85 ; ses buts, 72-74 ; son plan, 73-80 ; son organisation, 80-85 ; l'État-Major économique, 86-149 (voir : Wirtschaftstab) ; conséquences de l'— (voir : conséquences) ; conclusion, 168-170.
Oufs, 31, 35, 89, 97, 102, 107, 113, 123, 137, 152.
Offices de statistique, 8, 9 ; — central d'approvisionnements, 34 ; — central des courroies, 141.

- Officiers** roumains, 13, 37-39, 42, 160 ; — agronomes, 121 ; — allemands, 19, 20, 30, 39, 43, 47, 55-57, 65, 67, 71, 81, 85, 109, 113, 121, 133, 156-158 ; — chargé de veiller à l'approvisionnement de la population, 81, 83.
Oignons, 31, 33, 34, 103.
O. K. M. (voir : Oberkommando).
Olténie, 44, 51.
Olténitza, 55, 57, 128.
Opinion publique, 10, 42, 43.
Or, 29, 87, 101, 103, 161, 162, 164.
Ordonnances, 8, 9, 24, 37, 43, 44, 67, 68, 81, 84, 119, 127, 132, 133, 149 ; du 27 décembre 1916, 54, 55 ; 28 décembre 1916, 14 ; 1^{er} janvier 1917, 24, 25 ; 20 janvier 1917, 29 ; 31 janvier 1917, 127, 129 ; 8 février 1917, 86, 119 ; 8 mars 1917, 132 ; 9 mars 1917, 127 ; 17 mars 1917, 145 ; 3 mai 1917, 93 ; 8 juillet 1917, 119 ; 5 août 1917, 65 ; 12 août 1917, 42 ; 16 février 1918, 128.
Ordres du jour, [68, 81 ; du 17 décembre 1916, 21, 54 ; du 21 décembre 1916, 99 ; du 27 décembre 1916, 54 ; 13 janvier 1917, 44 ; — secret du 8 février 1917, 52
Ordre public, 14-16, 21-26, 28, 35, 40, 45, 46, 49, 52, 53, 84 ; excitations au désordre, 22.
Organisation de l'administration militaire, 80-85, 116, 117 ; — du Wirtschaftstab, 87-95.
Orsova, 16.
Ostrov, 80.
Otages, 41-44.
Outillage national, 4, 28, 78, 125, 132, 137-140, 152, 154, 155, 162, 165, 166, 168.
Ouvriers, 37, 64, 127, 132, 139, 147 ; — agricoles, 64.

P

- Pain**, 32, 57, 96, 159.
Panique, 49, 50.
Papier-monnaie fictif, 6, 73, 76, 77, 79, 87, 101, 120, 124, 154, 155, 160-166.

- Papiers d'identité**, 37, 38, 64.
- Patrouilles**, 23, 28, 31, 32, 34, 35, 102, 137.
- Paysans roumains**, 4, 11, 21-23, 31, 33, 37, 40, 44-46, 49-52, 61, 63, 65, 68, 70, 71, 98-107, 111, 119-124, 131, 134, 136, 147, 160, 165, 166 ; leur exode, 49-52 (voir : campagnes).
- Pêche**, 55-57, 62, 68, 69, 73, 88, 92, 113, 131, 132.
- Pêcheurs**, 30, 56, 58, 59, 62, 63, 132.
- Peines** (voir : punitions).
- Penck** (Prof. A. —), 69.
- Pensionnés**, 29, 68, 83.
- Permissionnaires**, 151.
- Perquisitions**, 4, 7, 48, 71, 87, 100-105, 120, 124.
- Personnalités militaires**, 67-71, 73 (voir : officiers allemands).
- Pétrole**, 13, 64, 72, 74, 87-89, 91, 99, 108, 109, 116, 125-130, 141, 150, 155, 159.
- Photographies**, 7, 55, 56.
- Pianos**, 28, 54.
- Pillage**, 14-16, 21, 22, 26, 28, 45, 46, 49, 52, 55, 57-59, 60, 68, 86, 150, 157, 158 (voir : enlèvements ; exploitation).
- Pitesti**, 134, 144.
- Plan de culture**, 121 ; — d'occupation, 53, 60, 73-80, 117 ; son élaboration, 75.
- Pléniopotentiaires militaires**, 78, 81.
- Plevna**, 56.
- Ploesti**, 13, 30, 31, 61, 128.
- Poisson**, 34, 56, 57, 59, 62, 69, 109, 132 (voir : pêche).
- Police**, 8, 14, 16, 21, 23, 25, 26, 28, 34, 37-39, 43, 81, 83, 97, 158 ; — centrale, 81.
- Politique**, 26, 40, 42, 43, 81, 88, 160.
- Polizeimeister**, 23, 24.
- Pommes de terre**, 31, 33, 34, 90, 98.
- Popescu** (le peintre Etienne —).
- Population civile**, 1-9 ; 10, 13, 14, 16, 18, 20-36 ; 37, 43, 46-49, 56, 62, 64, 65 ; 66-71, 74, 81-87, 94, 95-97, 100-108, 119, 121, 123-125, 131-136, 143, 147, 148, 156, 158, 160, 161, 164-169 (voir : paysans) ; sa misère, 2, 3, 8, 24 27-36 ; 46-49, 56, 61, 64, 65, 68, 121, 124, 133, 135-137, 147, 156, 158, 161, 164, 166, 168, 169 ; baisse des naissances 36 (voir : mortalité).
- Porcs**, 152.
- Ports**, 55, 118, 119, 144, 145, 150, 159, 165.
- Postes**, 45, 46, 84 ; — clandestine, 7 — de campagne, 29, 135, 151.
- Prahova**, 13.
- Praschma** (comte —), 94, 104, 105.
- Préfets**, 16, 18, 50, 83, 102, 104, 112, 153 ; — de police, 23, 27.
- Préméditation**, 6, 8, 53, 60, 78, 79, 117.
- Presse** (voir : journaux).
- Principele Ferdinand**, 56.
- Prise de Bucarest**, 11-13 ; 17-22.
- Prison** (peine de —) 23, 24, 42, 97, 119 ; — de police militaire, 23.
- Prisonniers de guerre**, 25, 28, 30, 31, 45, 61-65, 68, 125, 127, 139, 151.
- Prix**, 31-34, 94, 97, 98, 107, 111, 133, 136, 145, 154, 155.
- Proclamation** du 22 décembre 1916, 84.
- Production**, 2, 6, 47, 48, 63, 72, 78, 79, 87, 93, 94, 99, 117, 118, 121-123, 128, 132, 133, 136, 150, 162, 165, 166.
- Produits alimentaires**, 29-35, 40, 54, 72, 89, 95, 98, 106, 107, 118, 119, 150, 154, 160.
- Projets d'avenir de l'Allemagne**, 155-157.
- Promesses**, 103.
- Propriétaires** (grands —), 15, 22, 53, 117, 121, 127, 128, 130, 137, 141, 146 ; petits —, 15, 53, 117, 121, 146.
- Propriété privée**, 116, 117, 120, 121, 128, 131, 137-139, 141, 146.
- Protestations**, 27, 42, 43, 102, 107, 109-112, 131.
- Protocole additionnel au Traité de paix**, 114.
- Provinces**, 44, 67, 70, 83, 94, 159 ; (voir : campagne).
- Provisions**, 101-103, 160.
- Punitions**, 7, 24-26, 38, 65, 84, 94, 97, 100, 119, 123, 124, 136, 149.
- Putna**, 80.

Q

Quartier général, 68, 69, 71, 73-75, 81, 85, 101, 106, 117, 132.
Quinine, 30.

R

Ramnicu-Sarat, 45, 80.
Rapatriment, 51.
Rapports, 8, 9 ; — secrets, 8, 9, 15, 16, 65, 75, 119, 126, 140, 141, 143, 147, 151, 153, 154 ; — secret de janvier 1917, 15, 16, 30, 45, 46, 52, 53 ; — secret du 31 mars 1917, 51, 126, 131 ; — secret du colonel Kontz, 140, 141, 147, 154, 155 ; — secret de la Kriegsrrohstoffe, 143-145 ; — secret du 7 septembre 1917, 151 ; — du Dr. Lübbert, 56, 59 ; — secret sur l'activité du Wirtschaftstab, 65, 88, 126, 130, 131, 140.
Rationnement, 68, 87, 96, 97, 108, 159.
Ravitaillement, 33, 34, 40, 47, 57, 87, 93, 95, 97, 125, 135, 158-160 ; — de l'Allemagne, 73-75, 78, 79, 86, 87, 93-97, 101, 104, 106, 110-112, 118, 119, 123-128, 131-133, 135, 139, 141, 143, 150-156, 159, 164 (voir : exportations).
Razim (lac —), 80.
Recensement, 36, 48, 69.
Récépissés de réquisition, 21, 59, 77, 97, 117, 138, 154, 155.
Réclamations (voir : protestations).
Récoltes, 86, 90, 94, 111, 116, 118, 133, 135, 150, 152, 160, 164.
Réfugiés, 21, 35, 49-52.
Refus de travail, 26 (voir : corvées). — de l'Allemagne de payer le papier émis par elle, 163, 164.
Régime (le — nouveau d'occupation) (voir : méthode).
Régions occupées, 1, 2 (voir : occupation).
Règlements, 7.
Représailles, 40-42.
Réquisitions, 7, 20, 21, 24-28, 30, 33, 34, 40, 48, 52, 68, 70, 71, 76-78, 85, 87-89, 97-100, 100-105, 107,

108, 110-112, 117, 118, 120, 122-128, 132-141, 144-147, 151-157 ; — non réglementaires, 26, 27, 35 ; — renforcées, 100-105, 107, 109, 120.
Restauration, 47, 162, 163, 167, 168.
Résultats obtenus par l'administration militaire, 150-155.
Reuss (prince de —), 63.
Rheinbaben (Freiherr von —), 3.
Roumains, 4, 6, 10, 11, 37, 39, 40, 42, 48, 69, 164, 165, 168, 169 (voir : paysans) ; le soldat —, 10, 11 (voir : soldat).
Roumanie, 2-8 ; 10, 11, 14, 25, 30, 37, 40, 42, 43, 45, 57, 63, 65, 66, 69, 72, 75-77, 82, 86, 97, 101, 106, 113, 115, 118, 122, 125, 126, 129, 132, 135, 138, 142, 156, 157, 159, 160-164, 168, 169 ; causes de son entrée en guerre, 3, 10, 72 ; conséquences de l'occupation pour la —, (voir : conséquences ; occupation ; dévastations).
Routes, 31, 33-35, 40, 45, 46, 50, 51, 53, 57, 61, 84, 162.
Ruines, 2, 6, 21 (voir : destructions).
Rusciuk, 55.
Russes, 10, 12.
Russie, 116, 117, 161.
Ruwiva (voir : Union économique roumaine).

S

Saisies (voir : réquisitions).
Salles pour se chauffer, 35.
Sammlungen der Kriegswirtschaftlichen, 8, 75.
Santé (voir : état sanitaire).
Savon, 30, 31, 48, 70, 102, 103, 124, 139.
Schwartzkoppen (colonel von —), 102.
Scurtul, 58.
Secours aux internés, 40, 41.
Secrets (voir : documents — ; rapports —).
Sections (voir : Wirtschaftstab).
Sécurité, 15, 16, 21, 23, 25, 33-35, 45, 46, 49, 84 (voir : ordre).
Sel, 59, 96.
Semences, 57, 89, 90, 160, 161.

- Semlin**, 73, 87.
Sëndler (général von —), 151.
Séquestration, 7, 25 (voir : réquisitions).
Serbano (lac —), 58.
Sereth, 13, 44.
Sévérité, 67, 68, 70, 71, 94, 100, 101, 104, 106, 109, 132 (voir : traitements).
Sinaïa, 131, 165.
Slatina, 61.
Socariciu, 58.
Société centrale d'achats de Berlin, 77, 78 ; — pétrolières, 127-129.
Sofia, 60.
Soie, 147.
Soldats roumains, 10-13, 52, 61-65 ; — allemands, 67, 70, 71, 79, 102 ; — fuyards, 15, 52 (voir : fuyards).
Sondages, 126, 128.
Sources, 8, 9.
Spéculateurs, 31, 33, 67, 71, 106-115, 120 ; leur corruption, 113-115.
Statistiques, 8, 9 ; 36, 69, 91, 108 ; 112, 116, 119, 150-155.
Steana Romana, 128.
Stoïca (colonel —), 42.
Stoltzenberg (colonel von —), 19, 21.
Stramba, 58.
Stuckrad (major von —), 58.
Sucre, 25, 29, 87, 97, 114, 161.
Système (nouveau — d'occupation), 2 (voir : méthode).
- T**
- Tabac**, 27-29.
Tapis, 102, 103, 146, 158.
Tchèques, 39.
Teleorman, 54.
Territoires occupés (voir : régions —).
Textiles, 90, 108, 121, 144-147, 161.
Théodoru (M. Paul —), 123.
Tournesol, 121.
Trainards (voir : fuyards).
Traité de Bucarest (voir : Bucarest) ; protocole additionnel, 114.
Traitements (mauvais —), 38, 42, 48, 59.
Transports (voir : circulation).
Transylvanie, 10, 11, 39.
Travail, 87, 88, 139, 160, 166, 168 ;

- forcé, 42, 47, 117, 124, 127.
Troïan, 42.
Tulcea, 48, 54, 62.
Tülff von Tscheppe et Weidenbach (général —), 15, 52, 80, 84, 85, 109.
Turcs, 15, 48, 52, 53, 79.
Turnu-Séverin, 16, 44, 50, 73, 118, 140, 143-145.
Turquie, 15, 48, 56, 140, 147.
Turtucaïa, 11.
Typhus, 30, 31.
Tzuica, 106, 107, 133.

U

- Union économique roumaine**, 82, 93-95, 104.
Unité nationale, 3, 10, 168.
Université de Bucarest, 60 ; — d'Iéna, 5.
Urziceni, 37.
Usines, 4 (voir : industries).
Ustensiles de ménage, 16.
Utilisation (Section d'—) des matières premières (voir : matières premières).

V

- Vaches**, veaux, 21, 27, 33, 34, 110-112, 123 (voir : bétail).
Valachie (Petite —), 16, 44, 45.
Vega, 128.
Vente forcée, 97-100.
Verordnungsblatt der Militärverwaltung, 9.
Verwaltungstab, 60, 81-84.
Vêtements, 2, 7, 24, 25, 28, 31, 61, 64, 95, 102, 103, 108, 112-124, 144, 146, 147, 150, 157, 158, 160, 161 ; — en papier, 147.
Veuves, 68.
Viande, 22, 29, 34, 36, 69, 90, 96, 97, 153.
Vie de la capitale pendant la première période de l'occupation, 17-44, 47 ; prise de la capitale, 13, 17-23 ; le nouveau régime, ses buts, ses effets, 23-27 ; l'état de la population, 27-36 ; les internements, 37-44 ; la vie de la province et de la campagne, 44-65 ; exode des pay-

sans et pillage des propriétés, 49-52; déprédations bulgares et dévastations, 53-61; prisonniers de guerre roumains et fuyards, 61-65.
Veillards, 2, 23, 36, 38, 39, 50, 56, 63, 70, 97, 108, 168, 169.
Vienne, 8, 53, 75, 78, 111, 140.
Villages, 31, 33, 37-42, 47, 49-58, 61, 63, 65, 70, 83, 101, 102, 106, 165.
Villes, 14, 31, 33, 37, 42, 47, 54, 55, 58, 70, 83, 96, 97, 157, 159, 165 (voir : Bucarest).
Vin, 29, 89, 99, 107, 132, 133.
Violences, 20, 21 (voir : crimes; traitements).
Voitures, 21, 31, 33, 34, 40, 50, 88, 98, 99, 138, 159, 165.
Volailles, 29, 90, 105, 108, 123, 124, 135, 152.

W

Welser (conseiller —), 67, 82.
Wirtschaftstab, 3, 8, 9, 15, 25, 26, 35, 44, 46, 51, 52, 57, 62-69, 73-75, 78-83; 86-149; 152-157; ses documents, 8; son activité (voir ce mot); les tâches du —, 86, 87 (voir : activité); organisation, 87-95; méthode et moyens d'action, 95-115; rationnement, 96, 97; réquisitions, 97-100; réquisitions

renforcées et perquisitions, 100-105; contrats de fourniture des produits séquestrés, 106-108; les monopoles, 106, 108-113; la corruption, 113-115; résultats obtenus (voir : activité; conséquences); les diverses Sections du —, 46, 63, 78, 81, 82, 85, 87-93, 95, 100, 115, 117, 138-140; 153; Section du bois, 38; Section centrale, 88; — électrique, 88, 92; — des finances, 83, 93; — des forêts, 130 (voir ce mot); — des fruits, 99 (voir : fruits); — juridique, 88, 93, 149; Kriegsrrohstoffe (voir : matières premières); Section des machines (voir ce mot); — des matières premières (voir ce mot); — du pétrole, 99, 126-128 (voir : pétrole); — politique, 81; — des questions économiques, 92; — du ravitaillement et des fourrages, 88, 89, 93-95, 122, 124, 150; — des vins, 99, 132.

Z

Zentraleinkaufsgesellschaft (voir : Société centrale d'achats).
Zentral polizeistelle (voir : police centrale).



TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE.....	v
INTRODUCTION.....	1

CHAPITRE PREMIER

L'entrée de la Roumanie dans la Guerre mondiale

CHAPITRE II

Première période de l'occupation de la Roumanie, et ses conséquences économiques et sociales. L'état chaotique.

A) <i>La vie de la capitale pendant les premiers temps de l'occupation...</i>	17
1. — Prise de la capitale.....	17
2. — Le nouveau régime, ses buts, ses méthodes et ses effets....	23
3. — L'état de la population.....	27
4. — Les internements.....	37
B) <i>La vie de la province et de la campagne pendant les premiers temps de l'occupation.....</i>	44
1. — L'exode des paysans et le pillage des propriétés.....	49
2. — Les dépradations bulgares et la dévastation du pays.....	53
3. — Les prisonniers de guerre roumains des régions occupées et les soldats roumains restés cachés dans les forêts des Carpathes.....	61

CHAPITRE III

Deuxième période de l'occupation de la Roumanie et ses conséquences

<i>L'Administration militaire.....</i>	66
1. — Les personnalités militaires.....	67

2. — Les buts de l'Administration militaire en Roumanie.....	72
3. — Le plan général de l'Administration militaire.....	74
4. — L'organisation de l'Administration militaire.....	80

CHAPITRE IV

L'état-major économique (Wirtschaftstab) et les résultats de son activité

1. — Les tâches du Wirtschaftstab.....	86
2. — L'organisation du Wirtschaftstab.....	87
3. — Les méthodes et les moyens d'action du Wirtschaftstab..	95
a) Restriction de la consommation de la population par un rationnement sévère et défense de consommer certains produits alimentaires.....	96
b) Mainmises, réquisitions, obligations de fournir et de vendre les produits « à l'amiable ».....	97
c) Réquisitions renforcées et perquisitions domiciliaires par des colonnes militaires de recherche.....	100
d) Contrats de fourniture des produits séquestrés.....	106
e) Le régime des monopoles et des concessions.....	108
f) La fange de corruption.....	113
4. — Activité du Wirtschaftstab.....	116
a) L'agriculture.....	118
b) Le pétrole.....	125
c) Autres branches de production naturelle : le bois, la pêche, le vin, les fruits, les légumes.....	130
d) L'industrie et les industries de guerre.....	138
e) Les matières premières et les matières premières dites de guerre.....	143
f) La section juridique.....	149

CHAPITRE V

L'état du pays à la fin de l'occupation et les conséquences

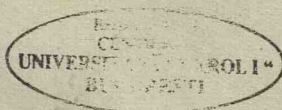
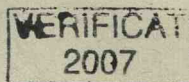
1. — Coup d'œil général sur le résultat total réalisé par l'Administration militaire.....	150
2. — Projets d'avenir de l'Allemagne et tentative de les réaliser par le Traité de Paix de Bucarest.....	155
3. — L'évacuation du pays par l'armée d'occupation et l'état dans lequel il fut abandonné.....	157
4. — Conséquences financières de l'occupation : inflation et endettement.....	160

5. — Refus de l'Allemagne de payer le papier-monnaie qu'elle avait émis pendant l'occupation.....	163
6. — Les conséquences de l'occupation pour l'état général du pays et pour son développement ultérieur. Bilan définitif de l'occupation.	164

CHAPITRE VI

Un dernier mot

INDEX	171
TABLE DES MATIÈRES.....	000



Fontenay-aux-Roses. — 1929.

Imprimerie des *Presses Universitaires de France*. — Louis Bellenand. — 1.279.
